This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at `http://books.google.com/`

A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

+ *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.

+ *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.

+ *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.

+ *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse `http://books.google.com`

YB 06418

The
University of California
Library

H. Morse Stephens

University of California

rairie F. ALCAN, 108, Boul. St-Germain, PARIS
Majoration ***temporaire***
30 °/o du prix marqué
cision du Syndicat des Editeurs du 11 Février 1918

L'ALLEMAGNE

ET

LA RUSSIE

AU XIXE SIÈCLE

AUTRES OUVRAGES DE M. ÉDOUARD SIMON

L'Empereur Guillaume et son règne. 1 vol. in-8. Paris. 1886. . . . . 7 fr. 50

Histoire du prince de Bismarck. 1 vol. in-8. Paris. 1887. 7 fr. 50

L'Empereur Frédéric. 1 vol. in-12. Paris. 1888. . . . . 3 fr. 50

L'Empereur Guillaume II. 1 vol. in-12. Paris. 1889. . . 3 fr. 50

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

EUG. VÉRON. **Histoire de la Prusse,** depuis la mort de Frédéric II jusqu'à la bataille de Sadowa. 6e édition, 1893, suivie d'un *Résumé* des événements jusqu'à nos jours, par M. P. Bondois. 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50

EUG. VÉRON. **Histoire de l'Allemagne,** depuis la bataille de Sadowa jusqu'à nos jours. 1 vol. in-12, 3e édition, 1892, mise au courant des événements par M. P. Bondois. . . . 3 fr. 50

M. CRÉHANGE. **Histoire contemporaine de la Russie.** 1 vol. in-12. . . . . 3 fr. 50

J. BOURDEAU. **Le Socialisme allemand et le Nihilisme russe.** 1 vol. in-12. 1892. . . . . 3 fr. 50

Recueil des instructions données aux ambassadeurs et ministres de France, depuis les traités de Westphalie jusqu'à la Révolution française, publié sous les auspices du ministère des Affaires étrangères :

Russie, avec introduction et notes par M. Alfred Rambaud, professeur à la Sorbonne. 2 vol. in-8 raisin, sur papier de Hollande. . . . . 45 fr.

Bavière, Palatinat et Deux-Ponts, avec introduction et notes par M. A. Lebon. 1 vol. in-8 raisin, sur papier de Hollande. . . . . 25 fr.

Coulommiers. — Imp. Paul BRODARD.

L'ALLEMAGNE

ET

LA RUSSIE

AU XIXe SIÈCLE

PAR

ÉDOUARD SIMON

UNIV. OF CALIFORNIA

PARIS
ANCIENNE LIBRAIRIE GERMER BAILLIÈRE ET Cie
FÉLIX ALCAN, ÉDITEUR
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1893

Tous droits réservés.

UNIV. OF CALIFORNIA

Tx 154-9
Y 1R7

UNIV. OF
CALIFORNIA

HENRY MORSE STEPHENS

UNIV. OF
CALIFORNIA

UNIV. OF CALIFORNIA

AVANT-PROPOS

L'histoire des rapports politiques de la Russie et de l'Allemagne, c'est l'histoire de deux peuples dont les gouvernements ont été souvent et longtemps alliés, mais qui, pour leur part, ne s'aiment pas et ne supportent qu'à contre-cœur leur voisinage géographique. Ils avaient grandement besoin l'un de l'autre, dans le passé et, par cette raison, marché ensemble, mais sans jamais éprouver des sympathies l'un pour l'autre. Leur grandeur actuelle les sépare et les rend hostiles, chacun estimant que l'autre est devenu trop puissant. Et cependant il ne subsiste pas entre eux des motifs directs de guerre; ils n'ont pas de conquêtes territoriales à faire l'un sur l'autre. Ce qui les divise, ce sont d'abord des intérêts économiques qu'il n'est pas donné à l'épée de faire disparaître; c'est ensuite l'attraction naturelle qui pousse l'Alle-

511187

magne vers l'Autriche, rivale de la Russie en Orient; c'est enfin et peut-être surtout, l'antagonisme de race entre Slave et Allemand, antagonisme entre mi-Européen et Occidental.

Il nous a semblé opportun, eu égard aux grands problèmes politiques dont la solution s'y rattache, de suivre le développement de ces divers sentiments dans les différentes phases historiques où ils se sont manifestés, tout en restreignant, pour cette fois, nos recherches dans le cadre des événements du XIXe siècle, comme touchant plus immédiatement les questions qui émeuvent et préoccupent gouvernements et peuples contemporains.

Toutes les dates, toutes les données de notre travail s'appuient sur des documents soigneusement contrôlés. A notre grand regret, l'exiguïté de ce volume nous a obligé de renoncer aux renvois aux sources où nous avons puisé. Nous devons nous borner à indiquer quelques-uns des ouvrages documentaires que nous avons consultés et auxquels nous renvoyons le lecteur désireux de poursuivre l'étude détaillée de notre sujet.

En première ligne, nous indiquerons le *Recueil des traités conclus par la Russie*, publié par M. F. Martens et que cet éminent juriste a accompagné d'exposés historiques rédigés sur les documents des Archives impériales de Saint-Péters-

bourg. Malheureusement ces exposés s'arrêtent à l'année 1856.

Pour la période du règne de Nicolas et de Frédéric-Guillaume III et IV, on trouve de précieux renseignements dans les Mémoires du prince de Metternich, de l'évêque Eylert, du général Natzmer, du général Gerlach, du baron Stockmar, du comte de Vitzthum, du duc Ernest de Saxe-Cobourg; dans la correspondance du prince Albert, époux de la reine Victoria, de Léopold Ranke et de Bunsen. Pour la période du règne de Frédéric-Guillaume IV, il faut mentionner encore, en dehors des ouvrages cités plus haut, la correspondance diplomatique de M. de Bismarck, alors ministre à la Diète germanique; pour la période de la guerre d'Orient de 1855, l'ouvrage de M. G. Rothan, spécialement consacré à la politique prussienne de cette époque; celui d'un diplomate allemand, M. F. Bamberg, ouvrage très documenté sur ce sujet et qui embrasse aussi la guerre russo-turque de 1877.

Pour la période des règnes d'Alexandre II et de Guillaume Ier, on trouve des renseignements précieux dans les divers ouvrages de M. G. Rothan; dans le livre du comte Benedetti, surtout pour les événements de 1866 à 1870; dans l'ouvrage de M. de Sybel sur la fondation de l'empire allemand; dans les Mémoires du comte de

Beust et même dans ceux de l'ancien comédien L. Schneider, devenu bibliothécaire de l'empereur Guillaume Ier; enfin, pour la période de la guerre de 1870, dans les ouvrages de MM. Albert Sorel et J. Valfrey. Cette liste d'ouvrages à consulter est forcément incomplète : il est impossible d'énumérer ici les divers recueils de documents communiqués aux Parlements, les discours des ministres, le prince de Bismarck en tête, sans compter les documents et écrits épars, publiés dans les journaux de presque tous les pays d'Europe et se rapportant aux relations de la Russie avec l'Allemagne.

Paris, novembre 1892.

UNIV. OF
CALIFORNIA

L'ALLEMAGNE ET LA RUSSIE

AU XIXe SIÈCLE

INTRODUCTION

Deux voisins qui, tour à tour, se recherchent, se craignent, se méfient et se repoussent, telles paraissent, dans l'histoire, la Russie et la Prusse à laquelle s'est substituée plus tard l'Allemagne dans ses rapports internationaux.

Prusse et Russie n'avaient pas toujours été voisines, séparées qu'elles étaient par les pays de l'Ordre Teutonique et par la Pologne : des convoitises communes les unissaient et les rapprochaient géographiquement. De bonne heure, la Pologne devint ainsi l'adversaire de ceux qui tendaient à en recueillir les dépouilles. Un autre adversaire leur devint commun : l'Autriche, qui

gênait à la fois l'extension de la Russie vers l'Orient et celle de la maison de Brandebourg disputant à la vieille dynastie de Habsbourg l'hégémonie de l'Allemagne. Cette identité des visées ambitieuses détermine le caractère des rapports de la Russie et de la Prusse depuis Pierre le Grand jusqu'à nos jours, de même qu'elle explique les variations de ces rapports : le plus souvent cordiaux et intimes entre les souverains, rarement entre les deux peuples; parfois froids et aigres, ainsi que cela arrive dans la vie privée entre des hommes que l'intérêt rapproche plus que le cœur. La physionomie caractéristique de ces rapports consiste ainsi dans le besoin que l'on avait du concours de part et d'autre pour la réalisation de ses aspirations respectives : la Russie, de puissance asiatique, tendant à devenir puissance européenne en se rendant maîtresse des pays de la Baltique, en absorbant la Pologne et en s'emparant des territoires turcs du bas Danube et de la mer Noire; la Prusse, en retour de ses services apportés à la Russie, partageant avec elle les possessions polonaises et secondée dans ses plans dirigés contre l'Autriche.

La Russie avait encore d'autres services à demander à ses voisins. Pays arriéré, s'efforçant de se mettre au niveau des nations d'Occident, elle devait chercher au delà de ses frontières les outils

de la civilisation et les hommes qui en enseigneraient l'usage. La Prusse et l'Allemagne, comme les plus rapprochées des frontières moscovites, furent ainsi tout naturellement appelées à cet office d'initiation. Le tsar Pierre le Grand, contrairement au sentiment populaire de son pays, lequel, à cette époque déjà, aimait peu l'intrusion de l'élément étranger, organisa une véritable immigration d'artisans, de commerçants, d'industriels, de savants, en majeure partie allemands. Et si, de nos jours, la Russie tend à se débarrasser peu à peu des éléments étrangers qui l'ont envahie pendant des générations, on voit, du temps de Pierre le Grand, le souverain de la Prusse se plaindre de ce que le tsar lui enlève et embauche, en trop grand nombre, les artisans et ouvriers prussiens.

L'alliance politique des deux États prend naissance dès le XVIe siècle. Des traités formels furent conclus au XVIIe siècle entre Alexis Micailovitch et l'électeur Frédéric-Guillaume, puis entre Pierre le Grand et le roi Frédéric-Guillaume Ier. Ces traités, types de ceux conclus pendant les règnes suivants, sont presque tous des traités de garantie et de concours militaire contre l'ennemi commun qui était le Polonais, le Suédois et l'Autrichien. Entre temps s'élèvent des nuages. Pierre recherche l'alliance de la France : le roi Frédéric-

Guillaume Ier s'en émeut; il craint de se trouver entre l'enclume et le marteau. Cependant, Pierre reste toujours très désireux des alliances prussienne et allemande. C'est sous son règne que s'ouvre la série des mariages entre princes russes et princesses allemandes. Pierre y attache du prix : c'est un pas de plus dans la politique de rapprochement avec l'Allemagne et, surtout, de l'influence russe dans ce pays. D'autre part, sous le règne de Frédéric-Guillaume Ier, apparaît ce trait resté inhérent à la politique prussienne, de cette indécision qui hésite à s'inféoder à celle de son puissant voisin en même temps qu'elle évite de lui rompre ouvertement en visière. Ce même souverain aussi donne l'exemple à ses successeurs, tous recommandant, sur leur lit de mort, à leurs héritiers de maintenir constamment les rapports d'amitié et d'alliance avec la Russie.

Le roi Frédéric II eut bien garde de ne pas manquer à cette recommandation. A son avènement, la Russie était déjà un très puissant État européen et les tsars étaient les arbitres dans le nord de notre continent. Tout en cherchant à rester alliés, les souverains se méfiaient les uns des autres. « J'aime les amis forts, avait dit Frédéric-Guillaume, mais pas les voisins puissants. » D'autre part, en Frédéric, l'impératrice Élisabeth redoutait le voisin puissant, tandis que

Catherine II, plus large de conceptions, disait « préférer le voisin satisfait ». Quant à Frédéric, il admirait et surtout craignait la Russie. « De tous les voisins de la Prusse, dit-il dans l'*Histoire de mon temps*, l'empire de Russie est le plus dangereux tant par sa puissance que par sa situation locale; ceux qui gouverneront la Prusse après moi ont lieu de cultiver l'amitié de ces barbares puisqu'ils sont à portée de ruiner la Prusse de fond en comble par le nombre immense de leurs troupes légères et qu'on ne peut leur rendre le mal qu'ils peuvent faire à cause de la misère de leur pays le plus confin de la Prusse et des déserts qu'il faudrait passer pour arriver en Ukraine. »

Les avances que ce roi fit à l'impératrice Anna ne furent guère accueillies par cette souveraine dont la mort le comblait de joie. Il n'avait pas lieu de se louer davantage d'Élisabeth dont il avait l'imprudence de critiquer la vie privée avec des quolibets et des épigrammes et qui se vengeait en s'alliant à Marie-Thérèse. A la cour d'Élisabeth il se formait des partis autrichien et prussien; les « corruptions », comme Frédéric appelait ses dons d'argent, restaient infructueuses, le sentiment russe se tournant de plus en plus contre le voisin de Berlin. C'est à Élisabeth que Frédéric devait que sa troisième guerre de Silésie durait sept ans.

La mort de cette souveraine le sauva en portant au pouvoir Pierre III qui ne pensait et n'agissait que pour Frédéric et qui, du vivant d'Élisabeth, de concert avec sa femme Catherine, avait paralysé, en mainte occasion, la politique antiprussienne de la cour. Sous le règne de Pierre III, le roi Frédéric régnait à Pétersbourg; mais ce règne ne fut que de courte durée. La réaction du sentiment public en Russie contre l'exagération de la politique prussienne de Pierre III avait beaucoup contribué à la perte de cet infortuné en même temps qu'à l'élévation de Catherine. Celle-ci, au fond, ne nourrissait pas de sentiments hostiles à l'égard du roi Frédéric. Au contraire, ainsi que nous venons de l'indiquer, elle était possédée du même esprit de conquête que lui et, d'ailleurs, elle lui devait quelque reconnaissance, le roi ayant fait le mariage de l'obscure princesse d'Anhalt-Zerbst avec l'héritier du trône de Russie. Certains historiens ont même cru trouver assez de traits de ressemblance de caractère entre les deux personnages, pour aller jusqu'à y découvrir des affinités naturelles entre la grande impératrice et le roi, de dix-huit ans plus âgé que Catherine.

La passion de l'agrandissement aux dépens des voisins unissait ainsi les deux souverains. C'est Catherine qui concevait le grandiose projet du

démembrement de l'empire ottoman : projet présenté plus tard, bien à tort, comme le testament de Pierre le Grand, lequel n'a jamais existé. Mais les aspirations de Pierre, développées par Élisabeth, ont présidé à la conception plus large de Catherine, telle qu'on la trouve exposée dans la correspondance de cette souveraine avec l'empereur Joseph II. Si elle avait besoin tantôt de Frédéric, tantôt de Joseph pour la réalisation de son projet oriental, elle devait s'assurer surtout du concours de Frédéric pour son autre projet, c'est-à-dire pour la conquête de la Pologne. Pour celle-ci il fallait partager, et l'on partageait. C'est donc du règne de Catherine que date la politique, continuée par ses successeurs, de l'alliance intime avec la Prusse, union dont la Pologne, la Turquie et l'Autriche faisaient les frais et constituaient les traits d'union.

Catherine suivait à l'égard de la Prusse une politique également éloignée de celle d'Élisabeth et de celle de Pierre III. Une autre ambition la travaillait encore : la petite princesse allemande, devenue puissante impératrice, était possédée du désir de jouer un rôle prépondérant dans les affaires de sa patrie d'origine. Elle voulait servir d'intermédiaire entre Frédéric et Marie-Thérèse pour la conclusion de la paix. Mais les deux belligérants, tous deux fatigués et épuisés par leur

longue guerre, firent la paix presque à l'insu de la tsarine. Tout en l'écartant cette fois de ses démêlés avec l'Autriche, Frédéric n'en cultivait que plus ardemment l'amitié de Catherine pour les affaires de Pologne, pour consommer enfin, de concert avec elle, le premier partage de cet infortuné pays. Une seconde tentative de Catherine, en vue de faire valoir son influence en Allemagne, fut couronnée de succès. Ce fut vers la fin du règne de Frédéric, lors du conflit avec l'Autriche pour la succession de Bavière. Cette fois, ce fut Frédéric qui sollicita la médiation de la tsarine qui, en effet, départagea les deux adversaires, en faisant pencher la balance du côté de la Prusse. Le traité de Teschen, conclu sous les auspices de Catherine, établit d'une manière formelle la haute influence de la Russie en Allemagne, en constituant la Russie garante de l'intégrité des États germaniques. A l'influence française que subissaient plus ou moins les princes de l'Allemagne du Sud, la Russie opposait désormais son influence à elle sur le nord et le centre de l'empire germanique. Catherine pouvait regarder avec orgueil la Prusse et l'Autriche, Frédéric et Joseph, rivaliser d'efforts pour cultiver son amitié et son alliance. Après le partage de la Pologne, celui de la Turquie pour lequel le concours de l'Autriche était plus utile que celui de la Prusse. De là ces négociations

entre la hardie tsarine qui ne craint plus aucun obstacle et le timide Joseph qui craint le roi de Prusse et voudrait attendre sa disparition du monde pour signer l'arrêt de mort de la Turquie, proposé par Catherine. Joseph mourut avant Frédéric, et Catherine n'oubliait pas que son allié de Prusse avait su entraver ses projets orientaux. Les deux cours vécurent en froid jusqu'à la fin. L'ambassadeur de Russie n'assista pas aux funérailles de Frédéric.

Catherine se rapprochait du nouveau roi de Prusse ; elle déclarait que c'était « l'alliance naturelle » de la Russie; ce qui ne l'empêcha point de poursuivre ses projets orientaux de concert avec l'Autriche. Frédéric-Guillaume II, qui avait hérité de son oncle l'inimitié envers la maison de Habsbourg, n'entrait pas dans cette combinaison. Bien au contraire il conclut avec la Porte un traité pour le maintien de l'intégrité de l'empire ottoman et se disposait à tirer l'épée contre la Russie, lorsque la Révolution française éclata pour sceller l'union entre les trois puissances du Nord. Catherine fut l'âme de la coalition contre la France, en même temps qu'elle profita du désarroi de l'Occident pour procéder, de concert avec la Prusse, au second partage de la Pologne. L'amitié des deux cours ne fut pas de longue durée. La Prusse, apercevant l'inanité des efforts

de la coalition, après avoir chèrement payé sa participation, fit sa paix avec la République, à la grande colère de Catherine qui fut empêchée ainsi de faire marcher, comme elle l'avait résolu, un corps d'armée russe sur le Rhin.

La Prusse s'engagea dès lors dans cette politique de neutralité qui, à la longue, ne satisfaisait aucun de ses voisins et à laquelle elle renonça au moment où elle était le moins en situation d'adopter une politique indépendante. Après la mort de Catherine, son successeur Paul Ier, rempli d'une haine aveugle contre la France, fit de vains efforts pour entraîner de nouveau la Prusse dans une guerre contre la République. Puis, ce souverain agité s'attachait à gagner la Prusse à une guerre contre l'Autriche : ce à quoi le roi Frédéric-Guillaume voulait bien consentir à la condition que le tsar ferait auparavant la paix avec la France. Paul se prêta d'abord à cette idée, la réalisa mal et mourut de mort violente, en laissant la Russie brouillée avec la République, c'est-à-dire avec Bonaparte. C'est en présence de ce puissant homme que se trouvaient Alexandre Ier de Russie et Frédéric-Guillaume III de Prusse.

Alexandre, avec un caractère mieux équilibré, avait cependant quelque chose de l'esprit versatile de son père. Sur ce point, les deux personnages qui l'ont approché le plus près, Napoléon et Metter-

nich, sont d'accord. « Si j'étais homme », disait le premier à l'ambassadeur d'Autriche en 1810, « à me laisser aller à des impressions purement personnelles, je pourrais m'attacher à lui de tout cœur. Mais à côté de ses grandes qualités intellectuelles et de cet art de captiver ceux qui l'entourent, il y a en lui quelque chose que je ne puis définir. C'est un je ne sais quoi que je ne pourrais mieux expliquer, qu'en vous disant, qu'en tout il lui manque toujours *quelque chose*. Ce qu'il y a de plus singulier c'est qu'on ne peut jamais prévoir ce qui lui manquera dans un cas donné ou dans une circonstance particulière; car ce qui lui manque varie à l'infini. »

— « Le caractère d'Alexandre, écrit de son côté Metternich, offrait un singulier mélange de qualités viriles et de faiblesses féminines. Son jugement se laissait toujours influencer par des idées favorites; ces idées lui venaient comme par une inspiration soudaine, et il les embrassait avec une ardeur extrême. Elles ne tardaient pas à emporter la balance au point de le dominer entièrement et de permettre à ceux de qui il les tenait d'asservir sans peine sa volonté. »

A première vue, on s'étonne qu'une nature timide et doutant d'elle-même, comme celle de Frédéric-Guillaume III, se soit si étroitement attachée à un esprit flottant et capricieux comme

Alexandre. Il faut considérer que, tout changeant qu'il fût de volonté, ce souverain russe, de sept ans plus jeune que le roi, avait la volonté d'action qui devait captiver le souverain prussien n'ayant de volonté que pour ne pas agir et ayant besoin, pour sortir de l'inaction, d'être poussé par une volonté étrangère.

Alexandre Ier, à l'exemple de Catherine, considérait l'alliance avec la Prusse comme l'alliance naturelle de la Russie. Dès son avènement, il s'attachait à raffermir et à resserrer ses liens avec la cour de Berlin, à détacher celle-ci de la politique de neutralité, conséquence du traité de Bâle. Car, à cette époque, Alexandre était animé des sentiments les plus hostiles à l'égard de la France de Bonaparte, de la France de la Révolution. Il fut servi tout d'abord dans son dessein par le rapt et l'exécution du duc d'Enghien, événement qui offensait au dernier point les sentiments personnels du roi et de la reine de Prusse. La volonté du roi de maintenir sa neutralité en fut ébranlée mais non vaincue. Il fallait de fatigants efforts de la part du tsar avant que son but fût atteint. La politique prussienne se faisait moins par les ministres, que par les conseillers du cabinet civil du roi, fonctionnaires qui seuls voyaient le roi à toute heure et s'entendaient à tenir éloignés de la personne royale les personnages soupçonnés

de combattre la politique de ce cabinet. Les bruits les plus fâcheux couraient sur le compte de ces conseillers, généralement favorables à la politique de neutralité et par conséquent à la France. On les disait vendus à Bonaparte, et Alexandre lui-même ne craignait pas de dénoncer au roi leur honnêteté comme suspecte et entachée. C'étaient les trois conseillers, les frères Lombard et Beyme; on nommait aussi des généraux de l'entourage du roi, des ministres même. Ces accusations étaient-elles fondées pour tous ou pour quelques-uns? ou bien tel conseiller voyait-il le salut du roi et du pays dans une politique de stricte neutralité? Ce qui est certain c'est que le roi tenait à ses conseillers de cabinet et qu'il ne cédait qu'à la longue et à la suite de véritables catastrophes aux objurgations du tsar demandant le renvoi de ces fonctionnaires. Pour le moment, il existait à la cour un parti français et un parti patriote ou russe, qui se disputaient l'oreille du roi. Ce fut donc œuvre laborieuse que de le gagner à la nouvelle coalition dont Alexandre avait formé le projet. Après y avoir rallié l'Autriche et la Suède, il importait d'y associer la Prusse. Pour y réussir il obtint de l'empereur d'Autriche l'envoi du comte de Metternich qui, à son tour, en présence d'une résistance obstinée du roi, appela à la rescousse le tsar lui-même. L'infortuné roi craignait à un

égal degré ses deux voisins de France et de Russie ; sa loyauté le liait au premier, son sentiment intime au second. Alexandre, à bout de raisons, eut recours à la violence : il menaçait de faire franchir à son armée la frontière de Prusse. Cet acte eût pu tourner à un résultat tout opposé si Napoléon au même moment n'avait fait entrer son armée, contrairement au traité de Bâle, dans le pays d'Ansbach : le tsar avait gagné la partie. Le roi signa le traité de Potsdam, pour ainsi dire au tombeau du grand Frédéric, où Alexandre échangea nuitamment avec Frédéric-Guillaume et Louise des serments d'éternelle amitié.

Et cependant, la politique craintive et frisant la duplicité continue de dominer à Berlin, d'exaspérer à la fois Napoléon et Alexandre. L'aristocratie russe pousse à la guerre le tsar qui ne cesse d'y pousser le roi. Celui-ci n'avait pas soutenu la Russie dans la campagne imprudemment engagée qui finit par la défaite d'Austerlitz. Cédant enfin aux excitations d'Alexandre, à celles de la reine, du prince Louis-Ferdinand, des jeunes officiers de sa garde, il jeta le gant à Napoléon, à son corps défendant, jugeant bien l'insuffisance de son armée, pressentant la défaite. Dans l'espace de sept jours, c'en était fait et de l'armée et de la monarchie du grand Frédéric. Et cependant, dans l'esprit du roi, le tsar n'avait rien perdu de son

ascendant auquel, en grande partie, la Prusse devait son malheur. D'autre part, le tsar prodigua ses consolations et, ce qui est plus, encouragea le roi à continuer la guerre pour laquelle il promettait le secours de l'armée russe : promesse qui avait sa valeur, étant donné que les généraux russes montraient le plus éclatant mauvais vouloir à se battre pour la Prusse. Sans tenir compte de ces velléités de fronde, Alexandre assura le roi de sa fidélité, renouvela, dans son entrevue, les serments de Potsdam, conclut la convention de Bartenstein qui engageait les deux souverains à faire cause commune, à ne pas traiter séparément avec Napoléon, à restituer à la Prusse toutes les provinces perdues depuis 1805; on devait vaincre ou succomber à deux. La défaite de Friedland détruisit toutes ces belles promesses : Alexandre dut faire trêve aux sentiments pour songer au salut de la Russie. Les serments de l'entrevue et la convention de Bartenstein avec le roi de Prusse eurent pour épilogue l'entrevue sur le radeau du Niémen et le traité de Tilsit. Séduit par les promesses de Napoléon qui, rompant avec la politique traditionnelle commandée par les intérêts de la France en Orient, sacrifiait la Turquie à la Russie — la réalisation des projets de Catherine l'emportant sur le serment au tombeau de Frédéric le Grand, — Alexandre traita

séparément avec Napoléon, ne fit pas obstacle au démembrement de la Prusse et en accepta même quelques dépouilles pour lui-même des mains du vainqueur : l'Orient était à ce prix. L'alliance avec la Prusse était rompue; la présence de Frédéric-Guillaume fut une cause de gêne pour Alexandre ayant à traiter avec Napoléon des questions destinées à rester secrètes pour son allié de la veille.

Les rapports personnels du roi avec le tsar ne souffrirent pas de ce changement de situation. Vaincu, humilié, ruiné, Frédéric-Guillaume n'eut plus d'autre refuge que la protection du tsar, devenu l'ami de Napoléon sous le charme duquel pensait et agissait désormais Alexandre. Autant il avait excité jusqu'alors le roi à résister, autant il l'engageait, le sommait maintenant de se soumettre aveuglément aux ordres de Napoléon. A Tilsit succéda le congrès d'Erfurt, où le tsar espérait récolter les fruits de son alliance, c'est-à-dire en première ligne l'abandon de l'Orient. Il y trouva quelque déception. Napoléon oubliait Tilsit pour revenir anx bonnes traditions orientales des rois de France. De son côté aussi, le tsar, tout obsédé par cette question et ne renonçant pas encore à l'espoir de gagner la partie, se souvenait peu des intérêts de son ancien allié de Prusse. Ou plutôt, Napoléon avait

mis dans les deux plateaux de la balance la Prusse et la Turquie. Alexandre ne sacrifiait pas tout à fait la première et n'obtenait pas la seconde. Mais déjà, son engouement pour Napoléon s'était affaibli : tout en continuant de conseiller au roi la soumission, il lui fit entrevoir l'éventualité d'une défaite de l'empereur en Espagne et, à la suite, dans l'attitude de la Russie et du reste de l'Europe, un revirement dont la Prusse profiterait tout naturellement pour sa part.

Sans être rompue, au lendemain d'Erfurt, l'alliance de Tilsit, comme toutes les alliances basées sur la conquête et le dépouillement d'autrui, ne reposait plus que sur de faibles pieds. Bientôt elle se dissolvait; les deux alliés allaient se mesurer sur le champ de bataille. Le roi Frédéric-Guillaume, serré de près par Napoléon, s'alliait à lui contre son ami le tsar, tout en l'assurant que le corps auxiliaire prussien recevrait l'ordre de faire le moins de mal possible à la Russie. En attendant, population et armée prussiennes étaient indignées; les officiers prussiens en masse demandaient à prendre service dans l'armée russe. Le général York, commandant du corps prussien et que Napoléon avait imprudemment laissé en arrière sur son flanc gauche, interprétait les instructions royales à sa façon, en désobéisant d'abord au maréchal Macdonald et en

passant avec armes et bagages aux Russes, au lendemain de la catastrophe de Moscou.

Il a été beaucoup épilogué sur les causes et les mobiles de l'incendie de Moscou. L'histoire ne retiendra qu'une version, la seule vraie : la haine, poussée au paroxysme, du gouverneur Rostopchine à l'égard des Français. L'incendie de Moscou a été inspiré par des haines folles comme ceux que, soixante ans plus tard, les chefs de la Commune de Paris allumèrent dans la capitale de la France. On sait que les dernières années de la vie de Rostopchine furent assombries par le remords et qu'il mourut en exil dans cette France détestée dont il avait fini par rechercher et chérir l'hospitalité.

Le ministre prussien Stein, chassé par son roi sur l'ordre de Napoléon, avait été accueilli par Alexandre, dont il excitait l'ardeur belliqueuse, en même temps qu'il préparait, de Saint-Pétersbourg, la nouvelle coalition européenne et le soulèvement du peuple prussien. Sans situation officielle, il fut le premier ministre d'Alexandre qui n'agissait que sur ses conseils. Autour du roi de Prusse s'agitait toujours le parti qui tenait pour Napoléon. Stein ne cessait de combattre ces influences, d'insister auprès du tsar pour qu'il eût recours au besoin à la violence afin de déterminer le roi à déclarer la guerre à Napoléon. Ce

n'était pas là l'opinion de l'entourage russe d'Alexandre. Les Russes avaient poursuivi les débris de la Grande Armée et fini par leur faire passer la Vistule : le territoire russe était évacué par l'envahisseur. L'état-major était d'avis de s'en tenir là et de laisser la Prusse et l'Europe se débrouiller comme elles pourraient. En cette circonstance, mû par un sentiment généreux à l'égard de son ami de Berlin, désireux aussi de jouer le rôle d'arbitre en Europe, Alexandre résista à ses généraux. Il donna l'ordre de franchir la Vistule, d'entrer dans la Prusse orientale. Cette province prussienne devint ainsi pendant un temps province russe, gouvernée par un ancien ministre du roi de Prusse. Ce dernier, sous la pression du mouvement irrésistible de l'opinion, se décida enfin à faire cause commune avec le tsar. On négociait à Kalisch sans pouvoir aboutir; puis, on négociait à Breslau où le baron Stein, sujet du roi de Prusse, traitait et signait comme plénipotentiaire de l'empereur de Russie! C'est donc à Breslau que fut signé le traité appelé improprement le traité de Kalisch. Par ce traité, comme on sait, la Prusse garantissait à la Russie la possession du grand-duché de Varsovie, c'est-à-dire la presque totalité de la Pologne, tandis que la Russie abandonnait à la Prusse tous les territoires de l'Allemagne du Nord, dont Napoléon s'était

emparé et que les armées alliées devaient lui reprendre. En examinant ce traité de près, l'on trouve que l'empereur Alexandre avait bien servi les intérêts de son empire : il tenait, dès à présent, les provinces qui lui étaient adjugées, tandis que la Prusse devait d'abord conquérir sa part par les armes. En réalité, le traité de Kalisch rendait Alexandre arbitre de la Prusse et de l'Allemagne. Et plus on est obligé de reconnaître ce fait, plus il convient de constater aussi que le souverain russe n'abusait pas trop de cette nouvelle position. Il n'abandonnait pas son allié de Prusse qui se livrait à lui corps et âme; il était tout prêt à le secourir par les armes pour lui procurer les provinces perdues, mais en même temps aussi, il est vrai, pour acquérir la suprématie en Europe, en dictant la paix à Napoléon. C'est dans ces conditions et sous ces auspices que fut engagée la campagne de 1813. Après la bataille de Leipzig, l'armée française ayant repassé le Rhin, il y eut encore des hésitations dans le camp des alliés en ce qui concernait l'invasion de la France. L'état-major prussien d'un côté, Stein toujours écouté par Alexandre, de l'autre, déterminèrent les souverains à pénétrer en France et à pousser jusqu'à Paris, où Alexandre et Frédéric-Guillaume firent ensemble leur entrée.

Le traité de Paris est en majeure partie l'œuvre

d'Alexandre qui, oubliant pour le moment la Prusse, se montrait Européen et Russe. A ce premier point de vue, ayant restauré les Bourbons, il voulait rendre leur pouvoir durable, faire une France forte et capable de faire contrepoids à l'Angleterre et à l'Autriche. Comme Russe, obéissant en cela au sentiment des classes dirigeantes de son empire, il ne tenait pas à avoir pour voisine une Allemagne ou une Prusse trop puissante. Il ménagea, par conséquent, la France en modérant les appétits territoriaux de la Prusse, même contre l'avis de Stein et surtout contre les objurgations de Blücher et de tout l'état-major prussien.

Cependant, malgré les précieux services rendus à Louis XVIII, Alexandre ne pouvait obtenir de lui la sanction des stipulations du traité de Kalisch relativement à la Pologne et à la Saxe. Faute de pouvoir résoudre ces questions à Paris, on les réserva pour le Congrès de Vienne. Le traité de Paris suscita le mécontentement aussi bien des Allemands que des Russes. Les premiers accusaient l'empereur Alexandre d'avoir fait rendre à la France les frontières de 1792; les seconds, fort indifférents à l'acquisition de la Pologne, trouvaient plus que maigre l'indemnité de guerre adjugée à la Russie. Les deux souverains n'eurent pas à se louer de l'accueil que leur firent leurs

sujets respectifs à leur retour dans leurs capitales. A Vienne, où il se rendit pour le Congrès, Alexandre fut également l'objet de manifestations hostiles et la police fut constamment sur le qui-vive pour veiller à la sécurité du tsar.

Alexandre tenait ferme à ses demandes pour la Pologne, qu'il voulait tout entière, et pour la Saxe, qu'il avait promise au roi de Prusse. L'Angleterre ne voulait pas les Russes en deçà de la Vistule et Louis XVIII s'opposait au détrônement du roi de Saxe, d'abord parce qu'il était un peu son parent et surtout en raison du principe de légitimité. Le roi Frédéric-Guillaume soutenait les prétentions du tsar au sujet de la Pologne jusqu'au bout. Alexandre, de son côté, après avoir d'abord énergiquement soutenu la cause de son allié, commença à faiblir, dès qu'il eut reçu satisfaction pour lui-même. Il en arriva à prier les représentants des puissances opposantes de le dégager de sa promesse envers Frédéric-Guillaume. La Prusse dut ainsi se contenter de la moitié de la Saxe et de quelques territoires sur la rive gauche du Rhin, malgré son vif désir de ne pas avoir la France pour voisine et de ne pas assumer ainsi la charge de défendre la frontière occidentale de l'Allemagne.

Alexandre sortait tout-puissant du Congrès de Vienne, mais chargé d'une impopularité complète

auprès des patriotes allemands dont il avait déçu les espérances à la fin, tant en ce qui concernait la reconstitution du territoire germanique qu'au sujet des institutions politiques. Ils avaient versé leur sang, disaient-ils, pour secouer le despotisme de Napoléon, et ils retombaient sous le régime de l'absolutisme féodal. Alexandre, qui avait tout mené, était, à leurs yeux, le principal coupable; créateur de la Sainte-Alliance, c'était lui qu'ils rendaient responsable du régime de réaction instauré dans toute l'Allemagne.

Le fait est qu'avec les victoires remportées sur Napoléon et dans lesquelles l'armée russe avait eu sa part de gloire, il s'était opéré dans l'esprit d'Alexandre un de ces revirements qui caractérisent la carrière politique de ce souverain. Avec des promesses de liberté il avait excité les populations allemandes à la lutte contre Napoléon; avec des idées tout opposées il rentra en Russie. Il fut l'âme de la réaction en Europe, et ses encouragements s'adressaient aux souverains allemands qui méconnaissaient ou violaient les engagements libéraux pris envers leurs sujets. La diplomatie russe à Berlin et auprès des autres cours allemandes intervenait, sur les ordres du tsar, dans les affaires politiques de ces États. Elle dénonçait les gouvernements tièdes ou quasi libéraux, elle dénonçait surtout les hommes libéraux

qui enveloppaient dans leur opposition à la fois les gouvernements allemands et le gouvernement russe. Les mouvements libéraux et patriotiques dont les universités furent les foyers, ainsi que les journaux qui, en dépit de la censure, savaient atteindre les inspirateurs de la réaction, donnaient largement occupation aux représentants de l'empereur Alexandre en Allemagne.

Le roi Frédéric-Guillaume, loin de partager les sentiments de son peuple à l'égard du tsar, lui vouait, bien au contraire, un véritable culte. Au retour du Congrès de Vienne, il lui adressa une lettre pleine d'effusion et de gratitude pour les immenses services que le tsar avait rendus à la Prusse ; après Dieu, disait-il, c'est à Alexandre et à l'armée russe qu'il devait toute sa reconnaissance. Le roi oubliait presque les hauts faits de sa propre armée. Il ne fut pas une seule chambre des appartements royaux à Berlin, à Charlottenbourg, à Potsdam, sans un portrait du tsar; le roi lui fit élever un buste sous les fenêtres de son palais de Potsdam. Sous l'empire de ces sentiments se conclut le mariage de la princesse Charlotte, fille aînée du roi, avec le grand-duc Nicolas, frère cadet d'Alexandre et qui devait un jour être son successeur. Mais plus les souverains multipliaient les témoignages d'amitié personnelle, et plus l'opinion en Allemagne s'élevait contre ce

qu'elle appelait « la reconnaissance du roi ». Le ministre Alopéus, qui représentait alors la Russie à Berlin, constatait que cette opposition s'établissait jusque dans les hautes régions du gouvernement, « où l'on rencontre des individus qui détestent la Russie parce qu'elle est la source principale des tendances conservatrices qui n'avaient pas leurs sympathies. Le roi — écrit encore le ministre de Russie à son souverain — affectionne toujours le tsar et la nation russe; mais les démagogues allemands lui reprochent sa prédilection pour les Russes. Hardenberg est entouré de gens qui nous craignent avec raison; car, ils sentent que l'intimité personnelle entre l'empereur et le roi les empêche de jouer un rôle principal et de faire prédominer leurs principes révolutionnaires. » L'intervention du tsar dans les affaires intérieures fut donc très réelle, et cela dans le sens de la réaction. Les gouvernements allemands sollicitaient eux-mêmes cette intervention que le tsar tenait cependant à garder secrète. Mais l'opinion ne s'y trompait pas et elle fut confirmée dans cette conviction par la divulgation indiscrète d'un mémoire d'Alexandre Stourdza, conseiller d'État russe, fortement mêlé aux extravagances des sectes piétistes et que le tsar, à la veille du Congrès d'Aix-la-Chapelle, en 1818, avait chargé de lui faire un rapport sur l'esprit public en Allemagne. Dans ce document,

Stourdza accusait les Universités allemandes, « au lieu de cultiver les sciences, de nourrir l'esprit d'athéisme et de libéralisme et de contribuer ainsi à ébranler les trônes et l'ordre social ». Il concluait à des mesures restrictives contre la liberté de la chaire ainsi que contre la liberté individuelle dont jouissaient les étudiants. La publication de ce mémoire souleva l'irritation de la jeunesse contre les Russes, irritation qui atteignit le comble lorsqu'on apprit que Stourdza avait puisé les éléments de son mémoire dans les délations d'un autre agent russe, le conseiller d'État Kotzebue, bien connu comme auteur dramatique et qui, après avoir résidé à Iéna et à Weimar, s'était retiré à Manheim. C'est lui qu'on accusait de fournir au gouvernement russe des renseignements sur le mouvement libéral en Allemagne et surtout sur les professeurs et les étudiants. Un des plus exaltés de ces derniers, Charles-Louis Sand, s'érigea en vengeur de ses camarades et de la patrie allemande que, dans sa folie, il considérait comme gravement menacée par ces dénonciations. Kotzebue tomba le 23 mars 1819 sous le poignard de ce fanatique. Sand expia sur l'échafaud son crime qui fournit à la réaction le meilleur prétexte pour supprimer les quelques restes de libertés publiques en Allemagne. Dans Kotzebue le meurtrier avait frappé le gouvernement

russe : Alexandre ne s'y trompa point et s'en souvint en encourageant davantage, à Berlin et dans les autres centres politiques de la Confédération germanique, les mesures de réaction.

Les griefs des patriotes prussiens et allemands s'accumulèrent ainsi contre la personne d'Alexandre Ier et son gouvernement. Ils lui reprochaient sa conduite de 1805, alors que, violant le territoire prussien pour se joindre à l'Autriche, il avait compromis la Prusse vis-à-vis de Napoléon ; ils lui reprochaient sa conduite de 1806, alors qu'après avoir poussé la Prusse à la guerre, il avait tardé à venir à son secours au lendemain d'Iéna ; ils lui reprochaient le traité de Tilsit, conclu peu de semaines après celui de Bartenstein et abandonnant son allié à la merci du vainqueur ; ils lui reprochaient Erfurt, où il avait mollement défendu la Prusse ; le congrès de Vienne enfin, où, ayant obtenu la Pologne, il avait failli à ses engagements au sujet de la Saxe. Ils l'accusaient d'avoir engagé le roi de Prusse et les autres souverains allemands dans une réaction implacable contre le libéralisme. Et enfin, à tous ces griefs, vint s'ajouter le régime prohibitif à outrance, adopté par le gouvernement russe ; contrairement aux traités de Vienne. En effet, la liberté commerciale, stipulée dans les traités de 1815 et 1818 pour les transactions entre la Pologne prussienne et la Pologne

russe, favorisait le commerce prussien au détriment de celui de la Russie. Les négociations entamées par le gouvernement russe en vue de modifier ces engagements qui lui pesaient, se heurtaient aux résistances — au mauvais vouloir, d'après le ministre Alopéus — des hauts fonctionnaires prussiens. De guerre lasse, le cabinet russe déclara qu'il ne se tenait plus engagé par le traité de 1818, promulgua un tarif autonome prohibitif et amena le roi, qui ne savait rien refuser à son ami, à signer le traité de 1825, aussi avantageux pour le commerce russe qu'il était désastreux pour celui de la Prusse. Cette question du traité du commerce, résolue *proprio motu* contre les intérêts prussiens, complétait ainsi l'ensemble des griefs de l'opinion publique de l'Allemagne, en enveloppant dans la même antipathie le tsar, son gouvernement et même son peuple.

En dépit du sentiment général de ses sujets, le roi Frédéric-Guillaume restait étroitement attaché à Alexandre. Neuf mois après la signature du traité de 1825, Alexandre Ier mourut. Son royal ami ne put se consoler de cette perte : « il pleure comme un enfant », écrivit le ministre de Russie à Berlin. L'armée prussienne dut prendre le deuil du tsar pour quatre semaines.

Si l'on a bien voulu nous suivre dans le court

exposé des rapports de la Prusse et de la Russie depuis Pierre le Grand jusqu'à la mort d'Alexandre Ier, on aura distingué la physionomie de ces rapports dans leurs différentes phases. Sous Pierre le Grand, on se recherche des deux côtés, pour grandir et s'élever ensemble. Frédéric II redoute la puissance russe et s'attache à s'en assurer l'amitié, sans parvenir à adoucir l'inimitié d'Élisabeth. Il réussit avec Catherine dont il devient le complice pour le partage de la Pologne, lien de solidarité qui, un siècle durant, a attaché les souverains de Russie et de Prusse les uns aux autres. Mais c'est Frédéric aussi qui a introduit la Russie dans la direction des affaires allemandes. C'est de cette époque que date véritablement l'influence de la Russie en Allemagne, influence qui, à part quelques courtes intermittences, s'exerçait efficacement dans le domaine entier de la vie publique de ce pays, avec le consentement, sur les sollicitations mêmes des souverains, mais contre le sentiment des populations. Cette influence, sous le règne d'Alexandre Ier, atteint à un degré qui semblait ne pas pouvoir être dépassé. Et cependant, elle n'était pas encore arrivée à son apogée. On la verra prenant, sous l'empereur Nicolas, des proportions presque invraisemblables, pour décliner et se transformer en sens inverse sous Alexandre II, jusqu'à disparaître après l'avène-

ment d'Alexandre III et à préluder à la rupture d'une alliance séculaire.

Le récit des rapports de la Russie et de l'Allemagne depuis soixante-dix ans, rattachés aux grands événements qui, dans cette période, ont ébranlé l'Europe et changé sa constitution politique et sur lesquels ils ont exercé une influence déterminante : tel sera le sujet des chapitres qui suivent.

CHAPITRE PREMIER

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III. — NICOLAS Ier

Frédéric-Guillaume accorde aux liens de parenté une influence en politique. — Déférence de Nicolas pour son beau-père. — Instructions pour le ministre de Russie à Berlin. — Les intérêts de la Russie par-dessus tout. — Le roi ne veut pas être impliqué dans la guerre russo-turque. — L'empereur veut à tout prix la guerre avec la Turquie. — Le roi refuse l'audience à l'envoyé russe. — La Russie engage mal la guerre. — Déceptions de la campagne de 1828. — Le principe de la légitimité et le trône du sultan. — L'empereur désire la paix. — Difficultés militaires. — Le tsar, en visite à Berlin, demande les bons offices du roi. — Envoi du général Müffling à Constantinople. — Prise d'Andrinople. — Le traité de paix. — Joie à Berlin. — La Russie maîtresse en Orient. — Les grandes puissances ne veulent pas que les Russes occupent Constantinople. — L'empereur est reconnaissant au roi. — La Russie ne veut pas admettre l'inviolabilité de la Turquie. — Projets russes de remaniements de la carte d'Europe repoussés par le roi. — La Prusse prend des mesures policières sous l'inspiration de la Russie. — L'extradition des criminels politiques. — L'empereur Nicolas voudrait intervenir en Belgique et en France. — Le roi s'y refuse; il n'aime pas les Bourbons. — La Prusse reconnaît le roi Louis-Philippe. — Le roi résiste aux sollicitations de l'empereur relativement à l'intervention. — Échec à Berlin de la mission du maréchal Diebitsch. — Le roi consent à s'entendre sur des mesures communes de défense. — Mécontentement de l'empereur de Russie. — Les projets d'intervention du tsar écartés par l'insurrection de Pologne. — Le roi promet au tsar son secours contre les

insurgés. — Mesures adoptées à cette fin. — Reconnaissance de l'empereur à l'égard du roi. — Influence de l'empereur sur les affaires intérieures de la Prusse. — L'empereur ne veut pas de régime libéral sur la frontière de son empire. — Il demande à la Prusse de rester fidèle aux principes conservateurs. — Il dénonce le libéralisme, comme un danger général. — Le gouvernement prussien obéit trop à l'opinion publique. — La Prusse serait à la merci de la France si elle se détachait de la Russie. — Instructions pour le ministre de Russie à Berlin. — Réclamations russes contre les journaux prussiens. — Influence russe sur la presse allemande. — L'empereur ne cesse de récriminer contre le libéralisme. — Les conférences de Münchengraetz et les traités qui en sortent. — La Prusse, après des hésitations, y adhère. — Le droit d'intervention établi. — Rapports plus intimes entre la Prusse et la Russie. — La comparaison des deux armées. — Attentions de l'empereur pour le roi. — La fraternisation des gardes russe et prussienne. — Contrôle des armées allemandes par l'empereur Nicolas. — Conseils de l'empereur mal accueillis par le roi. — Le camp de Kalisch n'a contenté ni les Prussiens ni les Russes. — L'entrevue des trois souverains à Tœplitz. — Souvenirs de 1813. — L'empereur de Russie arbitre de l'Europe. — La politique prussienne identifiée avec celle de la Russie. — Mesures policières. — L'empereur veut être tenu au courant de toutes les affaires de l'Allemagne. — La visite des princes d'Orléans à Berlin. — Dissentiments à ce sujet entre les membres de la famille royale. — Divergences au sujet de la politique commerciale. — Décousu du gouvernement prussien. — La mort du roi Frédéric-Guillaume III. — L'empereur Nicolas à Berlin.

L'empereur Alexandre Ier mourut à Taganrog le 1er décembre 1825. Cette mort inattendue consterna la cour de Prusse. Frédéric-Guillaume III pleura en Alexandre un ami et un compagnon d'armes. Certes Alexandre avait été cet ami autant que les intérêts de son propre pays le lui avaient permis : mais il y eut des moments où ces intérêts s'étaient trouvés en opposition et alors le tsar s'était rappelé qu'il était

empereur de Russie avant d'être parent du roi de Prusse.

Ce fut un des côtés faibles de Frédéric-Guillaume III, que d'attribuer aux liens de parenté des deux familles une influence déterminante sur le règlement de leur marche politique. Les événements du passé, en lui démontrant son erreur, ne l'en avaient pas corrigé. Bien au contraire, comme beau-père du successeur d'Alexandre, il se promettait, du règne de Nicolas Ier, des avantages considérables pour la Prusse et même l'accomplissement de désirs, sur le terrain de la politique commerciale surtout, qui ne s'étaient pas complètement réalisés sous le règne d'Alexandre. Il y avait quelque peu d'illusion dans ces espérances excessives et le roi eut, au cours des années, occasion de s'en convaincre.

L'empereur Nicolas, dès son avènement au trône, se montrait, pour le côté sentimental, le fidèle émule de son défunt père. En envoyant au régiment de la garde prussienne, qui portait le nom d'Alexandre, l'uniforme de celui-ci, propriétaire honoraire du régiment, il écrivit : « Cet uniforme servira de présage à l'armée russe et à l'armée prussienne, qu'elles seront toujours unies, qu'elles marcheront toujours ensemble, quand il s'agira de défendre la cause de leurs patries, de la légitimité et de la justice ». Le roi répondit à son gendre avec la même effusion de sentiments d'amitié et de fraternité. Une autre fois encore, Nicolas écrivait : « Le roi connaît mes sentiments pour lui; ils font ma vie et mon bonheur; c'est mon père et je suis

son fils : voilà dans un seul mot tout ce que je puis lui exprimer de plus fort et de plus sincère ».

Mais à côté du fils parlait l'empereur, et celui-ci, trois jours après son avènement, envoya à son ministre à Berlin des instructions en vue de dissiper les illusions présumées du cabinet de Berlin. « On se méprendrait singulièrement, écrivit le vice-chancelier comte de Nesselrode au comte Alopéus, ministre de Russie à Berlin, si, sur l'existence de ces rapports de proche parenté, l'on croyait pouvoir fonder des espérances quant à la manière dont seront décidées à l'avenir les questions politiques, commerciales, financières, pendantes entre les deux gouvernements. » « L'empereur, disait Nesselrode dans la même lettre, ne perdra jamais de vue le bien-être de ses États, les intérêts bien entendus de ses peuples ; il se montrera impartial, mais ne fera jamais de concession uniquement pour obéir à des sentiments personnels. L'empereur suivra cette ligne de conduite surtout dans les affaires de Pologne. Tâchez donc — ainsi se termine la lettre de Nesselrode — de détruire de prime abord les illusions que l'on pourrait se faire à cet égard à Berlin. »

Ces illusions, en effet, furent bientôt dissipées par le ministre russe exécutant les instructions de sa cour. Le gouvernement prussien en prit bonne note et s'en souvint aussitôt à propos des affaires d'Orient, que l'insurrection grecque avait mises à l'ordre du jour des chancelleries européennes. N'étant pas directement intéressé dans ces questions, refroidi par les explica-

tions très franches mais rien moins qu'engageantes de l'empereur Nicolas, il se renferma dans une politique d'abstention réglée sur celle de l'Autriche et qui était d'ailleurs conforme aux goûts paisibles et pacifiques du roi Frédéric-Guillaume. En conséquence, tout en approuvant en paroles la politique russe en faveur des Grecs, le roi refusa de se joindre à une action quelconque des cabinets de Saint-Pétersbourg et de Londres. Ce fut en vain que Nicolas lui demanda d'accéder au protocole anglo-russe de Saint-Pétersbourg, « comme une preuve d'amitié personnelle »; ce fut en vain encore que l'empereur exprimait son étonnement de cette attitude. Frédéric-Guillaume, à son tour, donna, dans cette circonstance, aux intérêts de la Prusse le pas sur ses sentiments d'amitié. C'est que le roi avait peur d'être impliqué dans une guerre qui menaçait de s'étendre de la presqu'île des Balkans à l'Europe occidentale et dans laquelle la Prusse, en raison de ses relations intimes avec la Russie, aurait pu devenir la cible des adversaires de cette puissance. Devant cette résolution échouèrent toutes les représentations du cabinet russe : le roi n'accéda pas plus au protocole anglo-russe qu'il ne consentit à participer à la Conférence convoquée à Londres en vue de concerter une intervention des grandes puissances en faveur des insurgés helléniques et partant contre la Porte. Il entoura ce refus de paroles amicales, affirma qu'il cherchait « une partie très essentielle de son bonheur dans celui de l'empereur », annonça son intention de tirer l'épée contre ceux qui attaqueraient

la Russie : mais repoussa tout engagement, même sur ce dernier point. L'empereur qui, comme on l'a vu plus haut, refusait à ses sentiments de beau-fils toute influence sur sa politique, ne cessa de faire appel, auprès de son beau-père, à ces sentiments au profit de la politique russe.

L'empereur Nicolas voulait à tout prix la guerre contre la Turquie, guerre qui était d'ailleurs peu populaire en Russie et à laquelle ne poussait qu'une petite coterie militaire de l'entourage impérial. Nicolas y était porté d'abord parce que son frère Alexandre, à la veille de sa mort, avait décidé cette guerre, et puis, parce que, croyant l'empire ottoman près de crouler, il tenait à occuper la première place parmi les héritiers. L'insurrection grecque elle-même lui était antipathique : il considérait les Grecs comme des rebelles contre leur souverain légitime et rien n'était plus loin de sa pensée, au début, que de consentir à la création d'une Grèce entièrement indépendante. Il protesta contre toute intention de conquête. Il croyait la Turquie plus faible qu'elle ne l'était en réalité; le sultan, pensait-il, quand il verra la Russie décidée à la guerre, n'attendrait pas l'explosion des hostilités et s'empresserait de capituler. Alors, Nicolas lui aurait offert la paix : la Grèce constituée sous la suzeraineté du sultan; toutes les places fortes sur le Danube, sur le Bosphore et aux Dardanelles démolies; un traité de commerce privilégiant la Russie. C'était faire débuter le règne de Nicolas par une action d'éclat et par une politique grandiose et généreuse. Ni l'empereur ni son chancelier n'admet-

taient l'éventualité d'un insuccès; ils ne croyaient pas un seul moment à une résistance sérieuse de la part du sultan. Dans cette conviction, ils restaient sourds aux conseils de l'Autriche et de la Prusse opposées à la guerre, et ne jugeaient nullement nécessaire de mettre en mouvement contre les Turcs de fortes armées russes.

Ce qui importait à l'empereur c'était de s'assurer, à défaut d'un appui effectif, du moins la neutralité bienveillante de la Prusse; que le roi déclare devant l'Europe qu'il approuve la conduite de la Russie et qu'il s'engage formellement à la défendre contre toute agression. C'est dans ce but qu'il adressa le 28 février 1828 une lettre à son beau-père, pour solliciter son appui moral qui sera une garantie de la paix : « tant qu'on verra la Russie et la Prusse former un tout indissoluble, la tranquillité européenne ne sera point troublée, quelles que puissent être les chances de l'avenir ». Vain effort. Le roi refusa d'admettre en audience le ministre de Russie chargé de lui remettre la lettre du tsar et le déclara net au diplomate, dans un bal de la cour, en disant qu'il ne pouvait accorder au ministre de Russie un privilège refusé aux autres ambassadeurs. Il fallait donc remettre la lettre impériale au ministre des Affaires étrangères. L'empereur n'obtint pas les engagements sur lesquels il comptait : toutefois, le roi lui renouvela la promesse qu'il ne se rangerait jamais du côté des ennemis de la Russie, promesse qu'il tint d'ailleurs par la suite, en refusant de se joindre à l'Autriche pour une intervention diplomatique en faveur de la Turquie.

Au point de vue militaire, la guerre avait été conçue avec une certaine légèreté. Nous avons dit plus haut que le tsar était persuadé que le sultan ne lui opposerait pas une résistance sérieuse. Ces calculs furent promptement détruits par le mauvais résultat de la campagne de 1828. Les militaires autrichiens et prussiens en avaient mal auguré. Le roi Frédéric-Guillaume, averti, refusa à son fils, le prince Guillaume (plus tard empereur Guillaume Ier) l'autorisation de se rendre à l'invitation du tsar qui désirait voir son beau-frère accompagner l'armée russe. Le roi ne voulait pas exposer les jours de son fils dans une guerre étrangère aux intérêts prussiens; il n'y voyait pas non plus une école instructive, une guerre entre Russes et Turcs, pensait-il, n'étant pas conduite dans les mêmes conditions qu'une guerre entre des armées occidentales.

Les déceptions de la campagne de 1828 furent grandes à Saint-Pétersbourg et elles impressionnèrent péniblement la cour de Berlin. L'empereur aurait été disposé à faire la paix, mais à des conditions qui trahissaient toujours quelques-unes des illusions sous l'empire desquelles la guerre avait été commencée. Il faut ranger dans cette catégorie la demande d'énormes sommes comme indemnité d'une guerre que le sultan n'avait pas provoquée. Le sultan refusa de négocier sur cette base et, en général, de considérer la partie comme perdue. L'empereur Nicolas avait ouvert, en 1829, une seconde campagne : ses armes, cette fois, furent plus heureuses et ses soldats finirent, grâce au hardi passage des Balkans par le général

Diébitch, par se mettre en possession d'Andrinople. Mais ces victoires avaient coûté cher. L'armée russe était décimée par les batailles et plus encore par les maladies. En dépit de ses succès, l'empereur Nicolas était fatigué de cette guerre dont il n'était pas possible de prévoir l'issue définitive, surtout depuis le nouveau groupement des grandes puissances, l'Autriche et l'Angleterre d'un côté, la Russie et la France de l'autre. Ce fut un curieux spectacle, après le Congrès de Vienne, où la France avait soutenu la Saxe en vertu du principe de légitimité, et où la Russie, en vertu du même principe, avait défendu la cause des Bourbons, de voir ces mêmes puissances agir dans le sens de l'opinion libérale de l'époque, en condamnant le sultan dont le trône était aussi ancien et aussi légitime que ceux de toutes les autres têtes couronnées de l'Europe. C'est que l'Europe s'était déjà habituée depuis longtemps à traiter le sultan comme placé en dehors du droit des gens et à applaudir à toutes les entreprises, à toutes les agressions dirigées contre la Turquie.

L'énergique résistance des Turcs ne fut pas la seule cause qui fit désirer à l'empereur de Russie de faire la paix : la crainte d'une guerre générale fut un autre motif de ce désir. Enfin, le tsar ne goûtait pas beaucoup les manifestations en faveur de la Grèce qui se produisirent en France, conjointement avec d'autres circonstances plus graves. La presse française, en présence de cette guerre russo-turque qui devait amener le remaniement de la carte d'Europe en Orient, ne dis-

simulait pas les aspirations, réveillées depuis quelque temps, relativement au recouvrement de la frontière du Rhin. En même temps aussi, des symptômes révolutionnaires se manifestèrent dans la Pologne russe.

Deux campagnes avec une dépense de 200 millions de roubles et le sacrifice de plus de 50000 hommes avaient amené, le 19 août 1829, 20000 Russes sous les murs d'Andrinople : force insuffisante pour dicter la paix au sultan, plein de confiance malgré ses revers et, paraît-il, encouragé par l'Autriche, même par l'Angleterre, à continuer la guerre. Pour dicter la paix, il fallait être maître de Constantinople et pour le succès de cette entreprise il aurait fallu disposer de deux armées en Europe, d'une troisième en Asie et, de plus, d'une flotte occupant la mer de Marmara. Pour le moment, la Russie ne disposait pas de pareilles forces. Maître d'Andrinople, le général Diébitsch se trouvait dans cette place avec 20 000 hommes épuisés de fatigue et de maladie, entre deux armées turques, chacune de 30 000 hommes, l'une à Constantinople, l'autre à Sofia. La situation était critique et elle eût été désespérée sans la désunion des puissances à Constantinople, qui, divisées sur la solution finale du conflit, préféraient donner au sultan des conseils de paix. Parmi les cabinets qui travaillaient le plus en ce sens, celui de Berlin tenait la première place. Le roi, au fond, désapprouvait l'entreprise russe, mais, bien instruit sur la situation précaire de l'armée russe, désirait qu'une paix honorable pour son gendre vînt terminer la guerre. L'empereur Nicolas l'avait sollicité

en ce sens. Méfiant à l'égard de son état-major, il avait demandé au roi, qui n'y accéda qu'avec hésitation, l'envoi d'un officier prussien à l'armée russe pour rendre un compte exact de l'état des choses au point de vue militaire. Le rapport de cet officier n'avait eu rien de rassurant.

Au mois de juin, le tsar profita de l'occasion du mariage de son beau-frère le prince Guillaume de Prusse avec la princesse Augusta de Saxe-Weimar, pour venir, accompagné de l'impératrice, inopinément à Berlin, à la grande joie du roi qui ne s'attendait pas à cette visite de ses enfants de Russie. Ce fut après le dîner de la cour, donné en son honneur, que Nicolas entretint le roi de son désir de voir la Prusse, seule puissance désintéressée dans les affaires d'Orient, user de son crédit auprès des Turcs pour obtenir une paix à des conditions honorables et avantageuses pour la Russie. Cédant à ce désir qui était aussi le sien, le roi désigna un des généraux les plus capables de son armée, le général de Müffling, pour se rendre à Constantinople. Cette mission fut entourée d'un profond mystère. Au commencement de juillet, le général disparut de Berlin. On avait laissé à sa porte, pendant plusieurs jours, les deux sentinelles réglementaires, de telle sorte qu'on n'apprit le départ du général qu'au bout de plusieurs jours et lorsqu'il était déjà loin. Alors, on dit que le général s'était rendu aux eaux de Gastein. Un accident faillit faire avorter cette mission sur laquelle les deux souverains avaient placé tant d'espérances : la maison où Müffling s'était logé

à Naples s'écroula au moment où le général venait d'en sortir. La mission du général prussien réussit pleinement, du moins autant que la rendaient possible les divergences des cabinets. Les hauts faits du général Diébitsch couronnés par la prise d'Andrinople, survenue à cette époque, le concours des représentants des autres puissances à Constantinople et l'ignorance où les Turcs se trouvaient au sujet de la situation déplorable de l'armée de Diébitsch, firent que le sultan se rendit aux instances de l'envoyé prussien. Le 14 septembre 1829 fut conclu à Andrinople le traité de paix qui rendit pour de longues années le repos à l'Europe. L'empereur Nicolas tint parole; il ne stipula aucun agrandissement territorial : l'octroi de franchises pour les sujets chrétiens du sultan, l'autonomie de la Moldavie, de la Valachie et de la Serbie, l'indépendance de la Grèce, tels furent les principaux résultats de cette guerre.

Nulle part la joie au sujet de la conclusion de la paix ne fut plus grande qu'à Berlin. Le roi Frédéric-Guillaume, en rendant un éminent service à son gendre, avait travaillé pour lui-même. Cette guerre, on l'a vu, l'avait rempli de craintes : la pensée seule d'être obligé de prendre parti entre les puissances antagonistes, d'être forcé peut-être de s'aventurer dans une guerre sans l'espoir, même en cas de succès, d'en retirer quelque avantage pour la Prusse, avait inquiété et troublé le roi. La nouvelle que tout était terminé le réjouissait donc pour lui-même, et sa joie redoubla lorsqu'il apprit que la Russie était satisfaite du résultat.

« C'est la dépendance de la Turquie vis-à-vis de la Russie », écrivit plus tard le comte Nesselrode, « que nous avons obtenue » : le chancelier russe, pas plus que ses autres collègues des cabinets, ne prévoyait que les résultats d'Andrinople devaient être perdus, en partie, dans l'espace d'un demi-siècle, par deux guerres aussi imprudemment engagées que celle de 1828. Sur un point, les bons offices pacifiques de la Prusse valurent au cabinet de Berlin la reconnaissance des grandes puissances : ils avaient arrêté la marche des Russes sur Constantinople. Aucune des puissances, alors comme depuis, n'admettait que la capitale turque passât sous la domination russe : de ce chef, une guerre générale n'eût pas tardé à mettre en question l'existence de l'Europe telle que l'avaient établie les traités de 1815. Le roi Frédéric-Guillaume, dans un entretien avec le ministre de Russie, avoua que les brillantes victoires du général Diébitsch auraient mérité de trouver leur récompense dans la prise de Constantinople, mais qu'il fallait ne pas le regretter au point de vue de la paix générale.

Au fond, l'empereur Nicolas ne considérait le traité d'Andrinople que comme une trêve entre la Russie et la Turquie; pour lui, la solution de ce qu'on appelait la question d'Orient n'était autre que celle que Pierre le Grand avait entrevue, dont Catherine II avait communiqué la formule à l'empereur Joseph II et que l'Europe repoussait alors comme elle l'a repoussée jusqu'à ce jour. Néanmoins, l'empereur Nicolas était satisfait du résultat obtenu au prix de grands sacri-

fices et il savait sincèrement gré à son beau-père de le lui avoir procuré. « En apportant des actions de grâce à Dieu », écrit-il le 10-22 septembre 1829 au roi, « qui a si visiblement béni nos travaux, j'éprouve aujourd'hui plus que jamais le besoin de m'ouvrir à Votre Majesté et de Lui exprimer ma plus sincère gratitude pour les preuves d'amitié qu'Elle n'a cessé de me donner durant le cours de ces longues complications. » Et quelques jours après, en envoyant au roi une copie du traité de paix d'Andrinople, le tsar écrivit encore : « Votre Majesté s'associera à mon bonheur, mais Elle accueillera surtout l'expression de ma vive reconnaissance pour sa franche et loyale coopération. Je ne pourrais assez souvent répéter, Sire, combien ce sentiment est profondément gravé dans mon cœur. »

Utile intermédiaire entre la Russie et la Porte pour la conclusion de la paix, le cabinet de Berlin fut moins heureux en se faisant auprès du cabinet russe le porte-voix de l'Angleterre, proposant de proclamer l'inviolabilité de l'empire ottoman comme partie intégrante du droit public européen. On accueillit cette proposition à Saint-Pétersbourg avec assez de mauvaise humeur. « Les dangers » — exposait le comte Nesselrode au cabinet de Berlin — « qui peuvent menacer l'empire ottoman peuvent être intérieurs ou extérieurs. Dans le premier cas, si le sultan administre mal son empire, la garantie européenne nous obligera-t-elle de le forcer à bien administrer et d'établir notre ingérence permanente dans les affaires intérieures de l'empire ottoman? Si les dangers sont extérieurs — continuait le

vice-chancelier, — ils ne peuvent venir que de la Russie. C'est donc la Russie qu'on invite à prendre des précautions contre elle-même. C'est la Russie qu'on veut placer dans une combinaison dont elle serait le véritable objet. L'empereur ne consentira pas à déclarer ainsi juste et fondée la méfiance qu'on lui témoigne. » Par ces raisons, le cabinet russe déclina la proposition anglaise, en remerciant le cabinet de Berlin de s'être borné à la lui communiquer et d'avoir refusé de la lui recommander. On remarquera que ce raisonnement, en ce qui concerne les affaires intérieures de la Turquie, n'a pas été appliqué par la suite : les puissances européennes, la Russie avant tout, n'ont cessé depuis lors de s'ingérer dans toutes les affaires intérieures de l'empire ottoman lesquelles ont fourni le prétexte à deux guerres et à plusieurs interventions armées, sans compter les interventions constantes de la diplomatie européenne. Quant à l'inviolabilité du territoire ottoman, elle ne fut pas respectée davantage, en dépit des clauses formelles des traités de 1829, de 1840, de 1856, de 1871 et de 1878, et la Russie n'a pas été la seule puissance fautive sous ce rapport.

Ainsi que le chancelier Nesselrode l'a exposé depuis, le traité d'Andrinople établissait, d'une manière formelle, la prépondérance de la Russie en Orient, et de ce résultat l'empereur Nicolas se déclarait l'obligé du roi de Prusse. Il aurait voulu obtenir davantage, en s'assurant le concours de ce souverain et surtout celui de Charles X, roi de France. La Russie établie

sur le Bosphore, la France sur la rive gauche du Rhin, la Prusse indemnisée aux dépens des états secondaires de l'Allemagne, telle fut l'ébauche d'une combinaison conçue par l'empereur de Russie; tout d'abord, elle rencontrait le refus de Frédéric-Guillaume qui n'était guère l'homme à se prêter à un remaniement de la carte d'Europe. Quant à la France, le renversement des Bourbons écarta pour longtemps toute idée d'alliance avec la Russie.

A défaut de condescendance pour de vastes projets d'expansion, l'empereur Nicolas trouvait auprès du roi et de son ministère plus de complaisance sur le terrain de la politique intérieure et de la police d'État. Déjà sous le règne d'Alexandre Ier, les deux gouvernements s'étaient accoutumés à prendre en commun leurs mesures contre les ennemis du dedans. La Prusse et l'Allemagne avaient leurs patriotes libéraux, dénommés alors démagogues; la Russie de Nicolas avait, en dehors du parti libéral naissant, la Pologne mécontente de son sort et toujours prête à se soulever. L'esprit de révolte des gouvernés contre les gouvernants se manifestait de toutes parts. Les cabinets commençaient à douter du maintien des Bourbons en France : leurs sujets semblaient attendre de Paris le signal pour faire valoir leur droit à la liberté qu'on leur avait promise et qu'on refusait de leur accorder. Si la coalition contre Napoléon s'était transformée, à la fin, en une grande association de police d'État, l'union spéciale entre la Prusse et la Russie revêtait tout particulièrement ce caractère policier.

Au sortir de la guerre turque, l'empereur Nicolas tournait toute son attention du côté de la Pologne, dont la situation commençait à l'inquiéter. Sous l'empire de ces préoccupations, le gouvernement russe insista à Berlin sur le renouvellement de la convention de cartel ou d'extradition qui avait expiré en 1828. Pour la Russie la question avait bien plus d'importance que pour la Prusse : les Polonais se réfugiaient sur le territoire prussien afin de se soustraire au service militaire sous les drapeaux russes; rarement un sujet prussien, allemand ou polonais, allait chercher, pour le même motif, un asile en Russie. L'opinion en Prusse était foncièrement hostile à ce genre de convention dont le caractère odieux rejaillissait sur le gouvernement qui livrait de malheureux déserteurs aux rigueurs implacables de l'État voisin. Et encore n'était-ce pas là tout ce que le gouvernement russe demandait à la condescendance du cabinet de Berlin; la convention de cartel devait s'étendre désormais aux délits politiques. Le cabinet russe, qui motivait cette demande en rappelant les mouvements et les agitations des partis, touchait là une corde qui fit vibrer chez les ministres prussiens, tous hommes de réaction, une corde fort sympathique. Toutefois ils n'osaient se soustraire entièrement au jugement de l'opinion publique qui, nous l'avons dit, s'était détournée de la Russie depuis le meurtre de Kotzebue. Regardant le gouvernement russe d'Alexandre et de Nicolas comme le promoteur du régime antilibéral en Allemagne, elle ne pouvait voir qu'avec déplaisir le gouvernement

prussien prêter un appui quelconque à son puissant voisin contre les Polonais qui avaient été plus particulièrement visés par le traité d'extradition. Les ministres prussiens n'osaient pas aller à l'encontre de ce courant : d'ailleurs, tout en condamnant la moindre tentative d'opposition des sujets contre leurs gouvernements, ils étaient obligés de reconnaître que, la législation criminelle de la Russie partant, en matière politique, de principes absolument différents de ceux des autres législations européennes, l'on ne pouvait s'engager par traité à livrer à la Russie tout individu poursuivi sous prétexte de crime politique. Pour tourner la difficulté et faire acte de complaisance à l'égard de l'insistance opiniâtre des Russes, précisément sur ce point, le gouvernement consentit à joindre au traité une déclaration, par laquelle les deux parties s'engageaient à examiner chaque demande d'extradition pour crime politique et à y donner suite suivant qu'elles le jugeaient convenable. Les événements qui se produisirent quelques mois après ces négociations devaient diviser pour un moment les deux souverains de Prusse et de Russie. La révolution de juillet en France, celle de septembre en Belgique, excitèrent au plus haut point la colère de l'empereur Nicolas. Non seulement ses principes lui faisaient prendre en horreur les insurrections populaires, il redoutait encore la contagion que l'exemple de la nation française pourrait exercer sur l'Allemagne; et, celle-ci bouleversée, il voyait le danger se rapprocher des frontières de la Russie et de la Pologne. Son pre-

mier mouvement était donc d'intervenir, et en France et en Belgique, en faveur des dynasties légitimes. Ce projet toutefois ne pouvait se réaliser qu'avec le concours de la Prusse : c'est sur celle-ci qu'il fallait agir.

Le terrain, pour une telle entreprise, ne fut pas bon à Berlin, et le moins disposé à s'y prêter ce fut le roi lui-même. Tout engagé qu'il fût dans la politique contre-révolutionnaire des grands cabinets, il n'avait aucun goût pour l'intervention dans les luttes intérieures entre peuples et gouvernements : il l'avait prouvé lors de l'insurrection des Grecs. En ce qui concernait la France, il n'aimait pas les Bourbons dont il n'avait pas oublié l'attitude, hostile aux revendications prussiennes, au Congrès de Vienne. Enfin, il voyait l'Autriche et l'Angleterre résolues à ne pas se mêler aux affaires de France et, bien au contraire, à reconnaître le gouvernement, quel qu'il fût, que se donnerait le peuple français. Ce furent là, on le comprend, assez de motifs pour rendre le roi peu accessible aux suggestions passionnées de l'empereur Nicolas.

Le 26 août arriva à Berlin le maréchal Diébitsch, chargé par l'empereur de la mission de convaincre le roi de la nécessité de s'opposer, par une action commune, aux mouvements révolutionnaires de France et de Belgique, de celle-ci surtout, considérée comme l'avant-garde des révolutionnaires français. Le roi approuva en principe, mais de là à l'action il y eut loin chez lui. De prime abord il annonça au général russe que la Prusse ne pouvait faire autrement que de reconnaître, à la suite de l'Autriche et de l'Angle-

terre, le gouvernement de Louis-Philippe. Diébitsch, au terme de sa mission, dépeignait, dans son rapport à l'empereur, en termes emphatiques, la situation de l'Europe sous les couleurs les plus sombres, bien entendu au point de vue du principe monarchique. Il voyait la lutte inévitable « entre le pouvoir légitime et l'hydre révolutionnaire qui, sous le masque du salut public, veut tout bouleverser pour bâtir son trône sanglant sur des tombeaux et des ruines ».

Le roi ne voulait s'engager dans aucune mesure agressive ou provocatrice à l'égard de la France; il voulait surtout ne pas en prendre l'initiative. Comment aurait-il fait d'ailleurs? Ne pouvait-il pas avoir besoin de son armée pour maintenir l'ordre au dedans? Des symptômes révolutionnaires se manifestèrent dans les provinces rhénanes, des troubles avaient éclaté à Dresde, à Leipzig, à Berlin même; une révolution chassa le duc de Brunswick de sa résidence. Ce à quoi le roi consentait, c'était l'adoption de mesures communes en vue de repousser une agression éventuelle de la France révolutionnaire, et ce que l'empereur Nicolas eût voulu c'était une véritable intervention armée en Belgique. « Ce n'est pas la Belgique », écrit l'empereur à son vice-chancelier, « que je crois combattre là-bas, c'est la révolution générale qui, de proche en proche et plus vite qu'on ne le pense, nous menace nous-mêmes, si l'on nous voit humbles devant. »

L'empereur était outré de la conduite des autres puissances, de l'Autriche surtout, qui, sans se con-

certer avec lui, en reconnaissant le nouveau régime en France, avaient « couronné la révolte et l'usurpation et donné un exemple de lâcheté ». Plus révoltante, d'après l'empereur, était la reconnaissance de la révolution belge, alors que le roi de Hollande n'avait commis aucun acte illégal comme le roi Charles X. « Mais nous avons suivi, écrit l'empereur dans un mémoire rédigé par lui, une voie plus noble, et seul champion du principe de justice, nous avons su borner le courroux de l'Angleterre et de la France. » L'empereur se lamente de la déchéance où est tombée « l'antique alliance » que la Prusse même a désertée. Quant à la Russie, « elle devra conserver ce feu sacré »; car, le moment est proche où « pour leur propre salut viendront se rallier une seconde fois ceux qui tremblent en ce moment ». Jamais la Russie, conclut l'empereur, ne reconnaîtra le roi Léopold. Elle ne reconnaîtra pas davantage Louis-Philippe, parce que le duc de Bordeaux et non le duc d'Orléans est le successeur légitime de Charles X. Cependant, le roi Frédéric-Guillaume insistait pour que l'empereur reconnût Louis-Philippe; c'était, déclarait le roi, le seul moyen d'éviter une guerre générale. Nicolas finit par y consentir, avec la réserve que le nouveau roi fût tenu d'observer tous les traités européens. En revanche, il se montrait absolument hostile au nouvel ordre de choses en Belgique et, à son tour, il insistait pour que la Prusse intervînt en faveur du roi de Hollande. On était au mois d'octobre. L'empereur, résolu à agir isolément, donna l'ordre d'informer de cette résolution

les cabinets de l'ancienne quadruple alliance. Comment aurait-il fait, la Prusse refusant de coopérer à cette entreprise et refusant le passage à travers son territoire aux troupes russes? Les événements se chargèrent de rendre cette question sans objet. A la fin de novembre éclata à Varsovie l'insurrection des Polonais, en obligeant ainsi l'empereur à détourner son attention des affaires occidentales. Indescriptible fut la fureur de l'empereur en apprenant que le sang des soldats russes avait coulé. Le 8 décembre, jour de la fête de saint George, Nicolas, s'adressant à ses troupes, s'écria : « Les Polonais, que nous avions regardés et traités comme des frères, assassinent les nôtres. Le souffrirons-nous? Je compte sur vous et sur votre patriotisme. L'empereur Alexandre a dit qu'il ne déposerait pas les armes tant qu'un ennemi serait encore dans le pays, et la nation a tenu parole. Je déclare ne pas déposer l'épée, tant que ce sang ne sera pas vengé. Aux paisibles, la paix; aux mutins, aux assassins, la mort ! »

Le cabinet prussien, qui avait refusé de soutenir les projets agressifs du tsar contre la Belgique, n'hésita pas un instant à lui offrir et à lui prêter ses services contre l'insurrection polonaise. Le roi était porté à cette résolution à la fois par son amitié pour l'empereur et par le propre intérêt de la Prusse dont les provinces polonaises pouvaient être englobées dans cette insurrection. Cette fois, le roi ne fit pas les choses à demi. La frontière fut occupée par des forces imposantes, les communications furent coupées, les insurgés, réfugiés

en Prusse et pris les armes à la main, furent arrêtés et, en certains cas, livrés à la Russie ; les sommes expédiées en Pologne par l'agent de la banque de Varsovie furent confisquées. Cependant, l'empereur devint de plus en plus exigeant, au point d'irriter le roi. Il fit demander pour les troupes russes l'entrée en Prusse, en vue de prendre les insurgés à revers et ne renonça à cette prétention que sur la déclaration formelle, que le roi ferait occuper par son armée le grand-duché de Posen pour empêcher pareille invasion. Il demanda encore l'arrestation de tous les insurgés réfugiés en Prusse, ainsi que leur extradition aux autorités russes. Cette dernière exigence fut catégoriquement repoussée par le gouvernement prussien ; l'opinion publique, ainsi que nous l'avons dit plus haut, se prononçait avec énergie contre un acte aussi barbare. L'empereur Nicolas finit par renoncer à sa demande, en voyant quelle situation difficile il créait à un cabinet ami : il se contenta d'une mesure d'internement qui fut agréée par le gouvernement prussien. Durant toute cette période, le roi personnellement se montrait plus déférent pour les exigences de l'empereur que les ministres. Il approuvait surtout l'attitude de la Russie vis-à-vis des puissances occidentales qui semblaient disposées à plaider la cause des Polonais : pas plus que la Russie, disait-il, il ne tolérerait une immixtion étrangère dans cette question. De même aussi, il approuvait la résolution de l'empereur d'abroger la constitution octroyée par Alexandre Ier aux Polonais.

Depuis le congrès de Vienne, la Prusse ou plutôt son

roi avait ainsi, pour la seconde fois, rendu service à la Russie. Après lui avoir facilité la conclusion d'une paix avantageuse avec la Turquie, il l'avait aidée à étouffer une insurrection formidable, en écartant, en même temps, toute intervention étrangère.

L'empereur reconnut ce service et en rendit témoignage. Cultiver l'amitié de la Prusse, tel fut le sens des instructions qu'il donnait à son ministre à Berlin, c'est « un des premiers intérêts de la politique russe; il faut maintenir indissolubles les liens qui établissent entre les deux pays une parfaite communauté de besoins, entre les cabinets une identité absolue de principes et d'action ». Cependant, au milieu des éloges donnés au cabinet de Berlin, la critique eut également sa place. Dans les mêmes instructions, du mois de mars 1832, l'empereur dénonce certaines hésitations, quelques inconséquences de la politique prussienne. Avec une infraction au principe d'abstention dans les affaires intérieures de la Prusse, et imitant en cela l'exemple donné par Alexandre Ier dans les dernières années de son règne, l'empereur Nicolas établissait très résolument ce système d'influence qui fut subi par Frédéric-Guillaume III et plus encore par son successeur, au grand mécontentement du public prussien. Le fait est que, convaincu de la nécessité de gouverner la Russie d'après les principes de l'absolutisme pur, l'empereur Nicolas tenait à préserver son empire contre toute contagion du libéralisme occidental; par cette raison, il cherchait à réagir contre toute velléité libérale des gouvernements voisins. L'Autriche, sous ce rapport, lui

donnait pleine satisfaction : il n'en était pas ainsi en Prusse et dans le reste de l'Allemagne, où les gouvernements avaient pu enrayer, mais non étouffer le mouvement libéral sur lequel se greffaient encore les aspirations à l'unité nationale de l'Allemagne. L'empereur Nicolas fut ainsi amené, dans ses rapports avec le cabinet de Berlin, à se donner pour tâche de l'encourager et de le maintenir dans la politique de résistance à l'égard des libéraux qui eux-mêmes sympathisaient avec le libéralisme français. L'empereur se rendait bien compte des causes de cette faiblesse. « La Prusse — écrit-il — a peur de la France révolutionnaire, elle a peur aussi de l'opinion publique qui se prononce de plus en plus en faveur des idées révolutionnaires et contre l'alliance du gouvernement royal avec l'Autriche et la Russie, défenseurs du principe monarchique. » « Nous demandons à la Prusse — est-il dit dans les instructions de l'empereur à son ministre à Berlin — qu'elle soit fidèle au système défensif qui est le nôtre. Elle est fondée, de son côté, à considérer l'empereur comme son soutien si elle est attaquée par la France. » Voilà pour l'ennemi du dehors. Quant aux ennemis du dedans, l'empereur part en guerre contre cette opinion publique, en Prusse, qui sympathise ouvertement avec la révolution et que partagent malheureusement plusieurs hauts fonctionnaires, qui se propage de plus en plus, tend à paralyser l'action du gouvernement et à relâcher les liens qui l'unissent à la Russie, c'est-à-dire celle des puissances contre laquelle le parti libéral s'élève avec le plus d'animo-

sité. Les hommes publics en Prusse craignent par-dessus tout d'avoir l'air d'être influencés par la Russie et de suivre les impulsions qui viennent de Saint-Pétersbourg. La Russie a pour elle, à Berlin, le roi, le prince royal, quelques ministres et généraux qui ont gardé le souvenir de la guerre contre Napoléon. Mais nous ne saurions nous dissimuler que l'opinion généralement répandue dans les classes moyennes ne nous est pas favorable. C'est cette opinion qu'il faudra tâcher de ramener, de concilier, en lui prouvant que la Prusse n'avait rien à craindre de la Russie, qu'elle y avait au contraire tout à gagner, tandis que le jour où la Russie voudrait s'isoler la Prusse serait livrée aux prétentions toujours croissantes de la France. Mais l'empereur, après les preuves d'amitié et de loyauté que la Prusse lui a données pendant l'insurrection de la Pologne, se considérera toujours comme l'obligé de la Prusse. La Prusse est celle des grandes puissances du continent dont le rôle est assurément le plus difficile et le plus périlleux. Il est de la dignité de l'empereur de ne pas la laisser sans conseil ni sans appui. »

L'empereur Nicolas, dans ces instructions, dépeignait bien l'état des esprits en Prusse et en Allemagne; il jugeait bien, en dénonçant l'opinion libérale comme son adversaire. Ce qu'il négligeait dans ses considérations, c'est qu'à cette époque le parti libéral en Allemagne ne redoutait aucune agression de la part de la France et, s'il se montrait hostile à la Russie, ce n'était pas parce qu'il craignait de ce côté une agression, mais

parce que les conseils de l'empereur Nicolas empêchaient le roi de tenir les promesses libérales de 1813.

Pour l'empereur Nicolas, le plus important était de maintenir le roi Frédéric-Guillaume dans une étroite union avec le système politique de la Russie, « système de secours et d'assistance mutuelle », comme il l'appelait et qu'il voulait fonder avec le concours de la Prusse et de l'Autriche en opposition avec le système occidental de la France et de l'Angleterre. « Regardez-vous non seulement comme un homme de confiance auprès du roi de Prusse », disait-il, dans l'audience de congé de son ministre Ribeaupierre, « mais comme un homme de confiance auprès de mon beau-père. »

Dans ces conditions, Ribeaupierre n'éprouvait pas de grandes difficultés à maintenir le roi, à l'égard de la Russie, dans un attachement qui répondait aux vœux les plus intimes de ce souverain. Les ministres prussiens, pour la plupart, étaient hostiles aux libéraux et sur ce point encore le ministre de Russie n'eut pas de peine à répondre aux instructions du tsar. Comme son prédécesseur Alopéus, il réclame contre le langage des journaux prussiens « qui ne cessaient, disait-il, de se lamenter sur le sort de la Pologne, non par sympathie pour les insurgés, pas même par haine à l'égard de la Russie, mais par hostilité à l'égard de la puissance qu'ils considèrent avec raison comme le représentant et le plus ferme appui de la légitimité. » Le gouvernement russe résolut alors d'opposer journaux à journaux : il s'assura le concours d'une feuille influente de Berlin pour y faire insérer des articles favo-

rables à sa cause. M. Ancillon, chef du ministère prussien, appuyait ces efforts et préconisait les mesures les plus énergiques contre « l'esprit révolutionnaire », comme on désignait alors toute opposition contre le régime absolu.

En même temps qu'il témoignait ainsi de sa bonne volonté de conformer sa politique intérieure aux désirs de l'empereur Nicolas, le roi se montrait fidèle à son passé en évitant les engagements formels sur le terrain de la politique générale, et c'étaient ceux-là que le tsar ne cessait de lui demander. Il avait sur le cœur la conduite de la Prusse à l'égard de la monarchie de Juillet. A quoi, disait l'empereur, servent les protestations théoriques d'amitié, si elles restent sans sanction? « La révolution de Juillet, et plus encore celle de Belgique, auraient dû nous trouver en amis, pour soutenir les droits de la légitimité et la conservation des créations de 1815. J'étais prêt. » Il avait bien réprimé l'insurrection de Pologne, comment n'aurait-on pas étouffé les deux autres? La France et l'Angleterre avaient bien eu le courage de soutenir publiquement la rébellion : pourquoi les puissances du Nord n'auraient-elles pas celui de soutenir le droit divin? Sans doute, le roi Frédéric-Guillaume faisait les plus solennelles protestations; « il n'oubliera jamais, avait-il écrit, tout ce que l'Allemagne et la Prusse doivent à la Russie; elles n'oublieront jamais avec quelle magnanimité et avec quel héroïsme la Russie a combattu, a versé son sang et remporté la victoire pour elles et avec elles ». L'empereur est sensible à ces déclara-

tions : « la Russie sera toujours prête à voler avec tous ses moyens au secours de son ancien et fidèle allié; mais, ajoutait l'empereur — et, par la suite, il ne manqua pas de renouveler cette réserve, — ce sera aussi longtemps qu'un même principe guidera les deux nations ».

« Ce même principe », aux yeux de l'empereur, se résumait dans une politique de résistance à toutes les revendications de libéralisme, à tout mouvement insurrectionnel, et aussi dans l'établissement de l'influence prédominante des trois puissances du Nord sur les affaires de l'Europe. Dans ce concert la Russie traitait avec l'Autriche de pair à pair : l'accession de la Prusse était jugée utile et nécessaire par Nicolas, et c'est à ce prix seulement qu'il promettait son alliance, d'aucuns disaient sa protection, à cette puissance. L'empereur voulait des engagements fermes et c'étaient ceux-là précisément qu'il était toujours difficile d'arracher à la Prusse de Frédéric-Guillaume III. « La Prusse, écrivait à cette époque le prince de Metternich, compte parmi les puissances de premier ordre sans en avoir en réalité la valeur; sorte de juste milieu entre les cours de premier et de second rang, elle participe aux devoirs des puissances prépondérantes et sa position géographique la refoule au second rang. De ces conditions matérielles résultent dans ce cabinet des combats journaliers. »

Ces difficultés souvent éprouvées avec la Prusse se produisirent de nouveau à l'occasion des conférences communes projetées par la chancellerie de Vienne et

fortement appuyées par l'empereur Nicolas, en vue des affaires de Turquie, de Pologne et de Belgique. Il s'agissait d'établir une communauté de vues et de but dans ces questions en même temps qu'une action commune comme sanction de cette politique. La Russie et l'Autriche savaient bien ce qu'elles voulaient : le cabinet de Berlin le savait et le voulait comme elles. Mais, avant-garde des deux autres du côté de la France, le cabinet de Berlin craignait tout naturellement d'avoir à supporter, en cas de conflagration, le premier choc.

Cela suffisait pour rendre hésitants des esprits timorés comme Frédéric-Guillaume III et son ministre Ancillon. L'empereur de Russie s'en aperçut une fois de plus. Les trois souverains devaient se rencontrer à Münchengraetz, petite ville du nord de la Bohême, en même temps que leurs ministres. Diverses circonstances retardèrent l'arrivée du tsar, et le roi de Prusse était retourné de Tœplitz à Berlin pour assister à des revues de troupes. Son ministre Ancillon profita de ces contretemps pour excuser sa propre absence aux conférences de Münchengraetz, qui eurent lieu alors entre les chanceliers d'Autriche et de Russie. C'est que Ancillon avait de la répugnance à prendre part à des résolutions qui auraient pu le compromettre. Ne voulant pas en partager la responsabilité, il préférait attendre les résultats des conférences pour mieux pouvoir les contrôler et apprécier au point de vue prussien. Il fallait bien passer par là. Du reste, en principe, le roi était gagné d'avance. Avant de venir en

Bohême, l'empereur Nicolas avait eu avec le roi une entrevue à Schwedt, non loin de Potsdam, où les bases de l'entente éventuelle avaient été arrêtées. Aussi, les traités conclus en septembre 1833 entre l'Autriche et la Russie à Münchengraetz, furent-ils, quelques semaines plus tard, en tant qu'ils nécessitaient son accession, sanctionnés à Berlin par le cabinet prussien. Le traité auquel la Prusse restait étrangère concernait l'empire ottoman, dont l'Autriche et la Russie s'engageaient à respecter et à faire respecter l'intégrité et l'indépendance contre toute agression extérieure, soit de la part des puissances occidentales, soit de celle du vice-roi d'Egypte. Deux autres traités, dus aux pressantes instances de l'empereur de Russie, stipulaient : l'un la garantie réciproque, par les trois puissances, de la possession de leurs provinces polonaises; l'autre — non sans quelque répugnance de la part de la Prusse et de l'Autriche — l'extradition des criminels politiques. Ce dernier traité était un véritable acte de complaisance à l'égard de la Russie. Nul criminel politique, Prussien et Autrichien, n'était allé se cacher en Russie; au contraire, de nombreux réfugiés polonais, impliqués dans la dernière insurrection, résidaient dans les villes à l'intérieur des deux États voisins. C'est vers la France et l'Angleterre que se portait dès lors l'émigration polonaise.

Le traité le plus important au point de vue de la politique générale, sorti des conférences de Münchengraetz et de Berlin, était celui dont le contenu fut notifié aux gouvernements de France et d'Angleterre.

Il s'agissait, comme s'exprimait plus tard le prince de Metternich, de « s'opposer dorénavant à l'application de faux et dangereux principes de non-intervention ». Tout souverain, portait le traité de Münchengraetz, a le droit d'appeler à son secours, en cas de troubles intérieurs ou de dangers extérieurs, tel autre souverain indépendant; si ce secours est accordé, aucune autre puissance non invoquée n'a le droit d'empêcher cette assistance; si quelque puissance voulait s'y opposer par la force, les trois puissances contractantes considéreraient un tel acte comme dirigé contre chacune d'elles et prendraient en commun des mesures pour repousser cet acte d'agression.

On a vu, par la suite, que l'Autriche a grandement profité de ce traité en sollicitant, quinze ans plus tard, le secours de la Russie contre les insurgés de Hongrie; de même aussi qu'elle s'est appuyée sur ce principe du traité pour intervenir dans les révolutions des divers États italiens.

Les rapports de la Russie et de la Prusse, du moins ceux des deux gouvernements, étaient devenus plus intimes à la suite des traités dont il a été question plus haut. L'empereur Nicolas, toujours écouté à Berlin, rendit de fréquentes visites à cette capitale où les populations mêmes faisaient fête, non pas à l'autocrate, mais au gendre du roi, qui se montrait tendre et respectueux envers son beau-père. Dans la manifestation de ces sentiments, l'empereur était sincère : il n'en est pas moins certain qu'ils se réchauffaient à la satisfaction que lui donnait la conduite politique du cabinet

de Berlin. L'empereur, de plus en plus raffermi dans la conviction d'être appelé au rôle de sauveur et d'arbitre des monarchies légitimes, ne détournait pas les yeux de la France. C'est de là que menaçait l'orage, auquel la Prusse et l'Allemagne auraient à faire face dans une guerre où la Russie formerait l'armée de réserve de celle des Allemands. C'est cette conviction qu'il ne se lassait de fortifier dans l'esprit de son beau-père et des gouvernements allemands auxquels une note russe suggérait même l'idée d'une sorte de protectorat du tsar.

Il importait à l'empereur de faire devant l'Europe la démonstration de cette union étroite de la Prusse et de l'Autriche avec son empire. Grand amateur de représentations somptueuses et quelque peu théâtrales, il avait conçu l'idée d'une sorte de fraternisation militaire. En été 1835, un grand camp devant être établi à Kalisch, l'empereur Nicolas voulait qu'une portion de troupes prussiennes vînt s'associer aux manœuvres russes sous les yeux des souverains, réunis ainsi dans la ville où avait été conclu le célèbre pacte de 1813. 60 000 Russes y étaient rassemblés : 6000 soldats des gardes avaient été embarqués à Cronstadt pour Dantzig d'où ils gagnèrent, à travers la Prusse, le lieu de leur destination. 10 000 Prussiens avaient été réunis à leurs côtés. Le roi Frédéric-Guillaume avait consenti, bien malgré lui, à cette démonstration : il n'avait aucun goût pour ce genre de fêtes. Les généraux prussiens y étaient également peu favorables. Différant des idées acceptées de nos jours, un général prussien écrivait : « Nous vivons

dans un siècle de folie, et les spectacles militaires sont de ce nombre ». Ce ne fut que par déférence pour son gendre que le roi donna son consentement à cette réunion. Du côté des Russes, on avait mis tout en œuvre pour rendre le spectacle aussi brillant que possible. Toute la noblesse russe était venue à Kalisch; le camp avait été dressé avec un luxe rare; un pavillon avait été élevé sur la terrasse, duquel les souverains pouvaient embrasser le camp et jouir du coup d'œil pittoresque qu'il présentait. Un coup de canon donnait, le soir, le signal pour la prière en commun, de 60 000 soldats. 600 musiciens exécutaient les airs accompagnant la retraite. L'empereur de Russie était venu avec l'impératrice, le roi de Prusse avec tous les princes de sa famille. Le tsar fit à son beau-père une réception splendide, se montra plein de respect à son égard, ne cessa de lui baiser la main. Il fit défiler ses troupes devant le roi; les troupes prussiennes défilèrent entre les troupes russes formant la haie. Les gardes prussiennes passant devant celles de Russie, les unes et les autres s'embrassèrent devant les souverains. L'empereur s'entretenait beaucoup avec les généraux prussiens, demandant leur opinion sur les troupes russes qu'ils voyaient et leur communiquait la sienne au sujet des armées des divers États allemands que son frère, le grand-duc Michel, venait de visiter. Ce prince lui avait rapporté que les contingents des États de l'Allemagne du Sud montraient des effectifs très faibles. L'empereur avait fait faire des représentations à ce sujet aux gouvernements respectifs; car, disait-il,

l'état de ces troupes ne saurait lui être indifférent, puisque, en cas de guerre, elles formeraient l'avant-garde des armées dont les Russes seraient la réserve. L'empereur ajoutait, en racontant le fait, que le roi de Bavière avait pris les observations du cabinet russe en très mauvaise part. Sur ces questions militaires, le roi Frédéric-Guillaume, malgré toute sa déférence pour les conseils de son gendre, ne fut pas plus accommodant que le roi de Bavière. Le général prussien de Natzmer qui, à certain moment, fut envoyé en mission pour assister aux manœuvres de l'armée russe, raconte qu'à cette occasion l'empereur Nicolas le chargea de recommander au roi la réorganisation radicale de la landwehr prussienne, organisation, disait-il, trop démocratique et se prêtant à toute tentative révolutionnaire. C'était toucher à une corde patriotique, la landwehr ayant accompli de glorieux exploits pendant les guerres de 1813 et 1814. Le roi fut indigné de cette insinuation; il ordonna au général qui vint l'en entretenir de ne pas continuer : « Je ne veux pas même entendre ces conseils, disait-il; je suis entièrement satisfait de la landwehr et de son esprit militaire. Ces menaces, avec la révolution, durent depuis longtemps : il y a certaines raisons qui les dictent. Je saurai maintenir dans mon pays les lois et la tranquillité sans l'aide et les conseils de la Russie. Que l'empereur prenne donc des mesures chez lui, afin d'éviter le renouvellement de faits, comme ceux de Saint-Pétersbourg en 1825, et de Pologne en 1830. Je ne prescrirai jamais à l'empereur ce qu'il devra faire chez lui et à

quelles personnes il devra accorder sa confiance; en revanche je ne tolérerai jamais, qu'il se permette de pareils empiétements chez moi. »

Le spectacle de Kalisch, au point de vue de l'accord des deux peuples, manqua l'effet qu'en attendait l'empereur Nicolas. Si les généraux prussiens en haussèrent les épaules, les militaires russes n'en furent pas plus enchantés. La figure austère et l'attitude gênée du royal beau-père, loin de leur en imposer, excitèrent leurs gloses. Dans le camp russe on composait des chansons peu respectueuses pour le roi et qui, paraît-il, se sont conservées dans le répertoire chansonnier du soldat russe.

L'empereur n'en poursuivait pas moins la série des démonstrations dont la pointe était dirigée contre la France et le libéralisme. Aux fêtes de Kalisch succédèrent l'entrevue de Tœplitz et la cérémonie de l'inauguration, à Kulm, du monument commémoratif de la bataille de 1813 : l'empereur Ferdinand, fils de François II qui venait de mourir, y assista avec les deux autres souverains. De plus, presque tous les souverains allemands, accompagnés de leurs héritiers, s'y donnèrent rendez-vous, apparemment pour complimenter le nouvel empereur de l'Autriche, en réalité pour rendre hommage au tsar. « L'aspect de la place de Tœplitz », écrivait le prince de Metternich, « me rappelle le mouvement qui y régna pendant l'année 1813.... Alors nous tenions le taureau par les cornes; aujourd'hui il n'y a plus de taureau, mais des spectres, et ceux-ci sont bien plus difficiles à saisir. » Le chancelier ne

jugea pas juste : en 1835, le taureau ne s'appelle pas Napoléon, il s'appelle Nicolas, et celui-là tenait bien ses deux alliés; il menait les pourparlers de Tœplitz. Pendant un moment il fit mine de faire obstacle à l'avènement du malingre empereur Ferdinand : il changea d'avis en constatant que le cabinet de Vienne se joignait complètement à la politique russe et soutenait l'influence du tsar sur la marche des affaires en Allemagne. Les résolutions arrêtées dans l'entrevue de Tœplitz ne faisaient que corroborer celles de Münchengraetz : la haute direction de l'empereur de Russie était acceptée par les grandes comme par les petites possessions de la Confédération germanique. Si chatouilleux qu'il fût à l'endroit de toute ingérence de son gendre dans les affaires militaires de la Prusse, le roi Frédéric-Guillaume se montrait en revanche fort déférent pour les exigences de la Russie relativement à la police politique. N'y avait-il pas d'ailleurs assez de raisons pour établir cette communauté de vues? Les Polonais étaient aussi bien les ennemis de la Prusse que de la Russie; la France que le tsar combattait comme le foyer de la révolution, le gouvernement prussien la redoutait comme voisine; enfin, les libéraux allemands auxquels l'empereur faisait la guerre comme à l'avant-garde de la France révolutionnaire, n'étaient pas mieux vus à la cour de Berlin. Les mesures policières jouaient ainsi à cette époque un grand rôle dans les relations de la Prusse avec la Russie. Le gouvernement russe entretenait de nombreux agents en Allemagne, chargés de le renseigner sur les hommes et les

choses. Les journaux allemands, malgré la censure, dénonçaient cette surveillance qui fournit au poète Platen le sujet d'une sanglante satire. A un moment donné, le gouvernement russe proposa même l'établissement, en Prusse et à proximité de la frontière de Russie, d'un bureau de haute police auquel on confierait le soin de surveiller les menées des révolutionnaires polonais; un délégué du gouvernement russe devait être adjoint à ce bureau. D'après le chancelier de Russie, cette surveillance incombait à la Prusse, attendu, disait-il, que les révolutionnaires polonais, liés avec leurs coreligionnaires des autres pays, trouvaient tout particulièrement assistance en Allemagne. Le gouvernement prussien repoussa cette proposition qui, en réalité, le constituait policier pour le compte de la Russie. Ç'aurait été soulever l'opinion publique en Prusse. Toutefois, il fit une concession, dont il a été parlé plus haut à l'occasion des conférences de Münchengraetz. La convention conclue entre les trois copartageants de la Pologne les obligeait à se communiquer réciproquement tout ce qui concernait les agissements des Polonais. Le gouvernement prussien, allant au delà de cette obligation, consentit à communiquer à son voisin de Russie tous les documents relatifs au mouvement national et libéral des corporations d'étudiants. L'empereur Nicolas demandait à être tenu au courant de ces faits, au même titre qu'il se disait autorisé à s'intéresser à l'organisation militaire des États allemands. L'Allemagne, politiquement unie et gouvernée par des institutions parlementaires, ne cadrait

ni avec les principes qu'il professait ni avec les intérêts généraux de l'empire tels qu'il les comprenait. Sur ce terrain, ni le roi de Prusse ni son gouvernement ne contrariaient les vues de l'empereur Nicolas. La politique générale de la Prusse, à la fin du règne de Frédéric-Guillaume III, s'était pour ainsi dire subordonnée à celle de la Russie : à Berlin on ne voyait que par les yeux du tsar et, là même où l'on ne pouvait marcher avec lui, où l'on avait été obligé de se séparer de la politique russe, on s'efforçait par d'habiles ménagements de satisfaire son amour-propre, de prévenir l'éclat de son irritation.

Un incident, dans cet ordre d'idées, se produisit en 1836, lors de la visite, annoncée à la cour de Berlin, des ducs d'Orléans et de Nemours, fils du roi des Français. Eu égard à l'hostilité profonde que l'empereur Nicolas portait au roi Louis-Philippe, cette visite embarrassait beaucoup le roi et la cour. M. Bresson, ministre de France, l'avait déconseillée. Elle eut lieu sur les instances du cabinet de Vienne qui, désirant s'assurer l'amitié de la France dans les affaires d'Orient, cherchait un rapprochement plus intime avec le cabinet des Tuileries, sans heurter ouvertement la Russie. C'est à la suite de pressantes démarches de la part du prince de Metternich, que le roi, personnellement bien disposé pour Louis-Philippe, consentait à recevoir les jeunes princes. C'est par Berlin que, d'après le plan du chancelier autrichien, ils devaient prendre et prirent effectivement la route de Vienne.

Il y eut de vives discussions au sein de la famille

royale au sujet de la visite des princes français. On y comptait des amis de la France et de ses princes : telles furent surtout les princesses Augusta et Marie, belles-filles du roi. Le prince royal, au contraire (plus tard Frédéric-Guillaume IV), chaud partisan de la Russie, légitimiste à outrance, partageait les antipathies de son beau-frère, l'empereur Nicolas. Le ministre Ancillon, connaissant les sentiments du prince royal, n'osait pas l'informer que la visite était officiellement agréée. Ses deux autres frères, Guillaume et Charles, n'étaient pas moins irrités. Et par-dessus tout, on craignait des manifestations au théâtre, des disputes entre les libéraux qui acclameraient les princes, et les réactionnaires qui siffleraient : déjà pareilles démonstrations avaient eu lieu à Trèves, lors du passage des princes français. Le roi, au milieu de ces controverses, gardait son sang-froid : il imposa silence aux opposants, ordonna de bien recevoir les princes et donna l'exemple. Cette fois, par exception, il ne craignit pas de heurter les sentiments de l'empereur Nicolas. Celui-ci, à son tour, devait finir un peu tardivement, il est vrai, par se réconcilier avec les faits accomplis : le rapprochement de la Russie avec la monarchie de Juillet précéda d'un an la chute de Louis-Philippe.

Aussi libres de tout nuage que furent, pendant le règne de Frédéric-Guillaume III, les rapports politiques de la Prusse et de la Russie, aussi difficultueuses et, par moments, très aigres furent leurs relations dans le domaine des questions commerciales et douanières. On a vu plus haut comment ces questions avaient troublé

les rapports des deux gouvernements du temps d'Alexandre Ier. Le traité de commerce de 1825 n'établissait qu'une trêve. Sous le règne de Nicolas et surtout vers la fin de celui de Frédéric-Guillaume III, les anciennes querelles ressuscitèrent et donnèrent lieu à des négociations qui se poursuivirent après la mort de ce souverain. Il en sera parlé plus tard. D'ailleurs, quand même les intérêts des deux pays, sur le terrain commercial, auraient été moins opposés, il eût été difficile aux diplomates russes de mener à bonne fin des négociations aussi complexes. Le roi, fatigué après une vie si fortement agitée, aimait le *statu quo* en tout, et autour de lui se mouvaient des personnages à opinions divergentes; il en résultait un certain décousu dans la direction des affaires. Le prince de Metternich, après un entretien avec le prince royal de Prusse, en 1838, écrivait : « Quand on coule à fond la Prusse, on y voit des contradictions flagrantes entre ce que veulent les uns et ce que font les autres ». C'était là aussi l'opinion du ministre de Russie à Berlin, M. de Ribeaupierre. Les représentants du tsar, auprès de cette cour, avaient une situation qui ne s'explique que par l'intimité des relations entre l'empereur Nicolas et son beau-père. M. de Ribeaupierre, comme plus tard ses successeurs, recevait les confidences de tout ce monde officiel : du roi, des ministres, des courtisans. Chacun lui apportait ses plaintes, ses doléances, lui demandait conseil ou appui pour les affaires intérieures de la Prusse. « Que faire? lui disait un jour le ministre Rochow », avec un roi de soixante-huit ans

qui a pris pour règle de conduite de ne rien faire? » Comme avant lui Stein, Rochow traçait au ministre de Russie le tableau le plus navrant de l'insuffisance et de l'incapacité des conseillers « du roi qui ne voit personne, ne parle à personne, n'échange ses idées avec personne ». Le baron de Meyendorf, succédant à M. de Ribeaupierre, au commencement de 1840, s'exprime dans le même sens sur la marche embarrassée du gouvernement prussien, tout en constatant « que la machine administrative, bien montée depuis longtemps, fonctionnait avec fermeté et de la façon la plus régulière ».

Frédéric-Guillaume III mourut le 7 juin 1840. Averti de cette fin prochaine par son ministre, l'empereur Nicolas, accompagné de l'impératrice et de son fils, le tsarevitch Alexandre, était accouru au lit de son beau-père dont il recueillit le dernier soupir.

CHAPITRE II

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV. — NICOLAS Ier

I

NUAGES ENTRE SOUVERAINS

Coup d'œil rétrospectif au sujet de l'influence de l'empereur Nicolas pendant le règne de Frédéric-Guillaume III. — Le testament du feu roi et l'alliance russe. — Idées légitimistes de Nicolas et de Frédéric-Guillaume IV. — Difficultés dans la politique commerciale. — L'extradition des criminels politiques. — Testament secret du feu roi. — L'empereur Nicolas opposé aux projets libéraux du roi. — Le ministre de Russie hostile aux concessions libérales. — La politique orientale. — Les Polonais de Posen. — Protestations de la Russie qui invoque les traités. — La presse allemande hostile à la Russie. — Le roi fait publiquement l'éloge de l'empereur. — L'empereur de Russie et les ministres prussiens. — Le gouvernement prussien critiqué par le ministre de Russie. — Les adversaires de la Russie poursuivis. — Encore le traité d'extradition des criminels politiques. — Le roi cède sur cette question. — Prestige de l'empereur Nicolas en Europe. — Le roi consulte l'empereur sur les projets de représentation. — L'empereur y est opposé. — Le roi passe outre. — Les lettres-patentes de 1847. — Vifs reproches de l'empereur. — Lettres échangées à ce sujet entre les deux souverains. — L'empereur ne voulait pas de parlement dans les pays voisins. — Rapprochement de l'empereur avec la cour des Tuileries. — La révolution de 1848 empêche cette alliance.

L'influence de la Russie sur toute la politique prussienne, déjà si grande pendant le règne d'Alexandre Ier, n'avait fait que s'accroître sous son successeur. On a vu quel respect, quelle déférence l'empereur Nicolas apportait dans ses relations intimes avec Frédéric-Guillaume III et de quelles concessions, de quelles complaisances sur le terrain politique le vieux roi payait ces marques d'attention délicate. Aux yeux du roi, les intérêts prussiens se trouvent être absolument identiques à ceux de la Russie, et cette opinion déterminait toute sa conduite envers Nicolas. Les égards les plus minutieux étaient observés pour le gouvernement allié. La censure jugeait et traitait les livres, les journaux, les théâtres suivant ce qu'elle estimait être agréable ou désagréable à Saint-Pétersbourg. Des fonctionnaires furent déplacés, des professeurs révoqués, souvent sur la demande du gouvernement russe dont ils s'étaient attiré la disgrâce. L'empereur Nicolas faisait littéralement, comme on dit, la pluie et le beau temps à Berlin. Hommes politiques, dignitaires de l'État, s'empressaient autour de lui; tel grand personnage fut malheureux, dans une réception à la cour, de n'avoir pas été honoré de quelque parole du tsar. Et il avait fallu souvent le tact exquis de Nicolas pour empêcher que ces manifestations excessives et exubérantes ne choquassent les légitimes susceptibilités du souverain prussien dont il était l'hôte.

Le roi Frédéric-Guillaume III avait voulu que ces rapports se prolongeassent au delà de sa vie. Son tes-

tament politique, adressé à son successeur, renfermait ce passage : « Ne manque pas d'entretenir, autant que tu le pourras, la concorde entre les puissances européennes ; mais surtout que la Prusse, la Russie et l'Autriche ne se séparent jamais les unes des autres. »

Le nouveau roi Frédéric-Guillaume IV, en s'empressant de porter ce testament à la connaissance de ses sujets, manifesta ainsi implicitement l'intention de s'y conformer. Le fait est qu'on s'y attendait à Saint-Pétersbourg. Jusqu'à un certain point, et si différents que parussent leurs goûts et leurs tendances d'esprit, il subsistait entre les deux souverains plus d'harmonie intime de pensées qu'entre Frédéric-Guillaume III et son gendre. Nicolas et Frédéric-Guillaume IV étaient tous les deux imbus d'idées légitimistes et autocratiques : il est vrai que le premier mettait d'accord ses opinions avec ses intérêts, alors que l'autre, pour nous exprimer ainsi, faisait de l'art pour l'art. Le nouveau roi avait été, en mainte circonstance, quelquefois sans succès, le défenseur de la politique de Nicolas auprès de son père. Comme le tsar, il aurait voulu que la Prusse s'engageât, en 1828, pour la Russie contre le Turc ; comme lui, il aurait voulu se mettre en campagne contre Louis-Philippe et les Belges ; comme lui, il était opposé à la reconnaissance du gouvernement de Juillet. Dans ces conditions, on comprend que l'avènement de Frédéric-Guillaume IV fut accueilli avec satisfaction par l'empereur Nicolas. « L'influence personnelle de l'empereur sur le futur roi — avait écrit le baron de Meyendorf — sera immense et dans les mo-

ments décisifs elle aura raison de tout. » Le diplomate russe, comme on verra, ne s'avançait pas trop.

Au début, les choses marchaient à souhait. Le roi, en arrivant au pouvoir, se trouva aussitôt en face de la question d'Égypte qui divisait la France et l'Angleterre et provoqua deux groupements de puissances. L'intérêt russe était engagé contre la France; en même temps les craintes d'une guerre sur le Rhin avaient surexcité le patriotisme allemand. Frédéric-Guillaume IV, en flattant ces passions nationales, ne faisait qu'obéir à ses antipathies à l'égard de la monarchie de Juillet, en même temps qu'il donnait satisfaction à son beau-frère de Russie dont il soutenait la politique orientale aux conférences de Londres.

Ce premier élan vers la Russie ne fut que de courte durée. Le danger de complications extérieures disparut promptement, et les deux cabinets eurent le loisir de s'occuper de leurs affaires intérieures. Déjà l'empereur Nicolas commença à mal augurer de son royal beau-frère. Celui-ci agissait en conservateur, mais parlait en libéral. Ses discours à Kœnigsberg et à Berlin, les hommes qu'il attirait dans son entourage ou dans ses conseils, dénotaient des tendances vers le libéralisme dont le tsar ne pouvait s'accommoder. Bientôt il devait manifester son déplaisir au sujet de ces errements. Indépendamment de ces questions, des difficultés d'un ordre plus matériel subsistaient entre les deux gouvernements. Le vieux roi avait légué à son fils la question toujours pendante des relations commerciales. Les deux cabinets partaient de principes

absolument différents. La Prusse, en vertu des traités de Vienne, voulait retenir la Pologne russe dans son système douanier, alors que la Russie, au contraire, tenait à assimiler, sous ce rapport, ses provinces polonaises à celles de l'empire. La Prusse voulait des facilités de tarif pour ses produits industriels : la Russie se disposait à protéger son industrie naissante. La Russie, en raison de son tarif prohibitif, était rongée par la contrebande sur ses frontières occidentales : la Prusse n'avait aucun intérêt à sévir contre ce fléau qui la gênait beaucoup moins que la Russie. La convention de 1825 avait débarrassé cette dernière des entraves créées par les traités de Vienne : la Prusse refusait de la renouveler lors de l'expiration, en exposant qu'en rendant toute liberté à la Russie, elle n'avait obtenu aucune concession en compensation, et que ses industriels et commerçants étaient opposés au renouvellement; bref, qu'elle préférait vivre sans traité plutôt que de renouveler la convention de 1825. On en restait là jusqu'au commencement de 1840. A ce moment, le gouvernement russe annonça son intention de concéder la construction d'un chemin de fer reliant le Niémen au port de Libau en vue de détourner son commerce des ports prussiens. Voyant ainsi le commerce de la Prusse orientale menacé, puisque les marchandises de l'intérieur de la Russie pouvaient arriver à la mer sans traverser la Prusse, le gouvernement de Berlin, de son côté, usant de représailles, annonça sa résolution de prohiber la cote, à la Bourse de Berlin, des obligations du futur chemin de fer.

Sur cette communication, le comte de Nesselrode fit résonner la corde de l'alliance politique. « Que dira l'Europe, écrit-il, quand elle verra l'alliance des puissances conservatrices se manifester par une lutte ouverte dans le domaine de leurs opérations commerciales? » En effet, l'on se ravisa et on reprit, de part et d'autre, les pourparlers qui, une fois de plus, restaient sans résultat, la Russie étant décidée à ne pas modifier son tarif. Puis venait la question de la contrebande. Sur la frontière, où le gouvernement russe avait établi de forts cordons de troupes, il y eut de véritables batailles, avec morts et blessés, entre les contrebandiers prussiens et les soldats russes. « Ce n'est pas à nous, persistaient à dire les négociateurs prussiens, de veiller à l'exécution des lois de douanes russes ; et d'ailleurs, insinuèrent-ils, les autorités russes participent souvent au commerce de contrebande. » On ne parlait pas le même langage. Ce que la Russie flétrissait comme « commerce frauduleux », la Prusse le qualifiait de « liberté de commerce » qu'elle ne saurait interdire à ses sujets. Sur ce point, la Prusse était dans son droit strict; d'autre part, la Russie, établie sur le terrain de ses intérêts, refusa d'acheter la complaisance de la Prusse par des concessions de tarif. L'opinion en Prusse, vivement surexcitée par les vexations douanières sur la frontière orientale, mal disposée d'ailleurs à l'égard de la politique russe qui pesait sur la Prusse et l'Allemagne, en empêchant les réformes libérales, se prononçait avec énergie contre le renouvellement de la convention de cartel, et les autorités

prussiennes émettaient l'avis qu'on devrait faire dépendre ce renouvellement de la condescendance du gouvernement russe dans la question douanière. Au fond, l'empereur Nicolas était bien résolu à ne plus conclure aucun traité de commerce, de même qu'il avait adopté pour base invariable le système prohibitif en matière de tarif. Ayant ainsi peu de chose à offrir à la Prusse et ne voulant plus proroger des pourparlers qui prenaient de plus en plus un caractère aigu et de nature à brouiller les deux cabinets politiquement, il annonça sa résolution de faire à la Prusse les concessions qu'elle demandait — celles de tarif exceptées — à titre gracieux et sans compensation. Il s'agissait principalement de facilités pour la navigation et l'expédition en douane. Ces concessions furent uniquement accordées à la Prusse et non, comme celle-ci l'eût voulu, à tous les États faisant partie de l'Union douanière allemande, présidée par la Prusse. L'empereur en annonça la nouvelle au roi, lors de la visite de celui-ci, à la cour de Russie, au mois de juillet 1842. De violentes explications eurent lieu à cette occasion entre les deux souverains, non pas seulement sur le différend douanier. L'empereur avait d'autres griefs contre la politique de son beau-frère : il en sera parlé plus loin. Dans son irritation, l'empereur déclarait qu'il ne voulait rien en échange de ses concessions et refusait même d'accepter, à titre de compensation, le renouvellement de la question de cartel, que le roi s'était empressé de lui offrir. Il tenait cependant beaucoup à cette convention si impopulaire

en Prusse et si utile à la police politique de la Russie. Cette question demeurait ainsi en suspens. Mais, pour ne pas rester tout à fait en retard de générosité, le gouvernement prussien abaissait, l'année suivante, les droits de transit pour les blés russes : c'était une des principales demandes du gouvernement russe qui sortait ainsi, de fait, vainqueur de cette longue campagne commerciale.

Il nous faut revenir aux premiers temps de l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, en tant que les rapports politiques avec la Russie y prenaient place. La Russie, en effet, ou plutôt l'empereur Nicolas, s'intéressait fortement à la direction future des affaires publiques en Prusse. Nous avons mentionné plus haut le testament politique du feu roi, que son successeur s'était empressé de publier. Or il y avait un autre testament, celui-là secret et ignoré du public, lequel avait été inspiré à Frédéric-Guillaume III par l'empereur Nicolas et avait été écrit par le prince de Wittgenstein, ministre de la maison royale. Ce testament, qualifié de « projet de loi de famille », renfermait, en dehors de dispositions d'ordre secondaire, une clause par laquelle le roi déclarait sa ferme volonté de conserver dans leur intégrité les droits de souveraineté hérités de ses ancêtres, et de les transmettre intacts à ses descendants. Il y était ajouté que, dans le seul cas de conclusion de nouveaux emprunts, la convocation des États généraux serait nécessaire et qu'alors cette assemblée se composerait de 64 membres, dont la moitié serait élue et l'autre moitié prise

au sein du Conseil d'État. Disons ici, en passant, que cette disposition constituait une violation flagrante des édits royaux de 1815 et 1820, promettant formellement une représentation régulière de la nation avec attributions législatives. Ayant amené son beau-père à signer cet acte, l'empereur Nicolas devait naturellement s'intéresser à son accomplissement : c'est là ce qui explique que les ministres de Russie à Berlin, pendant de longues années, sous le règne de Frédéric-Guillaume IV, non seulement concentraient leur attention sur cette question de politique intérieure, mais y intervenaient fréquemment par leurs représentations ou leurs conseils quand même ceux-ci ne leur étaient pas demandés. C'était le baron de Meyendorf qui, dans les premières années, remplissait les fonctions de représentant du tsar à la cour de Frédéric-Guillaume IV. Ce diplomate, connaissant les opinions de son maître en même temps que le testament secret du feu roi, prêtait tout son appui aux personnages qu'il savait hostiles aux réformes libérales, et ne se gênait pas pour manifester ses idées arrêtées à ce sujet. Ses rapports, qui ont été publiés depuis, constatent que le nouveau roi ne répondait pas tout à fait aux idées que les libéraux lui avaient prêtées avant son avènement; mais, ceux-ci, « faute de ministres qui conseillent bien le roi », ne désespéraient pas d'obtenir des concessions. Le ministre de Russie voit là un danger qui ne pourra être écarté que par les influences de l'entourage immédiat du souverain. Le roi était cependant moins rebelle aux concessions que ne le

croyait le diplomate russe. L'opinion publique le pressait et, entraîné par son penchant personnel pour la discussion, peut-être aussi parce qu'il s'estimait tenu de remplir, si peu que ce fût, les promesses de son père, il projetait d'établir des assemblées provinciales, en même temps que de convoquer les États généraux. Ces faibles concessions paraissaient déjà exorbitantes aux princes de la famille royale et aussi à l'empereur Nicolas. Les princes et les hauts dignitaires qui connaissaient le testament secret du feu roi, déclaraient que ce document leur donnait le droit de protester contre toute aliénation des droits de la couronne, et le roi était de cet avis. Aussi le ministre de Russie constate-t-il avec satisfaction que le testament a créé ainsi une garantie au profit de l'ordre de choses existant. L'empereur Nicolas se faisait sur ce point moins illusion que son ministre. Dès l'année 1841, il prévoyait que le roi se laisserait entraîner dans la voie des concessions. « Mon beau-frère de Berlin, disait-il, court à sa perte! » Toutefois il ne négligeait rien pour le maintenir, pour la politique extérieure, dans une union étroite avec la Russie. S'étant rapproché de l'Angleterre pour les affaires d'Orient, il avait hâte de faire savoir à Berlin qu'il restait toujours fidèle à l'alliance avec la Prusse, l'Autriche et la Confédération germanique, en vue de former ainsi une masse compacte, assez forte et imposante « pour défendre les principes d'ordre et de conservation ». « Il s'efforçait, disait-il, de rattacher l'Angleterre à cette union. » « Expliquez cela à nos bons Prussiens », écrivit

le vice-chancelier de Russie à son ministre à Berlin.

Le roi, pour les affaires d'Orient, n'était rien moins qu'Anglais, et la conservation de la Turquie lui importait bien moins qu'à l'empereur Nicolas. Ce dernier, en homme pratique, ne trouvait aucun goût aux excentricités pieuses de son beau-frère, et plus d'une fois, dans les premiers temps, il avait repoussé les projets étranges du roi, tels qu'une croisade chrétienne contre les Turcs, la constitution de Jérusalem en ville libre de la chrétienté, et autres rêves semblables.

A cette époque certainement l'empereur Nicolas s'occupait plus des affaires de Prusse que de celles de l'Orient : les premières le touchaient de plus près et même directement. Le roi venait de convoquer les diètes des huit provinces de la monarchie et dans le nombre se trouvait naturellement celle de la province de Posen. Ayant aboli, à la suite de l'insurrection de 1830, la constitution et la diète du royaume de Pologne, le tsar était fortement irrité en voyant siéger, près de sa frontière, une assemblée délibérante de Polonais. Les attributions de la diète de Posen, comme celles des autres assemblées provinciales de Prusse, étaient des plus restreintes; la discussion de questions politiques proprement dites en était exclue par un règlement sévère. Mais les représentants d'une race longtemps muselée trouvaient bien moyen de glisser entre les mailles d'un règlement et ils ne s'en firent faute : tout prétexte leur servait pour porter à la tribune les griefs de toute la nation polonaise et pour rappeler surtout que les traités de 1815 avaient été violés

à leur égard. On a vu plus haut que, par le traité de Münchengraetz, en 1833, les trois puissances copartageantes s'étaient engagées à s'entr'aider mutuellement pour le maintien de leurs possessions polonaises, à surveiller les menées révolutionnaires, à livrer, les unes aux autres, les réfugiés prévenus de délits politiques. C'est en vertu de ce traité que l'empereur Nicolas se croyait pleinement autorisé à intervenir dans les débats de la diète de Posen. Il se plaignait de ce que le gouvernement prussien tolérât, de la part des députés polonais, un langage en opposition formelle avec les engagements des gouvernements. Déjà son ministre à Berlin l'avait devancé. Bon serviteur de son souverain, il savait comment celui-ci pensait sur les libéraux et sur les Polonais. Sans attendre des instructions, le baron de Meyendorf protestait contre les incidents de la diète de Posen, en reprochant au gouvernement prussien de tolérer des discours qui se résumaient dans la demande du rétablissement de la Pologne. L'empereur approuva fortement son ministre; les discours de Posen avaient produit le plus détestable effet à Varsovie, il fallait protester, la Russie ayant pour elle le droit. Que pouvait y faire cependant le roi Frédéric-Guillaume? Le souverain actuel de la Prusse n'était déjà plus dans les mêmes conditions de maître absolu de ses sujets, que celui qui, en 1833, avait signé les traités de Münchengraetz. Les révolutions française et belge avaient accru l'esprit libéral dans toute l'Allemagne; les Prussiens demandaient à leur roi des libertés et des insti-

tutions libres. Le roi, résolu à leur refuser une constitution, avait cru nécessaire de rendre quelque vie aux anciennes diètes provinciales, sorte d'exutoire légal pour des vœux et des réclamations légitimes. Comment aurait-il fermé aux Polonais la bouche, lorsqu'il permettait aux Allemands de parler librement? Et ce n'était pas tout. En dehors des Polonais, c'était la presse prussienne qui provoquait des réclamations de l'empereur Nicolas. Déjà sous le règne de Frédéric-Guillaume III, les journaux prussiens s'étaient faits les organes de l'opinion qui supportait avec impatience l'influence prédominante de l'empereur Nicolas sur la politique prussienne. Sous le règne actuel, la censure étant devenue moins sévère, les journaux de Berlin et de Kœnigsberg tenaient un langage des plus hostiles contre la Russie. Le cabinet russe en prit prétexte pour réclamer contre la tolérance de la censure prussienne : il y eut un échange de notes diplomatiques. Comment cette censure, écrivait le comte de Nesselrode, pouvait-elle tolérer de semblables attaques contre un gouvernement étranger, ami et allié intime de la Prusse? Dans un cas analogue, un censeur russe, aussi mal avisé, n'échapperait pas à la rigueur des lois. Il fallait donc mettre un terme à ces excès, concluait le vice-chancelier, non pas que le gouvernement russe s'offensât outre mesure de ces attaques, mais surtout parce que leur impunité donnerait lieu de faire croire à l'Europe que les liens qui unissent les deux gouvernements commençaient à se relâcher. Les protestations du cabinet de Saint-Pétersbourg eurent un plein

succès, du moins en ce qui concernait les journaux prussiens, auxquels il fut enjoint de s'abstenir désormais de toute critique malveillante des rapports entre les deux gouvernements. Le roi lui-même eut soin de protester de son amitié invariable pour l'empereur. Peu de temps après cet incident diplomatique, à l'occasion d'une fête militaire, le roi disait dans son discours : « N'oublions jamais quelle reconnaissance la Prusse doit à la Russie. L'empereur de Russie n'est pas seulement mon parent, c'est encore mon plus intime et meilleur ami, c'est un véritable ami de la Prusse. »

C'étaient de belles paroles qui flattaient toujours l'amour-propre de l'empereur Nicolas sans le tranquilliser autrement sur l'avenir d'un gouvernement que ses représentants à Berlin ne cessaient de lui dépeindre comme ballotté entre les principes et les résolutions les plus contradictoires. Les relations des deux gouvernements revêtirent ainsi un caractère assez singulier. Sous le règne de Frédéric-Guillaume III, l'empereur traitait le plus souvent avec le roi lui-même, pour avoir raison de l'opposition de ses ministres. Au lendemain de l'avènement de Frédéric-Guillaume IV, le cabinet russe s'appliquait davantage à mettre les ministres prussiens dans son jeu, ceux-là surtout auxquels il attribuait une certaine influence sur le roi : dans le nombre de ceux-ci il y en avait qui étaient plus russes que leur maître. L'empereur leur fit distribuer blâme et éloge. On loua le ministre des Affaires étrangères de Prusse de se laisser guider entièrement par les idées russes;

on lui donna un *satisfecit* comme à un fonctionnaire de l'empereur de Russie; on loua ceux des ministres qui, dans la politique intérieure, faisaient opposition aux velléités libérales du roi. Les ennemis intérieurs et extérieurs du gouvernement de Berlin parlaient ironiquement de la Prusse comme d'un « pachalik russe ».

Le ministre de Russie à Berlin fut un des plus sévères censeurs du gouvernement de Frédéric-Guillaume IV; il sympathisait avec tous ceux qui combattaient les idées libérales du roi, et encourageait leur opposition qu'approuvait fort l'empereur de Russie. Le décousu des actes du roi ne prêtait que trop à cette critique en même temps qu'il aplanissait le terrain aux adversaires du libéralisme. « Le mal radical du gouvernement prussien — écrit le baron de Meyendorf, en octobre 1842, — c'est une absence complète de système arrêté et de principes fixes. Et quand les déclarations du jour sont contredites par les mesures du lendemain, le langage des hommes du gouvernement doit suivre ces variations ou cesser de couvrir de leur responsabilité morale celle du chef de l'État. » Meyendorf ne cessait de vanter le mérite des ministres qui ne « donnaient pas pleine et entière carrière à l'imagination ardente de Sa Majesté Royale ». Le cabinet de Saint-Pétersbourg renchérit dans le même sens. Le grand mérite des ministres prussiens, d'après le comte de Nesselrode, était de résister « aux tendances constitutionnelles et démocratiques qui se font de plus en plus énergiquement jour en Prusse ». Il

faut, dit-il, que les ministres prussiens forment un gouvernement fort, en présence d'une presse « qui se permet beaucoup de libertés et dont les attaques contre le gouvernement russe deviennent tout à fait insupportables ». C'est que la moindre inexactitude au sujet des faits de Russie provoquait des réclamations de la part du ministre russe à Berlin. Le gouvernement prussien intentait des procès aux journaux, et leur faisait payer de fortes amendes; enfin, toujours sous la pression du gouvernement russe, les règlements sur la presse furent rendus plus rigoureux. Cette sévérité s'étendait aux livres. Un aide de camp du ministre de la guerre ayant publié sur la guerre des Anglais dans l'Afghanistan, un livre dans lequel il traitait l'armée russe avec peu de bienveillance, le ministre de Russie porta plainte. Le lendemain, le ministre de la guerre rendit visite à M. de Meyendorf, en exprimant son admiration pour l'armée russe et en y joignant la promesse de réprimander l'auteur et de l'envoyer dans une garnison de province. Le ministre de Russie accepta, et l'aide de camp perdit sa place. De la presse à l'extradition des déserteurs il n'y avait qu'un pas. La majeure partie de ces déserteurs étaient Polonais, la politique était donc intéressée dans la question. L'empereur de Russie, dans un accès de mauvaise humeur, avait refusé l'offre du roi de renouveler la convention qui allait expirer. Depuis lors, l'empereur s'était ravisé et il en demandait le renouvellement. Mais, de son côté, le roi avait été amené à réfléchir. L'opinion publique, en Prusse,

avait toujours vu cette convention d'un fort mauvais œil : le gouvernement se montra difficultueux, en se basant sur cet état des esprits que le cabinet russe connaissait fort bien. Encore, disait-il, si la Russie voulait accorder des facilités au commerce prussien, il y aurait moyen de rendre l'opinion plus favorable à la concession demandée par le cabinet impérial. N'étant pas disposé à entrer dans ce marchandage, ce dernier se contenta de demander le renouvellement pur et simple, sans modification, de l'ancienne convention de 1830. Il fallait deux années de négociations pour arriver à un résultat dans ce sens : encore le gouvernement russe n'obtenait-il pas, cette fois, que les crimes purement politiques fussent compris parmi les cas comportant l'extradition. Du moins ce fut là l'interprétation du gouvernement prussien qui, si réactionnaire qu'il était, se sentait déjà impuissant devant la marée montante du mouvement libéral. Cette question provoqua ainsi de nouvelles controverses entre les deux cabinets. Le gouvernement de Varsovie surtout voulait que la Prusse lui livrât sur simple demande les émigrés polonais accusés de crimes d'État. Tant qu'on n'aurait pas arrêté « les chefs mystérieux des conspirations » qui se trouvaient à l'étranger, il n'y aurait pas de sécurité pour les gouvernements. Le cabinet russe invoqua toujours le traité de Münchengraetz et il désigna 23 émigrés qui devaient lui être livrés : strictement il demandait ce qui était dans son droit. Aussi l'empereur Nicolas ne céda-t-il pas d'un pouce. « D'après toutes les informations, écrivit-il au roi le

6 mars 1846, l'émigration polonaise n'a pas du tout renoncé à ses plans criminels ; les contractants de Münchengraetz sont donc tenus de les livrer sur simple réclamation. » Une fois de plus, le roi céda : des soucis intérieurs l'absorbaient et d'autres divergences, de nature plus grave, s'élevèrent entre lui et son beau-frère de Russie. Il préférait braver l'opinion de ses sujets plutôt que la colère de l'empereur Nicolas.

A l'époque même où se traitait entre les deux gouvernements cette fâcheuse affaire de l'extradition, à laquelle venaient encore s'ajouter de nouvelles difficultés au sujet des relations commerciales, le roi Frédéric-Guillaume travaillait assidûment à son plan de représentation nationale : déjà il avait reconnu l'impossibilité de résister à la longue aux demandes à peu près unanimes de la nation. Il prévoyait l'opposition de son frère le prince de Prusse, même des autres princes de sa maison, ainsi que celle de l'aristocratie féodale : mais ce qu'il redoutait le plus c'était l'opposition de son beau-frère, l'empereur de Russie. D'autres souverains, mieux trempés que lui, craignaient bien aussi le puissant empereur, puissant surtout parce que les premières puissances européennes s'inclinaient devant lui, de telle sorte qu'il avait fini par se considérer comme le véritable maître de l'Europe. Sur ses injonctions, le gouvernement de Louis-Philippe avait fait interdire la représentation de drames historiques tirés de l'histoire des règnes de Catherine II et de Paul Ier, et avait fait saisir les brochures. Ce trait seul donne une idée du prestige dont

l'empereur Nicolas jouissait partout. Les tendances libérales de son beau-frère l'exaspéraient. Et lorsque le roi convoqua la diète de la province de Posen, l'empereur émit même l'opinion que le roi aurait dû lui demander son assentiment pour un acte politique concernant une province polonaise.

Dans ces conditions, le roi, on le comprend, n'osait plus faire le moindre pas en avant, sans prendre au préalable l'avis du tsar. Aussi le projet de constitution élaboré en secret fut-il communiqué à l'empereur Nicolas avant même d'avoir été soumis au frère du roi, le prince de Prusse, héritier présomptif de la couronne. Le général de Rauch, aide de camp du roi, fut chargé, au mois de janvier 1846, de se rendre à Saint-Pétersbourg pour communiquer au tsar le projet du roi. Celui-ci exposa dans une lettre les raisons qui l'engageaient à faire cette concession à son peuple. Il protesta de la sincérité de ses opinions conservatrices; il ne donnera jamais ni charte, ni constitution, ni assemblées périodiques. Prenant son beau-frère par le côté sensible, le souvenir du feu roi, il disait : « Je veux achever l'édifice commencé par papa, et qui, sans un bon toit, menace ruine ». L'État a besoin d'un emprunt et il n'en peut contracter, d'après la loi de 1820, sans l'assentiment des États généraux. La promulgation de cette loi a été une faute; mais, puisqu'elle existe, il faut l'observer; il s'agit de faire un acte de justice et de respecter le droit allemand d'après lequel les représentants du pays ont à voter les impôts et les taxes.

Ces arguments ne touchaient guère l'esprit de l'empereur : il repoussa formellement les projets du roi. Il n'y voyait aucune utilité pratique, disait-il dans sa réponse. Bien plus, « dépositaire des volontés sacrées, des intentions de votre père, je me suis toujours efforcé de vous prouver qu'elles étaient complètement contraires à ce que vous méditez ». Comment le roi ne voit-il pas dans quel abîme il plongeait, avec son projet, la Prusse et toute l'Europe! Le feu de la révolution couve partout, l'armée des ennemis de l'ordre s'accroît tous les jours. « Fidèle à des principes, termine l'empereur, que j'ai hérités de feu mon frère et de votre père, je ne les renierai jamais et je combattrai sur la brèche jusqu'à mon dernier souffle. Dieu nous jugera! » Le baron de Meyendorff, de son côté, avait mis tout en œuvre pour empêcher la réalisation du projet constitutionnel. Comme son maître, il voyait tout sombrer, si la Prusse obtenait ne fût-ce qu'un semblant de constitution. La situation intérieure de la Prusse, dit-il dans une dépêche du 5 août 1845, est mauvaise. « La Prusse orientale ne rêve que constitution ; les provinces rhénanes sont livrées à la démocratie; en Silésie, on déteste la noblesse; la bourgeoisie est révolutionnaire, les paysans sont gangrenés de communisme; le parti conservateur est en désarroi. Il faudrait un gouvernement formé d'hommes à l'esprit monarchique : malheureusement la nature du roi ne comporte pas un ministère homogène. »

Le roi s'était trop avancé avec son projet de constitution pour pouvoir reculer : d'ailleurs, les besoins

d'argent de l'État l'obligèrent réellement à convoquer une représentation quelconque de la nation. Il passa outre aux remontrances de l'empereur Nicolas et octroya, au commencement de février 1847, une sorte de charte entourée de mille restrictions, avec une assemblée d'États généraux de composition très féodale et investie d'attributions très restreintes.

En présence de cet acte, l'empereur Nicolas renouvela ses reproches et ses récriminations et fit même entrevoir la rupture des vieilles relations. Cette dernière insinuation impressionna fortement le roi qui recommença à discuter et surtout à s'excuser comme un prévenu devant ses juges. L'empereur avait déclaré que les nouvelles institutions prussiennes avaient changé les relations entre la Russie et la Prusse. « Non! non! écrit le roi, Dieu sait que j'ai dit vrai : je n'ai rien fait qui vous autorise à changer vos relations politiques avec la Prusse. Je n'ai pas affaibli ma couronne ni altéré ma souveraineté, je n'ai pas changé l'ancienne constitution naturelle et patrimoniale de mon pays ; je n'ai fait ni une promesse de constitution ni une promesse quelconque qui me lie les mains. » Puis, changeant les rôles, le roi, d'accusé se fait accusateur. L'empereur lui reproche d'avoir donné une charte qui ne ressemble en rien à une constitution? mais alors le feu roi aurait été bien autrement en droit de reprocher à l'empereur Alexandre Ier d'avoir trouvé bon « de doter l'héroïque Pologne d'une constitution toute moderne, toute française, de style Louis XVIII. Tout cela était pourtant fort contraire aux

principes de papa et les miens. Eh bien! papa a-t-il jamais cru que cela devait changer ses relations d'amitié politique, d'union, de véritable entente cordiale avec l'empereur Alexandre Ier? » Piqué au jeu, l'empereur Nicolas convient du fait; « mais, dit-il avec une certaine malice, à l'époque où mon frère *donnait* une constitution aux Polonais, votre père en *promit* une aux Prussiens ». L'un et l'autre de ces actes étaient déplorables, et les conséquences en furent déplorables. La Russie a racheté son erreur par le sang qu'elle a versé pour réprimer l'insurrection; « vous, cher ami, vous avez éveillé de fausses espérances, vous êtes entré dans une ère nouvelle ». Il prédisait de terribles désastres qui devaient se produire dans un avenir prochain; on ne pouvait sauver l'Europe que par des actes et non par des paroles. « Vous êtes mon ami de trente-deux ans; dites-moi de me taire et mon silence sera imperturbable; — mais si je parle, je parlerai toujours vrai! »

Quelque sincères que fussent ses répugnances pour les constitutions modernes, il est certain qu'en combattant les idées de son beau-frère, l'empereur Nicolas était mû en même temps par des raisons tirées des intérêts de sa politique générale. Que le voisinage d'un État gouverné par le régime constitutionnel et parlementaire gênait un souverain qui ne voulait ni pouvait introduire ce même régime dans ses propres États, cela s'explique assez bien. Néanmoins, cet ordre de considérations prédominait peut-être moins qu'on n'a voulu le dire dans l'esprit de l'empereur.

Au cours de notre récit, on a pu voir comment, depuis l'avènement de Frédéric-Guillaume III, l'influence du cabinet de Saint-Pétersbourg était toujours allée en grandissant à Berlin. L'amitié et la parenté des souverains y étaient pour beaucoup ; et cependant, le gouvernement russe ne triomphait pas toujours ou ne triomphait que difficilement des ministres et des fonctionnaires prussiens, moins influencés par ces considérations sentimentales. Quelles difficultés, quels obstacles l'empereur Nicolas ne devait-il pas rencontrer lorsque la volonté du roi de Prusse et les décisions de ses ministres viendraient à être plus ou moins enchaînées par un parlement? Jusque-là la politique russe n'avait eu quelquefois à lutter que contre une opinion publique dont le gouvernement prussien était obligé de tenir compte : que serait-ce, quand cette opinion s'exprimerait officiellement avec le droit d'être obéie? A ce moment, la tradition et les habitudes de trente ans seraient rompues : l'empereur de Russie cesserait d'être le guide et l'inspirateur du cabinet de Berlin, la politique prussienne, la politique extérieure surtout, se mouvrait dans une sphère d'indépendance qui, par moments, pouvait devenir dangereuse pour la Russie. Et d'ailleurs, par sa position géographique, la Prusse était le chaînon qui rattachait la Russie à l'occident de l'Europe. Cet Occident, l'empereur Nicolas, après l'avoir combattu ou dédaigné, le voyait de plus en plus échapper à son influence. Il avait repoussé la France de Louis-Philippe sans réussir à s'attacher l'Angleterre. La Russie se trouvait paralysée en Orient par l'entente

anglo-française renforcée par l'Autriche. C'est à l'époque où il discutait constitution avec son beau-frère de Berlin, que l'empereur Nicolas cherchait à se rapprocher de la France; il rétablissait les relations diplomatiques, faisait quelques avances à la cour des Tuileries, vint financièrement en aide à la France éprouvée par la disette. Il songeait à reprendre le fil de vieilles négociations en vue d'une alliance entre les deux pays. Une fatalité semblait devoir toujours frapper ces tentatives : celles de Catherine II par suite de la Révolution française; celles de Nicolas par les révolutions de Juillet 1830 et de Février 1848. Cette dernière révolution, en ouvrant de nouveau l'abîme entre la monarchie et la république, fit renoncer l'empereur Nicolas à un plan d'alliance toujours redouté par les Allemands, en tant qu'il impliquait l'annexion à la France des pays de la rive gauche du Rhin.

II

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION

L'influence de la Russie grandie par la révolution de Février. — Velléités d'intervention russe. — L'empereur Nicolas engage le roi à ne pas faire de concessions. — Le ministre de Russie blâme les concessions. — L'empereur irrité contre son beau-frère. — Manifeste de l'empereur Nicolas. — L'article du *Journal de Saint-Pétersbourg*. — Les Polonais délivrés à Berlin. — Mouvement polonais à Posen. — Le cabinet russe est inquiet. — Le roi et la députation de Posen. — Concessions aux Polonais. — Lettre de l'empereur Nicolas au roi. — L'affaire du Danemark. — Circulaire russe. —

L'empereur de Russie hostile à toutes innovations. — Le roi est favorable à une réaction. — Lettres échangées à ce sujet entre les deux souverains. — La Russie ne sera qu'avec la Prusse des anciens temps. — Bruits d'intervention russe. — Suggestions du tsar relativement à une contre-révolution. — Refus du prince de Prusse de s'y associer. — Influence dominante du ministre de Russie à Berlin. — Illusions du roi. — Différend entre la Prusse et l'Autriche pour les affaires allemandes. — L'empereur Nicolas est pour l'Autriche. — Le roi recule. — Le projet prussien d'une Union fédérale sans l'Autriche. — L'empereur Nicolas y est opposé. — Sorties violentes du baron de Meyendorf. — Le tsar arbitre de l'Allemagne. — Le tsar de plus en plus hostile à la politique prussienne. — Mission du prince de Prusse à Varsovie. — Griefs du tsar contre le roi. — Le prince de Schwarzenberg à Varsovie. — Le tsar arbitre entre la Prusse et l'Autriche. — Il veut avant tout l'intégrité du Danemark. — L'empereur Nicolas persiste à se prononcer pour l'Autriche. — Menaces du tsar contre la Prusse. — Il conseille au roi de faire un coup d'État. — Le roi refuse. — Ses craintes du côté de la France. — Il repouse les insinuations de Louis-Napoléon. — Ligue autrichienne contre la Prusse. — La crise s'aggrave. — Conférences de Varsovie. — L'Autriche l'emporte. — Menaces de guerre de la Russie de concert avec l'Autriche. — La Prusse mobilise. — Le roi se dit humilié, mais il cède. — Les tentations de Louis-Napoléon. — Pression russe exercée sur le roi. — Entrevue et convention d'Olmütz sous la dictée du ministre de Russie. — Soumission de la Prusse. — L'Autriche ne trouve aucun avantage à faire la guerre à la Prusse. — La cour de Berlin est en joie au sujet d'Olmütz. — Le tsar est satisfait, et revient à ses conseils de coup d'État en Prusse. — Le roi à Varsovie. — Reproches du tsar. — Le tsar est toujours pour l'Autriche qu'il a sauvée. — Le tsar à Berlin. — Le toast du roi. — Le tsar est partout le souverain. — Propos irrités du tsar contre son beau-frère. — Le roi s'engage dans la politique réactionnaire. — Le tsar est pour le Danemark. — Le protocole de Londres. — Pourquoi lord Palmerston y a adhéré. — L'entrevue de Varsovie. — Le roi abandonne le duc d'Augustenbourg. — Le traité de Londres au sujet de l'intégrité de la monarchie danoise. — La reconnaissance de l'empire français. — L'influence russe est à son apogée. — Le prestige de l'empereur Nicolas reconnu partout.

La révolution de Février 1848 détruisit les combinaisons que l'empereur Nicolas avait conçues au sujet de sa politique extérieure; elle modifia profondément les relations entre les cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg, en tant que la Prusse cessait d'être une solide avant-garde de la Russie; mais en même temps aussi, en raison des mouvements révolutionnaires qui, dans tout l'Occident, mettaient les trônes en lutte avec la démocratie, elle renforçait, pour un certain temps du moins, l'influence et le prestige de l'empereur Nicolas. Tout croulait, tout s'ébranlait autour de lui; la Russie seule ne bougeait pas. Comment ne se serait-il pas cru appelé à devenir le sauveur de l'Europe contre la révolution, comme son frère Alexandre Ier l'avait été contre Napoléon?

Il semblait un moment que l'empereur songeait à une intervention contre la nouvelle république française, comme naguère en avait suggéré l'idée, après la révolution de 1830, au roi Frédéric-Guillaume III. A cette époque, le prince royal de Prusse avait été très favorable à une campagne de ce genre et, comme on l'a vu, la sagesse du vieux roi avait empêché semblable folie. Sur la nouvelle des événements de Paris, l'empereur écrivit, le 8 mars, à son beau-frère : « Notre commune existence est menacée d'un danger imminent. Il faut agir d'après un plan général et avec des forces communes; ne pas reconnaître le gouvernement révolutionnaire de la France et concentrer sur le Rhin une forte armée qui puisse s'opposer à une invasion française. » L'empereur mettrait sur pied de

guerre, dans l'espace de trois mois, une armée de 350 000 hommes prête à voler immédiatement au secours du roi de Prusse. « Courage! écrivait l'empereur, agissez et Dieu sera avec nous, car nous défendons la plus sainte des causes et nous sommes chrétiens. »

Avant de recevoir cette missive, le roi avait déjà fait manifester au cabinet de Saint-Pétersbourg ses idées de résistance à la révolution. Un mémoire, élaboré au ministère des affaires étrangères de Prusse, exposait, comme l'empereur Nicolas l'exposait de son côté, les prétendues causes de la chute de Louis-Philippe. Ce n'était pas pourtant prendre exemple sur ce prince, tombé pour avoir trop longtemps refusé de faire des concessions au parti libéral — que de protester d'avance contre la politique des concessions. « Les gouvernements, concluait le mémoire prussien, qui, de nos jours, perdent courage et font des concessions, quand le peuple est dans la rue, se perdent irrévocablement. » L'empereur Nicolas fut bien de cet avis et il encourageait fortement son beau-frère dans ces idées. Mais, chez Frédéric-Guillaume IV, les actes correspondaient rarement aux paroles. D'ailleurs, pour résister au mouvement général des populations, il aurait fallu un caractère autrement trempé. Peut-être Nicolas lui-même, placé à Berlin, n'aurait-il pas réussi à préserver la rupture des digues. Quinze jours après la révolution de Paris, l'Allemagne et l'Autriche furent en pleine révolution et le roi Frédéric-Guillaume IV était entré profondément dans la voie des concessions.

Il avait accordé une constitution, le suffrage universel, toutes les libertés publiques, et pris en main la cause de l'unité nationale de l'Allemagne, et celle des Slesvic-Holsteinois insurgés contre le roi de Danemark; il avait presque pactisé avec les Polonais de Posen. L'irritation commença à déborder chez l'empereur Nicolas. « Le roi est au pouvoir des bourgeois, écrivit, le 20 mars, le baron de Meyendorf à l'empereur; s'il peut échapper et réunir autour de lui 20 000 hommes à Potsdam, trône et dynastie peuvent encore être sauvés. Le roi se réfugie à Potsdam, mais il sauve son trône par des concessions à la révolution. » La colère de l'empereur fut grande et il s'exprima dans les termes les plus violents sur le compte du roi. « Il fait la cour à son peuple », disait-il, à la nouvelle que le roi avait parcouru à cheval les rues de Berlin. Un mot plus mordant même lui échappa. On parlait à sa table du cirque Lejars. « Pas besoin du cirque Lejars, disait-il, je ferai venir Monsieur mon beau-frère de Berlin. »

La révolution s'approchait des frontières de la Russie : à Berlin et à Posen il s'était produit des événements de nature à inspirer de l'inquiétude à Saint-Pétersbourg au sujet de la Pologne. En présence de ces faits, l'empereur Nicolas adressa un manifeste à la nation russe, lui montrant le danger et faisant appel à sa fidélité pour la défense du territoire. » Victorieuse de ses ennemis, la Russie — ainsi se terminait le manifeste impérial en empruntant un verset biblique — dira : « Dieu est avec nous. Écoutez, peuples de la terre, et suivez la voix de Dieu qui est avec nous. » Un

article du *Journal officiel* de Saint-Pétersbourg expliquait, ce qui était vrai, à savoir que dans toute l'Europe l'on clamait contre la Russie, on récriminait contre les gouvernements alliés à la Russie, on provoquait les peuples à la guerre contre cet empire, on protestait contre une intervention qui n'était pas dans les intentions de la Russie. Si elle est intervenue en 1812 en Allemagne — poursuivait l'article du journal russe, — cette nation n'en a-t-elle pas profité la première? Actuellement, la Russie ne s'ingérera ni dans les affaires de l'Allemagne ni dans celles de la France. Elle n'attaquera personne, mais ne laissera pas modifier l'équilibre ni l'état territorial de l'Europe à son préjudice; enfin, elle respectera scrupuleusement l'indépendance et l'intégrité de ses voisins, tant que ceux-ci respecteront l'indépendance et l'intégrité de la Russie.

Les inquiétudes et l'irritation manifestées par la Russie n'étaient pas sans objet. Au moment où éclatait la révolution à Berlin, la prison centrale de cette ville renfermait l'un des chefs militants de l'émigration polonaise de Paris, le général Miéroslavski. Envoyé en 1845 à Posen, en vue d'y préparer une insurrection, il avait été découvert, arrêté et jugé par la Haute Cour de Berlin, qui l'avait condamné à mort : peine que le roi avait commuée en celle de détention à vie. L'insurrection berlinoise du mois de mars 1848, après avoir renversé le régime absolu, se dirigeait contre la Russie, ou plutôt contre le gouvernement russe rendu responsable d'avoir empêché, par son influence, les réformes libérales réclamées par le peuple prussien. Un des

premiers actes des insurgés, restés maîtres de la capitale après la retraite des troupes ordonnée par le roi, fut de courir à la prison pour délivrer Miéroslavski et ses codétenus polonais que la populace exaltée porta en triomphe par les rues de Berlin. Le chef polonais se rendit aussitôt dans la province de Posen pour y organiser un soulèvement national avec lequel le gouvernement prussien pactisait pendant un temps. Enhardis par cette condescendance, les chefs du mouvement demandèrent bientôt la séparation du grand-duché de Posen d'avec la Prusse, avec gouvernement, administration et armée polonais. Les troupes prussiennes intervinrent alors et mirent bientôt un terme à l'insurrection. Toutefois cette répression s'était fait trop longtemps attendre pour le cabinet russe. Celui-ci voyait un gouvernement faible et peut-être impuissant, peut-être mal disposé à enrayer, dès le début, le mouvement polonais. Le baron de Meyendorf prévoyait bien que l'enthousiasme pour les Polonais allait bientôt s'évaporer, que personne en Prusse n'avait envie de faire la guerre à la Russie. Seulement, il craignait que le gouvernement prussien, affaibli et dérouté à l'intérieur, ne fût amené à quelque aventure. La présence du prince Adam Czartoryski à Berlin lui faisait présager quelques négociations touchant la Pologne. Sans doute, le roi s'était prononcé avec énergie contre toute concession aux revendications nationalistes des Polonais. Une députation de notables polonais, conduite par l'archevêque de Posen, était venue à Berlin pour soumettre au roi les vœux

de leur nation, en rappelant que le gouvernement prussien n'avait pas tenu aux Polonais les promesses royales de 1815. Dans cette audience il s'engagea un curieux dialogue entre le roi et l'orateur de la députation. « Ce ne serait pas fini, disait le roi, pour les Polonais de Posen, que d'avoir réussi à se séparer de la Prusse. Le moindre mouvement de ce genre livrerait la province de Posen à la Russie. »

Sur ses supplications, poursuivait le roi, l'empereur Nicolas avait promis de ne pas intervenir pour le moment. Puis s'animant de plus en plus, comme pour bien inspirer de la terreur à ces délégués : « Je puis me fier à la parole de cet empereur, car c'est un homme d'une volonté de fer, du caractère le plus noble et le plus ferme, le souverain le plus puissant, le plus sage, le seul parmi les souverains de l'Europe, qui sache soutenir son pouvoir avec une énergie inébranlable. L'empereur Nicolas n'interviendra que si, avec ou contre le gré du roi, l'on tentait une organisation nationale du grand-duché de Posen, créant ainsi des dangers pour ses propres possessions polonaises : en ce cas, il y ferait entrer ses troupes et mes supplications seraient impuissantes à l'en détourner. Et puis, le mouvement national est dominé par les craintes d'une agression du côté de la France. » « Dans ces conditions, déclare le roi, une guerre contre la Russie est impossible ; il serait contraire à ma conscience et à mon devoir de l'engager et, de plus, elle serait incompatible avec mon honneur. » Ayant rappelé alors qu'avec leurs seules forces les Polonais de Posen pour-

raient encore moins résister aux Russes que les Polonais du royaume en 1831, le député polonais répliqua en accusant le feu roi de Prusse d'avoir causé cette dernière défaite, par le secours qu'il avait prêté alors à la Russie : « les circonstances, ajouta-t-il, sont changées, le colosse russe repose sur des pieds d'argile ». Le roi de s'écrier : « Je ne suis pas de cet avis; le colosse a des pieds de fer! » — « Oh! réplique le Polonais, en faisant une allusion hardie, les événements récents nous ont prouvé que maints autres pieds de fer peuvent se transformer en pieds d'argile. » Après une longue dissertation sur les torts réciproques, la députation fut congédiée. En contradiction avec cette réponse, qui était une sorte de fin de non-recevoir, le roi n'en ordonna pas moins, quelques jours après, une réorganisation nationale du grand-duché de Posen, y envoya le général de Willisen, connu pour ses sympathies polonaises, et fit concentrer des forces considérables sur la frontière russe. Le ministre de Russie à Berlin en fut outré; son langage devint menaçant. « Prenez garde, dit-il au ministre des affaires étrangères, ne compromettez pas votre gouvernement; à la longue, mon empereur ne restera pas spectateur indifférent. Si vous ne pouvez pas éteindre ce foyer révolutionnaire de Posen, dites-le-nous et nous verrons ce que nous aurons à faire. Si, au contraire, vous prenez cet état de choses sous votre protection, ce sera un cas de guerre. »

L'empereur Nicolas non seulement approuva ce langage de son ministre, mais écrivit lui-même une lettre

de récriminations : pourquoi avoir gracié les insurgés polonais, permis au prince Adam Czartoryski de résider en Prusse? comment ne pas avoir étouffé dans son germe le mouvement polonais de Posen? Reproches bien mérités au point de vue de l'empereur. Les excuses du roi étaient son impuissance, son désarroi : « Tous nous étions couchés sur le ventre », disait-il quelques années plus tard, en parlant des événements du mois de mars 1848. C'est en vain que le roi essaya de se disculper. L'empereur convenait que le roi n'avait pas complètement cédé aux désirs des Polonais; mais il n'en était pas moins constant que « les Polonais, instruments les plus infâmes de la révolte et de l'anarchie, étaient toujours protégés et soutenus dans leur soi-disant nationalité, et que l'impunité leur paraissait assurée à tout jamais ». « Quant à la soi-disant condamnation de Miéroslavski, ajoute l'empereur, je n'y croirai que lorsque j'apprendrai qu'il a été pendu. » Enfin, pour ne laisser au roi aucun doute sur les résolutions du gouvernement russe, l'empereur annonce qu'il avait concentré dans les provinces-frontières 420 000 hommes soutenus par 100 000 hommes de réserve destinés à défendre les possessions polonaises de la Russie. « Je ne toucherai jamais personne — ainsi se terminait la lettre du tzar, — mais gare à qui nous touchera. Amen! »

Les mouvements libéraux et unitaires dans l'Allemagne, le mouvement polonais de Posen, n'étaient pas les seuls sujets de protestations et de plaintes de la part de l'empereur. C'est encore la guerre contre le

Danemark, entreprise par le roi en vue de satisfaire l'une des principales demandes populaires de l'Allemagne, qui exaspéra le tsar. Au lendemain de la révolution de Berlin, le roi avait publiquement reconnu les droits du duc Christian de Slesvig-Holstein-Augustenburg. Écrivant à l'empereur, il expliquait qu'il avait pris cette cause en main pour l'arracher aux mains de la démocratie; que la guerre dont il avait pris la direction au nom de la Confédération n'avait d'autre but que le rétablissement, dans les duchés de l'Elbe, de l'ordre de choses troublé par le décret d'incorporation rendu par le roi de Danemark. L'empereur n'admettait pas ces explications. Suivant lui, le roi de Prusse défendait la cause des rebelles contre leur souverain. Celui-ci ayant sollicité la médiation de la Russie, l'empereur invitait la Prusse à retirer ses troupes des duchés. Cette injonction étant restée sans effet, l'armée prussienne ayant au contraire avancé jusqu'aux frontières du Jutland, le baron de Meyendorf, ministre de Russie à Berlin, fut chargé de déclarer que l'invasion du Jutland porterait une grave atteinte aux intérêts de toutes les puissances riveraines de la Baltique et romprait l'équilibre dans tout le Nord; que l'empereur, en conséquence, invitait la Prusse à suspendre immédiatement les hostilités, sinon, qu'une rupture entre la Russie et la Prusse devenait inévitable.

Le cabinet russe ne se bornait pas à prendre cette attitude comminatoire envers la Prusse seule : il englobait dans ses récriminations l'Allemagne tout entière. Il avait des raisons de considérer que la révolution de

Berlin était l'œuvre des Polonais qui l'avaient, en partie, organisée et stipendiée; que l'opinion démocratique, en Allemagne, voulait une alliance avec la France républicaine, en vue d'une guerre contre la Russie, guerre dont les Polonais auraient formé l'avant-garde. Une circulaire du comte de Nesselrode de fin juin, et adressée à tous les agents diplomatiques en Allemagne, résumait tous les griefs du gouvernement russe contre ses voisins. Ayant à peine accompli son œuvre de bouleversement au dedans, l'Allemagne avait manifesté des idées d'extension territoriale; son premier cri avait été un cri de guerre : alliance avec la France, conquête des provinces baltiques de la Russie, rétablissement de la Pologne, hospitalité et largesses des gouvernements à l'égard des émigrés polonais. N'y avait-il pas là pour la Russie plus d'un prétexte de guerre? Puis la guerre intentée au Danemark, l'insurrection de Posen, n'en fournissaient-elles pas également? En présence de ces faits, la Russie n'avait pris que des mesures défensives, elle n'avait jamais eu l'intention d'attaquer ses voisins. Et cependant la presse allemande ne cesse de la mettre en suspicion. En quoi la Russie a-t-elle donné lieu aux Allemands de se plaindre d'elle? N'a-t-elle pas versé son sang pour aider l'Allemagne à se délivrer de la domination de Napoléon; ne lui a-t-elle pas assuré son appui en 1840, alors qu'elle semblait être menacée sur le Rhin? Le gouvernement russe, depuis trente ans, a toujours cherché à maintenir l'unité de l'Allemagne, non pas cette unité matérielle rêvée aujourd'hui par la démo-

cratie, mais l'accord sincère des gouvernements de la Confédération. Si l'Allemagne veut maintenant faire l'expérience d'une nouvelle organisation, qu'elle le fasse, la Russie ne s'y opposera pas : ce qu'elle déplore, ce sont les attaques dont elle est l'objet. Elle s'en consolerait s'il n'y avait que les démagogues qui l'attaquent de parti pris; mais, à côté de ces derniers, il y avait des gens de bonne foi qui se laissent tromper par eux. C'est sur ceux-là qu'il faut agir, en leur persuadant que l'empereur Nicolas n'a que des intentions pacifiques, qu'il n'attaquera pas l'Allemagne tant qu'elle respectera les traités qui ont établi les limites de la Confédération. Telle fut cette circulaire qui, dans sa conclusion, contenait des réserves significatives.

Ces diverses manifestations de l'empereur Nicolas et de son gouvernement eurent pour le moment ce résultat, qu'elles intimidaient le roi Frédéric-Guillaume en même temps qu'elles lui apportaient un certain appui contre la pression populaire. Après avoir réprimé par les armes les tentatives polonaises, il arrêta la marche en avant de son armée dans les duchés et conclut, au mois d'août, avec le Danemark, l'armistice de Malmœ. « Ouf! en voilà un de moins », s'écria l'empereur, en recevant cette nouvelle qui le délivrait évidemment de l'un de ses gros soucis. Peut-être n'était-ce pas le plus gros. En dépit de ses assurances de neutralité dans les affaires de Prusse et d'Allemagne, l'empereur nourrissait des idées foncièrement hostiles à l'égard de la transformation consti-

tutionnelle de ces pays : ce qu'il voulait au fond, c'était la restauration du régime absolu, au besoin par la force et même avec l'aide de la Russie. A ses yeux, le régime constitutionnel n'était que mensonge. « Je ne veux pas, disait-il, d'assemblées constitutionnelles à mes flancs. » Sous ce rapport, ses idées ne différaient pas beaucoup de celles de son royal beau-frère. Débordé par le mouvement populaire, au milieu d'un entourage qui le confirmait dans les idées de réaction, très disposé à se débarrasser des hommes libéraux eux-mêmes combattus par la démocratie, le roi ne cherchait qu'une occasion pour retirer les concessions que la révolution lui avait arrachées. Se méfiant de la puissance de ses propres moyens, il engagea avec le tsar, au cours de l'été 1848, une correspondance suivie. Il dénonça à son beau-frère les empiétements croissants de la démocratie et surtout de l'Assemblée nationale de Berlin ; les couronnes sont menacées dans leur existence, disait-il, la république rouge est organisée dans toute l'Allemagne ; l'assemblée de Berlin s'avise de donner des ordres aux ministres du roi, c'est la république, c'est l'anarchie. Le roi est décidé à faire valoir son autorité, au besoin par les armes. « Dans ce cas, demandait le roi, et si je me voyais forcé de me retirer de Berlin devant une révolte générale, viendrez-vous à mon secours si je l'implore ? Et si le Parlement de Francfort venait, appuyé par la France, déclarer la guerre à la Prusse, la Russie viendrait-elle au secours de la Prusse ? » L'empereur, dans sa réponse, commença par reprocher au roi sa condescendance envers le mou-

vement populaire, le manque d'énergie de son gouvernement : fautes qui placent aujourd'hui le roi devant l'extrémité d'une lutte sanglante. C'est lui qui a manqué aux vieilles traditions de sa monarchie, qui a anéanti la « vieille Prusse » et, avec celle-ci, l'antique amitié avec la Russie. L'empereur ne sera jamais l'allié de la « Prusse révolutionnaire », mais il redeviendra celui de la « bonne vieille Prusse », quand celle-ci sera ressuscitée. En ce cas, l'aigle russe se trouvera à ses côtés; car la Russie sait oublier les injures, elle ne rompt pas les traités et ne renie pas ses traditions. « Dans le cas où l'autorité royale en Prusse serait renversée par la république — poursuit l'empereur, — la Russie ne marcherait pas en vue de rétablir une Prusse constitutionnelle, mais pour rétablir la Prusse telle qu'elle fut sous le règne glorieux de vos ancêtres, telle que votre adoré papa vous l'a transmise. »

Ces projets contre-révolutionnaires couraient, à cette époque, dans l'air à Berlin. L'opinion y était hantée par des craintes d'une intervention russe que devait conduire, à défaut du roi, prisonnier de la démocratie, le prince de Prusse, alors exilé à Londres[1]. Ce qui était vrai, c'est que, comme on vient de le voir, l'empereur Nicolas avait parfaitement songé à intervenir contre la démocratie prussienne, comme il devait intervenir, l'année d'après, contre l'insurrection hongroise. Il avait composé un memorandum qui concluait à une marche sur Berlin de l'armée prussienne du Holstein, ou des

1. Voir pour cet incident notre ouvrage : *l'Empereur Guillaume et son règne*, p. 16 à 19. (N. de l'A.)

corps d'armée de la Prusse orientale et de Posen, comme avant-gardes de l'armée russe. Il avait communiqué ce plan au prince de Prusse qu'il engageait à ne pas revenir à Berlin tant que l'ordre de choses nouveau y subsisterait; le prince devait rester libre pour réagir.

Le prince de Prusse, ainsi que les généraux prussiens auxquels des ouvertures analogues avaient été faites, n'entrèrent pas dans ces plans dangereux qui humiliaient leur sentiment patriotique. Le roi, moins encore qu'eux, n'y aurait prêté la main. Peut-être songeait-il aux conséquences funestes que l'intervention étrangère avait eues pour Louis XVI. Mais, sans recourir à ce moyen périlleux, il se laissait assez impressionner par les remontrances si dures de l'empereur Nicolas, pour recourir à la force contre l'Assemblée et la démocratie de Berlin. Avant que l'année 1848 eût expiré, un ministère de réaction, présidé par le comte de Brandenburg, avait remplacé les ministres libéraux, dissous l'Assemblée nationale, octroyé une constitution, créé un intérim dictatorial jusqu'à la réunion des nouvelles Chambres. Ce ne fut là qu'une première étape dans la voie indiquée par l'empereur Nicolas. Les événements de Février avaient grandi l'autorité de ce souverain, alors que tous les autres trônes du continent avaient croulé ou chancelé. Le roi Frédéric-Guillaume ne dissimula ni sa joie ni sa reconnaissance à l'égard de l'empereur qui l'avait si bien conseillé et moralement soutenu. Le baron de Meyendorf, ministre de Russie à Berlin, fut le plus

puissant personnage à la cour de Berlin; il bénéficia du prestige de son maître, et son langage trahissait le sentiment qu'il avait de sa forte position. Il fut l'objet de distinctions, de flatteries de toute sorte. Dans les solennités officielles, dans les banquets de la cour, le roi ne se lassait de lui prodiguer des félicitations et des compliments. Déjà il voyait tout danger disparu, toutes les difficultés aplanies. Au dîner-gala du 18 janvier 1849, il choqua son verre avec celui du diplomate, en disant en russe : « Dieu protège le tsar! » Dans deux semaines, ajoutait le roi — non dans deux mois ainsi que le croyait M. de Meyendorf — toute l'Allemagne serait apaisée.

Le roi se faisait illusion. L'ère des difficultés n'avait fait que commencer. Après s'être engagé dans le mouvement unitaire de l'Allemagne, sans tenir compte de l'Autriche, il se trouvait entre deux feux : le parti unitaire allemand qui le poussait en avant et le gouvernement autrichien nullement disposé à accepter la reconstitution d'un empire allemand sous le sceptre de la Prusse. Il s'engagea, sur ce problème national, entre les deux puissances rivales, un conflit dans lequel l'empereur Nicolas prit ouvertement le parti de l'Autriche. Cette attitude s'explique, si l'on veut se rappeler d'abord que le tsar voulait la restauration de l'ancien ordre de choses dont l'Autriche était le représentant le plus authentique. De plus, une Allemagne unitaire, avec l'exclusion de l'Autriche, enlevait du coup à la Russie l'influence qu'elle avait exercée jusque-là sur les divers gouvernements de la Confé-

dération, ceux-là surtout dont les dynasties étaient apparentées avec la cour de Russie. Il y avait un dernier motif pour cette prédilection du tsar : c'est qu'il avait assisté l'Autriche dans la répression de l'insurrection hongroise. Son caractère chevaleresque s'opposait à ce qu'elle perdît son rang en Allemagne. L'intérêt de la Russie s'y trouvait également engagé; la suite l'a prouvé. L'Autriche, expulsée de l'Allemagne, chercherait tout naturellement une compensation en Orient où elle deviendrait la rivale dangereuse de la Russie. Aussi, dans toutes les phases du mouvement allemand, de 1848 à 1851, l'empereur Nicolas jouait-il un rôle prépondérant. Le récit de ces événements n'entre pas dans le cadre de ce travail; il a été fait ailleurs [1]. Ce qu'il convient de constater ici, c'est que le roi de Prusse recula de position en position. Intimidé par les instances de l'empereur, le roi résolut de refuser la couronne impériale offerte par le Parlement de Francfort avec une constitution très démocratique. Il avait fallu l'insistance de ses ministres pour que le roi consentît à recevoir la députation du Parlement. L'empereur avait représenté à son beau-frère que ses efforts en vue d'obtenir l'assentiment des gouvernements confédérés à l'élection impériale, étaient incompatibles avec les principes conservateurs. Peu de temps après, l'archiduc Jean ayant manifesté son intention de quitter la lieutenance de l'empire, le roi eut assez envie de le remplacer. « Mais, qu'en dira l'empereur

1. Voir *l'Empereur Guillaume et son règne*, p. 30 à 40; *Histoire du prince de Bismarck*, p. 51 à 67.

Nicolas? » demanda le roi. M. de Meyendorf croyait pouvoir répondre que l'empereur n'admettrait aucune combinaison sans l'Autriche.

Le projet d'établissement d'un empire allemand étant tombé avec le refus de la couronne impériale, le roi, conseillé par le général de Radowitz, l'un de ses confidents intimes, adopta une autre combinaison, celle d'une Union fédérale formée sous la présidence de la Prusse par tous les États allemands, excepté l'Autriche avec laquelle cette Union conclurait une alliance internationale. Ce projet rencontrait la plus énergique opposition dans le cabinet de Vienne et exaspérait l'empereur Nicolas. Cette fois, ce fut la bataille entre les deux beaux-frères. Dans l'automne de l'année 1849, le cabinet de Saint-Pétersbourg notifia à celui de Berlin, dans les termes les plus durs, que la Russie considérerait toute réorganisation de l'Allemagne sans l'Autriche comme une violation flagrante des traités de 1815, et qu'à ses yeux la vieille Diète germanique était le seul organe légitime de la Confédération. Le langage de cette note était tel que le roi, si soumis ordinairement aux volontés du tsar, bondit de colère en s'écriant qu'il prouverait à l'empereur ce qu'un roi de Prusse était capable de faire et comment l'Allemagne était encore à même de régler ses affaires à son gré. Boutade sans suite, comme on va le voir. Des notes sans nombre furent échangées entre les deux souverains. Quand le roi se plaignait des procédés de l'Autriche, l'empereur lui donnait raison en principe, mais l'engageait à s'entendre avec sa rivale; car sans elle, suivant

lui, la Prusse perdrait sa grande position en Europe. D'ailleurs la politique du roi, déclarait le tsar, est celle de la révolution et ce n'est pas seulement l'Autriche, ce sont les États secondaires de l'Allemagne qui s'y opposent. C'était vrai. Le roi de Wurtemberg, entre autres, avait annoncé son intention d'invoquer contre la Prusse l'appui de la Russie et de la France. Le général de Rauch que le roi avait envoyé en mission à Pétersbourg, pour défendre la politique du roi, ne savait comment dépeindre la colère du tsar contre son beau-frère. Le ministre de l'empereur à Berlin ménageait encore moins les termes de ses critiques et de ses reproches. La Prusse, disait-il, n'avait aucun droit de se mettre à la tête de l'Allemagne, ses prétentions étaient insoutenables, tout ce qu'elle pouvait ambitionner, c'était d'exercer son influence dans l'Allemagne du Nord. L'idée de l'unité allemande, déclarait encore le baron de Meyendorf, était une chimère et le produit de l'esprit révolutionnaire. Le général de Radowitz, promoteur du projet d'Union fédérale, était tout particulièrement l'objet des sorties violentes du diplomate russe. Le ministre prussien fut qualifié dans les dépêches de M. de Meyendorf « d'homme odieux, d'une indomptable vanité et toujours sous l'empire de la phrase ». Il ne se gênait pas pour dire à M. de Radowitz, que la Russie suivrait l'Autriche dans son attitude à l'égard de la Prusse et que celle-ci pourrait avoir le sort de la Hongrie insurgée.

La situation allait ainsi en s'aggravant de jour en jour ; une conflagration des deux grandes puissances

allemandes paraissait imminente. Après avoir combattu ensemble, quarante ans auparavant, pour secouer la domination de Napoléon, elles firent maintenant l'empereur de Russie arbitre de leur sort. Le tsar, d'ailleurs, était fortement soutenu auprès du roi par les sommités du parti féodal prussien; et cela s'explique puisque l'empereur défendait l'ordre de choses d'avant la révolution de mars. L'hôtel de l'ambassade de Russie à Berlin était le rendez-vous de tous ces personnages de la cour et du gouvernement, qui y apportaient les informations et y cherchaient conseil. Tel avait été le rôle des ministres de Russie dans l'ancienne république de Pologne. Dans ses entretiens intimes, il traitait le souverain, auprès duquel il était accrédité, de roi poltron, et proclamait le général de Rauch, attaché militaire à Pétersbourg et *persona grata* auprès de Nicolas, « ange gardien » du roi.

Au mois de mai 1850, le roi considérait une crise violente comme étant proche. L'Autriche avait, de son chef, convoqué l'ancienne Diète germanique, dissoute en 1848; avec l'appui de cette assemblée à laquelle venaient tous les États de second et de troisième ordre, hostiles à la Prusse, elle comptait anéantir tous les projets de sa rivale, terminer la guerre de Danemark par la soumission des duchés, rétablir l'électeur de Hesse chassé par une révolution, restaurer, en un mot, l'ancien ordre de choses dans la Confédération. Elle se disposait à accomplir cette œuvre au besoin par les armes et faisait, à cet effet, des préparatifs, en concentrant des forces considérables sur les frontières

sud-est de la Prusse. Cette politique était entièrement conforme aux idées de l'empereur de Russie. Pour lui l'Union fédérale, projetée par le roi et M. de Radowitz, à raison de sa base parlementaire, équivalait à la république; les Hessois et les Holsteinois, rebelles à leurs souverains, ne valaient pas mieux que les républicains. Si le roi de Prusse le voulait pour allié, disait-il, contre la république rouge de la France, il fallait que son beau-frère commençât par faire divorce avec la révolution. Quant au Danemark, l'empereur déclarait qu'en persistant dans sa guerre contre cette puissance, la Prusse risquait une guerre avec la Russie et peut-être même avec l'Angleterre, qui défendait alors la cause danoise.

Dans cette situation tendue, le roi profitant du séjour de l'empereur de Russie au château de Skiernievizc près de Varsovie, résolut d'y envoyer son frère, le prince de Prusse (Guillaume Ier), très bien vu par le tsar, avec mission de lui exposer l'état des choses. Entre temps le roi avait déjà cédé sur la question de l'Union, dont il avait suspendu le fonctionnement réel en réservant seulement pour la Prusse le droit de rester en alliance protectrice avec les petits États adhérents. Ce droit-là, il était résolu à le défendre contre l'Autriche et il espérait que, en cas de guerre entre lui et cette puissance, la Russie resterait neutre; si, au contraire l'empereur faisait cause commune avec l'Autriche, il lutterait contre les deux, dût-il y succomber. Toutefois, il se soumettait dans la question des duchés, en exprimant le regret de s'être engagé dans cette guerre

sous la pression des événements de mars et en formant seulement le vœu, puisqu'il ne pouvait lutter seul contre la volonté des autres grandes puissances, que les duchés fussent finalement traités avec équité.

Le prince de Prusse n'avait pas accepté cette mission sans hésiter : la princesse, sa femme, craignait que son époux, à peine réhabilité dans l'opinion en raison de ses idées opposées à la politique timide du roi, son frère, n'y perdît de nouveau sa popularité de fraîche date. Le prince de Prusse trouvait son impérial beau-frère dans un état d'esprit aussi hostile que possible à l'égard du roi. On était d'ailleurs informé à Berlin de la fâcheuse humeur du tsar et de ses boutades. Il parlait des « bandits de l'entourage du roi », visant ainsi M. de Radowitz et les quelques ministres partisans de ce dernier, qui était particulièrement objet de la haine de l'empereur. Il ne pouvait pardonner à son beau-frère d'avoir rompu avec la politique de la Sainte-Alliance; l'agrandissement de la Prusse en Allemagne était contraire aux vieux traités; le dualisme de l'Autriche et de la Prusse répondait aux intérêts généraux de la Russie; enfin, le régime constitutionnel et parlementaire devait disparaître. L'empereur formulait ces idées et ces exigences avec toute l'énergie de son tempérament et surtout avec la conscience de l'énorme prestige qu'il avait conquis au milieu des orages révolutionnaires des deux dernières années. Ses conseils avaient été acceptés comme des ordres, on lui reconnaissait le rôle d'arbitre et il usait de cette position. D'après ce qui précède, on devine l'attitude de l'empe-

reur dans cette entrevue de Varsovie à laquelle était inopinément venu assister, de Vienne, le prince de Schwarzenberg, premier ministre d'Autriche : les deux plaideurs devant le juge qui devait les départager. Nicolas alla droit au but. Ce qui lui importait le plus, c'était l'affaire du Danemark; n'était-il pas cogarant avec l'Angleterre et la France de l'intégrité de cette monarchie? Il voulait qu'on mît un terme à la guerre en réduisant à merci les insurgés des duchés. Quant au conflit austro-prussien, il désirait que la Prusse s'entendît avec l'Autriche sur la base des vieux traités. Le prince de Prusse ayant fait observer que l'Autriche faisait des préparatifs de guerre, le ministre autrichien niait toute intention agressive, et l'empereur Nicolas lui vint en aide en se portant garant de ces dispositions pacifiques. Il conseillait aux deux rivaux de régler, d'un commun accord et dictatorialement, les affaires d'Allemagne, en faisant même, sur ce point, bon marché de l'existence des petits États. Le ministre autrichien, de son côté, insistait sur la restauration de la Diète germanique, sur l'abrogation de l'Union et des constitutions, l'Autriche ne pouvant ni établir chez elle le régime parlementaire ni le tolérer sur ses frontières. Ce fut là aussi la pensée de Nicolas qui, parlant au prince de Prusse, conseillait même au roi d'abolir la constitution prussienne par un coup d'État.

En somme, on se sépara, à Varsovie, chacun connaissant les désirs des autres, mais sans avoir conclu. L'empereur Nicolas, après le départ du prince de

Prusse, adressa le 6 juin au roi une lettre dont le sens était à peu près celui-ci : la Prusse doit rentrer dans la Diète de Fancfort et s'entendre avec l'Autriche qui n'a jamais songé à engager une guerre « fratricide ». D'autre part, la Prusse, en voulant changer les traités de 1815 sans le consentement des cosignataires, commettrait un acte d'agression non seulement contre l'Autriche, mais contre toutes les puissances garantes. En attendant cette entente entre les deux cabinets, l'empereur « restera tranquille spectateur. Mais, de grâce, ne vous brouillez pas. » Au major de Manteuffel (cousin du ministre prussien et plus tard feld-maréchal) l'empereur avait tenu un langage plus décidé et rien moins que rassurant pour la Prusse. Si la Prusse violait les traités de 1815, disait-il, l'Autriche serait obligée de lui déclarer la guerre, et lui (Nicolas) serait obligé d'en faire autant en vue de la défense des traités ; il ne pourrait laisser bouleverser l'état général de l'Europe. En ce cas — il le promettait d'avance — il n'entrerait en Prusse qu'au nom du roi et en vue de faire prévaloir les lois sous le règne desquelles le roi actuel avait recueilli le pouvoir royal de son père. Les honnêtes gens et l'armée en Prusse ne voulaient pas de la Constitution. Le roi devait l'abroger et il le pouvait, attendu que l'armée lui serait fidèle. Ce n'est qu'ainsi que l'État prussien pouvait être sauvé ; si le roi ne suivait pas ce conseil, l'État prussien s'écroulerait, et comme l'empereur ne veut pas qu'il s'écroule, il accourrait à la frontière de Prusse, y arborerait le drapeau prussien autour duquel viendraient se ranger tous les bons

Prussiens; il rétablirait alors l'État prussien tel que l'avait légué le roi Frédéric-Guillaume III.

Ces conseils violents étaient mal placés chez un prince aussi irrésolu que Frédéric-Guillaume IV. Il détestait la constitution à laquelle il venait de prêter serment, mais il eut des scrupules à l'abroger par un coup d'État. Ses engagements avec les petits États l'empêchaient d'abandonner l'Union qu'il laissait cependant en suspens. Il considérait l'empereur d'Autriche comme le chef traditionnel de l'Allemagne; il redoutait l'empereur de Russie. Quant aux tentations qui lui avaient été insinuées à ce moment par le prince-président Louis-Bonaparte, elles eurent l'effet opposé à celui qu'en attendait ce dernier; elles le rendaient plus accessible à une entente avec l'Autriche et la Russie, c'est-à-dire avec les cabinets de la Sainte-Alliance. L'Autriche, à vrai dire, ne s'y prêtait guère. En dépit des protestations pacifiques du prince de Schwarzenberg, le cabinet de Vienne semblait disposé à profiter des hésitations du roi de Prusse et des bonnes grâces de l'empereur Nicolas pour en finir, de gré ou de force, avec les projets unitaires de la Prusse et peut-être pour la faire descendre au rang de puissance de second ordre. Au traité d'Union prussienne de 1849, à laquelle les petits États seuls étaient restés attachés, le cabinet autrichien opposait sa propre ligue formée avec les trois royaumes allemands. Ce pacte, conclu à Bregenz, comportait la mise sur pied d'une partie de l'armée autrichienne ainsi que des contingents des États alliés.

Ces préparatifs rendirent à la politique de M. de

Radowitz un peu de la faveur qu'elle avait commencé à perdre chez le roi. Il était question de lui confier le portefeuille des affaires étrangères et de lui laisser ainsi la responsabilité de ses projets. Le roi fit sonder l'empereur de Russie : ce fut pour ce souverain une occasion de condamner de nouveau toute la politique prussienne depuis deux ans; quant à M. de Radowitz, sa nomination comme ministre serait considérée comme une déclaration de guerre à toute l'Europe. Cependant la marche des événements en Allemagne rendait cette nomination opportune. Les armées des deux camps, Autrichiens et Prussiens, allaient se trouver face à face en Hesse. Radowitz fut nommé ministre, et le roi songeait même à l'envoyer à Varsovie plaider sa cause auprès du tsar. Il n'en fut rien. Les injonctions de l'empereur Nicolas devinrent si violentes que le roi déclinait une invitation de l'empereur de venir à Varsovie, où l'Autriche et la Prusse devaient une dernière fois et avant d'en venir aux mains, invoquer l'arbitrage du souverain russe.

Le roi, résolu à ne pas se rendre lui-même à Varsovie, ne se décida pas, sans hésitation, à s'y faire représenter. Des personnages de sa cour, vieillis dans les traditions et nullement favorables au régime constitutionnel, dissuadaient le roi de prendre part aux conférences de Varsovie. Le vieux prince de Wittgenstein, entre autres, redoutait, en ce cas, la soumission de la Prusse à un arbitrage russe: fait, disait-il, qui constituerait une défection bien autrement grave des vieilles traditions que toutes les concessions à l'égard

d'un Parlement. Finalement, le roi consentit aux conférences de Varsovie; il y envoya son oncle, le comte de Brandenburg, président du Conseil. L'Autriche y était représentée par le prince de Schwarzenberg qui — fait caractéristique — s'y fit accompagner par le baron de Meyendorf, qui venait d'être nommé ministre de Russie à Vienne. Au fond, le roi, fatigué de cette longue crise, tenait à sortir, d'une façon quelconque, mais sans guerre, de l'inextricable impasse; l'Autriche, par contre, se sachant soutenue par la Russie, allait à Varsovie avec des exigences énormes qu'elle était résolue à faire prévaloir même au risque d'une guerre.

L'empereur Nicolas était décidé à laisser à l'Autriche carte blanche dans les affaires allemandes ; il affectait de ne pas vouloir s'en mêler, recommandait à la Prusse de céder, à l'Autriche de ne pas trop tendre l'arc et, finalement, demandait avant tout que la question danoise fût réglée, avant toute autre, et bien entendu, en faveur du Danemark. Il exigeait même que les troupes prussiennes, après avoir combattu pour la cause des Slesvic-Holsteinois, fussent chargées des mesures d'exécution contre les duchés. Il déclarait que la Prusse, en résistant à cette demande, le blesserait personnellement. L'Autriche, de son côté, exigeait que la Prusse reconnût la Diète restaurée et laissât faire l'exécution décrétée par cette assemblée contre la Hesse révoltée. L'empereur d'Autriche était venu, sur ces entrefaites, appuyer lui-même auprès du tsar les demandes de son ministre. Et pendant qu'on négociait à Varsovie, les alliés de l'Autriche en Alle-

magne poussaient à la guerre. Les Prussiens étant sur le point de repousser l'invasion de la Hesse par les troupes bavaroises, le baron de Budberg, ministre de Russie à Berlin, intervint en adressant à M. de Radowitz l'injonction d'arrêter le mouvement de ces troupes. Le ministre prussien, indigné, protesta contre cette immixtion ; c'était fouler aux pieds la Prusse, disait-il. A Varsovie, le comte de Brandenburg se soumit à peu près à tout ce qu'exigeaient la Russie et l'Autriche. L'empereur Nicolas avait dicté l'arrangement qui se résumait dans l'abandon complet, par la Prusse, de son Union fédérale en même temps que de la cause du Holstein. Ce fut un pacte de restauration et de réaction. Quelques jours après son retour à Berlin, le comte de Brandenburg mourut. Cette coïncidence avec l'acte de soumission forcée donna lieu au bruit que le comte était mort, le cœur brisé ; c'était une de ces fausses légendes, comme l'opinion populaire aime à les accréditer, lorsqu'il s'agit de flétrir quelque mauvais acte politique d'un gouvernement.

Cependant, le pacte de Varsovie n'avait pas écarté le danger d'une conflagration. Le roi était indigné de ce qu'il regardait comme une trahison du prince de Schwarzenberg, qui avait promis à Varsovie de ne prendre aucune mesure d'agression et dont les alliés allaient cependant attaquer les troupes prussiennes. Il était sur le point d'ordonner la mobilisation de l'armée prussienne; M. de Radowitz avait insisté sur cette mesure, abandonnée ensuite par suite de l'opposition

qu'elle rencontrait chez la majorité des ministres. Le roi était outré. Il avait congédié M. de Radowitz, sanctionné les concessions faites par le comte de Brandenburg, renoncé à la mobilisation. « Et tout cela se fait », écrivit le roi à l'empereur Nicolas, « parce que Brandenburg a une foi entière dans les promesses du prince de Schwarzenberg. Moi, cher ami, je n'y crois pas. » C'est pourquoi, disait-il, il avait définitivement ordonné la mobilisation de son armée. Il avait fait toutes les concessions à la paix, accepté, en l'en louant, la démission que « son noble ami » Radowitz lui avait offerte; la « perfidie » du prince de Schwarzenberg avait tué le comte de Brandenburg (le roi se faisait l'écho de la fausse légende). Il avait fait toutes ces concessions, sur le conseil de l'empereur Nicolas, et jusqu'à l'humiliation de la Prusse; désormais, il devra compter sur ses propres forces. L'empereur répondit sur un ton assez sec : ce n'est pas lui, écrivit-il, qui avait empêché le roi d'ordonner la mobilisation de son armée bien que cette mesure à l'heure qu'il est lui parût quelque peu tardive. Quant à l'Autriche, il continuait à croire à sa bonne foi; il en avait des preuves écrites et il était certain que cette puissance ne voudra pas se mettre dans son tort, sachant qu'en ce cas l'empereur se tournerait contre elle, tandis que, en restant dans la voie de la modération, elle aurait son appui. Que le roi, insistait l'empereur, n'attire pas sur la Prusse des dangers qu'elle n'était pas en état de braver. Il prêchait là un converti. Le roi s'exaltait, s'emportait, gémissait, mais, au fond, ne désirait rien moins que la guerre.

Après le départ de Radowitz, le parti russe avait complètement pris le dessus; le ministre de Russie était plus que jamais écouté. Le prince de Prusse était pour la guerre, sans être bien sûr que la Prusse fût en état de la faire : c'était aussi l'avis du ministre de la guerre. Tous ces personnages craignaient d'ailleurs une intervention de la France républicaine ou bonapartiste : raison de plus pour les rendre accessibles à toutes les suggestions de l'empereur de Russie. C'est qu'en effet, Louis-Napoléon, en nommant, à cette époque, M. de Persigny ministre à Berlin, commençait à sonder le terrain et faisait même des propositions d'alliance contre l'Autriche. Il avait établi, sur la frontière de l'Est, un corps d'observation de 40 000 hommes sous le commandement du général Changarnier. Ses journaux exposaient que la France ne tolérerait ni la tutelle de l'Autriche en Italie, ni les projets ambitieux de l'Autriche et de la Russie en Allemagne. Frédéric-Guillaume, qui nourrissait une antipathie profonde contre la famille Bonaparte, non seulement repoussait les avances de M. de Persigny, mais se montrait indigné de ce qu'on pouvait lui supposer la pensée de s'allier à la France contre l'Autriche. Il déclarait ni vouloir appeler ni accepter un appui français; il fallait même s'y opposer, disait-il en conseil des ministres, avertir l'Autriche et lui proposer de prendre des mesures en commun en réponse aux démonstrations militaires de Louis-Napoléon. Son ministre, M. de Manteuffel, le dissuada de cette démarche : se méfiant du prince de Schwarzenberg, il craignait que celui-ci ne fît usage des com-

munications prussiennes pour s'en faire à Paris un titre à l'appui du prince-président. Ce spectre bonapartiste jouait son rôle dans toute la période du conflit austro-prussien. Par des lettres particulières, le roi et la reine de Prusse, s'adressant à leurs parents d'Autriche, faisaient appel à l'union, en agitant le danger d'une intervention française, du retour d'une domination française en Allemagne. L'intervention russe, comme on l'a vu, ne leur répugnait pas, en tant qu'elle était pacifique, et les intimidait, lorsqu'elle devint comminatoire. Et c'était là le cas, pendant et après les conférences de Varsovie. Le baron de Budberg, à Berlin, posait ouvertement le cas de guerre si la Prusse persistait à s'opposer aux opérations militaires de l'Autriche et de ses alliés dans la Hesse. Le cabinet de Vienne remit pour la même affaire un *ultimatum* avec délai de vingt-quatre heures. Alors, sur la proposition réitérée de M. de Manteuffel, le roi demanda à l'empereur d'Autriche une entrevue, à Olmütz, entre son ministre et le prince de Schwarzenberg. Celui-ci n'y consentit qu'à son corps défendant et sur l'ordre de son souverain ; de nouveau, il s'y fit accompagner par le ministre de Russie, M. de Meyendorf, qui fut le véritable directeur de ces conférences et dicta les conditions du règlement final. M. de Manteuffel y vint avec la résolution arrêtée de céder sur tous les points : il ne lui en coûta guère, pas plus qu'à son roi, puisqu'ils avaient à peu près tout cédé dès Varsovie, qu'ils étaient d'accord avec l'Autriche et la Russie pour s'unir en vue d'une forte réaction en Alle-

magne. Le seul point qui les divisait était une question d'amour-propre, le roi ne voulant pas admettre l'entrée des Bavarois en Hesse au nez des troupes prussiennes, arrêtées dans leur marche. Connaissant les intentions pacifiques de son adversaire, le prince de Schwarzenberg aurait voulu une soumission absolue, une subordination complète de la Prusse : il l'obtint à peu de chose près, avec le concours du ministre de Russie dont l'intervention, à plusieurs reprises sollicitée par M. de Manteuffel, le déterminait à conclure cette convention d'Olmütz, devenue depuis lors le point de départ d'une évolution considérable de la politique prussienne.

Les alliés de l'Autriche, la Bavière et la Saxe, étaient peu satisfaits de cette issue de la crise. Ils auraient voulu que l'armée autrichienne, avant les conférences d'Olmütz, marchât sur Berlin pour y dicter la paix. Militairement, cette entreprise eût probablement réussi, l'armée prussienne n'étant pas en état d'y faire face. Si l'empereur d'Autriche n'y procédait point, c'est qu'il avait de bonnes raisons pour cela. Son entrée victorieuse à Berlin ne lui aurait pas procuré, pour sa prédominance en Allemagne, des avantages bien plus considérables qu'il n'en avait obtenus plus tard à Olmütz, à moins d'aller jusqu'au démembrement de la monarchie prussienne. Ce résultat, il ne l'aurait pas obtenu : il se trouvait d'avance devant un *veto* de l'empereur Nicolas qui avait déclaré « qu'il ne permettrait pas qu'un seul village fût enlevé à son beau-frère de Berlin ».

A Vienne, à la cour comme dans le public et même

dans l'armée, on était très content d'avoir échappé à la guerre, tout en ayant plus que recouvré l'ancienne prépondance en Allemagne. En Prusse, tout le monde, en dehors de la cour, considérait Olmütz comme une défaite subie dans les conditions les plus humiliantes. Les partisans les plus dévoués du roi lui reprochaient, non pas d'avoir tout concédé, mais de ne pas l'avoir concédé spontanément, en obéissant à ses sentiments réactionnaires, au lieu de céder devant des menaces de guerre. Dans les Chambres prussiennes, il y avait unanimité à condamner l'œuvre d'Olmütz : elle n'y trouvait qu'un seul défenseur, M. de Bismarck [1], qui, à peine deux ans après, devait s'en dédire.

A la cour de Berlin, on était rempli de joie. Le roi, le premier, faisait remonter à l'intervention du tsar, tout le mérite de la pacification. Il s'en épancha avec le baron de Budberg, au banquet du 6 décembre, à l'occasion de la fête de saint Nicolas; il se réjouissait, à en croire le rapport du ministre de Russie, d'être débarrassé de l'influence de M. de Radowitz. La reine de Prusse, tante de l'empereur François-Joseph, s'exprima dans les mêmes termes enthousiastes, remerciant le tsar et son ministre Meyendorf d'avoir évité à la Prusse et à l'Allemagne cette guerre avec l'Autriche.

Des lettres de la même nature furent échangées pendant longtemps encore entre Frédéric-Guillaume et Nicolas. Le roi ne se souvenait plus de la pression,

1. V. *Histoire du prince de Bismarck*, p. 51 à 67.

souvent dure, exercée sur lui par son beau-frère : il ne voyait en lui que le sauveur d'une crise redoutable. Au mois de décembre encore, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du règne de Nicolas, il le félicita en confirmant de nouveau la solidité des liens entre les deux puissances. De son côté, le tsar s'en réjouit : il n'avait fait, disait-il, que continuer la politique de son frère et du feu roi, et il était heureux de voir s'ouvrir dans ses relations avec la Prusse une nouvelle ère, faisant revivre « les traditions du passé si cher à son cœur ».

Dans ces épanchements de l'empereur Nicolas, il y avait cependant une réserve et un reste de ressentiment. Très satisfait de la marche des affaires en Allemagne, où l'état des choses d'avant 1848 avait été restauré sous ses auspices, le tsar ne pardonnait pas à son beau-frère de Berlin d'avoir donné à son pays une constitution et des Chambres législatives. C'était là la principale cause de ses préférences pour l'Autriche, lesquelles, il est vrai, devaient bientôt céder à des sentiments tout contraires. Tous ses entretiens avec les représentants du roi à Saint-Pétersbourg, sa correspondance avec son beau-frère, ses conversations avec lui, dans les visites qu'ils se rendaient, roulaient principalement sur ce thème, et la résistance qu'il rencontrait chez le roi à l'égard de ses projets contre-révolutionnaires, influait, à cette époque, sur la politique extérieure de la Russie dans toutes les questions intéressant la Prusse. On vient de le voir dans le conflit austro-prussien, dans les conférences de Varsovie et

d'Olmütz. Il en fut de même pour les conférences qui se tenaient à Dresde entre la Prusse et l'Autriche en vue de régler en commun les affaires d'Allemagne, ainsi qu'il avait été stipulé dans la convention d'Olmütz. Ces conférences n'aboutirent point, l'Autriche refusant de faire à la Prusse une part égale dans la présidence de la Confédération germanique. Dans cette question encore, l'empereur Nicolas se prononça en faveur de l'Autriche. Il consentit même au désir du cabinet de Vienne de faire entrer tous les pays non allemands de l'Autriche dans la Confédération germanique : projet que l'opposition de la France et de l'Angleterre fit échouer par la suite.

L'Autriche, en effet, sous le ministère du prince de Schwarzenberg, était revenue au régime absolu : ce ministre avait abrogé la constitution octroyée à la suite de l'insurrection de Vienne et qui, en vérité, ne pouvait guère prendre racine dans un État divisé par une multitude de nationalités, hostiles les unes aux autres. Le tsar aurait désiré que son beau-frère en agît de même à l'égard de la constitution prussienne, bien que la situation en Prusse fût bien différente. Ses efforts, à cet effet, reprirent de plus belle au mois de mai 1851, lors de la visite du roi à Varsovie.

Les deux beaux-frères ne s'étaient pas vus depuis les événements de 1848 : leur rencontre, d'après les témoignages d'hommes marquants de la suite du roi, fut des plus émouvantes. Des larmes furent versées des deux côtés. Le tsar évitait d'abord de parler du

passé, dont il avait le cœur gros. « Je ne veux pas provoquer le roi », disait l'empereur au général de Gerlach, aide de camp du roi, l'un de ses confidents et aussi l'un des chefs du parti féodal et réactionnaire en Prusse. C'est dans les entretiens avec ce général que l'empereur commença, comme pour sonder le terrain, à énumérer les fautes et les erreurs de la politique du roi depuis 1847. Ensuite, il s'en expliqua directement avec son beau-frère, qu'il catéchisa en quelque sorte, lui reprochant tous ses errements libéraux. Le roi se défendit et se disculpa, en acceptant ainsi le droit de censure et de contrôle dont l'empereur usa assez familièrement avec lui. Il rejeta tout sur ses ministres qui auraient dû lui éviter la nécessité de sanctionner la constitution. Quand on dispose, objecta le tsar, d'une armée aussi fidèle que l'armée prussienne, on n'est jamais obligé d'agir contrairement à ses sentiments. Le roi lui exposait son plan de conduite future, qui consistait à maintenir la constitution, mais en en neutralisant les pointes parlementaires au moyen de lois organiques basées sur le principe féodal. L'empereur trouvait ce dernier régime aussi mauvais que le constitutionalisme, puisqu'une assemblée féodale était toujours un corps délibérant. Il ne cessait de déplorer, dans d'autres entretiens, que le roi eût laissé passer le bon moment pour faire marcher son armée sur Berlin, ce foyer de la démocratie : le général Dohna, commandant de cette armée, aurait dû jouer le rôle de York qui, en 1812, contrairement aux ordres du feu roi, prisonnier de Napoléon, s'était joint

à l'armée russe. Une autre fois, il reprocha au roi ses prodigalités en fait de bâtisses, les fortes sommes qu'il dépensait à embellir le château de Sans-Souci. Le roi ferait mieux d'employer cet argent à construire une citadelle à Berlin. Le roi ayant répliqué que cet argent venait de sa poche, l'empereur dit que lui aussi construisait, avec ses propres deniers, la citadelle de Cronstadt. Il n'était pas davantage content de son beau-frère, le prince de Prusse, qu'il savait contraire à son influence sur la politique prussienne ; il le blâmait aussi pour avoir envoyé son fils (Frédéric III) en visite à Londres avant de l'avoir envoyé à Saint-Pétersbourg.

On se quitta à Varsovie, personnellement réconcilié, mais sans que l'empereur transportât aussitôt ses sentiments de cœur sur le terrain politique : il n'était qu'à demi convaincu des bonnes dispositions du roi dans le sens d'une rupture avec le constitutionalisme. L'Autriche restait son alliée préférée : préférence qui se produit bien souvent chez celui qui a obligé. Le tsar rappelait volontiers que son armée avait sauvé, en 1849, la dynastie de Habsburg en butte à l'insurrection hongroise. En souvenir de cette campagne, il avait fait frapper une médaille en un très petit nombre d'exemplaires. On y lisait : « A l'armée russe, brave et néanmoins clémente » ; au revers : « Dieu est avec nous, que les gentils tremblent », le tout surmonté d'un aigle couronné, écrasant un serpent et protégeant de ses ailes les armes impériales d'Autriche.

La visite que l'empereur rendit au mois de mai 1852 au roi Frédéric-Guillaume, fut la contre-partie et poli-

tiquement le complément de celle de Varsovie. Il avait retardé son arrivée à Berlin, disait-il ouvertement, jusqu'à la clôture des Chambres : il ne voulait pas y séjourner simultanément avec un Parlement. Il y reprit, dans ses entretiens avec le roi, les ministres et les personnages influents, ses objurgations en vue d'un régime de réaction. Il fallait se débarrasser du constitutionalisme, disait-il au ministre Manteuffel; qu'on le fasse à bref ou à long délai, n'importe; sinon, ce serait la perte de la Prusse, et lui, le tsar, saurait alors quelle Prusse il léguerait à son successeur, comme voisine. Sans doute, disait-il encore, le roi a prêté serment à la constitution; mais ce serment ne le liait pas au même degré que celui que tous les monarques prêtaient à Dieu au moment de leur avènement au trône. Une fois de plus, le roi tâchait de le rassurer par la promesse d'une réaction lente, mais déterminée et atteignant le but désiré. Au surplus, cette entrevue de Berlin se passait, plus encore que celle de Varsovie, en démonstrations d'amitié des plus vives et des mieux calculées pour frapper l'opinion. De même que le roi à Varsovie avait harangué les officiers russes, en les louant de leur bravoure et de leur fidélité à l'empereur, celui-ci, dès son arrivée à Berlin, tint une allocution aux généraux prussiens, leur témoignant sa satisfaction de leur conduite pendant la crise révolutionnaire. Le roi, tout ému, disait que ses officiers devaient trouver, dans ce témoignage impérial, leur plus belle récompense. Au dîner de gala, le roi porta la santé du tsar, en disant, d'un ton de voix élevé : « En mon

nom, en celui de mon armée et de tous les cœurs fidèles prussiens, je porte la santé de Sa Majesté Impériale de Russie. Que Dieu le conserve à cette partie du monde qu'il lui a départie pour héritage, et à cette époque à laquelle il est indispensable. » L'enthousiasme du roi, que le public prussien ne partageait pas au même degré, s'emparait de tout l'entourage russe, fier de voir son souverain placé si haut dans la vénération du roi de Prusse. « Quel homme remarquable », s'écria avec orgueil le baron de Budberg, « que notre empereur! partout où il paraît, on voit en lui le souverain. » A son départ, passant en revue son régiment de cuirassiers du Brandebourg, l'empereur en embrassa tous les officiers et sous-officiers.

Tout le monde, comme nous venons de le dire, ne croyait pas à la sincérité complète de ces démonstrations. Le général de Gerlach lui-même, un des plus chauds partisans de la Russie, note dans son journal : « J'étais, au fond, triste et abattu ; en tout cela il y a tant de *cant* et de *flunkerism*! » Du reste, l'empereur lui-même n'était pas très satisfait de ce qu'il avait vu et entendu. Il s'en expliqua, à son retour à Saint-Pétersbourg, avec le général de Rochow, ministre de Prusse et son confident le plus intime. Il disait tout à ce général diplomate, lui confiant les secrets les plus intimes, et cela souvent avant le comte de Nesselrode. Grâce à cette intimité, le général prussien parvint, bien des fois, à calmer la colère de l'empereur, toujours irrité de la politique vacillante et flottante de son beau-frère. Un diplomate saxon, le comte de Vitzthum,

chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg, recueillit également de la bouche impériale des sorties peu flatteuses pour Frédéric-Guillaume.

Il parlait au jeune diplomate de ses visites aux différentes cours d'Allemagne et, en dernier lieu, à celle de Berlin qui l'avait le plus mal impressionné. En vain, M. de Vitzthum essaya-t-il d'apaiser cette irritation, en faisant valoir les bonnes intentions et les aimables qualités du roi : « Tant pis pour ses qualités aimables! » repartit le tsar! « Quant à ses bonnes intentions, je vous dis, moi, qu'il ne sait jamais ce qu'il veut. Ce n'est pas un roi cela; il nous gâte le métier. » Ici perce de nouveau le ressentiment de l'empereur à cause de la constitution prussienne. « Sachez-le donc, poursuit-il, le sol sous vos pieds est miné comme sous les nôtres; nous sommes tous solidaires. Nous avons tous un ennemi commun : la révolution. Si on continue à le cajoler, comme on le fait aujourd'hui à Berlin, l'incendie deviendra bientôt général. Tant que je vivrai, on ne bougera pas. Car moi je suis soldat; Monsieur mon beau-frère ne l'a jamais été. »

C'est précisément parce qu'il n'était pas soldat que Frédéric-Guillaume IV supportait les bourrades et subissait, plus que ses sujets ne le désiraient, l'influence de son beau-frère. C'est que cette visite du tsar à Berlin eut ce résultat que la politique intérieure de la Prusse s'engagea de plus en plus dans la voie rétrograde. A ce sujet, le roi et ses conseillers tenaient leurs promesses. On n'abrogeait pas la constitution; on la tournait en ressuscitant, à côté des Chambres, les anciens

États provinciaux, de composition toute féodale et investis d'attributions empiétant désormais sur les droits du Parlement constitutionnel. Les libertés publiques furent suspendues, la presse surtout fut bâillonnée et persécutée. Dans toutes ces mesures, le gouvernement prussien de cette époque s'attachait surtout à complaire à l'empereur de Russie. Il défendait aux journaux de parler en mauvais termes de la Russie et poursuivait ceux qui faisaient l'éloge du prince de Prusse, dont les opinions, comme on l'a vu, n'étaient pas celles de son beau-frère de Saint-Pétersbourg.

L'empereur Nicolas n'eut pas moins lieu d'être satisfait de l'efficacité de son influence sur la politique extérieure de la Prusse. Après l'avoir forcée, à deux reprises, à suspendre les hostilités contre le Danemark et à signer la paix presque sans conditions, il parvint encore à amener le roi à abandonner le vieux duc d'Augustenbourg dont il avait proclamé, en 1848, les droits au trône des duchés. Dans cette question, très complexe, de succession, l'empereur de Russie ne voulait entendre parler d'aucun compromis. Il invoquait la garantie que la Russie avait assumée au siècle dernier en faveur des droits de la ligne royale de Danemark; il déclarait en outre que, par suite de sa rébellion, le duc d'Augustenbourg et sa famille étaient déchus de tous leurs droits éventuels. Mais son argument le plus puissant et qui déterminait sa politique, c'était que l'extension de la Prusse sur les bords de la Baltique, et son établissement comme puissance maritime, ne pouvaient convenir aux intérêts de la Russie; il voulait

empêcher que le port de Kiel passât sous la domination prussienne et, par cette raison, il avait à cœur de fortifier le Danemark qui tenait ce port en même temps que les clés de la Baltique. La France, à cette époque, marchait dans cette question d'accord avec la Russie : le prince Louis-Napoléon, voyant ses suggestions repoussées par le roi Frédéric-Guillaume, n'avait aucune raison de lui être agréable dans la question des duchés. L'Angleterre, troisième puissance garante, était plus molle : le prince Albert et la reine Victoria nourrissaient des sympathies pour la cause allemande. Le ministère de lord Palmerston n'avait pas été, au début, positivement hostile au duc d'Augustenbourg ; puis, engagé dans un conflit avec la Grèce, auquel les réclamations pécuniaires du banquier Pacifico avaient apporté un nouvel aliment, il se trouvait en présence de la Russie qui contrecarrait la politique anglaise en Orient. Ce furent là des raisons suffisantes pour que lord Palmerston, en 1850, se montrât d'abord peu disposé à signer le protocole, proposé par l'empereur Nicolas, et engageant les trois puissances en faveur de l'intégrité de la monarchie danoise, c'est-à-dire de l'union du royaume et des duchés sous le même sceptre. Or, l'empereur Nicolas tenait tellement à la réalisation de ce projet, que, plutôt que d'y renoncer, il préférait donner carte blanche à lord Palmerston pour ses procédés violents contre la Grèce. C'est à la suite d'un arrangement secret sur cette affaire, que le cabinet anglais signa le protocole du 9 août 1850. Ce n'était là pour l'empereur qu'une première étape. Il fallait

encore y rallier l'Autriche, ce qui était facile après les services rendus et l'appui prêté à cette puissance, puis la Prusse, ce qui était moins aisé eu égard à l'opinion publique en Allemagne et aux engagements personnels du roi. C'est sur ce dernier qu'il fallait agir, et le tsar n'y manquait pas : l'entrevue de Varsovie en fournit une excellente occasion. Les souverains n'y étaient pas venus pour traiter des affaires politiques : on passait d'une fête à l'autre, ne songeant qu'aux plaisirs, lorsque certain jour arriva le ministre des affaires étrangères du Danemark, M. de Reedtz. Depuis la signature du protocole de Londres de 1850, la cour de Copenhague s'était tout naturellement préoccupée du règlement définitif de la question de succession. Après avoir établi, en principe, que les duchés resteraient unis au Danemark sous le même sceptre, il s'agissait de désigner le successeur du roi Frédéric VII qui n'avait ni enfants ni successeur mâle : le choix, d'accord avec l'empereur de Russie, était tombé sur le duc Christian de Sleswig-Holstein-Glücksbourg. Il est certain que M. de Reedtz n'avait pas entrepris le voyage de Varsovie sans y avoir été autorisé au préalable par l'empereur Nicolas. Il y arriva au bon moment. Ayant tant à se reprocher envers son impérial beau-frère, en raison de ses défaillances libérales, il ne savait pas résister longtemps au désir, énergiquement exprimé par Nicolas, de voir la Prusse accéder au protocole de Londres avec toutes ses conséquences. Le duc Ernest de Saxe-Cobourg qui avait adressé au roi, avant le voyage de Varsovie, un

long mémoire en faveur des droits du duc d'Augustenbourg, ne reçut que longtemps après, la réponse royale et cependant datée de Varsovie. Les insistances du tsar avaient fait leur œuvre. Le roi informa le duc que « le maintien de l'intégrité de la monarchie danoise était un intérêt européen ». Ce principe reconnu, le roi n'avait plus qu'un pas à faire pour consentir aussi à la succession du duc de Glücksbourg. Le Danemark, cette fois, grâce à la protection de l'empereur Nicolas, avait gagné sa cause : les grandes puissances tombèrent d'accord pour clore la crise. Personne ne prévoyait alors que, douze ans plus tard, la décision des mêmes puissances, aidée par l'entêtement des radicaux de Copenhague, amènerait le démembrement de la monarchie danoise. En attendant, le traité de Londres du 8 mai 1852 vint consacrer les engagements de Varsovie et couronner de succès les efforts du tsar.

L'empereur Nicolas exerçait encore dans une autre question, plus grave que celle du Danemark, une influence décisive sur la conduite de son beau-frère : la reconnaissance du second empire en France. Le coup d'État du 2 décembre 1851 avait été fort bien accueilli par les grandes puissances continentales : il cadrait avec leur politique réactionnaire et absolutiste. L'empereur Nicolas d'ailleurs s'était fait un moment illusion sur les vues de Louis-Napoléon. Il acceptait de bon cœur la dictature de celui-ci, le consulat même, et était prêt à le reconnaître, pourvu que le consulat ne se transformât point en empire. Car il tenait pour Henri V et s'imaginait au premier moment

que le prince-président se ferait le restaurateur de la monarchie légitime. Bientôt revenu de son erreur, il pressa le roi de Prusse de ne plus tarder avec la réorganisation de l'armée, reconnue nécessaire depuis la mobilisation de 1850. Une correspondance suivie s'engageait dès lors entre les différentes cours. Avec sa pétulance habituelle qui s'était manifestée dans des circonstances analogues, lors des révolutions de juillet 1830 et de février 1848, le roi pensait sérieusement à une démonstration collective contre le futur empire français et, à la condition d'obtenir une garantie de ses possessions, il n'eût peut-être pas reculé devant une guerre avec la France impériale. Les conseils de l'empereur Nicolas calmèrent cette ardeur. « Il est nécessaire », disait-il dans un mémoire adressé au roi, « de ménager la susceptibilité française et de ne pas provoquer sans raison l'hostilité de cette nation contre les voisins. Pas de démonstrations armées, pas de querelle pour le titre », comme le proposait le roi, confirmé dans ces idées par son entourage intime. « Il faut rester tranquille, éviter toute provocation inutile envers Louis-Napoléon, tout en faisant sonner fort à ses oreilles, à chaque occasion opportune, notre respect des traités et notre résolution inébranlable de ne pas nous en départir. » On se demande, en présence de ces sages conseils auxquels le roi de Prusse ainsi que les autres cours cédèrent après la proclamation du second empire, comment le tsar, pour une simple question de style épistolaire, a pu fournir par la suite, à Napoléon III, le prétexte à une guerre qui

mit fin à la prédominance de la Russie en Europe?

Car cette hégémonie subsistait en 1852 : tous les monarques, tous les hommes d'État la subissaient et la proclamaient; le traité de Londres de 1852 en fut l'apogée. Le général de Rochow, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, exalte la politique russe qui « a fait l'empereur Nicolas, et à bon droit, arbitre de l'Europe ». « La prédominance de la Russie, écrit mélancoliquement le général de Gerlach, est la conséquence de la triste politique de la Prusse. » — « Nul n'a été davantage le maître de l'Europe, écrira trente ans plus tard le comte de Beust, si ce n'est Napoléon Ier. A Berlin, l'empereur Nicolas était à peu près considéré comme un être supérieur; il en était de même dans la plupart des cours allemandes. En Angleterre, on tenait compte de sa volonté, et en France on s'appliquait à le maintenir dans de bonnes dispositions. » — « Après la campagne de Hongrie, après avoir ployé, à Olmütz, l'Autriche et la Prusse sous son arbitrage, écrira le comte de Vitzthum, est-il donc étonnant que le tsar regardât les monarques de ces deux empires, non comme des alliés, mais presque comme des vassaux? » En 1852, le roi Maximilien de Bavière, parlant au duc de Leuchtenberg, exprima son regret de ne pas avoir vu le tsar, « dont la voix est la plus puissante en Allemagne et qui seul est à même de forcer la Prusse à renoncer à une politique empêchant la défaite de la révolution en Allemagne ». — « Dans ma jeunesse, écrit le baron Stockmar, c'était Napoléon qui dominait le continent; aujourd'hui il paraît que l'empereur Nicolas

a pris sa place pour dicter la loi à l'Europe, avec cette différence qu'au lieu de faire la guerre, il maintient sa dictature par la menace. » — « Pour le moment, écrit, en janvier 1852, le prince Albert, époux de la reine d'Angleterre, à son frère le duc régnant de Saxe-Cobourg, l'empereur Nicolas est complètement maître de l'Europe; l'Autriche est un instrument, la Prusse est dupe, la France est nulle, l'Angleterre moins que rien, gouvernée qu'elle est, dans ses affaires extérieures, par un ministre immoral (lord Palmerston). »

III

UN AMI DES MAUVAIS JOURS

Le tempérament de l'empereur Nicolas l'entraîne dans une nouvelle guerre contre la Turquie. — Ses ouvertures à l'Angleterre et à la France sont repoussées. — Raisons de politique intérieure. — Le sol brûle sous nos pieds. — Refus de l'Autriche et de la Prusse de s'engager à sa suite. — L'empereur Napoléon et la Sainte-Alliance. — Les adversaires de l'empereur Nicolas. — Ses confidents le dissuadent de la guerre. — La Prusse et l'Allemagne auraient pu empêcher la guerre. — Le parti russe à Berlin. — Le part occidental à Berlin. — Tergiversations du roi Frédéric-Guillaume. — Russe le matin, Anglais le soir. — M. de Bunsen, à Londres, ennemi de la Russie. — Les adversaires de la Russie à Berlin disgraciés sur la demande du tsar. — Le roi s'efforce d'apaiser la France et l'Angleterre. — Il prévoit la défaite des alliés. — Il demande des garanties en retour de sa neutralité. — L'entourage du roi sert les intérêts russes. — M. de Bismarck à Francfort agit en faveur de la Russie. — La Prusse signe avec l'Autriche le traité du 20 avril. — Le roi s'en excuse auprès de l'empereur Nicolas. — Satisfaction du prince de Prusse. — Le prince est favorable à la politique anglaise. — Il appréhende les projets de Napo-

léon. — Insinuation du prince Gortchakoff. — Les princes Charles et Frédéric-Charles sont pour la Russie. — Efforts pour engager le roi contre l'Autriche. — M. de Bismarck à Francfort et M. de Glinka. — Il empêche le roi de s'engager davantage avec l'Autriche. — Il s'applique à entraver l'exécution du traité austro-prussien. — Il continue à ébaucher avec M. de Glinka des projets d'alliance avec la Russie et la France. — L'empereur Nicolas lui exprime sa satisfaction. — Cette triple alliance est l'idéal de M. de Bismarck. — — Les opérations de guerre. — Les secrets militaires de la France trahis à la Russie. — Les secrets militaires de la Russie trahis aux puissances alliées. — Le plan russe de la bataille d'Inkermann livré à l'Angleterre; l'état des choses à Sébastopol révélé à la France. — Les deux partis à Berlin s'espionnent. — La Prusse pratique une neutralité bienveillante en faveur de la Russie. — M. de Bismarck espère amener le roi à entrer dans une combinaison franco-russe. — Observation de l'empereur Nicolas. — Projets de M. de Bismarck contre l'Autriche. — A une situation nouvelle une politique nouvelle. — L'empereur Nicolas meurt à temps pour ne pas voir l'infidélité du roi de Prusse. — La Prusse sur le point de conclure avec les puissances occidentales. — Le prince de Prusse redoute la dictature de l'empereur Nicolas sur l'Europe. — Ses opinions contraires à la politique de l'empereur. — Douleur du roi Frédéric-Guillaume et sentiment de délivrance. — Après la prise de Sébastopol il se retourne vers les puissances occidentales. — Échange de lettres amicales entre le roi et Alexandre II. — Difficultés de la position du nouveau tsar. — La prise de Sébastopol lui permet de traiter de la paix. — Le roi intermédiaire. — Il implore le tsar d'accepter les bases de paix arrêtées à Vienne. — Le tsar accepte et remercie le roi. — Services rendus par le roi à la Russie. — Il avait affronté des dangers pour la Prusse. — Les puissances ne veulent pas admettre la Prusse au Congrès de Paris. — L'empereur Napoléon l'y fait admettre. — La mort de Frédéric-Guillaume IV. — La Sainte-Alliance n'existe plus. — L'empereur Napoléon avait fait la guerre pour la détruire. — L'empereur Alexandre, à Berlin, refuse de rétablir l'alliance avec l'Autriche.

L'histoire offre de trop nombreux exemples de monarques absolus et d'hommes d'État omnipotents

qui, au faîte du pouvoir, après une série de succès éclatants, entraînés par leur tempérament, par la docilité et la flatterie qu'ils rencontrent de tous côtés, en s'exagérant l'étendue de leur puissance, finissent par s'engager dans des entreprises qui leur deviendront fatales si même elles n'aboutissent pas à leur déchéance. L'empereur Nicolas se trouvait dans cette situation d'esprit à la fin de l'année 1852. On a vu plus haut que son prestige et son autorité étaient partout reconnus sinon respectés. Se voyant en quelque sorte arbitre en Occident, ses pensées se reportèrent de nouveau sur l'Orient, où il espérait enfin poursuivre, sinon accomplir, les plans politiques de l'impératrice Catherine. Comme vingt-cinq ans auparavant, il voyait la Turquie tellement affaiblie que, sans grands efforts, il pensait pouvoir procéder au partage de cet empire, en en émancipant certaines provinces sous le protectorat russe et en abandonnant d'autres à l'avidité de ses alliés éventuels. Il s'en ouvrit au cabinet britannique, lui parlant de l'héritage de « l'homme malade » et lui offrant, en retour de son appui, l'Égypte et la Crète. Dans son entretien avec sir Hamilton Seymour, ambassadeur d'Angleterre, il ne manifestait aucun souci d'une opposition, du moment que les deux gouvernements marchaient ensemble. La France de cette époque ne lui semblait pas bien redoutable. L'ambassadeur lui ayant rappelé l'Autriche et la Prusse — le tsar n'avait même pas mentionné cette dernière, — Nicolas souriait à la seule pensée que ces deux puissances pussent se séparer de lui. Il tenait évidemment à cette

guerre. Le protectorat religieux des Grecs d'Orient comportait le protectorat politique de la presqu'île balkanique : l'influence de la Russie y était engagée. Existait-il encore d'autres motifs déterminants ? On venait de découvrir un vaste complot contre sa vie et sa dynastie. « Le sol est miné sous nos pieds », avait-il dit au comte de Vitzthum, ministre de Saxe. Ce n'était pas la première fois que des embarras intérieurs eussent amené un souverain à chercher une diversion à ces difficultés dans une guerre extérieure. Ses ouvertures furent repoussées par l'Angleterre, non par amour de l'intégrité de l'empire ottoman, mais par jalousie de l'expansion toujours croissante de la Russie ; elles furent repoussées de même par le gouvernement français, mis au courant par son ambassadeur à Saint-Pétersbourg et qui, dans l'intérêt de la consolidation du nouvel empire, jugeait utile de s'appuyer sur l'Angleterre. Toujours obsédé par son idée fixe, le tsar résolut de s'adresser à ses vieux alliés, qu'il croyait si dociles, de Vienne et de Berlin. L'Autriche était prête à entrer dans ce projet, à la condition que la Prusse fût de la partie. Nicolas s'adressa alors à son beau-frère dont il avait considéré l'appui comme allant de soi. Il devait s'y tromper. La Prusse et l'Allemagne n'ayant qu'un intérêt indirect dans les affaires d'Orient, Frédéric-Guillaume n'était guère disposé à s'en mêler sans nécessité absolue. Il se déroba à une invitation de l'empereur qui se trouvait alors à Varsovie ; le tsar vint le voir à Berlin. Démarche inutile : le cabinet de Berlin tenait à rester neutre. Le

tsar marchait de déception en déception. Il ne croyait pas à la possibilité d'une alliance anglo-française, que son beau-frère de Berlin qualifiait d' « incestueuse » et qui ne tarda pas à se conclure. Lord Palmerston était l'homme-lige de Napoléon III et celui-ci avait sur le cœur tous les propos violents de Nicolas pendant la période de la présidence, comme il avait pris acte du refus de l'intitulation de « monsieur mon frère ». Et puis, l'empereur français, désireux de remanier la carte de l'Europe de 1815, jugea l'occasion bonne de battre en brèche la puissance qui était l'âme de la Sainte-Alliance. Il voulait substituer sa prédominance à celle de Nicolas. « Nous en avons fait un empereur — disait le comte Walewski, ambassadeur à Londres, — nous allons en faire l'arbitre des destinées du monde. » L'empereur Nicolas avait encore deux autres ennemis : à Constantinople, lord Stratford de Redcliffe, qu'il avait naguère refusé d'accepter comme ambassadeur à Saint-Pétersbourg; à Vienne, le comte de Buol, successeur du prince de Schwarzenberg aux Affaires étrangères et qui n'avait pas eu à se louer du tsar, lors de son ambassade à la cour de Russie. Ainsi l'Angleterre et la France, contre son attente, se liguèrent contre lui. L'Autriche et la Prusse lui ménagèrent une déception analogue. Tous ces symptômes fâcheux, tous ces obstacles n'eurent pas le don de le faire renoncer à ses maladives ambitions. Il s'en cachait même devant ses confidents les plus fidèles, les Nesselrode, les Orloff qui, informés à la fin, le supplièrent, mais en vain, de ne pas s'engager dans

cette guerre. Comme en 1828, il avait cru intimider la Porte par ses menaces; le sultan, croyait-il, céderait sans courir les risques d'une guerre. Le prince Mentchikoff alla notifier à Constantinople l'ultimatum du tsar dans les termes les plus offensants, avec les allures les plus blessantes pour la dignité du sultan. La guerre éclata, les flottes de l'Angleterre et de la France, portant les troupes des deux puissances alliées, se dirigèrent vers le Bosphore et la mer Noire.

Et cependant le roi de Prusse et les gouvernements de la Confédération germanique, précisément en raison de leur désintéressement dans les affaires d'Orient, auraient pu empêcher la guerre. Leur *veto* énergique, appuyé sur une armée imposante, aurait fait réfléchir le tsar qui jusqu'au dernier moment avait cru les entraîner à sa suite. Le roi ne prit pas cette attitude. Au fond, il donna tort à l'empereur pour l'agression envers la Turquie; mais, d'autre part, par fanatisme religieux, il applaudit à cette guerre qu'il regardait comme une croisade contre les infidèles et dont la défaite finale ne faisait pas de doute pour lui. Son entourage et la société aristocratique de Berlin étaient entièrement anti-anglais et très sympathiques à la Russie. Dans ces cercles il n'y avait d'attentions que pour les Russes; les Anglais étaient traités avec négligence sinon avec hostilité. Les Gerlach, les Groeben, les Kleist, sans compter M. de Bismarck, nouvellement nommé ministre de Prusse auprès de la Diète germanique de Francfort, étaient,

sous le patronage du prince Charles, second frère du roi, les chefs et les meneurs du parti russe, faible de nombre, mais très influent sur la noblesse et sur l'armée. C'est par leur intermédiaire que les communications les plus confidentielles et jusqu'aux secrets d'État furent portés à l'hôtel de l'ambassade de Russie. « Je tiens la Prusse dans ma poche », s'écrie, à certain moment, le baron de Budberg, ministre du tsar à Berlin. En face de ce parti russe se dressait le parti occidental qui en tenait pour l'Angleterre et par celle-ci pour la France. A la tête de ce parti, patronné par le prince de Prusse (Guillaume Ier), on voyait le président du Conseil, M. de Manteuffel, ainsi que tous les amis du prince. Ce qui avait paru impossible, eu égard au régime réactionnaire qu'il soutenait avec ardeur à l'intérieur, ses dispositions anti-russes lui rallièrent l'opinion libérale. Cette opinion, dans toute l'Allemagne, était acquise à l'alliance anglo-française. Les libéraux se souvenaient de l'attitude de l'empereur Nicolas dans toutes les questions intéressant l'Allemagne, pour mettre tout en œuvre en vue d'enrayer l'influence russe à Berlin et même d'amener le gouvernement prussien à s'associer à l'Autriche, qui, elle, penchait du côté des puissances occidentales. La presse en général tenait le langage le plus hostile contre la Russie; quelques organes demandaient la restauration de la Pologne; des brochures sans nombre furent publiées dans le même sens. Le roi en fit poursuivre les auteurs sans parvenir à les faire taire. Il était résolu à rester neutre tant que la Russie ne serait pas

attaquée : en quel cas, disait-il dans son langage imagé, « il serait le fifre à côté du tambour russe ».

C'était là la note fondamentale de sa politique pendant toute la durée de la guerre de Crimée. Mais, au lieu d'y persévérer avec franchise, il se laissait tirailler en tous sens et permit à son entourage d'exagérer cette politique, en transmettant à l'empereur Nicolas des promesses que le roi ignorait en partie et qu'il ne songeait point à tenir. Il fit un premier traité avec les trois autres puissances pour imposer certaines conditions à la Russie; mais, le tsar les ayant repoussées, le roi refusait de s'associer à la conduite de l'Autriche, qui se rangea dès lors du côté des puissances occidentales. De cette façon il exaspérait celles-ci, l'Angleterre notamment, sans satisfaire son beau-frère. La reine Victoria, le prince Albert lui adressèrent des lettres pleines de reproches. De son côté, le tsar eut souvent des doutes sur la fidélité du roi à l'égard de la Russie. Il s'impatientait des changements continuels de la conduite du cabinet de Berlin. « Le matin, il se lève Russe, disait-il; le soir, il se couche Anglais. » Son entourage ne cessait d'accabler d'épigrammes « le roi-poète », comme l'appelait le tsar, et d'incriminer la faiblesse de ses conseillers. Et cependant les partisans de la Russie à la cour de Berlin ne se lassaient pas de travailler contre la politique occidentale, de rendre au tsar les services les plus importants, les plus délicats. Au mois de février 1854, un personnage militaire ne craignit pas de communiquer à Saint-Pétersbourg le plan de mobilisation de l'armée prussienne; mis en demeure de se disculper,

l'auteur de cette indiscrétion s'excusa en disant qu'il avait cru qu'il n'existait plus de secrets entre Prussiens et Russes.

A Londres, M. de Bunsen, ministre de Prusse et ami intime du roi, parlait et agissait comme si son gouvernement allait s'associer à l'action des puissances occidentales. Il se laissait entraîner à des exagérations de langage qui, divulguées, firent du bruit dans les cours. Un jour, il prêtait aux deux puissances alliées le projet de chasser la Russie de l'Europe pour la renvoyer en Asie. Partant de là, il ébaucha tout un plan de démembrement de l'empire russe et exposa ces idées dans un long mémoire destiné au roi seul. En même temps que ce document parvint aux mains du roi, une copie en avait été communiquée, par quelque personnage ami, à l'ambassadeur de Russie, qui s'empressa d'en donner communication à son souverain. Un autre adversaire de la Russie, ce fut le général de Bonin, ministre de la guerre, grand ami du prince de Prusse et coopérateur de la réorganisation de l'armée. Il n'avait jamais fait secret de ses sentiments et prenait très au sérieux l'éventualité d'une action collective de l'Autriche et de la Prusse contre la Russie. Devant une commission de la Chambre des députés, à l'occasion d'une demande de crédits militaires, pressé de s'expliquer au sujet de l'emploi des crédits que la majorité craignait de voir servir à quelque action en faveur de la Russie, le général avait répondu, avec emphase, que dans la Grèce ancienne les lois ne prévoyaient pas le crime de lèse-patrie. La mesure à Saint-Pétersbourg

était comble. L'empereur ordonnait le changement de noms des régiments portant des noms de souverains et de princes prussiens; les grands-ducs et les hauts personnages de la cour déposèrent leurs décorations prussiennes. L'empereur ne s'en tint pas là. Il exigea « sous peine de rupture » le rappel de M. de Bunsen et la démission de M. de Bonin. Le roi n'y céda que contraint. Le Mémoire de Bunsen l'avait stupéfait. « Mon chevalier est devenu fou! » s'était-il écrié en lisant les idées extravagantes de son ministre. Il croyait en être quitte avec le tsar, en donnant à M. de Bunsen un long congé. L'empereur Nicolas ne s'en contenta pas : les deux adversaires de la Russie furent congédiés. Le général Dohna, en remettant au ministre l'ordre du roi qui le relevait de son poste, lui reprocha son attitude anti-russe qui, disait-il, avait failli porter la scission dans les rangs de l'armée; à quoi l'ex-ministre répliqua que c'était un symptôme fâcheux, si l'armée prussienne pouvait se scinder suivant que ses membres étaient pour ou contre la Russie. Il se produisit, à cette occasion, un épilogue piquant. Le jour même, à la table du roi, l'ex-ministre eut sa place désignée entre le ministre de Russie et un général prussien, partisan décidé de la Russie.

Au milieu de ces tiraillements en sens inverse, le roi s'attachait encore à apaiser les cabinets de Paris et de Londres. Napoléon III se montra calme, conciliant, écoutant avec une bienveillance apparente les bonnes paroles que les représentants du roi lui portaient à Paris, que le roi donnait à Berlin au marquis de Mous-

tier, ministre de France. Frédéric-Guillaume exposait à ce dernier que la Prusse n'avait pas les mêmes intérêts que les puissances occidentales et l'Autriche; il avait supplié l'empereur Nicolas d'accepter l'arrangement de Vienne adopté par les puissances; cependant il ne pouvait pas rompre des liens de parenté de quarante ans. Il fallait, disait-il encore, que tout le monde y mît du sien; les alliés ne prendraient ni Cronstadt, ni Sébastopol, places imprenables; quelle situation pour Napoléon, si l'armée française essuyait une défaite! Si l'empereur Nicolas se montrait intraitable, si la France ne faisait pas preuve de modération, le roi « se retirera dans sa coquille ». A Londres, il tenait un langage différent. Il donnait raison à l'Angleterre qui s'opposait à la conquête de la Turquie par les Russes, et blâmait son beau-frère dont la politique excessive avait jeté le trouble dans la vieille Europe. Il s'attacha à démontrer que sa neutralité serait plus utile à l'Angleterre qu'une armée prussienne de 300 000 hommes envoyée contre la Russie, puisqu'il sera à même ainsi d'être l'intermédiaire de la paix. Mais, s'empresse-t-il d'insinuer, cette neutralité, il faut que l'Angleterre et la France l'acquièrent, en lui garantissant ses possessions, en lui faisant restituer Neuchâtel, en permettant à la Prusse, s'il y a lieu, de reprendre sa politique de 1849, qui a fait naufrage à Olmütz. En cela, il suivait les suggestions de son ministre à Francfort, M. de Bismarck, qui, en premier lieu, était pour la Russie contre les puissances occidentales et l'Autriche et, en second lieu, pour une entente directe avec les puis-

sances occidentales au détriment de l'Autriche, ou enfin pour une entente avec l'Autriche, à la condition que celle-ci laissât à la Prusse la première place à Francfort. Le roi se défendait, devant la reine Victoria, d'être Russe; il affirmait — et il s'avançait trop dans cette affirmation — que le parti russe à Berlin n'existait que dans les colonnes de la *Gazette de la Croix*; l'empereur Nicolas lui avait proposé de conclure avec l'Autriche un traité de neutralité sous le patronage de la Russie : il avait refusé. Ce qu'il ne pouvait nier, c'est qu'il avait sacrifié les amis des puissances occidentales à la Russie. Le cabinet et la cour d'Angleterre ne se contentèrent pas de ces explications; les prétentions du roi, au sujet de son offre de neutralité, furent repoussées avec dédain; pendant longtemps on lui tint rigueur de son attitude. D'ailleurs, au su et à l'insu du roi, son entourage se conduisait comme si la Prusse avait fait alliance avec la Russie. La divulgation des secrets d'État de la Prusse était à l'ordre du jour : ces agissements frisaient la trahison. M. de Bismarck, à Francfort, traitait les affaires directement avec le roi et par-dessus la tête de son chef, M. de Manteuffel. Il détournait les États fédérés de toute idée de suivre l'Autriche; et, si l'on s'associait à cette puissance, disait-il, ça ne pourrait être que pour l'empêcher de se jeter sur la Russie. La Prusse, en marchant contre la Russie, pourrait bien s'en repentir plus tard : elle payera les frais d'une alliance future entre la France et la Russie, alliance qui se fera au lendemain de la guerre. Il contrecarra à la Diète germanique toutes

les propositions autrichiennes favorables aux puissances occidentales; ou bien, quand une mesure de cette nature fut adoptée, il s'attacha, par des commentaires officiels, à lui enlever tout caractère hostile à la Russie. Tout ce qui se passait au sein de la Diète, il en donna connaissance à M. de Glinka, ministre de Russie à Francfort. A certain moment, son attitude fut telle, que les cabinets de Londres et de Paris portèrent plainte contre lui à Berlin et que M. de Manteuffel se vit obligé de le désavouer.

Enserré entre les puissances occidentales d'un côté et la Russie de l'autre, violemment pressé par l'opinion publique de l'Allemagne, craignant que l'Autriche ne tire parti de l'impopularité dont ses intimités avec la Russie menaçaient de couvrir la Prusse, le roi finit par faire une concession importante à la cause des alliés, en signant, le 20 avril 1854, avec l'Autriche, une convention, par laquelle les deux puissances se garantissaient réciproquement leurs possessions et stipulaient en même temps deux cas de guerre avec la Russie : à savoir, si celle-ci voulait s'approprier les provinces turques sur la rive gauche du Danube, ou passer les Balkans pour marcher sur Constantinople. A peine ce pas fait, il eut hâte de s'en excuser auprès de l'empereur. Sans doute, écrit-il, ce traité est plus utile aux intérêts prussiens et allemands qu'à ceux de la Russie, mais l'empereur voudrait-il l'en blâmer? L'alliance entre la Prusse et la Russie vit toujours, écrit-il à l'empereur le 2 mai 1854, en faisant vibrer la corde antirévolutionnaire et antifrançaise qu'il savait trou-

ver un écho sympathique chez son beau-frère. « Dieu ne nous a pas permis, pour le moment, de monter à cheval, l'un à côté de l'autre, l'épée à la main. Mais attendons *in sancta patientia*, le jour viendra. » Malgré ces protestations, l'empereur ne fut guère satisfait de la conduite du roi au sujet du traité avec l'Autriche. Toutefois, persuadé que jamais son beau-frère ne tirerait l'épée contre lui, il en prit son parti; la neutralité de la Prusse lui suffisait et, pour l'y maintenir, il ouvrit au roi des perspectives en Allemagne, qu'il lui avait fermées naguère à Olmütz. « Que le roi, lui écrit-il, garde une position indépendante vis-à-vis des puissances occidentales, cela servira mieux la cause de la paix que de se faire auprès de moi l'avocat de leurs injustes prétentions. » Cette politique, conclut l'empereur, est conforme aux intérêts de la Prusse « comme à ceux de l'Allemagne que vous avez en cette occasion à représenter en Europe ».

La conclusion du traité avec l'Autriche fut généralement approuvée en Prusse, excepté, bien entendu, par le parti russe à Berlin. Le prince de Prusse, en particulier, s'en montrait satisfait. Si attaché qu'il fût personnellement à l'empereur de Russie, il désapprouvait « cette guerre où le noble empereur s'est enfoncé de gaieté de cœur ». La disgrâce du général de Bonin et de ses autres amis l'avait outré; il avait exprimé au roi son déplaisir dans les termes les plus vifs, dans une lettre qui lui valut l'ordre de quitter Berlin. Depuis lors, il se tint à l'écart. Mais, dans ses entretiens privés, il ne cessait, malgré ses faibles sym-

pathies pour l'Autriche, d'exprimer le vœu que la Prusse s'associât avec sa rivale pour imposer la paix à la Russie. A cette époque, il était en rapports intimes avec la cour d'Angleterre, à laquelle son fils allait bientôt s'unir par des liens matrimoniaux. La correspondance suivie que le prince Albert, époux de la reine Victoria, entretenait avec lui, exerçait certainement une forte influence sur son esprit. D'autre part, il redoutait pour l'Allemagne le triomphe des armes françaises parce qu'il supposait que Napoléon III voudrait alors en user pour remanier la carte de l'Europe. Ayant l'Angleterre pour amie, pensait-il, la Prusse et l'Allemagne seraient à l'abri de pareils projets. Ces appréhensions avaient été nourries par le prince Albert. On savait à Londres que le prince Gortchakoff, à l'époque où il était ministre de Russie à Stuttgart, avait insinué au ministre de France que la France pourrait obtenir le Rhin à Saint-Pétersbourg : allusion à un projet d'alliance entre la Russie la France et la Prusse, lequel donnait à la France la rive gauche du Rhin et indemnisait la Prusse aux dépens des petits États allemands, la Saxe et le Hanovre notamment. Le parti russe à Berlin approuvait ce projet : féodaux et protestants orthodoxes s'accommodaient fort bien d'une combinaison qui arrondissait la Prusse, en la débarrassant des éléments révolutionnaires et cléricaux des provinces du Rhin. D'autre part, l'empereur Napoléon, au cours de la guerre et en présence de l'attitude si désespérément flottante du roi de Prusse et des États secondaires, avait laissé entendre aux princes et

aux diplomates allemands que la guerre, en se prolongeant, pourrait bien s'étendre au centre de l'Europe. Il avait été question à Paris de faire traverser l'Allemagne par une armée française pour attaquer la Russie en Pologne et suppléer ainsi aux entreprises maritimes dans la Baltique qui avaient échoué. Le prince de Prusse était sous l'empire de ces craintes multiples, lorsqu'il condamnait la politique russe de son frère, en même temps qu'il applaudissait au traité austro-prussien du 20 avril 1854, qui rapprochait la Prusse des puissances occidentales. Le parti russe, au contraire, s'en montrait vivement contrarié. Parmi les plus chauds partisans de la Russie, on remarquait le prince Charles, frère du roi, et qui, depuis 1848, était politiquement brouillé avec son frère aîné, le prince de Prusse. De même aussi, son fils, le prince Frédéric-Charles, se signalait par ses sympathies pour la Russie. Félicité par l'empereur Nicolas à l'occasion de son mariage, le jeune prince, dans sa réponse, le 3 décembre 1854, souhaitait au tsar, en son nom et au nom de toute l'armée prussienne, « une brillante victoire sur ses ennemis. Toute l'armée prussienne, ajoute-t-il, attend impatiemment le moment de prouver par des actes et en versant son sang, toute la sincérité de son admiration. » Mais, le plus puissant soutien de la Russie en Allemagne, pendant toute l'année 1854 et jusqu'à la fin de la guerre, ce fut M. de Bismarck, ministre de Prusse à la Diète germanique.

C'est qu'au lendemain de la signature du traité austro-prussien l'éventualité approchait d'une entrée

de l'armée autrichienne dans les Principautés danubiennes, en vue de les faire évacuer, et par les Russes, et par les Turcs. Évidemment c'était là le point sur lequel l'empereur Nicolas ne pouvait céder sans perdre sa base d'opérations contre la Turquie non vaincue et récalcitrante. C'est pourquoi M. de Bismarck et ses amis à Berlin mirent tout en œuvre en vue de déterminer le roi à prendre position contre l'Autriche. Ils n'y réussirent point. Le roi, de plus en plus raffermi dans son attitude neutre, ne voulait pas plus d'une rupture avec l'Autriche que d'une guerre avec la Russie. D'ailleurs, il approuva l'évacuation des principautés, comme seul moyen d'arriver à une entente avec les puissances occidentales et l'Autriche, et il supplia l'empereur d'y consentir. Le tsar le voulait bien, à la condition que la Prusse se déclarerait satisfaite et refuserait son concours à l'Autriche dans le cas où celle-ci voudrait obliger par les armes la Russie à accepter les quatre points de la conférence de Vienne de 1853. C'était demander au roi de rompre en visière aux puissances occidentales : aussi s'y refusa-t-il.

Pendant ce temps, le ministre de Prusse à Francfort faisait de la politique pour son compte, en dehors de M. de Manteuffel et même de son souverain. Il y préparait la campagne future contre l'Autriche en servant la politique de la Russie. Il n'avait aucun secret pour son collègue de Russie, M. de Glinka, à qui il communiquait les informations qu'il recevait de Berlin, comme les dépêches qu'il adressait à sa cour. Les archives impériales de Russie font foi de ce commerce

intime qui ne manquait pas d'étrangeté : par l'intermédiaire de M. de Glinka, le cabinet russe et l'empereur Nicolas lui-même correspondaient avec M. de Bismarck.

A partir du mois de février 1854, le ministre de Russie ne cessa de signaler, dans ses dépêches, les témoignages de sympathie de son collègue prussien, « sincèrement porté pour l'alliance russe, comme la plupart des hommes de son parti », et qui, ajoute-t-il, non sans malice, « n'a pas dépouillé la franchise de gentilhomme campagnard, un peu rude, mais loyale. Il m'a dit : « Que nous importe que la Russie fasse « des conquêtes en Turquie, nous ne sommes pas l'Au- « triche. » M. de Bismarck parle-t-il pour lui, ou est-il autorisé à parler ainsi? » M. de Glinka ne pensait pas que son interlocuteur prussien se trompât sur les visées de son gouvernement. Ou bien, comme on va le voir, s'il se trompait, il fut assez influent pour l'emporter en dernier lieu. En effet, arrivé à Berlin au mois de mars, il trouvait le cabinet de Berlin tout disposé, sur la demande de l'Autriche, à se joindre aux puissances occidentales, et la dépêche prussienne, qui annonçait cette résolution, était prête à partir. Il amena le roi, déjà hésitant, à repousser la proposition autrichienne, au grand désappointement de M. de Manteuffel, mais à la joie du roi qui, dans son effusion, embrassa celui qui l'avait retenu sur la pente. Mais, pour avoir empêché ainsi le rapprochement du roi avec les puissances occidentales, M. de Bismarck n'en essuya pas moins la contrariété de voir son cabinet conclure avec l'Autriche la convention du 20 avril dont il a été

parlé plus haut. Il se mit alors à en neutraliser l'effet par des suggestions assez hardies. Il représenta au roi que les puissances occidentales songeaient à rétablir la Pologne en y joignant la Galicie, et à indemniser l'Autriche avec les Principautés danubiennes : l'occupation de celles-ci par les troupes autrichiennes ne serait que le prélude à une prise de possession définitive, à laquelle la Prusse ne pouvait bénévolement prêter la main. De tels agissements ne pouvaient qu'être bien accueillis par l'empereur Nicolas, mis au courant par les dépêches de M. de Glinka qu'il chargea d'exprimer à M. de Bismarck toute sa satisfaction. Enhardi par cet encouragement impérial, il s'expliqua plus nettement dans un nouvel entretien avec M. de Glinka. Celui-ci développa cette idée que « le jour viendrait où la France reconnaîtrait que sa véritable place n'était pas à côté de l'Angleterre, mais à côté de la Russie et de la Prusse ». Relevant cette observation, M. de Bismarck l'interrompt : « Alliance entre la Russie, la Prusse et la France, dit-il, c'est là effectivement l'idéal politique que je rêve depuis longtemps et la seule combinaison qui puisse satisfaire aux nécessités politiques des trois pays. Eh bien, imaginez-vous que, pour avoir exprimé cette pensée, trop tôt peut-être, j'ai manqué d'encourir la disgrâce du prince de Prusse. Je lui en ai parlé, il y a de cela six mois environ, et le prince l'a trouvée tellement déraisonnable, qu'il a écrit à M. de Manteuffel qu'il était fâché de voir les intérêts de la Prusse à Francfort confiés à un homme qui avait des idées d'écolier. » M. de Bis-

marck a-t-il tenté plus tard, de réaliser son « idéal »? Cela se peut. Ce qui est certain, c'est que son futur souverain est resté fidele à son opinion première, c'est-à-dire hostile, sur un projet auquel la France devait être associée.

Pendant que la diplomatie s'agitait ainsi dans les différentes capitales, les choses sur le théâtre de la guerre ne marchaient guère à souhait pour la Russie. Les Turcs s'étaient vaillamment défendus et avaient obligé leurs adversaires à lever le siège de Silistrie. En Crimée, les alliés avaient eu une série de succès : le débarquement d'Eupatoria, la bataille de l'Alma. Sébastopol leur résistait et, suivant l'avis de bien des hommes de guerre, demeurerait imprenable. Malheureusement pour la Russie, l'intimité de Berlin et de Pétersbourg, dont il a été parlé déjà en différentes occasions, comportait des indiscrétions qui devaient exercer une certaine influence sur le résultat des opérations russes. L'Angleterre et la France avaient, de leur côté, à souffrir d'un espionnage dont les fils étaient tendus entre Paris, Berlin et Pétersbourg. « Lord Bloomfield, ministre d'Angleterre à Berlin », écrit le marquis de Moustier à son gouvernement, « nous engage à tenir nos secrets militaires mieux gardés; il prétend que tout ce qui se fait au ministère de la Guerre, nos plans d'opérations et le montant de nos effectifs, est aussitôt révélé aux Russes. » D'autre part, l'empereur Nicolas, très expansif avec ses intimes, devait contribuer lui-même à procurer aux alliés des renseignements précieux et qui devenaient pour eux

des éléments de succès. Le plan des Russes, en automne 1854, consistait à couper les armées alliées de leurs communications avec la mer et de les anéantir dans une grande bataille. L'état-major russe avait élaboré, à cet effet, sous les yeux de l'empereur, un plan complet, où il était tiré parti des positions des alliés, bien connues des Russes. Les forces de ces derniers étant de beaucoup supérieures, le succès paraissait assuré. Au comble de sa joie, l'empereur exposa ce plan dans tous ses détails au comte de Münster, attaché militaire de Prusse et, en cette qualité, d'après une coutume de vieille date, attaché à la personne même de l'empereur. Cet officier, ainsi que ses fonctions l'y obligeaient, fit aussitôt de cette communication importante l'objet d'un rapport; et, afin de prévenir toute indiscrétion des bureaux, il l'adressa directement au cabinet du roi. C'est là précisément où l'indiscrétion devait se commettre. C'est que les deux partis russe et antirusse à Berlin, depuis le commencement de la crise orientale, s'observaient de très près et, à l'aide d'agents adroits et bien payés, cherchaient à approfondir le secret de leurs correspondances intimes. Le président du Conseil, M. de Manteuffel, n'ignorait pas qu'une correspondance intime et suivie s'échangeait entre Saint-Pétersbourg et Berlin, par l'intermédiaire des chefs du cabinet du roi, c'est-à-dire du général de Gerlach et de M. Niebuhr. C'est à cette adresse que parvint aussi le rapport du major de Münster. Or, l'agent de M. de Manteuffel, ainsi qu'un procès retentissant l'a fait connaître plus tard, en

dérobant les papiers confidentiels du chef du cabinet royal, ne se bornait pas à en fournir copie au président du Conseil : il en offrait et apportait des copies aux ministres d'Angleterre et de France. C'est ainsi qu'une copie du rapport si important du comte de Münster parvint aux mains de lord Loftus, qui s'empressa de le transmettre à son gouvernement par télégramme chiffré. Ce fut le plan russe de la bataille d'Inkermann. Immédiatement transmis de Londres au quartier général anglais, il y arriva à temps pour permettre à lord Raglan de le communiquer au maréchal Canrobert, en vue des mesures qu'ils prenaient aussitôt en commun pour parer à l'attaque des Russes.

La défaite d'Inkermann fut un coup cruel pour l'empereur Nicolas et, comme on l'a prétendu depuis, lui donna le germe du mal qui l'emporta quatre mois plus tard. Il ne devait pas connaître le désastre, autrement fatal pour les armes russes, de la prise de Sébastopol à laquelle des indiscrétions et des trahisons du même ordre, comme pour Inkermann, ne furent pas étrangères. Là encore, des détails minutieux sur la situation de l'armée assiégée, sur les points d'attaque faibles de la place, étaient parvenus, par la même voie, à la légation de France à Berlin qui les avait ensuite transmis à Paris. Ces communications, arrivées au moment où les alliés découragés allaient décider la levée du siège, permettaient d'imprimer aux opérations la marche qui amena, après de longs et sanglants efforts, la prise de Sébastopol, en septembre 1855.

Au cours de ces événements, le cabinet de Berlin n'avait pas cessé d'affirmer et de pratiquer une neutralité de fait, mais néanmoins bienveillante pour la Russie. Il avait refusé obstinément d'accéder au traité d'alliance conclu le 2 décembre 1854 par l'Autriche avec les puissances occidentales. L'empereur Nicolas avait espéré que le roi réussirait à empêcher le cabinet de Vienne de commettre « cette infamie ». « L'empereur apostolique — écrivait-il — est devenu un empereur apostat à l'égard de la Sainte-Alliance. » Le parti russe à Berlin, auquel l'abstention du roi ne suffisait pas, suggérait l'idée d'une démonstration militaire sur la frontière occidentale, c'est-à-dire du côté de la France, afin de dégager quelque peu la position des Russes sur le théâtre de la guerre. Il voulait même que la Prusse déclarât la guerre à l'Autriche dans le cas où celle-ci ferait acte d'hostilité effective envers la Russie. M. de Bismarck, à Francfort, continuait d'ébaucher avec M. de Glinka des plans d'alliance future à trois avec la Russie et la France, et dont la pointe serait naturellement dirigée contre l'Autriche, leur ennemie commune. Avec de la prudence et si le gouvernement russe lui confiait le soin d'y préparer le roi, il l'amènerait à entrer dans cette combinaison. Mais, disait-il, le temps presse, et, si l'on doit attaquer l'Autriche, il va falloir le faire à l'improviste. « Cependant — objecta le ministre de Russie, — *contracter* pareille alliance avec la France ce serait pour l'empereur renier tous les principes de sa politique traditionnelle. » « La nécessité vous y oblige », répliqua M. de Bismarck. Lisant le

rapport de son ministre sur cette conversation, l'empereur y mit en marge cette observation : « C'est aussi triste que possible ». Le regret s'adressait sans doute à la rupture de la vieille Sainte-Alliance qui avait pourtant déjà subi une forte déchirure, en partie avec le concours de la Russie, en 1848 par les événements révolutionnaires, dans les années suivantes, par le conflit austro-prussien, et dans cette guerre d'Orient par la coopération diplomatique de l'Autriche avec les puissances occidentales. A une situation nouvelle une politique nouvelle, ou, comme M. de Bismarck le disait au lendemain de la paix, en 1856 : « Il faut faire peau neuve ». L'empereur Nicolas ne fut pas l'homme à se prêter à ce changement de costume; il mourut à temps pour ne pas avoir à subir les conséquences de cette guerre bien injustement et bien imprudemment entreprise et, qui sait? pour ne pas avoir à assister à une défection de la Prusse. Car, malgré les efforts du parti russe, l'opinion en Prusse continuant à exercer une forte pression en sens contraire, le cabinet de Berlin, au mois de février 1855, fut sur le point de se rapprocher de nouveau de l'Autriche, en s'engageant avec elle, pour certaines éventualités, dans une action contre la Russie.

La mort de l'empereur Nicolas, survenue le 2 mars 1855, épargna à ce souverain une douloureuse surprise et à Frédéric-Guillaume IV une grave inconséquence, qui aurait enlevé à ses successeurs le bénéfice d'une politique qui favorisait la Russie, il est vrai, aux dépens des intérêts généraux de l'Europe.

La politique qui allait l'emporter à Berlin, à la veille de la mort de Nicolas Ier, était celle du parti libéral et anglais, celle du prince de Prusse. Ce dernier, depuis sa disgrâce, s'était tenu dans une stricte réserve, n'exprimant son avis que lorsqu'il en était directement sollicité, mais ne dissimulant pas ses opinions dans sa correspondance avec ses amis. Dans une lettre au duc Ernest de Saxe-Cobourg, du 16 mars 1855, il blâma la politique de son frère qui ne se place pas assez au point de vue européen et, par ses hésitations et son irrésolution, facilite la victoire de la Russie qui dictera alors la loi à l'Europe : « C'est pour ne pas permettre à la Russie de triompher, conclut le prince, pour ne pas lui laisser acquérir cette prépondérance, que la Prusse devra s'entendre avec les puissances occidentales et, de concert avec l'Autriche, conduire l'Allemagne dans la bonne voie, la seule juste. » Et plus tard encore, le 2 avril 1856, le prince écrivait au général de Natzmer combien il regrettait que l'empereur Nicolas « ne nous ait pas épargné ce triste épisode, ou qu'en avril 1854 il ne se soit pas spontanément retiré derrière le Pruth. Mais à qui la faute? » demande le prince. « C'est à la Prusse, répond-il, en persuadant à l'empereur qu'elle ne laissera pas faire la coalition des trois. Pourquoi, dans cette conviction, aurait-il cédé? Ne devait-il pas espérer de nous voir nous placer de son côté? Voilà pourquoi il a continué cette guerre pendant deux ans, et nous ne sommes pas venus. »

Le roi Frédéric-Guillaume fut profondément ému de la mort de Nicolas, et il manifesta sa douleur dans

son attitude comme dans ses paroles et dans ses lettres. D'après quelques personnages qui l'approchaient, il n'en éprouvait pas moins un certain sentiment de délivrance, ainsi que cela s'observe souvent chez les esprits faibles, pendant longtemps dominés par quelque ami de caractère énergique, et s'étant inutilement débattus contre cette tyrannie, jusqu'au moment où la mort les rend à leurs propres inspirations. La mort de l'empereur Nicolas suspendit, pour un moment, les négociations de la Prusse avec les puissances occidentales; elle vint mal à propos pour le parti russe à la cour de Berlin. Le roi lui-même désavoua ce parti qui, disait-il, en le faisant passer pour Russe, l'avait voulu compromettre. Il faut remarquer que le roi s'exprimait ainsi après la chute de Sébastopol. Il incriminait alors la gestion de M. de Manteuffel à qui il reprochait la mauvaise situation de la politique prussienne. « Depuis neuf mois, répliqua le ministre, rien ne s'est fait que par ordre de Votre Majesté. » Au duc de Cobourg il disait que la marche de la guerre avait prouvé que l'armée russe ne valait rien et que ce serait folie de sa part que de s'allier avec la Russie.

Au lendemain de la mort de l'empereur Nicolas, les lettres les plus tendres s'étaient échangées entre le roi et le nouvel empereur Alexandre II, son neveu. L'impératrice douairière avait fait savoir au roi que les dernières paroles de l'empereur mourant avaient été : « Dites à Fritz de rester toujours le même pour la Russie et de ne pas oublier les recommandations de papa ». Nicolas avait voulu parler du testament de

Frédéric-Guillaume III relativement à l'alliance avec la Russie et dont il a été fait mention au commencement de ce chapitre. « Les dernières paroles à Fritz sont sacrées », — avait répondu le roi. Alexandre II remercia le roi de son attitude pendant la guerre, faisant appel à son amitié et préconisant l'union de leurs deux États. Le roi lui répondit dans le même sens, mais en le suppliant de mettre un terme à la guerre qui, en se prolongeant, pourrait devenir un danger pour la Prusse; car la Prusse risquerait de devenir « le dindon de la fête », la France voulant le Rhin, l'Autriche la Silésie, tandis que l'Angleterre ruinerait le commerce de la Prusse.

La position d'Alexandre II, à cette époque, alors que Sébastopol n'était pas tombé, fut des plus délicates vis-à-vis de son peuple. Il avait, dès l'origine, désapprouvé la politique de son père et, personnellement, il était on ne peut plus favorable à la paix. Mais, en présence du sentiment national russe et surtout du parti orthodoxe et slave, il était moins libre que feu son père, de céder, à moins qu'on ne lui offrît des conditions très honorables. Il avait été obligé ainsi, dans son manifeste, de se réclamer des traditions de Pierre le Grand, de Catherine et de Nicolas. Toutefois, le triomphe des armes alliées devant Sébastopol, les succès des armes russes en Asie vinrent en aide aux dispositions pacifiques d'Alexandre, d'autant plus que le roi Frédéric-Guillaume se fit alors l'intermédiaire entre la Russie et les puissances occidentales. Exclu des conférences de Vienne du mois de décembre 1855, où les puissances

alliées avaient établi les bases de la future paix, le roi, désireux de rentrer dans ce concert, désireux surtout de mettre un terme à la guerre, sur le conseil qui lui en avait été donné par le cabinet français, fit une démarche pressante auprès de son neveu, en vue de le déterminer à accepter les bases de paix arrêtées à Vienne. Il n'est pas établi qu'il ait formulé sa demande en termes comminatoires; toutefois, poussé lui-même par une situation des plus difficiles, il semble avoir expliqué à l'empereur que la Prusse se trouverait dans la nécessité de rompre ses relations diplomatiques avec la Russie, dans le cas où l'empereur repousserait ces propositions. Alexandre II, à la grande joie du roi, saisit une occasion qui se présenta sous la forme d'une pression extérieure, pour déclarer son acceptation au programme de Vienne, destiné à servir de base au futur congrès.

Pour la Russie, le moment était venu de faire la paix, et le roi de Prusse, en lui facilitant cet acte de conciliation, lui avait rendu service. L'empereur remercia le roi de sa démarche, et son gouvernement lui en témoigna officiellement sa reconnaissance. Cette reconnaissance était méritée, une fois écarté ce reproche que le roi n'avait pas empêché la guerre en ôtant, dès le début, à l'empereur Nicolas tout espoir d'être secouru par la Prusse. Le roi, en s'associant aux alliés, aurait pu porter à la Russie des coups dont elle ne se serait pas relevée de longtemps. Sa neutralité, plus que bienveillante, servait directement les opérations militaires de la Russie; les ports prussiens restaient

ouverts au commerce russe; par les frontières de terre de la Prusse, la Russie recevait vivres, armes et munitions de guerre. Sous ces divers rapports, la Prusse avait donc grandement rendu service à la Russie. Il faut ajouter que, par son attitude si favorable à la Russie, la Prusse avait affronté l'hostilité des puissances occidentales, couru le danger d'une agression de leur part et, en dernier lieu, gagné quelque humiliation. L'Angleterre était la plus acharnée à vouloir l'exclure de toute participation aux négociations de paix de Paris; le cabinet de Vienne ne s'y montra pas non plus favorable; le gouvernement russe lui-même ne défendait que bien mollement le désir du roi de Prusse; seul l'empereur Napoléon intercédait activement et avec énergie pour que la Prusse, en tant que cosignataire des traités européens, fût admise au Congrès qui devait délibérer sur les modifications de ces traités. Les représentants de la Prusse entrèrent au Congrès, mais seulement après que les conditions de paix avaient été discutées et arrêtées par les belligérants; ils prirent part aux délibérations concernant la situation future de la Turquie et des États balkaniques, et mirent leur signature au bas du traité de Paris du 31 mars 1856. Par contre, le cabinet de Berlin s'abstint — et en cela il ne fit que mettre en lumière les relations d'amitié entre la Russie et la Prusse — de signer le traité du 16 avril suivant, par lequel l'Angleterre, la France et l'Autriche s'engageaient à défendre par les armes l'intégrité de l'empire ottoman.

Le roi Frédéric-Guillaume IV survécut de six années

à l'empereur Nicolas; mais, intellectuellement, il mourut, non le 1er janvier 1861, mais en octobre 1857, alors que la nuit vint à tout jamais entourer son esprit pour lui enlever le sceptre royal. On aurait dit que les difficultés et les émotions incessantes de la crise d'Orient avaient usé chez le roi ce qui lui était resté encore de force intellectuelle après les terribles commotions des années révolutionnaires. L'empereur Alexandre II lui avait rendu, en mai 1856, avant son couronnement à Moscou, une dernière visite, sorte de démonstration contre l'Autriche qui, par son attitude pendant la guerre, s'était attiré toute la haine des Russes. Dès le lendemain de la mort de son père, le tsar avait proclamé, devant le corps diplomatique ce fait, que la Sainte-Alliance avait cessé d'exister : c'était là le but même de la guerre entreprise par Napoléon III, et ce résultat il l'avait obtenu. Ce fut donc en vain que le roi Frédéric-Guillaume, lors de la visite d'Alexandre II à Berlin, essaya de rétablir l'ancienne alliance des trois puissances du Nord. Le tsar déclarait qu'il n'y reviendrait jamais, cette alliance s'étant montrée incapable de résister à la première épreuve sérieuse qui lui était ménagée. Du testament de Frédéric-Guillaume III, Alexandre II ne retenait que le passage relatif à l'alliance de la Russie avec la Prusse et, dès à présent, il excluait l'Autriche du système des alliances russes.

CHAPITRE III

GUILLAUME Ier. — ALEXANDRE II

I

STUTTGART-VARSOVIE

Liens d'amitié du prince de Prusse avec la cour de Russie. — Ses rapports avec l'empereur Nicolas. — Le prince contraire à la guerre de Crimée. — L'avènement d'Alexandre II. — Le prince Gortchakoff. — Ses missions en Allemagne. — Ses relations avec M. de Bismarck. — Sa mission à Vienne. — Sa nomination comme ministre des Affaires étrangères. — Sa circulaire au sujet de la politique russe. — Alexandre II et Napoléon III à Stuttgart. — Inquiétudes de l'Autriche. — François-Joseph et Alexandre II à Weimar. — Les engagements de Stuttgart. — Maladie de Frédéric-Guillaume IV et la régence du prince de Prusse. — Courants d'opinion à Berlin et à Saint-Pétersbourg. — La politique russe et la guerre d'Italie. — Le prince Gortchakoff et la Diète germanique. — M. de Beust proteste contre l'ingérence du chancelier russe. — Le prince-régent ne suit pas la politique russe. — Combinaisons en vue d'un remaniement de la carte d'Allemagne. — Le prince-régent et Alexandre II à Breslau. — Napoléon III et le prince-régent à Baden-Baden. — Le prince-régent et l'empereur François-Joseph à Tœplitz et à Varsovie. — L'empereur Alexandre proteste contre la dépossession des souverains italiens. — L'entrevue des trois souverains à Varsovie. — Lettre comminatoire de Napoléon au tsar. — Stérilité de l'entrevue de Varsovie. — Mort de Frédéric-Guillaume IV et avènement de Guil-

laume Ier. — Le roi et l'opposition libérale. — Le conflit constitutionnel. — Le roi appelle M. de Bismarck au pouvoir. — Le nouveau ministre bien vu en Russie. — Le prince Gortchakoff et M. de Bismarck ne sont pas partisans de la solidarité des intérêts conservateurs. — Leur hostilité commune à l'égard de l'Autriche. — Évolution à la cour de Berlin en faveur de la Russie. — L'insurrection de Pologne. — Les partis polonais-français et allemand-antipolonais à Saint-Pétersbourg. — L'émigration polonaise et Napoléon III. — Bonnes dispositions d'Alexandre II en faveur des Polonais. — Illusions des Polonais au sujet d'un appui extérieur. — M. de Bismarck n'aime pas les Polonais. — Il offre le concours de la Prusse contre l'insurrection. — La convention de Saint-Pétersbourg. — Le prince Gortchakoff contrarié par l'intervention de M. de Bismarck. — La Prusse compromise vis-à-vis de la France et de l'Angleterre. — Explications de M. de Bismarck avec les ambassadeurs. — Napoléon III se tourne contre la Prusse. — Il fait demander la démission de M. de Bismarck. — L'Autriche se joint aux puissances occidentales. — Projets français dirigés contre la Prusse et la Russie. — Isolement de la Prusse. — La Chambre des députés de Prusse se prononce contre la convention russe. — Napoléon propose une intervention armée qui est déclinée par l'Angleterre et l'Autriche. — L'empereur Alexandre II, irrité de l'ingérence étrangère, propose au roi Guillaume de déclarer en commun la guerre à l'Autriche et à la France. — Le roi refuse. — Le prince Gortchakoff, par ordre du tsar, décline toute immixtion étrangère. — Faute politique de Napoléon III. — La Prusse en tire parti. — L'empereur Alexandre est reconnaissant à la Prusse. — L'opinion en Russie hostile à la Prusse; l'opinion en Allemagne hostile à la Russie.

Au mois d'octobre 1857, le prince de Prusse, en vertu d'une délégation du roi qui était envahi par un mal cérébral, prit la direction des affaires, avec mandat de les conduire dans l'esprit du roi qu'il remplaçait provisoirement au pouvoir. Les liens d'amitié du prince avec la cour de Russie dataient de 1817, époque du mariage de sa sœur avec le grand-duc Nicolas, mariage auquel il avait assisté comme représentant de son père, le roi

Frédéric-Guillaume III. Par l'aménité de son caractère, la grande courtoisie de ses manières et la franchise militaire de son langage, il conquit l'empereur Alexandre Ier et toute la cour. Il y fut comblé de faveurs : l'empereur lui conféra un sabre d'honneur, le nomma colonel d'un régiment d'élite de l'armée impériale, celui de Kalouga, le même qui avait pris part en 1814 à cette bataille de Bar-sur-Aube où le jeune prince Guillaume avait été décoré par Alexandre de la croix de Saint-George. Ces relations, toujours fraternelles, se continuèrent sous le règne de Nicolas Ier, qui préférait son caractère simple et martial à celui de son frère, le roi, dont l'érudition et les goûts spéculatifs gênaient et mortifiaient l'esprit moins cultivé du tsar. En 1828, lors de la guerre contre la Turquie, Nicolas avait demandé au roi de permettre à son fils d'accompagner l'armée russe; Frédéric-Guillaume III, qui avait fortement déconseillé cette guerre, était encore moins disposé à y laisser compromettre un membre de sa famille. Les rapports entre l'empereur Nicolas et le prince Guillaume n'en restaient pas moins des plus amicaux. On a vu que c'est sur lui que comptait l'empereur, en 1848, pour établir à Berlin la contre-révolution. Le prince s'y refusa absolument et, à dater de cette époque, se mit à critiquer fortement la politique de l'empereur. Autant par amour-propre national prussien, que par une entente réelle des intérêts de son pays, il se trouvait en opposition avec la politique de son frère qui plaçait la Prusse dans une sorte de vasselage vis-à-vis de l'empereur Nicolas. Les préfé-

rences de celui-ci pour l'Autriche l'avaient profondément blessé; de même, ainsi qu'on l'a vu plus haut, il blâmait l'entreprise de l'empereur contre la Turquie et combattait, à ce sujet, les errements de son frère, en s'attirant par là l'hostilité du parti russe à Berlin. Il était à prévoir que le prince de Prusse, investi des pouvoirs royaux, ne suivrait pas en tous points, relativement à la Russie, la ligne politique de son frère.

En Russie aussi, avec l'avènement d'Alexandre II, une profonde modification de la politique extérieure devait se produire. Presque en même temps avec le changement de règne, la direction du ministère des Affaires étrangères avait passé en d'autres mains. Le comte de Nesselrode avait fait place au prince Gortchakoff, alors ministre de Russie à Vienne. Le nouveau vice-chancelier connaissait fort bien l'Allemagne. Ministre de Russie à Stuttgart, en 1842, il avait réussi à conclure le mariage du prince royal de Wurtemberg (plus tard roi Charles) avec la grande-duchesse Olga, fille cadette de l'empereur Nicolas. L'empereur tenait à faire asseoir une de ses filles sur un trône royal et, de plus, il savait à quel point par ces unions matrimoniales, les souverains russes avaient pu soutenir leur influence sur la marche des affaires en Allemagne. Au cours du XVIIIe siècle et pendant une partie du XIXe, Berlin, Weimar, Carlsruhe, Wiesbaden, Stuttgart furent autant de repères et d'étapes pour l'action de la diplomatie russe. Les négociations de ce mariage furent laborieuses : le vieux roi de Wurtemberg et sa cour n'y venaient pas du premier coup, le libéralisme du

pays ne regardait pas d'un œil favorable ce mariage avec la fille de l'autocrate russe, connu comme adversaire farouche des idées libérales. Le prince Gortchakoff réussit à vaincre les obstacles, et acquit ainsi la reconnaissance de l'empereur et de l'impératrice qui lui savaient gré de rester à ce modeste poste de Stuttgart, y remplissant le rôle délicat d'ambassadeur de famille. En revanche, cet observatoire dans l'Allemagne du Sud lui fournit l'occasion de bien suivre le mouvement des esprits et les agissements de la petite comme de la grande diplomatie allemande. D'ailleurs, à partir de 1850, cumulant avec le poste de Stuttgart celui de ministre auprès de la Diète germanique, il élargissait le champ de son activité, juste au moment où son souverain venait de faire acte d'arbitre entre l'Autriche et la Prusse. Et puis, fait non moins important, c'est à Francfort qu'il fit la connaissance de son futur rival, M. de Bismarck qui, un peu plus tard, y fut nommé ministre de Prusse et délégué de ce pays à la Diète. Ce qui rapprochait bientôt ces deux hommes politiques, ce fut l'hostilité qu'ils vouaient tous les deux à l'Autriche : le Russe qui voyait la maison de Habsbourg mettre les intérêts de son empire au-dessus de la reconnaissance des services rendus en 1849; le Prussien qui, à peine arrivé à Francfort, paraissait avoir oublié son apologie de la convention d'Olmütz, pour édifier ses projets ambitieux sur une politique dont l'étiquette était la revanche d'Olmütz. Tous les deux, chacun dans sa sphère d'action, avaient consciencieusement travaillé à détourner les États confédérés de

toute participation à une guerre contre la Russie. Le roi de Wurtemberg les avait chaudement appuyés de son influence. Son alliance de famille avec l'empereur Nicolas n'était pas étrangère à cette attitude. D'autre part aussi, pour le cas d'un conflit entre la France et la Confédération germanique, il prévoyait que les Français seraient plus vite arrivés à Stuttgart que le contingent fédéral destiné à le protéger.

En 1854, en venant occuper à Vienne le poste de ministre, le prince Gortchakoff y trouvait l'Autriche ayant déjà fait son siège dans la question d'Orient. Et lorsqu'enfin il lui fallut assister à cette conférence où le cabinet de Vienne lui notifia sa résolution de faire cause commune avec la France et l'Angleterre contre la Russie, il devait faire, dans son for intérieur, une sorte de serment d'Annibal contre l'ingrate Autriche. Il ne s'en cacha point. Prenant congé du comte de Buol, ministre des Affaires étrangères : « Un profond abîme, lui dit le prince Gortchakoff, s'est creusé désormais entre l'Autriche et la Russie, de même qu'entre vous et moi; vous vous en souviendrez un jour, monsieur le comte. » L'Autriche, en effet, ne devait pas tarder à éprouver les effets de ce ressentiment qui était partagé d'ailleurs, comme on l'a vu plus haut, par Alexandre II.

Le nouveau ministre des Affaires étrangères de Russie prenait son portefeuille avec l'intention de faire du nouveau : le nouveau consistait à inaugurer un système politique qui émancipait la Russie des traditions de la Sainte-Alliance, abandonnait le principe

de solidarité entre les monarques, enfin popularisait la politique officielle en l'harmonisant avec les idées nationales. Ce programme comportait une forte concentration de tous les éléments slaves sous l'hégémonie ou le protectorat de la Russie. Il fut beaucoup parlé, au lendemain du Congrès de Paris, d'une circulaire de la chancellerie russe exposant aux cabinets étrangers la politique toute pacifique de la Russie et renfermant ce passage : « La Russie ne boude pas, elle se recueille. » Ce mot était une réponse à un article d'un organe féodal et russophile de Berlin qui avait insinué que la Russie avait toute raison de « bouder » l'Europe. La circulaire du prince Gortchakoff disait, en réponse, que la Russie ne boudait pas, mais se recueillait. Elle ne se recueillait toujours pas longtemps. Dès l'année 1857, les cabinets remarquaient qu'entre Saint-Pétersbourg et Paris les relations prenaient un caractère de plus en plus amical ; en Allemagne et aussi en Angleterre, on s'en inquiétait. Le rapprochement entre les deux adversaires, entrevu à Berlin pendant la guerre de Crimée, s'était manifesté lors du Congrès de Paris. L'empereur Napoléon avait procuré à la Russie des conditions de paix relativement très favorables, et ses prévenances avaient été pleinement appréciées par Alexandre II. Napoléon préparait la guerre avec l'Autriche, la Russie n'avait pas pris son parti du traité de Paris. L'Autriche devint ainsi l'objectif de leurs visées. Le prince Gortchakoff avait eu, de tout temps, une prédilection pour la France, et ce sentiment fut aussi celui de la haute société russe. Elle

avait subi, sous le règne de Nicolas, l'alliance prussienne; ce souverain mort, elle se livra ouvertement à ses préférences françaises. Dans ces conditions, il ne manquait plus pour une action commune qu'une entente directe entre les deux souverains. L'idée d'une entrevue se manifestait des deux côtés : il fut convenu qu'elle aurait lieu à la fin de septembre à Stuttgart, résidence de celui des souverains allemands qui, pendant la crise d'Orient, s'était montré le plus favorable à la cause russe. L'empereur Alexandre y fut accompagné du prince Gortchakoff. A Vienne on s'alarmait, et non sans raison, de cette entrevue : pour en atténuer d'avance l'effet, l'empereur d'Autriche s'était rendu à Weimar pour s'y rencontrer avec le tsar lors de son passage. Cette démarche impériale ne put faire dévier la politique russe de ses nouvelles visées qui lui faisaient rechercher l'alliance française. On tranquillisa François-Joseph au sujet des projets que la Russie et la France étaient soupçonnées de méditer contre l'Autriche. Mais, en même temps aussi, aurait déclaré plus tard le prince Gortchakoff, « nous avons fait comprendre à l'empereur d'Autriche que désormais le traité de Paris était lettre morte ». Le prince anticipait bien quelque peu sur les événements : mal exécuté dans certaines clauses, tourné dans d'autres, surtout relativement aux Principautés danubiennes, le traité de Paris tenait bien en ce qui concernait la neutralité de la mer Noire, et il fallait de grandes catastrophes et douze années d'attente avant que la Russie pût s'affranchir des entraves que le Congrès de Paris

avait imposées au rétablissement de sa marine de guerre dans la mer Noire. Si, dans l'entrevue de Weimar, la conversation ne touchait pas à la question italienne qui, à cette époque, inquiétait le plus l'Autriche, en revanche elle fut discutée à fond dans l'entrevue de Stuttgart. L'empereur Napoléon, nullement disposé à rompre ouvertement avec l'alliance anglaise, ne put que promettre, le cas échéant, de soutenir la Russie dans la revision du traité de Paris. En retour de cette promesse, il obtint de l'empereur de Russie celle, plus formelle, de laisser à la France le champ libre en Italie. Il n'obtint pas davantage : la Russie ne s'engageait pas à devenir l'alliée de Napoléon III contre l'Autriche. Mais c'était déjà beaucoup que d'être assuré de la neutralité bienveillante de la puissance qui songeait à se venger de ce qu'elle appelait « l'ingratitude » de sa voisine.

C'est ainsi que l'entrevue de Stuttgart de 1857 devint la préface de la guerre que l'empereur Napoléon entreprit en 1859 pour délivrer l'Italie de la domination autrichienne et permettre aux Italiens de constituer leur unité nationale. Cependant il manquait à cette combinaison un élément important pour réaliser « l'idéal politique » ébauché naguère à Francfort par M. de Bismarck et le ministre de Russie. La question, en effet, était de savoir si, en cas de guerre entre la France et l'Autriche, la neutralité russe serait complétée par celle de la Prusse et de la Confédération germanique? Le roi Frédéric-Guillaume avait témoigné de son désir d'assister à l'entrevue de Stuttgart. Son

entourage antibonapartiste et plus encore les premiers symptômes de sa maladie l'en avaient empêché. Les deux empereurs venaient à peine de se séparer à Stuttgart, lorsque se produisirent, chez le roi Frédéric-Guillaume, des symptômes plus graves du mal cérébral qui l'éloignait aussitôt des affaires. Son frère, le prince de Prusse, en prenait alors la direction, d'abord comme suppléant et, l'année suivante, comme prince-régent, jusqu'au mois de janvier 1861, où la mort de Frédéric-Guillaume vint lui conférer le pouvoir royal dans toute sa plénitude. Le prince de Prusse, au lendemain de l'entrevue de Stuttgart, n'était pas revenu des préférences qu'il avait accordées, pendant la guerre de Crimée, à la politique anglaise. De même aussi, bien que n'ayant pas oublié Olmütz, il n'était pas encore converti à la politique suggérée par M. de Bismarck, laquelle, avec sa pointe la plus acérée dirigée contre l'Autriche, comportait le rapprochement avec tous les adversaires de cette puissance. Le prince n'aimait pas Napoléon III et celui-ci le lui rendait bien; à plus forte raison, il n'était pas disposé à entrer dans une combinaison où, de concert avec la France impériale, il aurait eu à combattre l'Autriche, puissance allemande. D'ailleurs, à cette époque, il n'était que suppléant temporaire du roi que les médecins pouvaient guérir et de qui il avait accepté le mandat de conduire les affaires de l'État dans le même esprit que lui. Sa position, sans doute, devint plus libre en novembre 1858, alors qu'il avait revendiqué et obtenu la régence telle qu'elle était prévue par la constitution

prussienne. Mais encore cette liberté d'action ne fut-elle pas complète : tant que le roi vivait, il aurait été malséant au régent, sans nécessité absolue, de modifier la politique extérieure de la Prusse dans un sens opposé aux intentions présumées de son frère et surtout sur un point capital, celui des rapports avec l'Autriche. Enfin, la situation intérieure du pays ne permettait pas au prince de Prusse de suivre la Russie dans son évolution contre l'Autriche. Il avait proclamé le commencement d'une ère nouvelle de réformes, congédié le ministère Manteuffel, appelé au pouvoir ses amis, conservateurs-libéraux, disgracié quelques-uns des personnages confidents de son frère et particulièrement compromis en faveur de la politique russe. Quant aux Chambres prussiennes, la majorité, comme on l'a vu, avait été hostile à la Russie et favorable à une action commune avec l'Autriche. L'esprit public, longtemps contenu, se manifesta bruyamment contre le parti qui représentait à la fois les idées de réaction et la subordination de la politique prussienne à celle de la Russie. C'était la contre-partie de ce qui se passait à Saint-Pétersbourg. Là, la disparition de Nicolas avait donné jour aux sentiments hostiles à l'égard de la Prusse ; ici, l'anéantissement de Frédéric-Guillaume IV provoqua une explosion générale contre la vieille alliance avec la Russie. Le même sentiment se manifesta dans le reste de l'Allemagne, dans le Sud surtout où l'on prenait chaudement le parti de l'Autriche menacée par la France dont la Russie venait de se rapprocher.

La guerre d'Italie de 1859, que l'empereur Napoléon provoqua et que l'Autriche ne chercha pas à éluder, devait ménager au premier quelques déceptions. M. de Bismarck, à Francfort, persévérait dans son attitude hostile à l'Autriche, au point que le prince-régent se vit obligé de le rappeler de ce poste pour l'envoyer à Saint-Pétersbourg, dans le milieu qui convenait à ses sympathies et à ses penchants. L'empereur Napoléon perdit ainsi un collaborateur indirect de sa cause. Le prince-régent, sans trop d'enthousiasme pour la légitimité des princes italiens, n'en condamna pas moins pour cela le mouvement italien comme révolutionnaire et regarda l'agression de l'Autriche par la France comme un danger pour l'Allemagne. Après l'Autriche — disait-il, — à laquelle on enlève la Lombardie, viendra le tour de la Prusse et de l'Allemagne, auxquelles on enlèvera les provinces du Rhin. Le moment lui avait paru favorable, il est vrai, pour profiter des embarras de l'Autriche et conquérir, comme prix de son assistance, la direction militaire de la Confédération; mais, le cabinet de Vienne se refusant à payer ce prix et l'écrasement de l'Autriche paraissant prochain, le prince-régent se décida à prendre vis-à-vis de Napoléon une attitude comminatoire qui décida celui-ci à signer avec l'Autriche la paix de Villafranca, en laissant son programme italien mi-achevé. Ce qui, peut-être plus encore que l'attitude de la Prusse, détermina l'empereur des Français à mettre un terme à la guerre, ce fut la conduite très réservée de la Russie. Le grand-duc Constantin, oncle du tsar, qui était venu

rendre visite à la cour des Tuileries, avant l'entrevue de Stuttgart, avait-il fait des promesses dépassant les intentions d'Alexandre II? On l'ignore. Ce qui est certain c'est que, au moment d'entrer en campagne, Napoléon avait dû se convaincre que la Russie ne songeait pas à entreprendre une guerre offensive que ses ressources militaires lui interdisaient pour nombre d'années. Tout ce qu'il avait obtenu de la Russie était une neutralité, inquiétante pour une Allemagne divisée, mais non pour une Confédération décidée à rester unie contre l'agression extérieure : et c'est comme telle que la Diète fédérale avait déclaré considérer l'attaque dirigée contre les possessions non allemandes de l'Autriche, membre de la Confédération.

Il subsistait des divergences entre les idées du tsar et celles de son chancelier. Alexandre était d'accord avec le prince-régent au sujet du maintien des traités de 1815. Cela n'empêchait pas le prince Gortchakoff de déclarer à Londres que, pour le cas où l'Allemagne viendrait à prendre part à la guerre, la Russie se réservait ses résolutions; que d'ailleurs elle n'entendait pas garantir à l'Autriche la possession de ses provinces italiennes. M. de Bismarck, ministre de Prusse à Saint-Pétersbourg, appuyait de toutes ses forces les démarches du chancelier russe en vue d'influencer dans ce sens l'attitude du prince-régent. Ce dernier, ainsi que nous venons de le dire, avait fini par se mettre d'accord avec les autres États confédérés pour venir au secours de l'Autriche. La Diète germanique allait voter la mobilisation de l'armée fédérale. A ce moment, le

prince Gortchakoff résolut de faire une démarche au profit de la France. L'empereur Alexandre, après ses engagements de Stuttgart, ne pouvait guère désapprouver son ministre ; d'ailleurs, il n'avait pas rompu lui-même avec les habitudes de son père l'empereur Nicolas, toujours prêt à intervenir comme arbitre dans les affaires allemandes. C'est dans ces conditions que le prince Gortchakoff envoya, à la date du 15-27 mai à tous les gouvernements allemands, une dépêche circulaire, leur rappelant que l'empereur Napoléon leur avait donné les assurances les plus formelles de respecter l'intégrité du territoire de la Confédération; que les gouvernements avaient tort de laisser libre cours à l'agitation qui s'était produite partout en Allemagne; que les mesures militaires projetées par la Diète étaient sans objet; enfin que la Confédération devrait rester en dehors de la guerre entre la France et l'Autriche. Le vice-chancelier de Russie, à cette époque, aimait les mots topiques et s'en servait volontiers. Parlant de l'Autriche, il avait dit : « L'Autriche n'est pas un État, ce n'est qu'un gouvernement ». Dans sa dépêche du 27 mai, parlant de la Confédération, il la qualifiait de « combinaison » purement et exclusivement défensive. L'expression, appliquée à une Confédération qui faisait partie du droit européen, était mal choisie et elle provoqua de la part de M. de Beust, premier ministre de Saxe, une réponse qui fut universellement approuvée dans toute l'Allemagne. Dans des termes très énergiques bien que courtois, le ministre réclamait pour les gouvernements allemands et pour la

Confédération le droit de pourvoir à leurs intérêts et à leur sécurité extérieure comme bon leur semblait et en dehors de toute ingérence extérieure ; le ministre saxon rappelait encore que, dans la guerre d'Orient, la Confédération avait décidé de défendre l'Autriche menacée par la Russie, comme elle allait la défendre aujourd'hui, alors qu'elle était attaquée par la France ; il y glissait même une critique de l'attitude de la Russie qui, disait-il, encourageait l'empereur des Français à s'attaquer aux traités européens.

La paix de Villafranca coupa court à cette discussion, où chacune des deux parties était restée sur sa position. D'ailleurs, la question n'était pas résolue; elle entra dans une phase nouvelle par suite de la continuation du mouvement national en Italie, lequel, sous la direction de Garibaldi, tendait à poursuivre, dans le centre et le midi de l'Italie, l'œuvre d'unification inachevée même dans le nord. L'empereur Alexandre, tant que la guerre n'atteignait que l'Autriche et les petits princes italiens, avait appuyé, moralement du moins, la politique de Napoléon III. Il se considérait comme dégagé, au moment où le grand-duc de Toscane et surtout le roi de Naples étaient menacés par la révolution. Ses idées légitimistes s'opposaient à ces dépossessions et à ces annexions auxquelles l'Europe, à cette époque, n'avait pas encore été habituée. D'autre part, il faut bien le dire, l'empereur Alexandre songeait au double engagement de Stuttgart : il y avait donné carte blanche contre l'Autriche et on lui avait fait pour l'Orient des promesses dont les événements

n'avaient pas encore avancé l'accomplissement. Cependant, le parti national et slavophile faisait à l'empereur une obligation de mener de pair, avec l'influence croissante de la France en Occident, l'expansion de la Russie en Orient.

Dans ce calcul à deux, entre Napoléon et Alexandre, il restait toujours une inconnue : la Prusse. Le prince-régent n'avait pas voulu engager sa politique à la remorque de celle de la Russie, et l'arrangement de la Russie avec la France avait besoin, pour se réaliser, du concours de la Prusse. C'est à cette fin que le tsar, profitant des manœuvres auxquelles le prince-régent présidait à la fin d'octobre 1859, se rendit à Breslau pour y conférer avec son beau-frère. Il s'y expliqua avec une grande franchise, en plaidant sa propre cause en même temps que celle de Napoléon. La Russie qui désire faire reviser le traité de Paris a besoin de l'empereur des Français qui demande la revision des traités de 1815, c'est-à-dire qui revendique pour la France la frontière du Rhin. Que la Prusse y consente, et l'on s'engage à la dédommager amplement en Allemagne. Le prince-régent écouta ces ouvertures sans exprimer son avis : il n'y répondit que l'année suivante et alors directement à l'empereur Napoléon.

L'année 1860 fut celle des entrevues des souverains. Au mois de juin, ce fut celle de Bade, entre l'empereur Napoléon et le prince-régent. Napoléon, qui s'attendait à un tête-à-tête avec le prince, s'y trouva en présence de la plupart des souverains allemands, venus sous le prétexte de présenter leurs hommages au puis-

sant empereur des Français, mais en réalité convoqués par le prince-régent pour recueillir de sa bouche l'assurance formelle qu'il avait protesté d'avance contre toute idée de cession de territoire allemand à la France; il faut ajouter que Napoléon avait repoussé toute intention de ce genre, en contradiction avec les ouvertures faites par Alexandre II à Breslau. A l'entrevue de Bade succéda celle de Tœplitz entre le prince-régent et l'empereur d'Autriche, justement désireux de connaître le résultat des entretiens avec Napoléon. Qu'en pensait l'empereur de Russie? Telle fut la question que les deux souverains devaient se poser et c'est pour le savoir que fut acceptée avec empressement l'invitation que leur adressa le tsar pour une entrevue à Varsovie.

Entre Tœplitz et Varsovie, un grave événement s'était produit : Garibaldi, contrairement à la défense officielle que le gouvernement de Turin lui avait notifiée, avait passé sur le continent napolitain, en avait chassé le roi et proclamé d'avance l'annexion qui, en effet, fut sanctionnée par le gouvernement. Dans cette occasion, la Prusse avait séparé sa politique de celle de la Russie. Le prince-régent avait protesté, mais sans rompre les relations diplomatiques avec Turin. L'empereur Alexandre ne se bornait pas à protester : il rappela son ministre de Turin. « L'empereur est d'avis, écrivit le prince Gortchakoff, qu'il n'était pas possible que sa légation demeurât dans une ville où elle pourrait devenir témoin d'actes que désapprouvent sa conscience et ses convictions. »

Si l'empereur Alexandre, en se prononçant de la

sorte, avait obéi au cri de sa conscience de souverain légitime, il devait être rappelé à la réalité de la situation par un avertissement inattendu. L'entrevue projetée des trois monarques avait fortement éveillé les soupçons de Napoléon : la Sainte-Alliance, dissoute à la suite de la guerre d'Orient, n'allait-elle pas se reconstituer contre lui? Pour prévenir ce danger, il avait essayé d'assister en quatrième à l'entrevue de Varsovie. Cette visite ayant été écartée par le tsar, Napoléon lui adressa une lettre portant qu'il comptait sur l'amitié et la loyauté d'Alexandre, et qu'il était assuré que l'empereur de Russie tiendrait l'engagement qu'ils avaient contracté à Stuttgart en vue de leur protection mutuelle. Napoléon ajoutait que, dans une nouvelle guerre entre la Sardaigne et l'Autriche, il resterait neutre sous la promesse de la part de l'Autriche, même en cas de victoire, de respecter le traité de Villafranca à l'égard de son adversaire italien. Il exprima enfin, en terminant, l'espoir que les trois souverains, réunis à Varsovie, n'entreprendraient rien contre les intérêts de la France, en se souvenant qu'il détenait l'esprit des nations opprimées.

Cette lettre, avec ses menaces peu dissimulées, eut pour effet de faire échouer les pourparlers projetés entre les trois souverains. Le tsar, fortement impressionné et revenant sur sa protestation de Turin, engageait les deux autres souverains à renoncer à toute stipulation formelle; leurs sentiments d'amitié réciproque, disait-il, étaient la meilleure garantie contre toute politique agressive de Napoléon et de Victor-

Emmanuel; il ne fallait pas sans nécessité provoquer ces deux souverains. Après une telle déclaration, le but de l'entrevue était manqué. Le tsar lâchant pied dans la question franco-italienne, les souverains d'Autriche et de Prusse repoussèrent sa demande de soutenir à Paris et à Londres la revision du traité de Paris, qu'ils étaient d'ailleurs convenus, dans l'entrevue de Tœplitz, de maintenir dans toute son intégrité. D'autre part, le prince-régent vit repousser par les deux empereurs sa demande d'émancipation des duchés de l'Elbe et, à son tour, le prince-régent déclina la demande de François-Joseph de faire garantir, par la Confédération germanique, l'intégrité territoriale de toute la monarchie autrichienne.

Les souverains se séparèrent ainsi, médiocrement satisfaits les uns des autres et sans avoir seulement ébauché une entente sur les questions pendantes en Europe. Des soucis intérieurs ne tardèrent pas d'ailleurs à détourner leur attention des affaires extérieures. En Prusse d'abord, la situation intérieure fit prévoir une crise. Au commencement de 1861, le roi Frédéric-Guillaume IV venant de mourir, la couronne passa sur la tête du prince de Prusse, qui prit le nom de Guillaume Ier. A cette époque déjà, l'enthousiasme des premiers jours de la Régence avait fait place, dans l'opinion publique, à un désappointement qui se manifestait dans la presse et dans les Chambres. Après un court intervalle de régime libéral, le roi revint peu à peu à ses idées du passé qui le rapprochaient de ses adversaires de la veille, c'est-à-dire du parti féodal.

Les fautes des libéraux avaient contribué à ce changement de front. A la suite de la guerre d'Italie de 1859, le prince-régent avait reconnu la nécessité de réorganiser et de renforcer l'armée prussienne et, à cet effet, il avait saisi les Chambres de propositions qui entraînaient une augmentation des charges financières. La majorité qui appartenait au libéralisme de toutes nuances s'était montrée rebelle à ces projets, soit qu'elle ne voyait pas le régent entrer franchement dans la voie d'une politique libérale, soit qu'elle éprouvait le besoin de faire prévaloir les prérogatives parlementaires, si totalement méconnues sous le règne précédent. Des deux côtés on tournait dans un cercle vicieux. Qu'on reconnaisse les droits du Parlement, qu'on tienne compte des vœux de la majorité, qu'on respecte les libertés publiques, et la majorité votera les projets relatifs à l'armée : tel fut le langage des libéraux. De son côté, le prince-régent, et bientôt le roi, rappelait que, si, dès l'origine de sa carrière politique, il avait été contraire au régime parlementaire, c'est qu'il avait prévu que l'armée n'aurait rien de bon à en attendre. C'est ainsi que, dès le début de son règne, le conflit constitutionnel projetait ses ombres noires sur la situation, pour prendre dans l'espace d'une année des proportions menaçantes. Après avoir vainement cherché autour de lui l'homme qui pût l'aider, sans coup d'État, à vaincre l'opposition de la Chambre, les ministres vieux-libéraux ayant échoué, les coryphées du parti féodal refusant d'entrer en lice, le roi Guillaume s'adressa à M. de Bismarck, alors ministre à Saint-

Pétersbourg. C'était l'homme de combat, bien choisi pour tenir tête à ces mêmes libéraux qu'il avait combattus à la tribune depuis 1847; c'était aussi l'homme agréable à la Russie dont le roi s'était rapproché en présence des difficultés qui renaissaient avec l'Autriche.

M. de Bismarck avait pleinement réussi en Russie. Il y apportait de nombreuses qualités qui devaient établir son influence à la cour, dans la haute société russe, et conséquemment aussi dans les affaires politiques. Il représentait les idées conservatrices qui — toujours les choses d'Orient à part — dominaient de tradition la politique russe; il appartenait à une caste privilégiée, unie par bien des liens à la noblesse russe; enfin il était précédé de la renommée, très méritée, d'être un adversaire de l'Autriche, comme tout bon Russe l'était après la guerre de Crimée. Son intimité avec le prince Gortchakoff, laquelle datait de Francfort, ne faisait que s'accroître par le commerce assidu qui s'établissait naturellement entre l'envoyé de la Prusse et le ministre des Affaires étrangères de Russie. Plus exempts de préjugés que leurs deux souverains, ils faisaient, des principes conservateurs et de la solidarité des intérêts monarchiques, juste le cas qu'ils jugeaient utile à la politique qu'ils poursuivaient. Sa vigoureuse protestation contre les annexions en Italie avait été imposée au chancelier russe par son souverain, et celle du cabinet prussien avait été vivement critiquée par M. de Bismarck. Cela n'empêchait pas ce dernier, dans son poste de Saint-Pétersbourg, de

souffler, de concert avec le prince Gortchakoff, le feu contre l'Autriche et de préparer les bases de la future alliance, rajeunie et bien différente, dans son but, de celle qui avait uni, depuis Catherine et surtout depuis Alexandre Ier, les deux pays. C'est à Saint-Pétersbourg que M. de Bismarck préparait la réalisation de cet « idéal », de l'alliance avec la Russie et la France, dont il avait besoin pour exécuter ses desseins contre l'Autriche par rapport à l'Allemagne, en même temps qu'en encourageant ces desseins, le chancelier russe gagnait un auxiliaire puissant des aspirations de sa nation en Orient, auxquelles l'Autriche formait obstacle.

M. de Bismarck arriva à Berlin en septembre 1862, après un stage assez court à Paris où il avait pu sonder le terrain pour des projets dont l'exécution exigeait plus encore l'appui de la France que celui de la Russie. Le vent, à la cour du roi Guillaume, avait de plus en plus tourné du côté de Saint-Pétersbourg. L'intimité du roi avec la cour d'Angleterre, si grande avant et après le mariage du prince royal (Frédéric III) avec la fille aînée de la reine Victoria, s'était relâchée peu à peu sous l'empire de l'évolution réactionnaire du gouvernement prussien. Le prince-époux Albert, intermédiaire de ces relations, venait de mourir et, ce lien disparu, le roi se sentait plus libre de revenir à ses traditions de jeunesse qui l'attiraient vers la famille parente de Russie. C'est la Russie qui, la première, devait profiter de ce retour d'amitié. En effet, au moment où, voyant l'Occident absorbé par

les affaires d'Italie et d'Allemagne, elle se disposait à rétablir son prestige affaibli en Orient, la Russie en fut détournée par l'insurrection du royaume de Pologne. Sur cette question de Pologne, les opinions à Saint-Pétersbourg étaient de tout temps assez divisées. Tel parti, d'accord avec les idées prussiennes, était opposé à toute concession au polonisme; tel autre parti, au contraire, connu pour ses sympathies françaises, se montrait favorable, dans une certaine mesure, aux revendications des Polonais. Le prince Gortchakoff était du nombre de ces derniers; appuyé par le parti slave, il conseillait à l'empereur de tenter l'œuvre de réconciliation entre Russes et Polonais et, à cet effet, d'accorder au royaume de Pologne une certaine autonomie administrative et politique. Ces concessions qu'ils croyaient être dues à la faiblesse du gouvernement, loin de satisfaire les Polonais, les portaient à formuler des demandes excessives, telles que la séparation complète du royaume de Pologne de l'empire russe, et l'union dynastique comme seul lien entre les deux pays.

Dans ce mouvement, les Polonais, conseillés par le Comité de l'émigration de Paris, comptaient fortement sur l'appui de l'empereur Napoléon. De tout temps, l'opinion en France avait été favorable à la cause de la Pologne; le clergé catholique, les libéraux et la démocratie, chacun par des motifs différents, tombaient d'accord sur cette question. Napoléon III était dans les mêmes sentiments, et son cousin, le prince Napoléon, vivait en étroite amitié avec les

chefs de l'émigration. Au Congrès de Paris de 1856, l'empereur avait voulu faire discuter la question polonaise, et n'y renonça que sur l'opposition de l'Angleterre et de l'Autriche. De son propre gré, l'empereur Alexandre fit déclarer par le comte Orloff, qu'il ferait tout son possible pour donner satisfaction aux vœux raisonnables des Polonais. A l'entrevue de Stuttgart, en 1857, le tsar avait renouvelé cette promesse pour rassurer Napoléon, qui lui faisait observer que le sentiment du peuple français ne comprendrait une entente avec la Russie qu'en raison de la condescendance du gouvernement russe envers les revendications polonaises.

Mais, comme on l'a vu, les suites de la guerre d'Italie de 1859 avaient produit chez Alexandre II le plus mauvais effet et refroidi quelque peu ses dispositions amicales à l'égard de Napoléon, promoteur de cette guerre et des bouleversements qui en sortirent. L'entrevue de Varsovie, en 1860, pour rester sans résultat politique, n'en avait pas moins effectué un rapprochement personnel des deux empereurs de Russie et d'Autriche. Napoléon en prit humeur, et les journaux, qui passaient pour organes de l'empereur et du prince Napoléon, commençaient à agiter la question polonaise dans un langage comminatoire à l'égard de la Russie.

En Angleterre, l'opinion publique se prononça avec plus d'énergie encore en faveur des Polonais. Ce sentiment traditionnel vint s'ajouter à l'animosité qui ne s'était pas calmée depuis le traité de Paris. La

Russie restait toujours la rivale en Orient, et tout embarras intérieur du gouvernement russe réjouissait le patriotisme britannique.

Ces diverses circonstances expliquent l'explosion du mouvement insurrectionnel des Polonais. Encouragés par les chefs de l'émigration et par le langage des journaux français et anglais, ils jugeaient le moment opportun pour un soulèvement. On parlait d'une nouvelle guerre en Italie avec la participation de la France; la carte de l'Europe serait remaniée d'après le principe des nationalités; la Pologne ne devait pas laisser passer cette occasion, comme en 1854, lors de la guerre de Crimée.

Pour M. de Bismarck les circonstances paraissaient favorables de donner une preuve d'amitié à l'empereur Alexandre, en même temps que de servir les intérêts de la Prusse. Il n'avait jamais professé des sympathies pour les Polonais dont la nationalité et la religion, suivant lui, formaient un élément hostile et dissolvant dans le corps de la Prusse allemande et protestante. Sans doute il n'aurait pas voulu se laisser enlever la province de Posen, indispensable à la continuité territoriale de la monarchie prussienne; il regrettait seulement que les gouvernements précédents avaient négligé de germaniser cette province. Mais, d'autre part, il était adversaire résolu de toute combinaison, à plusieurs reprises suggérée par le gouvernement russe depuis le Congrès de Vienne, et tendant à ajouter aux possessions polonaises de la Prusse la partie de la Pologne russe située sur la rive gauche

de la Vistule. Il n'aurait pas voulu d'agrandissement territorial qui augmentât la population polonaise de la Prusse. L'insurrection de Varsovie lui apparaissait sous le double aspect d'un grave embarras pour la Russie et d'un danger éventuel pour la Prusse. Victorieux, les Polonais auraient réclamé pour leur pays les limites d'avant le premier partage : c'était Dantzig avec une partie de la Prusse orientale, peut-être même la Poméranie jusqu'à l'Oder, tous pays ayant fait partie de l'ancienne Pologne. Sous l'empire de ces différents mobiles, le gouvernement prussien, à la nouvelle des événements insurrectionnels de Varsovie, offrit son concours à la Russie. Le roi Guillaume envoya le général d'Alvensleben auprès de l'empereur, avec une lettre portant que la Prusse considérait la situation des deux cours vis-à-vis de l'insurrection comme celle de deux alliés menacés par un ennemi commun; par conséquent, les commandants des troupes, des deux côtés de la frontière, devaient se prêter réciproquement tout secours en vue de la répression de l'insurrection. L'empereur accepta avec empressement et, sur son ordre, le prince Gortchakoff proposa au général prussien d'arrêter une convention sur les bases indiquées; il y fut ajouté qu'au besoin les troupes des deux pays seraient autorisées de franchir la frontière pour la poursuite des insurgés. Au fond, le chancelier russe était vivement contrarié de la mission prussienne. Ses idées, comme il a été dit plus haut, le rapprochaient du parti panslaviste qui rêvait toujours la fraternisation des Russes et des Polonais, et

il n'aurait même pas été opposé à l'émancipation complète de la Pologne du sceptre russe. Le concours de la Prusse fit pencher auprès du tsar la balance en faveur du parti antipolonais qui était en même temps le parti allemand et antifrançais. Cependant, il fallait obéir au souverain. La convention avec la Prusse fut signée le 8 février entre le prince Gortchakoff et le général d'Alvensleben. Ce document, sous la plume du chancelier russe, avait reçu une rédaction assez vague et dénotant presque le déplaisir qu'il causait à son auteur. La même impression se produisit chez le marquis de Wielopolski, gouverneur à Varsovie, dont l'impopularité chez les Polonais fut grande, mais qui, malgré les nombreuses défaites des troupes russes, ne doutait pas de vaincre finalement l'insurrection sans secours étranger.

Dès le lendemain de la signature de la convention, le secret en avait été trahi aux ambassadeurs de France et d'Angleterre. L'émotion fut vive dans toute l'Europe. Partout on blâmait la Prusse que l'on trouvait plus coupable, en aidant le gouvernement russe à opprimer les Polonais, que celui-ci qui se défendait contre des sujets rebelles. M. de Bismarck, allant au-devant des explications avec les cabinets, eut avec les représentants des deux puissances occidentales des entretiens, dans lesquels il leur fit part de l'arrangement avec la Russie. Il leur exposait que la Prusse ne saurait tolérer sur ses frontières une Pologne indépendante et que, si, par impossible, les Russes, vaincus, venaient à reculer devant les insurgés, la Prusse occu-

perait la Pologne. « L'Europe ne le permettra jamais », objecta le ministre anglais. « Où est l'Europe, demanda le ministre prussien, êtes-vous d'accord avec d'autres puissances? » Le diplomate anglais se rabattit prudemment sur le gouvernement français qui — disait-il — n'admettrait jamais une nouvelle oppression de la Pologne. Le fait était que le cabinet anglais, très disposé à agir diplomatiquement en faveur des Polonais, n'avait nulle envie de tirer l'épée pour eux. Il préférait mettre en avant l'Autriche et surtout la France qui rompait ainsi l'entente de Stuttgart, ce pacte si contrariant pour les visées de la politique anglaise en Orient. Par ces mêmes raisons, le cabinet de Vienne prêtait une oreille favorable aux suggestions du ministère anglais.

Le gouvernement impérial en France était le plus zélé. Il a été exposé plus haut à quels mobiles l'empereur Napoléon obéissait. Rarement sous le second Empire une question avait uni au même degré les partis les plus opposés, comme cette question de Pologne. Au Corps législatif, M. Jules Favre avait interpellé le gouvernement sur les affaires de Pologne, dans un sens des plus hostiles à l'égard de la Russie : le gouvernement avait répondu en condamnant l'insurrection, mais en faisant appel à la magnanimité de l'empereur Alexandre. Quelques jours après, il apprit la signature de la convention avec la Prusse et, ce qui en résultait, l'échec de la politique française du prince Gortchakoff. Dès lors, Napoléon changea de langage; c'est contre la Prusse qu'il se tournait. Tant

que le cabinet de Berlin, disait-il au comte de Goltz, ministre de Prusse à Paris, se bornait à prendre des mesures pour se défendre contre une insurrection éventuelle de ses propres sujets polonais, la France pouvait laisser faire. Mais du moment où la Prusse se rendait solidaire avec la Russie, la question polonaise tout entière était ressuscitée, et à la solidarité des puissances du Nord viendrait s'opposer celle des nations occidentales. L'action de la France se trouvait ainsi engagée. A Saint-Pétersbourg, le cabinet des Tuileries, après avoir fait bon marché en Italie des traités de 1815, fit savoir que, la Russie n'ayant pas rempli les obligations assumées par ces mêmes traités, les rapports entre les deux gouvernements s'en trouvaient affectés. Au comte de Goltz, l'empereur tenait un langage tous les jours plus comminatoire et, en dernier lieu, il déclarait que seule la démission de M. de Bismarck pourrait rétablir les bons rapports avec la Prusse.

Une vive campagne diplomatique s'engagea dès ce moment. L'Autriche, désireuse de rester en bons termes avec la France, au moment où elle était en conflit avec la Prusse au sujet des questions fédérales et douanières, se joignit avec un certain empressement aux démarches des cabinets de Paris et de Londres. Des notes furent envoyées par les trois puissances, et à deux reprises, à Saint-Pétersbourg. De son côté, le prince Gortchakoff fit naître un malentendu, grâce auquel le tsar put croire un instant que la Prusse voulait se dégager de la convention du 8 avril. L'empereur apprit avec une satisfaction visible qu'il n'en était rien

et qu'il pouvait toujours compter sur l'appui de son alliée. Quant aux demandes des puissances en faveur des Polonais, le tsar s'y déclarait favorable en principe, mais repoussait l'ingérence étrangère. Entre temps, des bruits de plans de campagne contre la Russie et la Prusse circulaient dans la presse française. « Nous irons par mer et reviendrons par terre », fut le mot du jour : envoyer un corps de débarquement en Russie, et, cette puissance vaincue, entrer en Prusse avant de rentrer en France, voilà ce qui se disait à Paris. On parlait, une autre fois, d'une action en commun de la France et de la Suède pour débarquer un corps d'armée en Courlande. « Alors, c'est la guerre avec nous », s'écria, en apprenant cette nouvelle, M. de Bismarck. Ce qui résulte de tous ces faits, c'était l'isolement de la Prusse. Le ministre prussien avait contre lui les trois puissances, de plus le parti français en Russie avec le prince Gortchakoff, l'opinion libérale de toute l'Europe et principalement la Chambre des députés de Prusse. La question polonaise était venue se greffer sur le conflit constitutionnel qui battait alors son plein ; tous les libéraux étaient favorables aux Polonais ; leurs meilleurs orateurs prirent la parole pour condamner la convention avec la Russie. M. de Bismarck fut attaqué avec la dernière violence ; la Chambre vota, à une forte majorité, une motion réclamant la neutralité dans la lutte entre le gouvernement russe et les insurgés polonais.

A mesure que les combats en Pologne prenaient un caractère féroce et terrifiant, les trois puissances

devinrent plus pressantes dans leurs instances. De nouvelles notes, du 17 et du 18 juin, conçues en termes presque identiques, furent adressées à Saint-Pétersbourg. En dehors des concessions déjà antérieurement formulées, les cabinets français et anglais demandaient la suspension des hostilités pendant les conférences qui devaient avoir lieu avec participation des puissances signataires de l'acte du Congrès de Vienne. On était divisé au sein du cabinet des Tuileries : contrairement à l'opinion de quelques-uns de ses collègues, M. Drouyn de Lhuys, partisan du rétablissement de la Pologne, essaya d'entraîner les cabinets de Londres et de Vienne dans une action militaire contre la Russie. A cet effet, il leur proposa la signature d'une convention pour l'éventualité d'un refus de la Russie. Ni à Londres ni à Vienne la proposition ne fut accueillie; l'empereur d'Autriche personnellement la repoussa.

Sur ces entrefaites, les notes du 17 juin étaient arrivées à destination : l'empereur Alexandre en fut outré. Son premier mouvement fut de déclarer la guerre à la France et à l'Autriche. L'armée russe avait été mise sur un pied respectable : le gouvernement disposait de plus de 500 000 hommes. Dans l'armée comme dans la nation entière l'attitude hostile des puissances étrangères avait opéré un revirement complet : tous demandaient la guerre contre ces puissances s'ingérant dans les affaires domestiques de la Russie. L'empereur écrivait directement au roi Guillaume, en lui proposant d'envoyer, à deux, une déclaration de guerre à la France et à l'Autriche. Le roi, obéissant à

ses sentiments personnels et d'accord avec M. de Bismarck, déclina la proposition. L'Autriche abattue, il aurait fallu se mesurer avec la France, et de cette dernière guerre, la Prusse aurait eu à assumer tout le fardeau. De plus, le roi répugnait à une guerre avec l'Autriche, cette vieille alliée de 1813 et 1814. Il y avait encore une autre raison que le roi exposait dans sa réponse au tsar. Faisant allusion au parti français en Russie, il fit remarquer à son impérial neveu que, si la Russie venait à changer sa politique actuelle, la Prusse pourrait se trouver dans une situation très difficile entre la Russie et la France. Après un échange de plusieurs lettres, le tsar, revenant à son tempérament pacifique, renonça à son projet belliqueux.

Les notes occidentales portèrent le dernier coup à la cause polonaise. Le gouvernement de Saint-Pétersbourg rappela de Varsovie le marquis Wielopolski, en rompant ainsi avec le système de conciliation et de compromis. Le régime de répression et de dictature militaire en prit la place. Pour la réponse à faire aux notes des puissances occidentales, l'irritation de l'empereur Alexandre, de sa cour, de son armée et du peuple lui-même, ne permit plus au prince Gortchakoff d'y employer le langage conciliant et ménageant de sa réponse à la première note de ces cabinets. Cette fois, le chancelier russe était obligé de repousser dans les termes les plus formels toute ingérence extérieure dans les affaires de Pologne. Il exposait les vastes plans des chefs de l'insurrection et accusait les révolutionnaires de tous les pays d'avoir

imprimé à la question le caractère européen qu'elle n'avait pas eu dès l'origine. C'est ainsi que se termina cet incident international. Devant la réponse russe, les cabinets gardaient le silence : personne ne parlait plus d'engager pour les Polonais une guerre avec la Russie et la Prusse. Le gouvernement de Napoléon III, qui s'était avancé le plus dans cette campagne, en sortit, par contre-coup, le plus endommagé. Au point de vue humanitaire — le seul aussi qui avait guidé la démocratie française dans cette circonstance, — l'attitude du gouvernement impérial pouvait se justifier. Au point de vue pratique, elle était mal calculée, du moment que la France n'était pas résolue à engager une guerre européenne. Enfin, au point de vue des intérêts spéciaux de la France, elle fut une grande faute, parce qu'elle imprimait à la politique d'Alexandre II une direction dont la France devait plus tard éprouver les tristes conséquences, tandis que la Prusse tirait de sa propre attitude pendant l'année 1863 un parti des plus profitables à sa grandeur future. Pas immédiatement cependant. Si l'empereur Alexandre était plein de reconnaissance pour son parent et allié de Berlin, il n'en était pas ainsi dans son entourage ni dans cette partie du public russe qui avait trouvé l'offre de services de la Prusse, inopportune, nuisible à la réconciliation entre les Russes et les Polonais, et qui attribuait à ce complaisant secours des arrière-pensées intéressées. En réalité, le secours militaire de la Prusse avait été de peu d'importance ; en revanche, l'existence d'un accord entre les deux gouvernements avait été d'un grand

encouragement pour les troupes russes, en même temps que cet accord agissait, en sens contraire, sur le moral des insurgés. L'opinion à Saint-Pétersbourg pensait autrement à ce sujet, et elle n'en est jamais revenue. L'amitié des deux cours, depuis cette époque, alla en s'affermissant, tandis que les sentiments réciproques des deux peuples se refroidissaient de plus en plus. A côté de cette fâcheuse expérience, qui démontrait une fois de plus ce qu'il y a de problématique et surtout d'irraisonné dans toute politique basée sur la reconnaissance de peuple à peuple, le gouvernement prussien avait encore recueilli, de sa politique antipolonaise, une recrudescence d'hostilité de ses propres sujets et, par suite, une aggravation du conflit avec la Chambre des députés. Il est vrai qu'à ses complaisances pour la Russie, il avait ajouté, bien gratuitement, celle d'instruire un procès de haute trahison contre ceux de ses sujets polonais qui avaient pris part, directement ou indirectement, à l'insurrection dans la Pologne russe. M. de Bismarck engagea ce procès sans grande nécessité politique et uniquement sous l'empire de ses antipathies à l'égard des Polonais. La majorité des juges de la haute cour ne partageait pas les sentiments du premier ministre; il fallut la voix tardive d'un membre hésitant de la cour pour obtenir une condamnation à plusieurs années de prison, laquelle fut, au bout d'un an, effacée par la clémence du roi. Des événements que ni le roi Guillaume, ni M. de Bismarck n'avaient pu prévoir, devaient venir les dédommager de l'impopularité que leur avait value l'assis-

tance prêtée à la Russie dans l'insurrection de la Pologne.

II

LES TROIS GUERRES. — LA MER NOIRE

Refroidissement et rapprochement entre l'Autriche et la Prusse. — Les deux puissances et la question des duchés. — La guerre du Danemark et la politique russe. — Divergences entre Alexandre II et son chancelier. — Le prince Gortchakoff contre le parti radical danois. — Le mémoire du prince Gortchakoff relatif à la Prusse. — Le cabinet russe s'efforce d'éviter au Danemark une guerre avec l'Allemagne. — La Conférence de Londres. — Les armées autrichienne et prussienne sont maîtresses des duchés. — Compétitions pour le trône des duchés. — L'empereur de Russie cède ses droits au grand-duc d'Oldenbourg. — Entretien d'Alexandre II avec M. de Bismarck. — Le tsar gagné par les arguments du ministre prussien. — Il se prononce contre l'annexion des duchés à la Prusse. — Le cabinet danois ferme l'oreille aux conseils de la Russie. — A la Conférence de Londres le prince Gortchakoff fait combattre les projets allemands et prussiens. — Refus de la France et de la Russie d'intervenir par les armes en faveur du Danemark. — Le Danemark vaincu signe la paix à Vienne. — Prise de possession, en commun, des duchés par l'Autriche et la Prusse. — La Russie consent à cet arrangement. — Conflit naissant entre les deux grandes puissances allemandes. — Le prince Gortchakoff prend une attitude hostile à la Prusse. — Ses efforts pour amener la France et l'Angleterre à protester. — Mécontentement du roi Guillaume. — Le tsar est mieux disposé que son chancelier en faveur de la Prusse. — Les cabinets russe et anglais cherchent à renverser M. de Bismarck. — Attitude expectante du prince Gortchakoff pendant la guerre austro-prussienne. — Préoccupations du tsar. — Propos de M. de Brunnow. Souvenir des services rendus par la Prusse. — Le tsar conseille la modération; le prince Gortchakoff propose un Congrès. — M. de Bismarck se prononce avec énergie contre l'ingérence étrangère. — Échec du chancelier russe. — Le

tsar demande que le roi de Prusse lui envoie un homme de confiance. — Mission du général de Manteuffel à Saint-Pétersbourg. — La diplomatie russe s'adoucit à l'égard de la Prusse. — Premiers moments de difficultés. — Le tsar, effrayé du détrônement des dynasties par la Prusse. — La Prusse ménage les souverains, parents du tsar. — Offres de la Prusse relativement à l'Orient. — Accueil froid de ces offres. — M. de Bismarck menace de retirer ses concessions à l'égard des souverains, parents du tsar. — « Nous aimons mieux faire de la révolution que d'en subir. » — L'empereur Alexandre cède; il accepte les offres prussiennes relativement à l'Orient. — L'abandon des traités de 1815. — L'influence russe perdue en Allemagne. — Renouvellement de la convention de cartel par la Prusse. — La Prusse soutient la Russie dans les affaires d'Orient. — La Russie, dans la question du Luxembourg, se prononce en faveur de Napoléon. — L'empereur de Russie et le roi de Prusse conviennent de venir en même temps visiter l'empereur Napoléon. — Le tsar nomme le roi Guillaume grand-croix de l'ordre de Saint-George. — Intimité des deux souverains. — Entrevue d'Ems à la veille de la guerre franco-allemande. — Engagements réciproques. — L'empereur Alexandre est pour l'Allemagne contrairement à l'opinion en Russie. — Fausses prévisions du prince Gortchakoff. — Neutralité bienveillante à l'égard de l'Allemagne. — L'Autriche tenue en échec par la Russie. — L'empereur Alexandre et le général Fleury. — Il prévoit la chute de Napoléon. — Les télégrammes du tsar au roi Guillaume. — Insuccès de M. Thiers à Saint-Pétersbourg. — La circulaire russe relativement à la mer Noire. — Justification de cette démarche. — La Russie ne veut pas être seule esclave des traités. — Déplaisir du roi de Prusse et de M. de Bismarck. — La démarche russe n'est blâmée qu'à cause du procédé. — La Conférence de Londres. — L'ambassadeur de Russie, le premier, reconnaît le titre impérial de Guillaume Ier. — L'empereur Guillaume, à l'occasion des préliminaires de paix de Versailles, témoigne sa gratitude à l'empereur Alexandre. — La presse russe mécontente de la politique du gouvernement et favorable à la France. — L'opinion en Russie n'a jamais été favorable à l'alliance prussienne. — Après le Congrès de Paris, les Russes demandaient l'alliance avec la France. — La politique extérieure d'Alexandre II blâmée par ses sujets. — Jalousie à l'égard de l'élévation de l'Allemagne. — Les Russes se réjouissent de la défaite de l'Autriche. — Réveil de la question d'Orient. — M. Katkoff se prononce pour

l'alliance avec la Prusse. — Approbation de ces idées par M. de Bismarck. — Le Congrès slave de Moscou. — Polémique violente entre les journaux allemands et russes. — Ces derniers se déclarent contre l'alliance avec la Prusse. — Pendant la guerre avec la France, les journaux allemands ménagent la Russie. — Les journaux russes prennent parti pour la France. — Ils sont indignés des conditions de paix. — Ils visent le tsar en attaquant l'Allemagne. — Mauvais accueil fait au maréchal de Moltke par la presse russe. — Le prince de Bismarck constate cette hostilité.

Nous avons vu qu'une des raisons pour lesquelles le roi Guillaume avait décliné la proposition de l'empereur Alexandre de déclarer la guerre à l'Autriche, avait été sa répugnance de résoudre le conflit constitutionnel en Prusse au moyen d'une guerre extérieure, et, de plus, dirigée contre l'Autriche, puissance présidiale de l'Allemagne. Les circonstances le favorisaient bientôt après, en lui permettant d'ajourner au moins ces embarras du dedans, en faisant la guerre à une puissance non allemande, le Danemark. Le prestige de la Prusse en Allemagne avait beaucoup souffert par suite du revirement de sa politique intérieure dans le sens de la réaction, de la violation des droits constitutionnels de son Parlement et du concours prêté à la Russie contre l'insurrection polonaise. L'Autriche avait profité de cette situation, pour prendre en main la réforme fédérale; elle avait réuni à cet effet à Francfort un Congrès des souverains allemands et fait adopter par cette assemblée princière, à laquelle le roi Guillaume avait refusé d'assister, un plan de réformes assez libérales mais défavorables aux prétentions de la Prusse qui voulait partager avec l'Autriche la

présidence de la Confédération. Du coup, l'Autriche avait conquis, momentanément du moins, une certaine popularité dont elle n'avait jamais joui jusque-là. M. de Bismarck qui, depuis un an, dirigeait de haut les affaires de son pays, était en guerre permanente avec la Chambre des députés. Au lendemain de l'incident relatif à la Pologne, il avait dissous la Chambre : les électeurs lui renvoyèrent la même majorité hostile. C'est à ce moment qu'un grand événement vint en aide au roi et à son ministre, d'abord en détournant l'attention du conflit intérieur, puis, en marquant la première étape sur la route d'expansion et d'agrandissemment depuis longtemps arrêtée dans l'esprit du roi Guillaume.

Le roi de Danemark mourut le 15 novembre 1863, et avec sa mort ressuscitait toute la question du Slesvig-Holstein, mal enterrée par le protocole de Londres de 1852 [1]. On a vu dans un chapitre précédent que l'empereur Nicolas avait défendu avec énergie le Danemark contre les revendications des duchés et contre la Prusse et la Confédération germanique; qu'il avait forcé la Prusse de mettre un terme à la guerre, en l'obligeant même à participer aux mesures d'exécution décrétées par la Diète germanique restaurée contre ses protégés de la veille; enfin, qu'il avait amené le roi Frédéric-Guillaume IV à mettre sa signature en bas du protocole de Londres de 1852, éta-

1. Voir, pour cette question et la guerre contre le Danemark, *l'Empereur Guillaume*, p. 83 et suiv., et *Histoire du prince de Bismarck*, p. 165 et suiv.

blissant l'intégrité de la monarchie danoise, sous le sceptre du duc de Slesvig-Holstein-Glucksbourg qui, par suite de la mort de Frédéric VII, venait de monter sur le trône du Danemark.

La Prusse, tirant parti du fait que la Diète germanique n'avait pas signé le protocole de Londres, s'associa aussitôt aux démarches de cette assemblée en faveur des duchés; elle amena l'Autriche à suivre la même ligne, en représentant les dangers qui résulteraient pour les deux grandes puissances, d'une part, en laissant les populations des duchés s'emparer du mouvement, d'autre part, en permettant aux États secondaires de la Confédération d'imposer leurs décisions à celles de l'Autriche et de la Prusse. L'Autriche, en se joignant à ces considérations, avait encore une autre raison pour faire campagne diplomatique et militaire avec la Prusse : en restant à ses côtés, elle expérait mieux contrôler et contenir les plans ambitieux qu'elle supposait, à bon droit, à sa rivale. Voilà dans quelles conditions s'engagea, à la fin de 1863, le conflit avec le Danemark, pour aboutir l'année suivante à la guerre avec ce royaume.

Dès le début, on pouvait remarquer que la ligne de conduite du cabinet de Saint-Pétersbourg différait de celle de l'empereur Nicolas, bien qu'il fût facile de s'apercevoir en même temps qu'il y avait quelques divergences de vues entre Alexandre II et son vice-chancelier, le prince Gortchakoff. L'un, étroitement lié d'amitié avec son oncle, obéissait au sentiment de reconnaissance pour les services que la Prusse avait

rendus à la Russie, pendant la guerre d'Orient et dans l'insurrection polonaise de fraîche date. L'autre, faisant moins de cas de ces services, peu sympathique en général à l'Allemagne, envisageait la question danoise principalement sous le rapport des intérêts russes, et ceux-ci lui firent adopter une ligne intermédiaire entre celles du tsar défunt et de l'empereur actuel. Le gouvernement danois, mal conseillé et influencé par le parti radical, s'était mis dans son tort, en ne remplissant pas les engagements corollaires du protocole de Londres et relatifs au régime constitutionnel des duchés. Le cabinet russe, en refusant, comme l'Angleterre et la France le lui demandaient, de prendre position contre l'Allemagne, partait de ce point de vue qu'une guerre entre la Confédération et le Danemark pourrait, en cas de défaite, amener ce dernier à reprendre avec la Suède la vieille combinaison de l'Union seandinave : ce serait, croyait-il, faire de la Baltique un lac allemand ou suédois. D'autre part, les plans ambitieux de la Prusse ne le troublaient pas outre mesure. « Nos rapports avec la Prusse », lit-on dans un mémoire de cette époque, rédigé sous l'inspiration du prince Gortchakoff, « ont presque toujours été bons. Nous n'avons guère d'intérêts divergents; elle nous est une barrière contre la France et nous devons désirer qu'elle se fortifie. Mais ce désir n'irait probablement pas jusqu'à prendre les armes pour la défendre, si elle était attaquée sur le Rhin. La monarchie prussienne s'est formée par la conquête et l'esprit d'agrandissement. Les empires se soutiennent par les moyens qui ont servi

à les fonder. La Prusse est ambitieuse et remuante. Sans l'encourager dans cette voie, nous n'avons pas de motifs pour nous opposer à ses agrandissements, tant qu'ils ne blessent pas nos intérêts directs..... La conservation de la monarchie autrichienne — poursuit le mémoire — est pour la Russie une nécessité peut-être antipathique, mais réelle. Quant à l'Allemagne, la politique russe est obligée, suivant les circonstances, de donner la préférence tantôt à la Prusse, tantôt à l'Autriche. »

Partant de ces différents points de vue, libres de toute sentimèntalité, le chancelier russe voulait, en premier lieu, épargner au Danemark la guerre, en insistant pour qu'il remplisse ses engagements envers les duchés; en second lieu, la guerre une fois éclatée, il voulait modérer les prétentions du vainqueur, éviter le démembrement de la monarchie danoise. Il connaissait assez les sentiments de son maître, le tsar, pour croire que celui-ci, pour sauver le Danemark, voulût tirer l'épée contre la Prusse; toute son attitude, au cours de la guerre qui s'engageait, attestait le désir de prêter son appui moral aux Danois, mais de n'entrer dans aucune combinaison hostile à l'égard de la Prusse et de l'Allemagne. C'est sur sa proposition qu'au mois d'avril 1864 se réunit à Londres une conférence des grandes puissances, en vue d'arrêter un arrangement entre les belligérants. Quelle sera la future situation des duchés vis-à-vis du Danemark? Telle fut la première question à résoudre et sur celle-ci se greffait cette autre question, de savoir, en cas de séparation

complète, quel sera le souverain du nouvel État? Les puissances allemandes étaient favorables à la séparation; elles rejetèrent le protocole de 1852, comme les puissances partageantes de la Pologne avaient naguère renié les traités de 1815; dans l'un comme dans l'autre cas, les puissances finirent par laisser tomber des traités qui, en réalité, étaient tombés sous le coup des insurrections et des guerres.

Lorsque la Conférence de Londres ouvrit ses délibérations, les armes de la Prusse et de l'Autriche avaient déjà, de fait, conquis les duchés. Les puissances neutres n'avaient pu s'accorder pour une intervention armée. Avec des notes et des paroles on ne pouvait songer à arracher au vainqueur sa conquête. Il fallait donc tenter d'arriver à un compromis. Le prince Gortchakoff dans ses notes, ainsi que l'ambassadeur de Russie à Londres, M. de Brunnow, à la Conférence, parlaient fort et soutenaient la cause danoise; l'Angleterre menaçait, sans avoir l'intention d'agir; l'empereur Napoléon, au contraire, se montrait favorable à l'Allemagne. Dans ces conditions, la cause danoise perdait tous les jours du terrain. De plus, les compétitions des candidats au futur trône des duchés augmentèrent le désarroi. Le duc d'Augustenbourg était le protégé des États allemands et de la reine Victoria personnellement; M. de Bismarck dissimulait mal les prétentions de la Prusse; le grand-duc d'Oldenbourg vint annoncer les siennes; et finalement le baron Brunnow fit des réserves en faveur des droits de l'empereur de Russie, comme descendant de la maison de

Holstein-Gottorp, droits auxquels le tsar consentait cependant à renoncer en faveur du grand-duc d'Oldenbourg. Abandonnant le duc d'Augustenbourg qui avait décliné la position de prince vassal de la Prusse, M. de Bismarck, qui n'ignorait pas les faibles chances de la candidature Oldenbourg, fut assez habile d'accueillir cette dernière et de se rendre ainsi agréable à l'empereur Alexandre.

C'est à ce moment, c'est-à-dire au commencement de juin, que le tsar, accompagné du prince Gortchakoff, vint à Berlin. Dans un long entretien avec le ministre prussien, le tsar parlait visiblement sous l'impression du bon accueil fait à la candidature du grand-duc d'Oldenbourg : en principe, comme on voit, il s'était déjà familiarisé avec l'idée de la séparation des duchés avec le Danemark. Il exhorta la Prusse à faciliter la conclusion de la paix, à renoncer à attaquer les îles danoises, afin de ne pas exciter davantage la colère de l'Angleterre. M. de Bismarck opposait à ces conseils les considérations de politique intérieure, l'amour-propre de l'armée, le sentiment populaire; il fit vibrer encore, et avec succès, la corde du danger révolutionnaire. Abandonné par les gouvernements allemands, le mouvement des duchés passerait dans les mains du parti révolutionnaire. Des considérations de cette nature ne manquaient jamais leur effet sur Alexandre : son interlocuteur le savait bien. Aussi, le tsar ayant approuvé ce raisonnement, M. de Bismarck s'empressa de lui en développer les conséquences. « Si donc, observa-t-il, nous devons

tenir la révolution à l'écart du mouvement des duchés, « il faut qu'on se garde de transformer nos embarras extérieurs en difficultés intérieures ».

Arrivant au point très délicat du sort futur des duchés, le tsar exprima sa grande satisfaction au sujet du bon accueil de la candidature Oldenbourg; en revanche, il se prononça d'une façon absolue contre l'éventualité d'une annexion des duchés à la Prusse. « Sans doute, répliqua M. de Bismarck, nous ne risquerons pas, pour l'annexion, une guerre européenne; cependant, si l'on venait nous l'offrir, nous ne serions guère à même de la repousser. » — « Oh! objecta Alexandre II, je ne vois pas qui vous ferait pareille offre. » A ce moment, l'entretien prit une tournure très caractéristique pour les rapports des cabinets européens de cette époque. Poursuivant ses exhortations, l'empereur conseilla à la Prusse de s'entendre avec l'Autriche et d'éviter toute entente particulière avec la France. M. de Bismarck ayant répondu qu'il n'entrerait dans cette dernière combinaison que conjointement avec l'Autriche ou la Russie, comme troisième partie, le tsar insista de nouveau pour que la Prusse se gardât de trop irriter l'Angleterre et de la jeter ainsi dans les bras de Napoléon qui, disait-il, ourdissait des plans fort dangereux. « L'Angleterre », répliqua M. de Bismarck, « ne fera pas seule la guerre. Quant à Napoléon, il n'ignore pas qu'une guerre sur le Rhin fera lever contre lui l'Allemagne tout entière, en même temps qu'elle fera revivre la coalition des trois puissances du Nord. Aucune de celles-ci ne saurait permettre la défaite des

autres et, lorsqu'une armée française victorieuse occupera l'Allemagne, la Russie, à cause de la Pologne, sera forcée de s'y opposer, que cela réponde ou non à ses sentiments. » L'empereur rompit alors l'entretien, en exhortant son interlocuteur de nouveau à ne pas compromettre la paix de l'Europe; il reconnaissait d'ailleurs qu'il ne saurait plus être question du protocole de 1852.

D'autre part, le cabinet russe fit à Copenhague une dernière démarche pour prévenir un démembrement du Danemark; cette éventualité, nous l'avons dit plus haut, pouvait entraîner la formation d'une Union scandinave, c'est-à-dire d'une combinaison que la Russie regardait comme contraire à ses intérêts dans la Baltique. Le 16 juin, le roi Christian était en conseil, lorsqu'on lui apporta la dépêche par laquelle le cabinet russe adjurait le gouvernement danois d'accepter l'union personnelle entre le Danemark et les duchés. Par ce moyen l'on assurait la réunion des deux parties territoriales sous le même sceptre, établissait l'autonomie politique des duchés, écartait toutes les candidatures pour le trône du Slesvig-Holstein. C'était le salut à la dernière heure. Aucune des puissances neutres n'était disposée à venir seule au secours de l'infortuné pays. Lord Palmerston, qui avait eu quelque velleité d'intervenir de concert avec la France, essuya un refus absolu de l'empereur Napoléon. Dans ces conditions, le roi et le prince royal se prononcèrent en faveur de la proposition russe. Malheureusement, le ministère danois, composé d'hommes d'opinions extrêmes, obéissant à

un parti fanatique qui menait les masses, s'y opposa. Plutôt, disait-il, la séparation complète du Holstein, au besoin avec une petite portion du Sleswig. Le peuple danois, disaient encore les ministres, ne voulait pas de l'union personnelle; si l'on passait outre, en acceptant la proposition russe, on aurait la république. Les ministres menaçaient de se retirer; ils montraient et la presse et la place publique hostiles à un arrangement de cette nature. Isolé ainsi au milieu des passions déchaînées, le roi déclina la proposition russe, et les événements suivirent leur cours.

Dans l'entretien de Berlin, que nous venons de raconter, l'empereur Alexandre avait exprimé ses vues personnelles que ne contredisait pas sa démarche à Copenhague. Son représentant à la Conférence de Londres s'inspirait, pendant ce temps, des instructions du prince Gortchakoff qui se rapprochaient davantage avec les idées du ministère danois et de lord Palmerston. On négociait sur la base d'une séparation du Holstein avec adjonction d'une partie du Slesvig. La ligne de partage sera-t-elle plus au nord, d'après le désir de la Prusse, plus au sud comme le demandaient les Danois? C'était moins une question de nationalité que de souveraineté territoriale et d'importance stratégique. Quant aux populations, les Allemands ne voulaient être ni sujets du roi de Danemark, ni consentir à un partage du pays; les Danois, de leur côté, ainsi qu'il a été dit plus haut, ne voulaient abandonner aux Allemands qu'une très mince portion du Slesvig. Il est à présumer que M. de Bismarck, dans l'intérêt

de ses projets d'annexion future, tenait à éviter le partage du Slesvig. Car, en faisant présenter la proposition de consulter les populations dont les réponses formeraient alors la base des décisions de la Conférence, il ne pouvait pas ignorer que, à part la France, aucune des autres puissances n'admettrait quoi que ce fût qui ressemblât à un plébiscite. Et c'est là ce qui arriva.

Le baron de Brunnow, ministre de Russie, prit la parole pour repousser la proposition prussienne avec la dernière véhémence. Ses devoirs envers sa cour, disait-il, l'obligeaient à faire taire tous les sentiments d'amitié; la consultation des populations était contraire à tous les principes de la politique russe. Cette proposition, disait-il encore, tendait à une spoliation du roi de Danemark, puisqu'elle veut demander aux sujets de ce souverain s'ils veulent rester ses sujets; il était regrettable qu'un plénipotentiaire de Sa Majesté Prussienne ait pu faire pareille proposition. La plupart des autres plénipotentiaires se prononça dans le même sens. La Conférence se sépara et, l'armistice expiré, les hostilités reprirent. Le ministère anglais, interpellé au Parlement, déclara que, la France et la Russie ayant repoussé la proposition faite par l'Angleterre, au mois de janvier, d'une assistance matérielle du Danemark; les plénipotentiaires danois à la Conférence ayant ensuite, par leur entêtement, fait échouer toutes les tentatives de compromis : l'Angleterre ne pouvait pas assumer seule les risques et sacrifices d'une guerre contre l'Allemagne. Les tories attaquèrent la politique du ministère, tout en déclarant

que, s'ils venaient à arriver au pouvoir, ils ne s'engageraient pas davantage dans une guerre. Et finalement le Parlement vota une motion qui remerciait la Reine d'avoir conservé la paix.

Dans l'espace de quelques semaines, le Danemark était vaincu par les forces supérieures de ses ennemis qui occupaient, avec le Slesvig et les îles, le Jutland tout entier et s'apprêtaient à traverser les Belts pour attaquer la Fionie et finalement Copenhague. Il fallait se résigner. M. de Bismarck avait préparé les bases du traité de paix. Le moment n'était pas venu pour lui de dire son dernier mot. Ni l'Angleterre ni l'Autriche n'auraient consenti à une annexion des duchés à la Prusse; l'empereur Alexandre, dans l'entretien de Berlin, l'avait également rejetée. Dans ces conditions, il ne restait à M. de Bismarck qu'à réserver l'avenir. Ses conditions étaient : la séparation entre le Danemark et les duchés ainsi que le Lauenbourg, domaine de la couronne danoise, et leur cession à la Prusse et à l'Autriche qui en régleraient le sort en dernier lieu. La Russie, comme la plus intéressée des puissances neutres, consentit à cet arrangement. M. de Bismarck eut soin de s'en assurer par un entretien avec le prince Gortchakoff à Carlsbad. Le traité, qui fut conclu à Vienne le 30 octobre 1864 entre les belligérants, en gardant le silence sur le futur souverain des duchés, réservait ainsi les prétentions du grand-duc d'Oldenbourg, si chaudement patronnées par l'empereur de Russie. Mais, d'autre part, ce même traité, en plaçant la décision finale en grande partie entre les mains de la

Prusse, avançait fort les projets d'annexion qui, à cette époque, étaient caressés aussi par le roi Guillaume.

Faire arriver ces projets à maturité pour les réaliser avec ou contre le gré des puissances opposantes, de la Russie même, telle fut la politique de M. de Bismark, dès le lendemain de la signature du traité de Vienne. Cet acte, accompli en commun avec l'Autriche, fut le dernier de l'entente des deux grandes puissances et le commencement de leur dissidence qui, après de longs mois de violentes discussions, aboutissait à la guerre entre la Prusse et l'Autriche, la première appuyée par les petits États du Nord, la seconde par la Saxe et les États du Sud [1].

Pendant la période de vingt mois qui s'écoulait entre la signature du traité de Vienne avec le Danemark et l'explosion de la guerre en Allemagne, le cabinet russe, sans intervenir dans les discussions qui se poursuivaient entre les deux partis, n'en exprima pas moins son opinion à Berlin. Il avait attendu, pour cela, il est vrai, le moment où la guerre avait déjà paru inévitable. L'empereur personnellement s'en préoccupait au point de vue de ses parents, les souverains du Wurtemberg et de Hesse-Darmstadt. Le prince Gortchakoff que nous avons déjà vu parfois, depuis l'insurrection de Pologne de 1863, peu favorable à la politique prussienne, fit également entendre à Berlin des admonestations. Non pas qu'il prît le parti de l'Autriche : bien au contraire, une défaite de cet

1. Voir *l'Empereur Guillaume*, p. 121 et suiv., et *Histoire du prince de Bismarck*, p. 161 et suiv.

adversaire pendant la guerre d'Orient ne lui aurait causé aucun déplaisir. Ce qui lui importait c'était de ne pas laisser la Prusse trop s'agrandir ou étendre, outre mesure, son influence en Allemagne. Les projets prussiens de réforme fédérale ne lui souriaient pas plus qu'en 1849 ceux de M. de Radowitz à l'empereur Nicolas. Il rappelait que la constitution fédérale de l'Allemagne, en tant que faisant partie des traités de 1815, ne pouvait être modifiée qu'avec l'assentiment des puissances signataires. Et, lorsque la fortune des armes finit par tourner contre l'Autriche, il fit une démarche à Londres et à Paris, pour qu'à trois on déclarât à la Prusse que les puissances considéraient la Confédération germanique — autrefois qualifiée par lui de « combinaison » — comme indissoluble. Une pareille déclaration aurait équivalu à un *veto* contre la Prusse qui venait de proclamer à Francfort la dissolution de la Confédération. Le ministère Gladstone avait bien accueilli la proposition russe; elle ne pouvait être acceptée par l'empereur Napoléon qui, après la défaite autrichienne de Sadowa, avait fait accepter sa médiation aux belligérants.

La Russie, sans doute, avant la guerre, avait été indifférente. La diplomatie française le constatait. « Laissez-moi noter », écrivait, le 9 avril 1866, M. Benedetti, ambassadeur à Berlin, « que j'ai toujours remarqué, non sans surprise, l'indifférence avec laquelle le cabinet de Saint-Pétersbourg m'a paru, depuis l'origine, envisager les prétentions de la Prusse et l'éventualité d'un conflit entre les deux grandes

puissances germaniques; que je n'ai pas été moins frappé de la constante sécurité dans laquelle j'ai trouvé M. de Bismarck sur l'attitude et les intentions de l'empire du Nord. » Ces remarques n'étaient cependant justes que jusqu'à un certain point. Les observations et les admonestations n'avaient pas manqué au roi de la part du cabinet russe. Au mois d'avril, avant la guerre, elles paraissent avoir été assez vives pour que le roi Guillaume en prît humeur. « La Russie, disait-il à son entourage, n'a pas, à notre égard, l'attitude qu'elle devrait avoir. » Le reproche devait viser moins l'empereur que son chancelier : car entre ces deux personnages il y eut, au sujet des affaires allemandes, depuis 1863, une divergence de vues qui s'est maintenue dès lors jusqu'à la fin du règne d'Alexandre II.

La boutade du roi Guillaume, au mois d'avril, s'explique par les efforts tentés par le tsar en vue d'un compromis avec l'Autriche. Ces efforts se continuaient jusqu'à l'explosion même de la guerre. Le prince Gortchakoff obéissait évidemment au sentiment de son maître, en mettant tout en œuvre pour faire congédier M. de Bismarck, considéré, à juste titre, à cette époque du moins, comme le seul homme en Prusse voulant la guerre. De Saint-Pétersbourg et aussi de Londres il parvint au roi des insinuations de renvoyer son ministre et de profiter, à cette fin, du voyage de M. de Bismarck à Paris, où il se proposait d'assister au Congrès dont la réunion, du reste, fut empêchée par le refus de l'Autriche d'y prendre part. M. de Bismarck

triompha de tous ces obstacles et décida le roi en faveur de la guerre.

Les hostilités une fois ouvertes, le prince Gortchakoff, surtout en présence de l'intervention diplomatique de l'empereur Napoléon, se renferma dans une attitude expectante. Mais, dans cette période déjà, l'empereur Alexandre se préoccupait des conséquences des victoires prussiennes. Il n'aurait certes pas voulu disputer au roi Guillaume les fruits de ses victoires. M. de Brunnow, son ambassadeur à Londres, déclarait à qui voulait l'entendre que la Russie, en souvenir reconnaissant de l'attitude de la Prusse en 1855 et en 1863, ne porterait, en aucun cas, les armes contre son vieil allié. Cela n'empêchait ni le tsar ni son chancelier, au lendemain de la victoire de Sadowa, de s'attacher à modérer les visées de la Prusse. La dépêche que l'empereur Alexandre envoya au roi pour le féliciter de sa victoire, portait à la fin ces mots significatifs : « J'espère que Votre Majesté sera clémente envers le vaincu ». De plus, au moment où M. de Bismarck négociait, à Nikolsburg, les préliminaires de paix et où il avait déjà obtenu, en principe, le consentement de Napoléon III aux annexions, l'ambassadeur de Russie à Berlin, M. d'Oubril, renouvela la proposition d'un Congrès, le prince Gortschakoff ayant fait une communication analogue à Paris et à Londres. M. de Bismarck y répondit par un refus, en ajoutant que le roi attendait de la justice et de l'amitié de l'empereur que le cabinet russe ne ferait pas, sans entente préalable avec lui, d'autres démarches dans ce

sens. Sur la nouvelle que ces démarches se poursuivaient et que l'empereur Napoléon avait même consenti au Congrès, M. de Bismarck, par ordre du roi, chargea son plénipotentiaire à Saint-Pétersbourg de faire observer au tsar que le sentiment populaire en Allemagne rendait impossible au roi, sans provoquer une révolution, de renoncer aux fruits des victoires chèrement achetées, ou de faire dépendre la réorganisation de l'Allemagne des décisions d'un Congrès. Dans le cas où l'influence étrangère viendrait à s'accentuer — portait la dépêche, — M. de Bismarck ne pourrait conseiller au roi que « de déchaîner toutes les forces nationales de l'Allemagne et *des pays voisins* en vue de la résistance ». Cette dernière menace était transparente. D'ailleurs, l'empereur Alexandre — cet incident devait de nouveau confirmer ce fait — tenait à ménager le plus possible le roi Guillaume. Le prince Gortchakoff n'avait réussi avec sa proposition de Congrès, ni à Londres, ni à Paris. Le tsar, en réponse aux dépêches prussiennes, se déclarait prêt à s'entendre avec le roi; qu'il lui envoie un homme de confiance qui le mette au courant des intentions de la Prusse. Le roi chargea de cette mission le général de Manteuffel (plus tard feld-maréchal).

A partir de ce moment, les rapports entre Berlin et Saint-Pétersbourg entrèrent dans une phase tout amicale. « Depuis cette époque », écrit M. Benedetti, « le gouvernement de l'empereur Alexandre n'a cessé d'observer dans ses rapports avec la Prusse une attitude manifestement bienveillante. Son représentant à

Berlin (M. d'Oubril), si vivement alarmé par les succès des armées prussiennes, et ne le cachant pas, fut à son tour mandé à Saint-Pétersbourg; il en revint peu de semaines après, totalement rassuré. »

Cependant, la mission du général de Manteuffel ne marcha pas tout d'abord aussi aisément qu'on l'avait cru à Berlin. L'empereur Alexandre renonça au Congrès sans approuver les conditions de paix imposées par la Prusse aux vaincus. Le général prussien était porteur d'instructions adroitement dressées en vue d'adoucir l'empereur. Elles expliquaient la nécessité d'incorporer à la Prusse le Hanovre, la Hesse et les duchés, après avoir consenti à laisser subsister la Saxe; elles faisaient ressortir que, par égard pour les cours parentes de l'empereur, la Prusse traitait avec douceur le Wurtemberg et Hesse-Darmstadt. M. de Bismarck alla plus loin. Dans le cas où le cabinet russe exprimerait des désirs relativement à l'abrogation de la clause du traité de Paris au sujet de la mer Noire, le général de Manteuffel devait les accueillir favorablement. En même temps, le roi écrivit à l'empereur que le prestige de sa couronne en Prusse, ce dernier boulevard de la monarchie en Allemagne, serait perdu sans retour, si l'on ne donnait satisfaction aux aspirations légitimes de l'opinion publique.

Sans être bien satisfait de la tournure des choses, le prince Gortchakoff accueillit avec empressement le général diplomate. Il exaltait même les mérites de M. de Bismarck, en formant des vœux pour ses succès ultérieurs; il désirait, disait-il, que le ministre prus-

sien, qui naguère s'était flatté d'être son disciple, fût, « non pas un météore, mais une étoile fixe » ; il fallait, pour cela, être modéré.

L'empereur Alexandre, c'est là un fait, était flatté de la mission Manteuffel. Désormais, estimait-il, l'axe politique de l'Europe était transféré de Paris à Saint-Pétersbourg, et la Russie était redevenue, comme avant la guerre de Crimée, l'arbitre des destinées européennes. Il accueillit le général prussien avec cordialité, exprima, avec chaleur, ses sentiments d'amitié pour le roi. Son langage changea, lorsque le général lui donna connaissance des annexions. Il appréciait bien les ménagements accordés au Wurtemberg et à la Hesse. Mais, disait-il, le détrônement de plusieurs dynasties le remplissait d'effroi ; c'était affaiblir le principe monarchique, ces dynasties étant, au même degré que celle de Prusse, de droit divin. L'alliance italienne lui était antipathique, et le futur Parlement allemand comportait des dangers révolutionnaires. Le général ayant objecté que M. de Bismarck avait montré comment on traitait les Parlements récalcitrants, l'empereur répliqua qu'il ne doutait pas des bonnes intentions de M. de Bismarck, mais que le Sud de l'Allemagne, séduit par l'idée du Parlement, manifestait déjà le désir d'entrer dans la Confédération du Nord. Et puis, l'intervention de l'empereur Napoléon qui, comme compensation, allait demander les frontières de 1814 ! Bref, reprit l'empereur, en terminant ce premier entretien, « le détrônement complet des dynasties m'inquiète ». Le prince Gortchakoff renouvela toutes ces objections

au général prussien. L'empereur, disait-il, était heureux de l'élévation de la Prusse; mais, il ne faudrait pas détrôner les dynasties, ne pas ruiner le prestige du roi de Saxe, ne pas ébranler les États du Sud. De cette façon il éviterait tout conflit avec la France, et Napoléon n'oserait pas alors demander des cessions de territoire. Quant aux offres prussiennes relativement à l'Orient, le chancelier russe affectait d'y attacher une importance médiocre. La Russie, disait-il, ne voulait ni des Principautés danubiennes, ni de la Galicie, ni l'abrogation du traité de Paris, dont les points blessants pour la Russie devaient être supprimés, ce qui se ferait d'ailleurs tout naturellement; au moment opportun, l'empereur comptait, à ce sujet, sur l'appui amical de la Prusse. M. de Bismarck fut outré, en apprenant cet entretien. Il riposta aussitôt, en menaçant de retirer les concessions faites au Wurtemberg et à Hesse-Darmstadt, si la Russie tardait à reconnaître les annexions prussiennes; et puis, la Prusse entrera en plein dans la voie révolutionnaire, proclamera la constitution allemande de 1849, adoptera d'autres mesures du même genre. « Révolution pour révolution », manda-t-il au général de Manteuffel, « nous aimerons mieux en faire qu'à en subir. » Le général, qui partageait bien plus les idées de l'empereur Alexandre que celles de M. de Bismarck, insista cependant pour que la Russie renonçât à son opposition. L'empereur se rendit. Il écrivit au roi, en exprimant ses regrets que la Prusse eût abandonné les principes conservateurs, pour finir par dire que la Russie ne s'associera

pas aux adversaires de la Prusse. Il toucha encore à la question du traité de Paris pour que la Prusse s'engageât formellement à soutenir la Russie au moment voulu.

Le roi Guillaume eut ainsi gain de cause ; il obtint l'acquiescement de l'empereur Napoléon, tout en lui refusant toute compensation ; il obtint aussi celui de l'empereur Alexandre, mais en s'engageant à donner carte blanche à la Russie en Orient. Les traités de 1815 étaient déchirés ou abandonnés par deux de leurs principaux promoteurs, et un autre traité européen, celui de Paris, était du coup condamné à disparaître. L'empereur Alexandre avait, en effet, pendant un moment, tenu les destinées de l'Europe dans ses mains. Ayant fait pencher la balance du côté de la Prusse, il perdit ainsi l'influence que la Russie avait exercée en Allemagne pendant près d'un siècle. En même temps, l'Allemagne nouvelle, créée par la Prusse, s'émancipa de la suprématie russe, et elle eut même la satisfaction de voir pendant longtemps le puissant empire du Nord solliciter et cultiver son amitié et son alliance. Non pas que les sentiments d'amitié du tsar fussent partagés par le monde officiel de Russie, ni surtout par le public russe : on verra, entre temps, se produire des faits prouvant le contraire. Mais la Prusse était devenue forte : son alliance importait à la Russie slave pour ses visées orientales. Puis, la Prusse avait amoindri la puissance autrichienne, cette barrière qui entravait les progrès de la politique russe dans la presqu'île des Balkans. Les Russes ne pouvaient qu'en éprouver de la satisfaction.

De part et d'autre, on se rendait des services petits et grands. Le gouvernement prussien, en 1867, renouvela la fameuse convention de cartel, abhorrée par les déserteurs polonais et naguère aussi par les libéraux prussiens. Le mouvement panslaviste se produisit à cette époque avec beaucoup d'éclat et, comme on supposait, non sans encouragement de la part de M. de Bismarck, désireux d'avoir le champ libre en Allemagne, en servant la politique russe au sud-est. « L'incertitude de la situation, écrit M. Benedetti de Berlin, le 5 janvier 1868, ne fait que resserrer chaque jour davantage les liens qui unissent la Prusse à la Russie et solidariser les ambitions de l'une en Allemagne avec celles de l'autre en Orient. » La presqu'île des Balkans d'un bout à l'autre était travaillée par une propagande slave, roumaine, grecque; les puissances occidentales et l'Autriche dénonçaient ces menées révolutionnaires; la Prusse gardait le silence; la Russie plaidait plus ou moins la cause des sujets révoltés du sultan. C'est sur la proposition commune de la Russie et de la Prusse que se réunit, à la fin de 1868, la conférence de Paris pour régler le différend entre la Turquie et la Grèce au sujet de la Crète.

Le cabinet des Tuileries, depuis la guerre de 1866, avait fait de grands efforts pour disputer à la Prusse les préférences dont elle jouissait alors auprès de l'empereur Alexandre. Il n'y réussit guère. Le prince Gortchakoff lui-même, sans enthousiasme il est vrai, s'était engagé, à la suite de son souverain, dans une politique d'intimité avec le cabinet de Berlin et avec

M. de Bismarck dont il jalousait cependant, et fortement, les succès. Souverain et vice-chancelier tenaient à manifester au monde l'intimité de leurs rapports avec Berlin. « Le vice-chancelier, écrivait le ministre de France à Saint-Pétersbourg, veut, à tout prix, bien vivre avec Berlin; il s'applique, en toute occasion, à faire croire à une intimité plus grande que ne l'admet la légation du roi Guillaume à Berlin. » Cela n'empêchait pas le prince Gortchakoff d'être circonspect lorsqu'il fallait se prononcer entre la Prusse et la France. Dans le conflit qui s'élevait au sujet de l'acquisition du grand-duché de Luxembourg par la France [1], le cabinet russe fut longtemps sans prendre position. Ce ne fut qu'à la suite des démarches de l'Angleterre et de l'Autriche, qu'à son tour le gouvernement russe recommandait amicalement au roi Guillaume de faire évacuer la forteresse de Luxembourg. Enfin, manifestation significative, invités par l'empereur Napoléon à visiter l'Exposition universelle de Paris, Alexandre II et Guillaume Ier, par suite d'un accord mutuel, vinrent simultanément répondre à cette invitation, accompagnés de leurs premiers ministres qui d'ailleurs n'y traitaient d'aucune affaire avec le gouvernement impérial. Le tsar, qui n'avait oublié ni 1855 ni 1863, ne devait pas se dégager de ces souvenirs lors de sa visite à Paris. Au Palais de justice on lui rappelait la Pologne, et à la revue de Longchamps un Polonais tentait de l'assassiner. Ces incidents

1. Voir *Histoire du prince de Bismarck*, p. 273 et suiv.

n'étaient guère de nature à relâcher, au profit de la France, les liens qui unissaient les deux souverains du Nord. L'on en eut une preuve éclatante, à la fin de l'année 1869, à l'occasion du centenaire de l'institution de l'ordre de Saint-George, ordre militaire de Russie, le plus recherché par tous les militaires et le plus rarement conféré. Le roi Guillaume, décoré de cet ordre, en 1814, sur le champ de bataille de Bar-sur-Aube, en était, en 1869, le plus ancien chevalier. Le tsar lui en envoya la grand'croix, en la lui annonçant par ce télégramme peu aimable pour la France : « Acceptez-la comme une nouvelle preuve de l'amitié qui nous unit, amitié fondée sur le souvenir de cette grande époque où nos armées réunies combattaient pour une cause sacrée qui nous était commune ». Et M. d'Oubril, ambassadeur de Russie à Berlin, porta à la table du roi un toast, où il célébrait ce « nouveau gage des liens subsistant entre les deux souverains, les deux peuples et les deux armées : gage conforme aux intérêts des deux pays et aux intérêts de l'Europe ». Cette manifestation — ce fait mérite bien d'être noté — eut lieu au moment où le général Fleury, ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, était entouré des plus délicates attentions à la cour de Russie et où il se flattait d'avoir reconquis à l'empereur Napoléon l'amitié d'Alexandre II.

La situation au printemps de l'année 1870 fut sombre; la guerre entre la France et l'Allemagne était considérée comme imminente. Le gouvernement russe, en prévision de cet événement, semblait se pré-

parer à avancer ses intérêts en Orient pendant que l'Occident serait absorbé par le grand duel des deux nations. La mission du général de Manteuffel, en 1866, avait assuré à la Russie le complet appui de la Prusse. Dans l'entrevue du roi Guillaume et du tsar, au mois de juin, à la veille de la rupture avec la France, les promesses de 1866 avaient été renouvelées et par le roi et par le comte de Bismarck; en échange, la neutralité de la Russie était assurée à la Prusse, dans le cas où elle viendrait à être attaquée par la France. C'est ainsi que la guerre éclata sans qu'aucune des puissances neutres n'eût tenté de sérieux efforts pour l'empêcher. Le gouvernement russe, l'empereur Alexandre, laissaient faire, contrairement au sentiment du public russe, ainsi qu'on va le voir au cours de ce récit. Non pas que le tsar et son ministre eussent désiré l'écrasement de la France. Comme presque partout en Europe, on croyait, ou bien que l'armée française triompherait de celle de la Prusse ou, du moins, les deux adversaires étant d'une valeur égale, que la lutte se prolongerait, qu'elle resterait indécise; alors, la Russie serait juge du camp, son arbitrage rendrait la paix à l'Occident, tout en valant à la Russie sa liberté d'action en Orient. « Dites à l'empereur Napoléon », aurait dit le prince Gortchakoff à un personnage, au début des hostilités, « d'être modéré. » La neutralité de la Russie, en tout cas, fut bienveillante à l'égard de l'Allemagne. L'empereur Alexandre, paraît-il, songeait à l'éventualité qu'une armée française victorieuse, dans sa marche sur

Berlin, se rapprocherait des frontières de la Pologne. Cette préoccupation puisait, plus tard, un nouvel aliment dans ce fait qu'à Lyon s'était formée une légion polonaise sous les ordres de notables réfugiés russes. Il s'inquiétait aussi de l'attitude de l'Autriche dont le gouvernement, depuis 1867, était en rapports intimes avec la cour des Tuileries. La Russie armait, et ses concentrations de troupes sur les frontières de l'Autriche, c'est-à-dire de la Galicie, avaient pour but d'exercer une pression sur cette voisine, afin de l'empêcher de se joindre à la France. Presque seul de son entourage militaire, le tsar augurait mal de la marche des choses en France et dans l'armée française. Alexandre II s'est exprimé, plus tard, à ce sujet, devant un de ses confidents d'Allemagne, dans ces termes : « Quand les nouvelles de Mars-la-Tour et de Gravelotte arrivèrent à Saint-Pétersbourg, le général Fleury (ambassadeur de France) me demanda audience. Il me parla du *guignon* que l'armée française avait eu jusque-là, des chances de la guerre qui allaient bientôt devenir plus favorables, de l'irritation de la nation française contre les Prussiens et de son enthousiasme pour Napoléon. Il parut même si peu inquiet de la situation en général, que je lui dis : « Il me semble « que l'empereur Napoléon a moins à redouter ses « ennemis du dehors que ceux de l'intérieur. Les nou- « velles de Paris sont très inquiétantes. » Fleury exprima un avis contraire : « L'armée, disait-il, était aveuglé- « ment dévouée à l'empereur. L'impératrice exerçait la « plénitude du pouvoir et restait complètement maî-

« tresse de la situation. » Je dus lui répondre : « On nous « a exactement dit la même chose en 1848. Alors aussi « on nous soutenait que le gouvernement du roi Louis-« Philippe dominait entièrement la situation, et deux « jours plus tard on apprenait la proclamation de la « République. » Je partis sur ces entrefaites pour Moscou, où je reçus la nouvelle de la catastrophe inouïe de Sedan. A mon retour à Saint-Pétersbourg, le général Fleury me demanda une nouvelle audience. Cette fois, il débuta ainsi : « Oh! Sire! vous avez été prophète! »

La faiblesse de la nature humaine veut que les préférences vont aux heureux et aux forts; en politique, c'est la raison d'État, sinon la prudence, qui le veut. Les défaites successives des armées françaises décourageaient les gouvernements amis; seuls les peuples redoublèrent dans l'expression de leurs sympathies, stériles, hélas! pour la France malheureuse. Au cours de la guerre, le tsar n'avait cessé d'envoyer au roi Guillaume ses félicitations à l'occasion de toute victoire; il décora le fils et le neveu du roi de la croix de Saint-George. A la nouvelle de la catastrophe de Sedan, le tsar, en communiquant la dépêche au général de Werder, plénipotentiaire militaire, le tsar l'embrassa devant son entourage. A table, il porta la santé du roi Guillaume et de l'armée allemande, en brisant son verre. Dans ces conditions, comment M. Thiers, dans sa courageuse tournée à travers l'Europe, aurait-il obtenu à Saint-Pétersbourg le secours demandé, ne fût-ce que pour donner au vainqueur des conseils de modération? C'était partie liée entre les deux cours : quelques

grands succès des armes françaises eussent seuls été capables de la déranger, et ces succès ne venaient pas. Le cabinet russe se montrait presque anxieux à n'entraver en rien l'action des armées allemandes. Il s'abstenait de toute observation isolée, et lorsque l'Angleterre lui proposait de faire en commun quelque tentative de médiation, il répondit qu'une telle démarche collective irriterait la Prusse. M. Thiers fut accueilli par le tsar avec bienveillance; le prince Gortchakoff lui témoigna de la déférence, des sympathies, mais ne s'engagea à rien. M. Thiers s'était illusionné un instant au sujet du résultat de ses efforts. La Russie ne sanctionnera pas, manda-t-il à Tours, des exigences exorbitantes de la Prusse. Qui jugerait où commencent les conditions exorbitantes des vainqueurs? La Russie entendait-elle par là toute atteinte à l'intégrité du territoire français? L'empereur Alexandre tint sa promesse. Il écrivit au roi pour le prier d'être modéré; quatre ans auparavant, au lendemain de Sadowa, il lui avait adressé la même recommandation à l'égard de l'Autriche. Comme à cette époque, le roi se retrancha derrière le sentiment de son peuple et de la nation allemande, sentiment dont il était obligé de tenir compte. Le seul résultat de ce voyage fut que, sur le désir de l'empereur Alexandre, M. Thiers était admis à se rendre, au travers des lignes allemandes, à Versailles pour discuter avec M. de Bismarck les préliminaires de paix. Le cabinet russe tenait à laisser les deux parties seule à seule. Il résista même aux instances de l'Angleterre qui avait proposé une médiation en commun.

Laissant ainsi les coudées franches à l'Allemagne, le prince Gortchakoff se tourna, par une démarche importante, vers les affaires d'Orient : c'était la contrepartie des arrangements d'Ems.

Au grand déplaisir du roi Guillaume et du comte de Bismarck, à la veille des pourparlers avec M. Thiers, dont la visite était annoncée à ce moment, la Chancellerie de Russie surprenait l'Europe par une circulaire où elle expliquait qu'en présence de tant d'actes en contradiction avec les traités européens, la Russie ne se considérait plus comme liée par les clauses du traité de Paris de 1856, clauses si humiliantes pour elle, en lui interdisant d'entretenir une marine de guerre dans la mer Noire. La démarche, en elle-même, se justifiait sous bien des rapports. Le promoteur du Congrès de Paris, le vainqueur de Sébastopol, avait disparu de la scène politique; la France républicaine n'avait aucun intérêt particulier dans la clause relative à la mer Noire. Depuis 1856, le traité de Paris avait reçu de nombreux accrocs, soit avec l'aide de quelques-uns de ses signataires, soit sans qu'ils s'y fussent opposés. La Prusse, l'Italie avaient fait bon marché des traités de 1815. La seule puissance, à laquelle profitaient les entraves imposées à la Russie, était l'Angleterre, rivale de la Russie en Orient. Tout le monde autour de la Russie s'élevant, grandissant, la Russie seule resterait enchaînée à un traité qui la gênait et la blessait dans sa dignité? Le règne de la force ayant remplacé celui des traités, la Russie seule serait victime de ces derniers? « L'Europe de 1870 n'est plus celle de 1856 »,

disait le prince Gortchakoff. L'histoire plaidera certainement des circonstances atténuantes pour la conduite de la Russie en octobre 1870. On comprend, d'autre part, qu'elle venait mal à propos pour la Prusse et qu'elle soulevait une vive opposition de la part du cabinet anglais. « Je savais bien », disait le roi Guillaume en recevant la nouvelle, « qu'il se produirait quelque chose de semblable; mais, dans la situation présente, où rien n'est encore décidé, cette initiative de la Russie vient mal à propos pour nous. En elle-même, la déclaration est toute naturelle; on peut se demander seulement comment elle sera accueillie par l'Angleterre et par l'Autriche. »

Au fond, ce n'était là qu'une question d'opportunité. Le roi, en parlant ainsi, n'avait pas oublié les arrangements d'Ems. Il craignait seulement que l'Angleterre et l'Autriche n'engageassent avec la Russie un conflit qui obligerait la Prusse de partager ses forces jusque-là concentrées contre la France. M. de Bismarck, dans le même ordre d'idées, se plaignait de la précipitation que la Russie mettait à recevoir le prix de sa neutralité bienveillante; il blâmait aussi la forme de la dénonciation du traité de Paris. Il ne se dédisait pas, tout en acquiesçant à la demande de l'Angleterre, à laquelle se joignait l'Autriche, que la revision du traité de Paris fût soumise à une Conférence qui devait être convoquée à Londres.

Lorsque cette Conférence se réunit au mois de janvier 1871, il ne restait plus trace de la mauvaise humeur du cabinet prussien à l'égard de son créancier

si pressé. Profitant de cette rare occasion que les représentants des grandes puissances étaient assemblés, le comte de Bismarck s'empressa d'introduire le nouvel empire allemand, qui venait d'être proclamé à Versailles, dans le droit public européen. Dans la séance du 24 janvier, le comte de Bernstorff déclara que, depuis la séance d'ouverture, son souverain ayant changé de titre, il demandait à être désigné dans les protocoles suivants comme plénipotentiaire d'Allemagne. Aussitôt l'ambassadeur de Russie se leva pour annoncer « qu'il a reçu l'ordre de sa cour de reconnaître, au nom de l'empereur, le titre impérial dont Sa Majesté le roi de Prusse se trouve maintenant revêtu ». Tous les autres plénipotentiaires, à l'exception de celui de la France encore absent, suivirent l'exemple de leur collègue de Russie. Il fut ainsi démontré par cet incident, à quel point étaient solides à ce moment les liens d'amitié entre Alexandre II et l'empereur Guillaume. D'ailleurs, au cours de la Conférence, les plénipotentiaires des deux gouvernements agissaient dans le plus complet accord, et leurs propositions, conformes aux revendications de la circulaire du prince Gortchakoff, formèrent la base du traité du 13 mars, revisant celui de 1856 dans le seul intérêt de la Russie.

Cet accord avait d'ailleurs reçu une nouvelle et éclatante consécration publique lors de la conclusion des préliminaires de paix de Versailles.

« C'est avec un sentiment inexprimable et en rendant grâces à Dieu — télégraphia l'empereur Guil-

laume le 26 janvier 1871 au tsar, — que je vous annonce que les préliminaires de la paix viennent d'être signés. Jamais la Prusse n'oubliera que c'est à vous qu'elle doit que la guerre n'a pas pris des proportions extrêmes. Que Dieu vous en bénisse. Pour la vie, votre ami reconnaissant. »

Ces services que l'empereur Guillaume reconnaissait dans des termes aussi chaleureux, n'étaient pas appréciés de la même manière par le public russe. La Russie n'ayant ni représentation nationale, ni réunions politiques, la presse russe, dont Alexandre II, après son avènement, avait levé les entraves, fut le seul écho de l'opinion publique. Tout en l'enchaînant dans la discussion de la politique intérieure, le gouvernement lui laissait, en revanche, pour la politique extérieure, une liberté assez grande et dont elle usait largement.

Autant l'influence de l'empereur Nicolas sur la politique prussienne avait soulevé et irrité le libéralisme prussien, autant les libéraux russes, dans les classes élevées de la société, étaient hostiles à l'alliance prussienne. Pour les uns comme pour les autres, l'intimité des deux cours faisait partie de tout un système de réaction antilibérale. Sous le règne de Nicolas, ce mécontentement ne pouvait se manifester qu'indirectement. Le tsar étant ennemi de la France, on devenait ami de ce pays pour faire de l'opposition au gouvernement. Celui-ci empruntant à la Prusse tout ce qui était rétrograde et bureaucratique, l'alliance avec ce pays devint de plus en plus impopulaire. Ce sentiment se faisait ouvertement jour, après la mort de

l'empereur Nicolas. On demandait une politique plus nationale, plus russe, plus slave, et l'on accueillait avec faveur le successeur du comte de Nesselrode, ce représentant de la Sainte-Alliance. Le prince Gortchakoff était précédé de la réputation d'être le partisan de cette nouvelle politique; il devint populaire avant même d'avoir eu le temps de faire ses preuves. Au lendemain du Congrès de Paris, tout le monde en Russie réclamait une alliance avec la France : les hauts fonctionnaires, l'aristocratie, les journaux étaient unanimes à ce sujet. Les écrivains qui attaquaient la Prusse et l'Allemagne étaient sûrs d'être applaudis par leurs lecteurs. C'était la contre-partie du langage de la presse de Berlin; elle se réjouissait de la chute du régime de Nicolas qui avait infligé à la Prusse les humiliations de Varsovie et d'Olmütz. Des deux côtés on s'habituait difficilement à la physionomie nouvelle des rapports réciproques. A Berlin, on s'étonnait que le gouvernement russe permît aux journaux de se livrer à ces manifestations hostiles; à Saint-Pétersbourg et à Moscou, on ne comprenait pas que les voisins se disaient délivrés de la domination de Nicolas. Et cependant la politique de ce souverain à l'égard de l'Allemagne, abandonnée par Alexandre II, répondait bien mieux au sentiment public en Russie. Dans la question des duchés de l'Elbe comme dans celle de la réforme fédérale, la presse russe prenait résolument parti contre la Prusse. Le secours prêté par la Prusse à la Russie dans l'insurrection de Pologne de 1863 fut considéré, après coup, il est vrai, comme

une ingérence incommode et surtout nuisible à la réconciliation des Russes avec les Polonais. Dans la guerre de 1866, entre l'Autriche et la Prusse, il se mêlait, dans le langage des journaux russes, la satisfaction de voir l'Autriche vaincue au déplaisir que causaient la puissance grandissante de la Prusse et l'établissement de l'unité allemande. Ils se préoccupaient des dangers qui en résulteraient pour l'influence russe sur les affaires de l'Europe, influence un moment accaparée par Napoléon III et désormais départie au roi Guillaume. Ils signalaient aussi le mouvement frondeur de la noblesse et de la bourgeoisie allemandes des provinces baltiques de la Russie, mouvement qui pouvait se renforcer au contact d'une Allemagne politiquement unie. Par toutes ces raisons, la plupart des journaux russes se prononcèrent contre la politique du gouvernement, qui était celle de l'empereur lui-même et sur laquelle le vice-chancelier était obligé de se régler.

La réorganisation politique de l'Allemagne eut cependant son contre-coup en Russie. En voyant le monde latin se fortifier par l'émancipation de l'Italie, et l'Allemagne se constituer en un seul corps politiquement uni, l'opinion en Russie inclina, de son côté, vers l'idée panslaviste. Napoléon III n'avait-il pas proclamé la théorie des grandes agglomérations nationales? Il s'était opéré ainsi, dans la presse russe, au lendemain de Sadowa, un certain revirement en faveur de la Prusse et dont la pointe était dirigée contre l'Autriche et la Turquie. Dans son Journal de Moscou, le

plus éminent et le plus influent publiciste russe, M. Katkoff, démontrait que le rôle que Napoléon remplissait dans le monde latin, et la Prusse dans le monde allemand, la Russie devait le remplir dans le monde slave : il préconisait l'alliance prussienne. La Russie et la Prusse devaient s'allier plus étroitement que jamais ; la Prusse n'avait pas en Orient des intérêts qui lui fussent propres, il fallait accepter les ouvertures faites en ce sens par M. de Bismarck. Ce dernier ne contredisait pas le publiciste russe. A la tribune de la Chambre prussienne, il sermonna avec véhémence le député progressiste qui s'était livré à une sortie violente contre le gouvernement russe, opprimant ses sujets allemands. M. de Bismarck exposait qu'entre deux grands États amis qui n'étaient pas partagés par des intérêts opposés, il se produisait des cas nombreux où ils peuvent marcher ensemble sans se subordonner l'un à l'autre. « Vous nous accusez, disait-il, de nous faire les satellites de la Russie? voyez les journaux russes, qui accusent leur gouvernement d'être à la dévotion de la Prusse. » Puis, comme pour protester contre certaines insinuations des feuilles russes, il déclara qu'il se garderait bien de s'ingérer dans les affaires intérieures de la Russie et cela « dans l'intérêt même de la petite minorité d'Allemands qui se trouvent, un contre mille, en face d'une majorité d'Esthoniens, de Lettes et surtout de Russes ».

Ces bonnes dispositions, de la part des Russes, ne furent que passagères. Le Congrès des Slaves qui se

tint à Moscou, en 1867, à l'occasion d'une Exposition ethnologique, visait, dans ses tendances et dans ses résolutions, aussi bien l'Allemagne que l'Autriche. D'ailleurs, à la cour de Russie, le parti allemand avait de puissants adversaires, tels que l'héritier du trône, le grand-duc Constantin et d'autres grands-ducs. L'empereur Alexandre se trouvait isolé avec ses sympathies allemandes. La guerre entre les journaux des deux pays ne discontinuait pas. Les journaux allemands parlaient provinces baltiques, Pologne, Orient, désignant ainsi les côtés faibles de l'empire russe. De Saint-Pétersbourg on répondait alliance française, on dénonçait les spoliations dont les souverains de Hanovre, de Hesse, de Nassau avaient été victimes. Sur le dos de la Prusse, les journaux russes critiquaient la politique allemande de leur souverain. On n'est pas — disaient-ils — plus intime avec la Prusse qu'avec la France; le général Fleury, nommé ambassadeur à Saint-Pétersbourg, fera l'alliance préférée. Les politesses faites au roi Guillaume n'ont rien à faire avec la politique : ce sont des compliments personnels du tsar à son oncle. Les protestations d'amitié de la Prusse sont sans valeur; on ne saurait avoir confiance en des voisins qui favorisent la contrebande sur la frontière russe et jettent leur dévolu sur les provinces baltiques. On était alors au commencement de l'année 1870. Le ton de la presse russe devint de plus en plus acerbe. M. de Bismarck, disait tel journal, s'entendait avec l'Autriche pour soutenir la Turquie. Comment, disait un autre journal, la Russie pouvait-

elle être l'alliée de la Prusse qui est l'alliée de l'Autriche? Tout le monde en Europe, disait un autre, condamnait la politique d'annexion de la Prusse. La Russie seule est le sauveur des États de l'Allemagne du Sud. Tel publiciste russe, très populaire, attribuait les victoires prussiennes de 1866 à des hasards; la Prusse n'est qu'un hasard historique qu'une grande puissance comme la France ne considérait que comme une averse en saison d'été. Prochainement, lisait-on dans un journal, la France liquidera ses comptes avec la Prusse.

Au moment de la déclaration de guerre de la France à la Prusse, les feuilles allemandes baissaient de ton à l'égard de la Russie. L'organe de M. de Bismarck approuve l'agitation panslaviste. D'autres journaux exposaient que l'Allemagne n'avait aucun intérêt à contrarier la politique russe en Orient. En revanche, ils interdisaient à la Russie de s'interposer entre les combattants, si ce n'est comme médiatrice. Loin d'entrer dans cet ordre d'idées ni d'accueillir ces prévenances, la presse russe, presque sans exception et contrairement à la politique de l'empereur et de son gouvernement, prenait fait et cause pour la France. Tous les journaux de Saint-Pétersbourg et de Moscou étaient persuadés que les Allemands seraient battus. M. Katkoff demandait que le gouvernement évitât jusqu'à l'apparence de favoriser l'Allemagne. La victoire des Allemands — disait-il — serait un malheur pour l'Europe; l'Allemagne, dans son outrecuidance, a provoqué la France dont la victoire finale n'est pas douteuse;

ce serait pour la Russie un suicide que de se mettre du côté de la Prusse; il est indifférent à la Russie que la rive gauche du Rhin appartienne à la France ou à l'Allemagne. Ce n'est pas Napoléon qui en veut à l'indépendance de la Belgique, disait tel journal, mais le « ravisseur du Hanovre et de la Hesse ». Les amabilités de la Prusse sont de la pure hypocrisie. Les projets unitaires de la Prusse constituaient un attentat contre l'Europe.

Avec les victoires des Allemands, avec la catastrophe de Sedan, les journaux russes ne firent que redoubler de véhémence. Après la France, disaient-ils, ce sera le tour de la Russie; après l'Alsace-Lorraine, les provinces Baltiques. Il fallait former une ligue de tous les Slaves pour s'opposer au déluge germanique. Le nouvel empire allemand sera conquérant. Les Allemands et non les Français sont les ennemis de la Russie. Il n'y avait qu'un cri d'indignation contre les conditions de paix : l'Allemagne avait perdu à jamais les sympathies des Russes. L'Europe devra garantir le payement de l'indemnité allemande pour obtenir immédiatement l'évacuation du territoire français. Dans toutes ces attaques le tsar était souvent directement visé. La presse allemande qui affectait de ne pas remarquer la différence entre l'attitude de l'empereur et les sentiments de son peuple, exaspérait davantage les journaux russes. Ils eurent occasion de manifester d'une manière plus éclatante leur hostilité à l'égard du vainqueur de la France. Le maréchal de Moltke étant venu au mois de décembre de l'année 1871 à Saint-Pétersbourg,

pour assister à la fête de l'ordre de Saint-George, aucun journal ne lui adressa le moindre compliment. Dans le compte rendu de la fête, les journaux ne mentionnèrent pas les noms des hôtes allemands et gardèrent le silence sur le toast de l'empereur qui célébrait l'alliance avec l'Allemagne. M. de Bismarck n'ignorait pas cette différence et il la constatait dans l'occasion : « L'Allemagne, disait-il, a toujours joui de l'amitié de l'empereur Alexandre II, mais non de celle du peuple russe qui, depuis la guerre danoise, n'a jamais été d'accord avec son souverain ». Le prince Gortchakoff pensait comme le peuple, mais agissait officiellement comme l'ordonnait l'empereur.

III

L'ENTENTE DES TROIS EMPEREURS. — ALEXANDRE ENTRE DEUX ADVERSAIRES

L'empereur Guillaume et le prince de Bismarck reviennent à l'alliance avec l'Autriche et la Russie. — Leurs craintes du côté de la France vaincue. — Les entrevues d'Ischl, de Gastein et de Salzbourg. — Avances faites à l'Autriche. — Entrevue des trois empereurs à Berlin. — L'empereur Alexandre s'y est invité lui-même. — L'entente, connue depuis sous le nom d'alliance des trois empereurs. — Visite de l'empereur Guillaume à Saint-Pétersbourg. — Entrée triomphale dans la capitale russe. — L'opinion en Russie de plus en plus contraire à la politique familiale du tsar. — Antipathies à l'égard de l'Allemagne et sympathies pour la France. — Ces sentiments sont partagés par le prince Gortchakoff. — Rivalité des deux chanceliers. — Incident entre la France et l'Allemagne au sujet de leurs armements. — La France use de son droit de réorganiser son armée. — Le gouvernement allemand attribue à la France des

projets agressifs. — Le septennat militaire combattu par la majorité du Reichstag. — Le discours du maréchal de Moltke. — A Berlin, on redoute réellement d'être attaqué par la France. — Attaquer la France avant que sa réorganisation militaire soit terminée. — Articles alarmants des journaux allemands. — La France, à son tour, croit à des projets d'agression de l'Allemagne. — Ces projets n'existent ni à Paris ni à Berlin. — Le gouvernement allemand ne veut qu'intimider la France. — Le gouvernement français, alarmé, invoque l'intervention de l'empereur Alexandre. — Les démarches du général Le Flô. — Le tsar se porte garant des intentions pacifiques de l'empereur Guillaume. — Le duc Decazes s'adresse aux autres grandes puissances. — Le prince Gortchakoff prend fait et cause pour la France. — Le tsar atténue le langage de son chancelier. — Il répond des intentions pacifiques de l'empereur Guillaume. — En cas de danger, c'est lui qui en informera le gouvernement français. — Bruits sur la mission de M. de Radowitz. — La reine d'Angleterre avertit l'empereur Guillaume. — L'ambassadeur d'Autriche et le prince Gortchakoff. — Le tsar refuse de s'engager à tirer l'épée pour la France. — Il ne sera pas nécessaire de tirer l'épée. — Le gouvernement allemand présente à Paris des observations contre les mesures militaires du gouvernement français. — L'empereur Alexandre et le prince Gortchakoff à Berlin. — Explications satisfaisantes. — Le tsar a trouvé le prince de Bismarck très pacifique. — Le prince Gortchakoff s'attribue le mérite de l'apaisement. — Le prince de Bismarck en veut, à cause de cet incident, au prince Gortchakoff.— Hostilité croissante des deux chanceliers.

La combinaison de la Sainte-Alliance qui depuis 1848 avait reçu tant de déchirures, à laquelle la Russie, sous Nicolas, était restée le plus longtemps fidèle, dont M. de Bismarck avait beaucoup médit, de conserve avec Napoléon III, apparaissait au chancelier de l'empire allemand et à l'empereur Guillaume, au lendemain de la guerre de 1870, comme la meilleure combinaison pour consolider le nouvel ordre de choses et le défendre contre la France qui avait signé la paix sous le coup de son impuissance momentanée, tout en

déclarant, dès le premier jour, qu'elle n'acceptait son sort qu'avec l'espoir de retour.

De ce côté seul, du côté de ce vaincu, le prince de Bismarck voyait son œuvre menacée. L'Angleterre s'était plus que jamais renfermée dans sa position insulaire et ne songeait nullement à troubler le continent par une intervention sans profit pratique pour elle. L'Italie avait obtenu sa capitale. L'Autriche, en présence du résultat de la guerre, n'avait pas attendu la conclusion de la paix pour faire acte d'adhésion au nouvel empire dont elle était exclue, et avec la résolution d'accepter cette exclusion comme définitive. La Russie, dont la politique extérieure était tracée et conduite par l'empereur seul, était, le lendemain comme la veille, l'alliée de l'empereur Guillaume. Mais le chancelier allemand avait conscience de ce que cette alliance, toute personnelle, avait de précaire et d'incertain dans le cas d'un changement de règne, eu égard aux dispositions bien connues du futur empereur et aux sentiments hostiles du public russe. On conçoit donc qu'il cherchait à se ménager pour ces éventualités l'alliance avec l'Autriche. Pour l'empereur Guillaume ce fut un réveil de l'ancienne Sainte-Alliance, si chère à son père; car, dans son esprit, l'entente avec l'Autriche ne devait pas troubler ses bons rapports avec la Russie. Tel fut l'objet des entrevues des empereurs d'Allemagne et d'Autriche, dans l'été de 1871, à Ischl et à Salzbourg, où ils étaient accompagnés par leurs chanceliers qui, entre temps, conféraient à Gastein. Le prince de Bismarck

y poursuivit le double but de gagner l'Autriche sans effaroucher la Russie et, grâce à l'alliance de l'Autriche, de rendre la politique allemande plus indépendante vis-à-vis de la Russie. Il s'agissait donc de faire quelques avances à l'Autriche tout en ne sacrifiant en rien les intérêts de la Russie. Une fois de plus, la Turquie fut choisie comme moyen d'atteindre ce résultat. Comme toujours, dans cette sorte d'arrangements, on se prononçait, en principe, pour le maintien du *statu quo* en Orient; mais, d'autre part, on envisageait aussi l'éventualité de l'écroulement de l'empire ottoman. L'Autriche expulsée de l'Italie et de l'Allemagne, n'était-elle pas en droit de chercher une compensation en Orient? C'étaient là des perspectives d'avenir, sur lesquelles il était facile de s'entendre et peut-être même de mettre d'accord Saint-Pétersbourg et Vienne : le prince de Bismarck le croyait du moins. Toujours est-il qu'en Russie on considérait ces entrevues comme un symptôme fâcheux. L'entente à trois ne souriait guère aux patriotes de Saint-Pétersbourg et de Moscou; elle agréait, par contre, à l'empereur Alexandre qui se méfiait de l'intimité naissante des deux anciens rivaux et pensait mieux pouvoir en surveiller la marche et les tendances, en se faisant troisième du tête-à-tête.

Dans l'automne de l'année 1872, l'empereur d'Autriche résolut de rendre à l'empereur Guillaume, à Berlin, la visite de l'année précédente. Le comte de Beust, qui n'avait pas réussi à vaincre les défiances de son collègue de Berlin, avait dû céder la place au

comte Andrassy, qui représentait précisément la politique d'expansion de l'Autriche vers l'Orient. Le nouveau ministre accompagna son souverain dans le voyage de Berlin. Cette nouvelle entrevue à deux attirait, comme de raison, l'attention du cabinet russe, l'empereur Alexandre n'y ayant pas été convié. Le tsar y vint cependant. Le parti russe, à Berlin, n'envisageait pas sans inquiétude une entrevue qui avait bien l'air d'une démonstration contre la Russie. Dès le mois de juin, la visite de l'empereur d'Autriche à Berlin étant annoncée pour la fin de septembre, un confident prussien du tsar l'en informa en exprimant l'espoir que Alexandre II voudra bien y paraître à son tour et renouveler ainsi les traditions des trois familles souveraines du Nord. Aussitôt cette nouvelle reçue, l'empereur manda l'ambassadeur d'Allemagne, le prince de Reuss, pour l'apostropher par cette question : « Est-ce qu'on ne veut pas de moi à Berlin? » Dès lors on ne pouvait pas se dispenser d'inviter le tsar qui vint à Berlin, accompagné du prince Gortchakoff; l'empereur François-Joseph y était déjà arrivé. Alexandre II y fut reçu comme un cher parent et un dévoué allié. Bien que depuis Nicolas les temps fussent bien changés, les généraux prussiens — on le remarquait, — fidèles à une vieille habitude, baisaient la main du tsar. D'autre part, l'on s'apercevait aussi que la cour de Prusse fêtait tout particulièrement l'empereur d'Autriche; elle semblait tenir à montrer aux Russes que leur gouvernement n'était plus le maître de la situation en Allemagne. Les monarques et leurs ministres restèrent

toute une semaine à Berlin. Il n'y fut conclu ni traité ni engagement quelconque. Le nom de « alliance des trois empereurs » a été donné improprement à ce qui n'était qu'une entente, presque de vive voix, entre les trois souverains en vue de veiller au maintien du *statu quo* créé par les traités en Occident comme en Orient. Aucune des trois puissances ne prendrait une initiative isolée et, en cas de besoin, on se consulterait à trois sur la marche à suivre. Résultat relativement modeste, mais très pacifique, ainsi que le comportaient les circonstances, au lendemain d'une guerre formidable, alors que le besoin de repos se manifestait partout et sous toutes les formes. Pour l'Allemagne, c'était la consécration du nouvel ordre de choses par les deux empires voisins; pour la Russie et l'Autriche, c'était la trêve de leur rivalité et aussi de leurs projets en Orient.

Les entrevues des trois empereurs devinrent dès lors périodiques comme avant 1848. L'empereur Guillaume, très à cheval sur les règles de politesse et malgré ses soixante-seize ans, rendit au tsar sa visite à la fin du mois d'avril de l'année 1873. Il y était accompagné du prince de Bismarck et du maréchal de Moltke. Les témoins de cet événement, ainsi que les organes officiels, représentent cette visite comme une sorte de voyage triomphal. « De la frontière jusqu'au golfe de Finlande, lit-on dans un de ces récits, le voyage ne fut qu'une suite non interrompue de triomphes et d'ovations. A chaque gare où s'arrêtait le train impérial, l'attendait une garde d'honneur et retentissait l'hymne national allemand; le tsar vint à la rencontre de son

auguste hôte à Gatchina et, le 27, les deux souverains firent leur entrée dans la capitale de Pierre le Grand. Le soleil était triste et froid, il refusait d'éclairer la ville. Toutes les serres de la capitale, sans excepter celles des jardins impériaux, furent littéralement dévastées pour improviser autour des portes et des fenêtres un printemps qui dans le Nord n'arrive qu'avec l'été, et les riches tapis suspendus aux abords ou étendus le long des édifices, donnaient, par endroits, à la cité boréale, l'aspect joyeux de la ville des lagunes. Sur un grand nombre de balcons on remarquait, au milieu de la verdure et des fleurs, les bustes des deux monarques couronnés de lauriers. » Pendant douze jours, ce fut une succession de fêtes de toutes sortes, de revues et de parades, de réjouissances populaires. Un concert monstre fut exécuté, sur la place du Palais, par un orchestre composé de 1550 musiciens, plus 600 trompettes et 350 tambours. On y jouait, avec les chants nationaux prussiens et allemands, la vieille marche dont les sons avaient accompagné l'entrée des alliés dans Paris en 1814. Le peuple de la capitale prenait sa part de ces spectacles; son accueil fut poli mais calme, comme le langage des journaux.

Ce fut la dernière fois que l'empereur Guillaume avait visité la capitale russe. On a observé depuis, que cette visite avait marqué la fin de cette longue période de relations intimes où les sentiments personnels des deux souverains l'emportaient quelquefois sur les raisons politiques et presque toujours sur les sentiments de leurs peuples. Une évolution importante se préparait en

Russie. L'opinion publique, depuis longtemps, se prononçait, par la voie des journaux, pour une politique moins liée aux traditions de famille : politique qu'elle qualifiait d'allemande en opposition avec une politique plus nationale, plus slave. On a vu plus haut que, au cours de la guerre de 1870 et plus encore à la suite des victoires allemandes, ce sentiment s'était accentué avec plus d'énergie et de véhémence. L'extraordinaire fortune qui avait favorisé les armes allemandes, la fondation d'un puissant empire s'élevant à côté de celui de la Russie, le grand prestige qui entourait le chef de cet empire en lui conférant sur les destinées de l'Europe la position prééminente dont avaient joui Alexandre Ier et Nicolas Ier, n'étaient-ce pas là des causes explicables d'envie, de jalousie et d'hostilité à l'égard d'un voisin duquel on était séparé déjà par l'antagonisme de race de Slave à Germain? Naturellement aussi, les antipathies que l'on vouait à ce voisin allemand se transformaient en sympathies pour l'adversaire de ce dernier, pour la France; de telle sorte que toutes les fois qu'il s'élevait un conflit ou un incident fâcheux quelconque, entre la France et l'Allemagne, l'opinion publique en Russie se prononçait pour la première et contre la seconde, considérée comme l'ennemi commun. Le vice-chancelier de Russie, le prince Gortchakoff, non seulement partageait, dès l'origine, ces antipathies comme ces sympathies de ses compatriotes, il en faisait même la base de sa politique; son goût pour la popularité l'y encourageait et l'y fortifiait, et il y conformait sa ligne de conduite,

en tant qu'il lui était permis de la suivre, sous les ordres d'un maître qui entendait diriger lui-même sa politique extérieure et qui la conduisait dans une voie différente. Il faut ajouter à ces mobiles celui de l'antagonisme personnel qui, depuis nombre d'années, s'était produit et développé entre le chef de la chancellerie russe et le chancelier de l'empire allemand. Après avoir travaillé ensemble à leur élévation, ils avaient fini par séparer leurs routes et, dans la course à la célébrité, si l'on peut s'exprimer ainsi, celui qui était resté en arrière devait garder au rival plus heureux des ressentiments auxquels les circonstances lui permettraient de donner une satisfaction désirée. Voilà dans quelles conditions s'établissaient depuis 1863 les rapports entre le prince Gortchakoff et le prince de Bismarck. Contenue par les devoirs de la politique officielle, leur hostilité se faisait jour dans des épigrammes et des boutades qui faisaient le tour des chancelleries, des salons et de la presse européenne. Dans ce duel, le chancelier allemand fut le plus circonspect. Pénétré de la nécessité inéluctable de ménager la Russie, de ne pas donner prise aux adversaires de sa politique à Saint-Pétersbourg, il s'appliquait, avec un soin extrême, à éviter que ses démêlés personnels avec le prince Gortchakoff entamassent le système d'entente qui réglait les relations des deux empereurs et qui avait été renforcé, en 1872, par le concert des trois souverains dans leur entrevue de Berlin. Les circonstances vinrent fournir au prince Gortchakoff une occasion de prendre sa revanche sur

son rival de Berlin, tout en se faisant le patriotique serviteur des sentiments de sa nation.

La France, dès le lendemain de la guerre, s'était mise à refaire son armée amoindrie et disloquée et, en même temps, à organiser le service militaire d'après des principes analogues à ceux de l'organisation prussienne. Grâce à ses larges ressources financières et à son ardent patriotisme, toujours uni sur le terrain de la défense nationale, la France républicaine pouvait activer la mise en vigueur des nouvelles lois militaires et bientôt mettre sur pied une armée rajeunie, bien équipée et en état dès à présent d'opposer une résistance redoutable à tout envahisseur. La France, en cela, usait d'un droit incontestable. Le traité de paix de Francfort ne lui avait pas imposé une limite d'effectif, ainsi que l'avait fait, en 1807, le traité de Tilsit à l'égard de la Prusse. Libre dans son action, la France de 1871 accomplissait sous les yeux de tout le monde une tâche patriotique à laquelle la Prusse, de 1809 à 1812, surveillée et censurée par Napoléon, s'était livrée clandestinement. Le nouvel empire allemand, de son côté, se sentant mal consolidé entre la Russie jalouse et la France nullement résignée, n'avait pas tardé davantage à refaire et à compléter matériel et effectif militaires, à renforcer l'un et l'autre et à les mettre, par voie législative, à l'abri de trop fréquents changements ou de vicissitudes parlementaires. C'est ainsi que, dans la session du Reichstag de 1874, le gouvernement allemand, en présentant une nouvelle loi militaire qui augmentait considérablement l'effectif de

l'armée et les charges financières qui en résultaient, demandait pour cette loi la durée de sept ans, période pendant laquelle contingent et budget militaires ne devaient pas être modifiés par quelque vote du Parlement. La demande d'un pareil blanc-seing rencontrait d'abord une vive résistance chez le public et la majorité du Reichstag, et le gouvernement était obligé de recourir aux plus forts arguments pour vaincre cette opposition. La France fournissait de ces arguments : si ses journaux parlaient timidement encore de la revanche, la rapide et imposante réorganisation de son armée pouvait être présentée comme l'indice certain de projets belliqueux.

Dans les cercles militaires, à Berlin, on ne négligeait pas de se servir de ces arguments qui ne manquent jamais leur effet sur les masses. Le maréchal de Moltke, au Reichstag, exposait avec éloquence que, si l'empire allemand avait été conquis par les armes dans l'espace de six mois, on sera obligé de le défendre par les armes pendant un demi-siècle; que l'Allemagne, grâce à ses victoires, avait gagné du prestige partout, des sympathies nulle part. « Le meilleur », s'écria le vieux maréchal en citant le poète national, « ne saurait vivre en paix, si le mauvais voisin ne le veut pas. » La nation allemande, ajouta-t-il, ne veut ni nouvelle gloire, ni conquête; « que ferait-elle d'un lambeau de territoire conquis sur la France ou la Russie? » Ce que l'Allemagne désirait, c'était non seulement de maintenir la paix pendant un long nombre d'années, mais même de l'imposer. Voilà pourquoi elle a besoin

d'une forte armée. C'était bien raisonné au point de vue allemand, et l'étranger aurait eu peu de chose à y objecter, si, d'un autre côté, on consentait à reconnaître que la France pouvait se mettre en état de défense sans que, en agissant ainsi, elle fût accusée de nourrir des projets agressifs à l'égard de ses voisins. Telle n'était pas la manière de voir dans certaines sphères de Berlin, officielles et spécialement militaires. On s'y inquiétait du travail d'armement et de réorganisation militaire en France ; ce pays, disait-on, armait avec ardeur et, une fois prêt, se jetterait sur l'Allemagne; il ne fallait donc pas attendre le moment où l'armée française serait peut-être supérieure en nombre et en matériel à celle de l'Allemagne; il fallait, ou bien sommer la France de s'arrêter dans cette voie, ou bien lui déclarer la guerre. Cela se disait dans les conversations entre diplomates et bientôt dans les journaux. En 1874, le prince de Bismarck en avait fait l'objet d'un entretien avec le prince Orloff, ambassadeur de Russie à Paris et alors de passage à Berlin. Si la France ne cessait pas ses armements, disait le chancelier allemand, l'Allemagne se verrait amenée à occuper Nancy, comme gage de paix.

Ces idées, après avoir préoccupé pendant un certain temps les chancelleries, finirent par se faire jour dans des journaux allemands auxquels on prêtait des relations avec le monde officiel. Un de ces organes, entre autres, dans un article inspiré, comme on l'apprit plus tard, par le chancelier de l'empire, exposait que

la France se préparait à attaquer l'Allemagne, que ses mesures de réorganisation n'avaient d'autre but qu'une guerre à bref délai; et il arrivait à cette conclusion qu'il était nécessaire de montrer au peuple allemand les dangers auxquels leur gouvernement se voyait obligé de parer. L'organe spécial du prince de Bismarck, répondant à cet article, en approuvait la partie relative aux prétendus plans agressifs de la France, tout en exposant que l'entente des trois empires suffirait pour tenir de pareilles velléités en respect. Il aurait pu ajouter que cette même entente s'opposait à ce que l'Allemagne, sans consulter au préalable ses deux autres alliés, prît l'initiative d'une guerre contre la France.

Ces inquiétudes allemandes, manifestées avec un certain bruit et qui, bien que mal fondées, étaient très sincères, finirent par jeter l'alarme en France où l'on était persuadé que l'Allemagne, désireuse d'achever l'écrasement de la France, ne cherchait qu'un prétexte et l'avait trouvé dans les prétendus armements précipités de la France, pour la surprendre et l'attaquer même sans déclaration de guerre préalable. Le gouvernement du maréchal Mac-Mahon fut lui-même en proie à ces appréhensions par suite d'avertissements donnés par des amis du dehors qui, de bonne foi ou non, l'informaient tantôt que la France serait attaquée au printemps, tantôt que l'attaque était ajournée au mois de septembre. Le fait est que, dans les hautes régions du pouvoir à Berlin, le projet d'attaquer la France n'existait pas, que l'empereur Guillaume n'au-

rait jamais consenti à une telle entreprise, quand même M. de Bismarck ou l'état-major de l'armée l'auraient proposée. La nation allemande voulait la paix, le Reichstag, dans le langage des orateurs de tous les partis, en faisait foi, et le chancelier allemand, bien que certain jour il lui en eût jeté le défi, n'aurait pas osé, contrairement à la volonté unanime de la nation, entreprendre une guerre agressive. Ce qu'il voulait c'était intimider la France et l'empêcher de réorganiser son armée sur un pied en proportion avec les armées des autres grandes puissances militaires du continent.

Quoi qu'il en soit, le gouvernement français s'alarmait sérieusement et il manifestait ses inquiétudes à Saint-Pétersbourg, où, à juste raison, il pensait rencontrer de vraies sympathies. Au début, le prince Gortchakoff s'attachait à convaincre le général Le Flô, ambassadeur de France, que ses alarmes étaient vaines. L'empereur Alexandre, à son tour, disait à l'ambassadeur, que tout ce bruit était fait en vue du vote de la nouvelle loi militaire par le Reichstag. Le prince Orloff qui avait traversé Berlin, l'empereur d'Autriche qui venait de rendre visite à la cour de Russie, avaient tenu le même langage rassurant. Le chancelier russe engageait l'ambassadeur de France à calmer son gouvernement; c'était une faiblesse, disait-il, qui amoindrit la France, que de manifester des alarmes sans le moindre objet. Après quelques mois d'apaisement, impressionné par les articles sensationnels des feuilles prussiennes et par des avertis-

sements sincères mais mal contrôlés, le gouvernement français conçut, derechef, de véritables inquiétudes. Il lui paraissait indispensable d'appeler l'attention des cabinets amis sur les plans dangereux qu'il attribuait à l'Allemagne et, de nouveau, le duc Decazes s'adressa à l'empereur de Russie dont il invoquait l'intervention amicale. Cette fois, sans attacher plus de crédit que la première fois, à ces bruits de guerre, le chancelier russe les accueillit dans un esprit ouvertement hostile à l'égard du prince de Bismarck. Sans doute, disait-il au général Le Flô, on avait tort, à Paris, de se préoccuper de ce qu'on dit et écrit à Berlin; on se montrait faible en manifestant trop haut ses craintes. Toutefois, le prince Gortchakoff, entrant dans l'examen de ces éventualités, n'en exclut plus la possibilité. Mais, dit-il, l'Allemagne reculera devant la réprobation générale dont son injuste agression ne manquerait pas d'être frappée. Qu'a-t-elle à reprocher à la France? ses aspirations de recouvrer un jour les provinces perdues? « Si j'étais la France, dit-il au général Le Flô, j'en ferais autant. D'ailleurs l'éventualité d'une restitution pacifique n'est pas exclue, pas de l'Alsace, mais de la Lorraine. Quoi qu'il en soit, la Russie désire le maintien de la paix et elle saura contenir les impatiences de Berlin. » « Soyez forts, forts, forts », telle fut le conclusion encourageante du prince. Cette attitude, très française, du chancelier russe fut atténuée par le langage du tsar : langage non moins rassurant pour la France, mais plus amical pour l'Allemagne. Si le chancelier exprimait de la méfiance à

l'égard du prince de Bismarck, l'empereur manifestait une entière confiance dans l'empereur Guillaume. « Les menaces de M. de Bismarck, disait-il à l'ambassadeur français, ne sont pas sérieuses; l'Allemagne veut la paix et elle ne voudra pas, en se faisant agresseur, se mettre dans son tort comme Napoléon III en 1870. L'Allemagne n'arme pas pour une guerre, elle réorganise son armée et refait son matériel; les reproches que lui adresse la France de ce chef, elle les retourne contre la France qui se livre à une tâche analogue. » « Je connais l'empereur Guillaume », dit-il, « et je sais qu'il ne veut d'aucune guerre. Et le prince impérial, s'il venait à monter sur le trône, ne serait pas moins pacifique. » Que le gouvernement français se calme, il ne sera victime d'aucune surprise et, en cas de besoin, il sera promptement informé par le tsar lui-même. L'empereur Alexandre répéta cette conversation au général de Werder, plénipotentaire militaire allemand, qu'il reçut en audience quelques jours après; il ajouta qu'avec sa parole d'honneur il s'était engagé pour les intentions pacifiques du gouvernement allemand, et que l'ambassadeur de France l'avait quitté tout à fait calmé. Quelques jours plus tard encore, le 2 mai, l'empereur Alexandre, recevant l'ambassadeur d'Autriche, exprima également sa confiance dans le maintien de la paix. A cette occasion, il combattit les alarmes inutiles de Berlin; l'entente des trois empires est complète, et la France seule n'entreprendra pas une guerre d'agression. D'ailleurs, ajouta le tsar, les nuages se dissiperont à Berlin et, lors de

sa prochaine visite dans cette capitale, il y contribuera pour sa part.

En effet, le tsar devait, dans quelques jours, se rendre à Berlin et y être accompagné de son chancelier. L'ambassadeur d'Autriche, en parlant de ce voyage, établit une certaine nuance de sentiments entre ces deux personnages. « Gortchakoff », disait le baron de Langenau, « va se présenter à Berlin, des fleurs sur les lèvres, mais le cœur froid. En revanche, l'empereur y apporte des sentiments amicaux, et il sera accessible à des explications loyales. »

Le gouvernement français aussi mettait tout son espoir dans la visite du tsar à Berlin. Il continuait à ne pas être rassuré. M. de Gontaut-Biron, ambassadeur à Berlin, lui avait envoyé d'abord des renseignements aussi inquiétants que ceux du général Le Flô. Les deux diplomates français avaient été alarmés par les bruits qu'on leur rapportait sur la mission de M. de Radowitz (fils du général), haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de Berlin. M. de Radowitz avait été envoyé à Saint-Pétersbourg, au mois de février, pour remplacer provisoirement l'ambassadeur, prince de Reuss, qui était en congé. Le prince Gortchakoff, à ce qu'on disait, faisait attribuer à M. de Radowitz une mission spéciale niée par ce diplomate ainsi que par le prince de Bismarck, et qui aurait consisté à solliciter la neutralité bienveillante de la Russie en cas de guerre entre l'Allemagne et la France. Ces bruits, faux ou non, couraient à Saint-Pétersbourg et à Berlin et, dans cette dernière capitale, ils eurent accès chez de hauts per-

sonnages, très franchement hostiles à toute politique belliqueuse et qui en informaient la reine d'Angleterre. Cette souvèraine connaissait, à l'égal du tsar, les sentiments pacifiques de l'empereur Guillaume; pensant, non sans quelque raison, que les affaires se compliquaient à Berlin à l'insu de l'empereur, elle lui adressa une lettre, pour l'avertir, à Wiesbade où il séjournait à ce moment. Informé ainsi, l'empereur, rentrant à Berlin, fit aussitôt cesser une situation tendue et inquiétante.

L'ambassadeur de France, après avoir adressé d'abord à Paris des rapports relatifs aux bruits qui couraient, constatait bientôt une certaine détente que le duc Decazes attribuait aux démarches de la Russie. L'empereur Guillaume avait dit à l'attaché militaire de France, le prince de Polignac : « On a voulu nous brouiller »; pour lui, à ce moment, l'incident était terminé.

Le duc Decazes voulait davantage. Encouragé par l'attitude bienveillante du tsar, il insista, par l'organe de son ambassadeur, pour que ce souverain déclarât qu'il ne laissera pas une inique agression s'accomplir, et qu'il couvrira, le cas échéant, la France de son épée. Cette demande ne fut pas accueillie par Alexandre. Le prince Gortchakoff expliqua à l'ambassadeur français que, déjà, la promesse du tsar d'informer, en cas de danger, le gouvernement français, était un engagement moral qui lui créait une situation assez délicate vis-à-vis de l'Allemagne. Les choses s'arrangeront : « nous ne tirerons pas l'épée, disait-il, et nous n'en aurons pas besoin ». L'empereur, dans

un nouvel entretien avec le général Le Flô, s'exprima dans le même sens; il n'y aura pas de surprise de la part de l'Allemagne — disait-il — et il sera à Berlin « un organe calmant ».

A peu près au même moment, le gouvernement allemand fit à Paris une démarche qui était de nature à inquiéter des esprits déjà alarmés. S'il est vrai, comme le prince de Bismarck l'a dit ultérieurement, que l'incident de 1875 a été provoqué par l'état-major, il reste toujours ce fait que le chancelier en a endossé la responsabilité internationale en obéissant aux suggestions de cette haute autorité militaire. En effet, le 5 mai, le prince de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne, au moment de partir en congé et dans un entretien avec le duc Decazes, se fit l'organe des appréhensions de l'état-major allemand, en faisant observer que la loi des cadres, récemment votée, semblait dénoter des arrière-pensées en contradiction avec les assurances pacifiques données par le gouvernement français. L'avertissement, pour être exprimé sous une forme polie, ne perdait rien de sa gravité. Il contribuait à confirmer le cabinet français dans la croyance que l'empereur Guillaume cherchait réellement un prétexte pour une nouvelle guerre. On a vu plus haut que tel n'était pas le cas. En réalité, on se faisait peur, l'un à l'autre, et cherchait à se préserver contre un danger exagéré sinon imaginaire. A Berlin, l'empereur Alexandre eut les explications qui le confirmaient dans l'opinion qu'il avait eue, dès le premier moment, sur les intentions de Guillaume Ier et du prince de

Bismarck. Entre temps, l'Angleterre et l'Italie, sur le désir du gouvernement français, avaient fait des démarches à Berlin dans l'intérêt de la paix, en même temps qu'elles donnaient à Paris des conseils de prudence. L'empereur Alexandre, en conférant avec le prince de Bismarck, acquit la conviction que les craintes de guerre avaient été sans motif réel. Le prince Gortchakoff ne tarda pas à constater l'apaisement par une dépêche qu'il adressa, avant de quitter Berlin, aux agents russes à l'étranger. L'empereur Alexandre lui-même, parlant plus tard de l'incident à l'ambassadeur d'Allemagne, avoua qu'au début il avait été seul en Russie à être convaincu des intentions pacifiques de l'Allemagne; qu'il avait, par conséquent, trouvé à Berlin la situation telle qu'il l'avait pensé; le cabinet français était venu plus tard le remercier de ce qu'il avait fait pour le maintien de la paix et il avait répondu qu'il n'avait eu rien du tout à faire, puisqu'il avait trouvé M. de Bismarck aussi pacifique que lui-même. En revanche, il s'exprimait avec sévérité sur les agissements de certains organes de la presse, auxquels le public attribuait des relations officielles et qui, soit par des articles violents, soit par des démentis maladroits, avaient semé l'alarme. Parler ainsi c'était critiquer indirectement M. de Bismarck sous l'inspiration de qui ces journaux avaient lancé leurs articles sensationnels. Le chancelier allemand y subit, jusqu'à un certain point, un échec en s'attirant les observations, si amicales qu'elles fussent, des autres puissances. Quant à ses représentations au

sujet des armements français, elles restèrent sans effet. Bien au contraire. L'empereur Alexandre, par son intervention, n'avait pas eu à sauver la France d'une agression qui, en réalité, n'était pas projetée; le service qu'il lui rendit, fut de soutenir le droit de ce pays de s'organiser militairement comme elle l'entendait. Et en cela, il avait servi en même temps les intérêts de la Russie qui devait désirer que la France fût militairement forte. Contrairement aux déclarations de son souverain, le prince Gortchakoff, obéissant à un sentiment de vanité, affirmait que le gouvernement russe avait empêché le prince de Bismarck d'engager la guerre avec la France. Il semblait sentir, après coup, qu'il s'était trop aventuré. Dans un entretien intime avec l'ambassadeur d'Angleterre à Berlin, et répondant à un compliment qui sentait l'ironie, il disait : « Ne triomphons pas trop ». M. de Bismarck garda rancune de cette attitude au prince Gortchakoff qu'il accusait d'avoir grossi l'incident, pour lui damer le pion et pour en tirer parti au profit de sa popularité auprès de ses compatriotes. A partir de ce moment, ce fut une guerre latente, mais implacable entre les deux hommes d'État, et qui ne fut pas sans influer sur les événements ultérieurs et surtout sur les rapports entre les deux empires.

IV

LA GUERRE RUSSO-TURQUE. — LE CONGRÈS DE BERLIN. — RUPTURE D'UNE VIEILLE ALLIANCE

Le toast du tsar. — La crise d'Orient. — L'état des esprits en Russie. — Le tsar contraire à la guerre. — Ouverture des hostilités. — L'empereur Guillaume opposé à la guerre. — Le prince de Bismarck n'aime pas les Turcs. — Il ne veut pas s'attirer la haine des Slaves. — Le mémorandum de Berlin. — Les conférences de Berlin. — L'entrevue de Reichstadt. — Le tsar déclare qu'il agira seul. — L'opinion en Allemagne est pour l'Angleterre contre la Russie. — Propos de table du prince de Bismarck. — L'opinion en Angleterre ne goûte pas la politique de M. de Bismarck. — Dissidences à la cour de Berlin. — Lettres de la reine Victoria. — Les préférences de M. de Bismarck sont pour la Russie. — Le Reichstag est favorable à l'entente avec l'Autriche. — M. de Bismarck plaide pour la Russie. — L'alliance avec la Russie est inébranlable. — La marche des Russes entravée par l'Angleterre. — Neutralité bienveillante de l'Allemagne. — Le traité de San Stefano contraire à celui de Paris. — On dispute à la Russie le fruit de ses victoires. — Injonctions adressées à la Turquie. — Le prince de Bismarck louvoie. — La Russie demande la réunion d'un Congrès. — Interpellation au Reichstag. — Le prince de Bismarck veut rester fidèle à l'alliance russe. — L'opinion publique en Allemagne est contre la Russie. — La Russie, à la veille du Congrès, établit une entente avec l'Angleterre. — L'Autriche et l'Angleterre sont nanties. — Avantages considérables de la Russie. — L'Angleterre et l'Autriche satisfaites du Congrès de Berlin. — La Russie est mécontente. — L'opinion en Russie contre sa diplomatie. — Irritation de la presse russe. — Elle attaque l'Autriche et l'Allemagne et se prononce en faveur de la France. — On persuade au tsar que l'Allemagne a failli à ses devoirs d'amitié envers la Russie. — Violentes sorties des journaux russes. — L'alliance des trois empereurs n'a pas supporté l'épreuve. — La Russie veut que le cabinet de Berlin exerce une pression sur celui de Vienne. — Attitude menaçante de la Russie. — Définitions de la triple alliance par le tsar et par M. de Bismarck. — Cette

alliance est à son déclin. — Obligé de choisir, le cabinet allemand opte pour l'Autriche. — L'empereur Guillaume ne veut pas rompre avec la Russie. — Voyage du chancelier allemand à Vienne. — Sa pensée, en contractant une alliance séparée avec l'Autriche. — L'entrevue des souverains à Alexandrovo. — Le prince de Bismarck signe à Vienne le protocole du traité. — Enthousiasme à Berlin et à Vienne. — L'esprit du traité d'alliance. — Les rapports amicaux continuent entre Berlin et Saint-Pétersbourg. — Les dernières protestations d'amitié échangées entre les deux souverains. — La mort d'Alexandre II.

L'incident de Berlin n'avait pas ostensiblement affecté l'entente des trois empereurs, ni surtout l'amitié de l'empereur Alexandre II et de Guillaume Ier. Au banquet de l'ordre de Saint-George, le 12 décembre 1875, six mois après cet incident qui avait si vivement blessé le prince de Bismarck, le tsar disait : « Je suis heureux de pouvoir constater que l'alliance intime entre nos trois empires et nos trois armées, fondée par nos augustes prédécesseurs pour la défense de la même cause, existe intacte à l'heure qu'il est. »

A ce moment, des soucis graves obsédaient l'empereur Alexandre et rendaient très opportun son rappel des liens unissant la Russie aux deux autres empires. La revision du traité de Paris, à la Conférence de Londres de 1871, avait été en quelque sorte la préface du réveil de toute la question d'Orient. Le parti panslaviste dont l'influence grandissait depuis la fondation de l'empire allemand, poussait à une nouvelle guerre contre la Turquie, comme il avait déjà provoqué celles de 1828 et de 1855. Les Comités slaves de Moscou, de Kieff, de Saint-Pétersbourg, de Vienne même, soufflaient le feu. Des émissaires de ces

comités, pendant que l'Europe était absorbée par la guerre franco-allemande et par les incidents succédant à cette guerre, avaient pu se livrer à une active propagande dans les provinces slaves de la Turquie, où le terrain leur était favorable, grâce à la mauvaise administration des pachas. Le mot d'ordre de cette agitation avait changé depuis vingt ans. On parlait alors pour les chrétiens opprimés; cette fois, on venait porter secours aux frères slaves. Bientôt, la Bosnie, l'Herzégovine furent en feu; les Bulgares se soulevèrent à leur tour. Séduits par cet exemple et sous le coup des mêmes encouragements, la Serbie et le Monténégro prirent les armes pour s'agrandir et conquérir leur indépendance. L'empereur Alexandre luttait longtemps contre son entourage qui jugeait le moment venu de reprendre les projets de Catherine et de Nicolas, en même temps que d'enlever à l'Allemagne le monopole de cette supériorité militaire dont elle se glorifiait depuis 1871. Le prince Gortchakoff fut du nombre de ceux qui insistaient pour procurer au peuple russe la satisfaction qu'il demandait; de plus, il faisait valoir cette raison que le parti nihiliste avait gagné les régions supérieures de la société russe et qu'il était nécessaire de fournir aux frondeurs et aux mécontents un dérivatif, d'ouvrir aux passions révolutionnaires « une soupape » en vue de prévenir une explosion dangereuse.

Alexandre II n'était pas l'homme de ces remèdes héroïques. Il était las par suite des luttes intestines provoquées par ses réformes, toutes excellentes, quel-

ques-unes hâtives, mal comprises ou mal exécutées. Le bruit courait, un moment, de son intention d'abdiquer. La presse allemande en parlait avec un certain effroi; elle redoutait un changement de règne qu'elle savait ne pas devoir être favorable à l'Allemagne. Elle trahissait ces impressions avec tant de frayeur que le prince de Bismarck lui-même, quelque soucieux qu'il fût de rester en bonne intelligence avec la Russie, jugeait nécessaire de la rappeler au sentiment de la dignité nationale.

Sans entrer ici dans le récit des événements se rapportant à la guerre de 1877, il est utile de dire que l'insurrection de l'Herzégovine donna lieu, au printemps de l'année 1876, à une conférence des premiers ministres des trois empires amis. Une fois de plus, le droit des gens fut mis de côté à l'égard de la Turquie. Les ministres réunis à Berlin reconnurent les insurgés comme belligérents et arrêtèrent un programme de réformes à soumettre à la Porte; en cas de refus, d'autres mesures étaient réservées. La France et l'Italie adhérèrent à ce programme, l'Angleterre s'y refusa. La Porte ayant décliné ces propositions, en se retranchant derrière ses droits de souveraineté, les puissances laissèrent aux événements leur cours. Les armes ottomanes furent victorieuses partout et, sans le *veto* de l'Autriche, les généraux turcs auraient dicté la paix, et à Cettigne et à Belgrade.

Si l'empereur Alexandre ne s'engageait qu'à son corps défendant dans cette guerre d'agression contre la Turquie, l'empereur Guillaume ne l'envisageait pas

avec plus de faveur. Il employa tous ses efforts pour en dissuader son neveu et ne se rendit que sur les conseils pressants du prince de Bismarck. Il n'est pas exact de dire, comme on l'a prétendu plus tard, que le chancelier allemand ait en quelque sorte poussé le gouvernement russe à cette guerre, en vue de l'occuper en Orient et de détourner ainsi son attention des affaires de l'Europe centrale. Opinion et gouvernement en Russie s'y étaient entraînés tout seuls, sans impulsion extérieure. Ce qui est plus réel, c'est que le prince de Bismarck aurait été en mesure d'empêcher pour un certain temps, du moins, l'explosion de la guerre. L'entente des trois empereurs défendait une action isolée de la Russie sans consultation préalable de ses deux autres alliés. Le prince de Bismarck avait, au contraire, aplani les voies au cabinet de Saint-Pétersbourg. Partageant les antipathies des Russes et des protestants orthodoxes de Prusse à l'égard de la Turquie, il considérait ce pays comme étant en dehors du droit public de l'Europe. De cœur, dans cette question, avec les Russes, il estimait, de plus, et contrairement aux opinions de la majeure partie de ses compatriotes, que l'Allemagne n'avait aucun intérêt essentiel à défendre en Orient. En 1855, il avait pris fait et cause pour la Russie, et il n'avait pas changé d'avis depuis lors. D'autres raisons plus puissantes l'y déterminaient. La guerre qui se préparait était considérée par les Russes comme une croisade slave; s'y opposer c'était s'attirer la haine de tous les Slaves et accélérer cette alliance de la Russie et de la France qui,

depuis longtemps, répondait au sentiment du peuple russe, que patronnait le prince Gortchakoff et dont la réalisation n'avait pu être empêchée que par la volonté personnelle, par les affections familiales d'Alexandre II. Tels furent les mobiles véritables de l'attitude du chancelier allemand pendant la guerre résolue par la Russie. C'est dans cet esprit qu'il se prêtait à discuter avec le cabinet de Saint-Pétersbourg le programme des réformes à imposer au sultan, qu'il lui promit une neutralité bienveillante pendant la durée de la guerre et — ce qui importait beaucoup — la neutralité de l'Autriche-Hongrie. A Vienne et à Pesth, on pensait sur le partage de la Turquie comme autrefois sur celui de la Pologne ; faute de pouvoir empêcher la Russie de l'accomplir, on cherchait à en obtenir une part convenable. Car, au fond, la guerre, aux yeux de la Russie, devait aboutir à ce partage, soit à l'agrandissement direct de son empire, soit au profit des nouveaux États balkaniques qui seraient placés sous le protectorat et la dépendance de la Russie. C'est sur ce terrain que le chancelier allemand amena le cabinet de Vienne pour établir une entente entre celui-ci et la Russie, c'est-à-dire pour concilier, si possible, les intérêts opposés de ces deux empires dans la péninsule balkanique. La participation de l'Autriche aux Conférences de Berlin du mois de mai 1876 avait été le premier acte de cette transaction. L'entente fit un pas nouveau par suite de l'entrevue que les empereurs d'Autriche et de Russie eurent, au mois de juillet de la même année, à Reichstadt, en Bohême. D'après l'arrangement, sorti de ces

Conférences et ratifié le 15 janvier 1877 à Vienne, les deux puissances convinrent de ne pas intervenir directement dans la lutte engagée entre la Porte et les provinces insurgées, afin de localiser la guerre; la Russie tiendrait compte des intérêts de l'Autriche comme voisine de la Bosnie; l'Autriche préserverait, en cas de besoin, la Serbie contre les conséquences de son agression envers la Turquie. Cet engagement, conclu à l'insu du cabinet de Berlin, constituait une infraction assez grave à l'alliance des trois empereurs, en permettant à la Russie de s'engager, plus tard, avec plus de sécurité, dans la guerre avec la Porte. A la fin de l'année 1876, les représentants des puissances se réunirent à Constantinople en vue d'une dernière tentative d'arrangement entre la Porte et ses sujets insurgés, et aussi pour faire accepter par le sultan le programme de Berlin. Devant la résolution arrêtée, à ce moment, de la part de la Russie, l'empereur Guillaume était entré lui-même dans les vues du tsar. Alexandre II avait déclaré à Moscou que, à défaut d'être appuyée par les autres puissances, la Russie agirait seule. Sans consentir à une coopération militaire, l'empereur allemand plaida chaudement la cause russe auprès du cabinet anglais. Dans un entretien avec lord Salisbury, traversant Berlin pour se rendre à Constantinople, l'empereur insista pour qu'on exigeât de la Porte, non seulement l'engagement, mais encore des garanties d'exécution des réformes. Le ministre anglais, tout en adhérant à cet avis, n'en fit pas moins remarquer, en guise d'avertissement, qu'une occupation de provinces

turques par une puissance européenne entraînerait une guerre dont personne ne pouvait prévoir l'étendue.

L'opinion en Allemagne était, dans cette crise orientale, comme dans celle de 1855, avec l'Angleterre et contre la Russie. Elle s'était émue lorsque l'empereur, en ouvrant la session du Reichstag, dans le passage relatif aux affaires orientales, avait accentué son entente avec ses alliés d'ancienne date; elle crut y comprendre que l'Angleterre était exclue de cette entente. Le prince de Bismarck, dans un dîner parlementaire, chercha à la tranquilliser. Il n'avait pas envie, disait-il, en plaisantant, de s'asseoir entre trois sièges. D'ailleurs, tout espoir d'éviter la guerre n'avait pas disparu. Et puis, la Russie et la Turquie se fatigueraient bientôt de la guerre : c'est alors que l'Allemagne pourrait être une médiatrice avec chance de succès, au lieu que des conseils donnés actuellement indisposeraient la nation russe, ce qui serait plus grave encore que d'être en conflit avec le gouvernement de ce pays. L'Angleterre, disait-il encore, n'engagerait pas la guerre contre la Russie; tout au plus, se bornerait-elle à faire à sa rivale une « guerre officieuse » du genre de celle que les Russes faisaient sous main à la Turquie en Serbie. Il eut aussi des paroles d'amitié pour l'Autriche qui, à ce moment, possédait toutes les sympathies de l'Allemagne libérale. Si l'Autriche, disait-il, venait à être impliquée dans la guerre, si son existence venait à être menacée, l'Allemagne aurait le devoir de la sauvegarder, de même qu'elle devra maintenir la carte de l'Europe telle qu'elle existe. En un

mot, ce fut là sa conclusion : « l'Allemagne serait cette garniture de plomb qui tiendra la figurine toujours debout ». C'étaient bien des tâches à la fois que s'assignait ainsi le chancelier : il y en avait qui se heurtaient et se contrecarraient, les unes les autres. La moins satisfaite par ces explications, c'était l'Angleterre. On se serait cru ramené à la crise de 1855. Actuellement comme alors, l'opinion en Angleterre goûtait médiocrement cette politique qui, pour vouloir être bien avec tout le monde, ne l'était avec personne, ou qui, en lâchant bride à l'ardeur belliqueuse de la Russie, compromettait la paix générale. Dans la famille même de l'empereur Guillaume, des influences pesantes tendaient à prévaloir dans le sens anglais. La reine Victoria écrivit au chancelier allemand pour l'engager à s'interposer de manière à empêcher la Russie d'attaquer la Turquie. La réponse n'ayant pas été satisfaisante, la reine s'adressa à l'empereur Guillaume, lui exprimant le même désir et rendant l'Allemagne responsable de la guerre qui allait se déchaîner en Orient. Toujours comme en 1855, toutes ces tentatives restèrent sans effet. Qu'il eût ou non des arrière-pensées, le fait est que le prince de Bismarck, pendant tout le cours de la guerre, manifestait ouvertement ses préférences pour la Russie. Il n'avait pas seulement à lutter contre ces influences extérieures qu'il écartait, bien qu'elles fussent activement soutenues par le prince impérial et surtout par sa femme, fille de la reine Victoria. Il lui fallait encore contenir l'opposition à l'intérieur qui se manifestait dans la

presse et finalement au Reichstag. Il s'y reproduisit, dans la séance du 6 décembre 1876, un incident analogue à celui de la Chambre prussienne de 1863, à l'occasion de l'insurrection de Pologne. Comme à cette dernière époque, les libéraux et les catholiques, adversaires de la Russie, attaquèrent le chancelier à cause de sa condescendance envers cette puissance. Et puis, du moment que la Russie réclame et que le gouvernement allemand lui accorde son concours, comment ne lui demande-t-on pas au moins des compensations sur le terrain commercial? comment, au contraire, admet-on qu'en ce moment même le gouvernement russe prenne une mesure très préjudiciable pour le commerce allemand, en exigeant le payement en or des droits de douane, mesure équivalant à une élévation considérable du tarif déjà si écrasant? Le chancelier répliqua avec verve et dans des termes incisifs. Il ne veut pas, disait-il, mêler une mesure d'ordre économique, qu'il regrette, à une question politique. La Russie ne demande à l'Allemagne rien que la neutralité, qui est d'ailleurs dans l'intérêt de celle-ci. On ne doit pas mettre des bâtons dans les roues à un pays, dont le souverain a toujours été bienveillant à l'égard de l'Allemagne. L'empereur Alexandre a solennellement promis que son intention n'est pas de faire des conquêtes en Turquie : sa parole mérite croyance. Il demande des réformes au profit des sujets chrétiens du sultan, et l'Allemagne n'a pas à s'y opposer. Pour sa part, déclarait encore le chancelier, il ne consentira jamais à une coopération

active de l'Allemagne « tant qu'il n'y aura pas d'engagé, dans la question orientale, un intérêt qui vaille les os d'un seul grenadier poméranien ». Pour le moment, l'Allemagne y est la moins intéressée, la France l'est peu ; il en est autrement de la Russie et de l'Angleterre — le chancelier ne mentionnait pas l'Autriche. La politique de l'Allemagne sera circonspecte et conciliante à l'égard de toutes les puissances. Mais il devine bien l'intention de l'orateur (progressiste) qui l'interpelle : on veut brouiller le gouvernement allemand avec la Russie. Efforts stériles! « Tant que nous serons à cette place, s'écrie le chancelier, vous ne réussirez pas à détruire nos relations intimes et solides avec la Russie, ni à couper notre amitié séculaire et éprouvée. Pour cela, il faut des hommes plus puissants que vous et moi; il y faudrait le gouvernement russe lui-même, et ni moi ni lui nous n'en avons le désir. Je parle ainsi au nom des gouvernements confédérés et de l'empereur en particulier. L'alliance des trois empereurs ne sera pas troublée, elle subsiste dans toute sa vigueur, sans pointe quelconque dirigée contre d'autres puissances. » Le chancelier terminait son discours en affirmant que l'Allemagne s'efforcera de maintenir la paix entre les puissances européennes et, si la guerre venait à éclater entre la Russie et la Turquie, de la localiser.

Cette guerre, en effet, éclata au mois d'avril de 1877. Comme celles de 1828 et de 1855, produit de sentiments généreux, mais aussi de projets ambitieux et tant soit peu révolutionnaires, elle n'avait pas été préparée avec le soin qu'exige une grande guerre :

comme aux deux premières, la Russie n'estimait pas l'adversaire à sa valeur, elle pensait en avoir raison à bon compte. La Porte, qui se sentait soutenue par l'Angleterre, avait fait échouer, et les Conférences de Constantinople et celle de Londres. Diplomatiquement, toutes les puissances étaient d'accord contre elle; pour l'action, au contraire, la Russie exceptée, toutes s'y refusaient. La Russie agissait donc seule, ainsi que le tsar l'avait annoncé. Alexandre II, comme son père l'empereur Nicolas, ne se rendait pas compte de l'état de l'Europe : il ne prévoyait pas que l'Angleterre s'opposerait à une occupation de Constantinople, laquelle seule pouvait donner gain de cause à la Russie. L'empereur ne croyait pas davantage que l'Angleterre engagerait une guerre pour sauver la Turquie d'un démembrement. Ses armes n'avaient pas été heureuses d'abord : les Turcs s'étaient montrés soldats de haute valeur, mais mal conduits par des commandants qui ne voulaient pas coopérer ensemble. Après de longs et héroïques efforts, grâce aussi au concours prêté à point nommé par l'armée roumaine, les Russes restaient maîtres de la situation et se disposaient à dicter la paix à Constantinople. C'est à ce moment que le gouvernement anglais prit la parole pour déclarer qu'il ne reconnaîtrait aucun traité modifiant les traités existants, sans assentiment préalable des puissances signataires du traité de Paris. La flotte anglaise fut envoyée dans les eaux turques pour soutenir, au besoin, le *veto* britannique.

Pendant toute la durée de la guerre, la neutralité

de l'Allemagne se caractérisait par une attitude toute amicale à l'égard de la Russie. C'est l'ambassadeur allemand qui fut chargé de veiller aux intérêts des sujets russes en Turquie. Des officiers prussiens prenaient une part active aux opérations des Russes. A Saint-Pétersbourg, l'on s'attendait à mieux. L'Autriche-Hongrie, comme on l'a vu, avait fait un arrangement direct avec la Russie qui lui assurait, dans certaines éventualités, l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Mais, lorsque l'armée russe poursuivait sa marche triomphale sur Constantinople, le cabinet de Vienne, inquiété par cette éventualité dangereuse pour la monarchie austro-hongroise, se joignit à l'action diplomatique anglaise. Ce fut là un nouveau coup porté à l'alliance des trois empereurs. D'ailleurs, il n'était plus douteux que la Russie avait résolu de mettre un terme à la domination turque en Europe. Le traité de San Stefano, imposé aux Turcs, aux portes de Constantinople, coupait la Turquie en deux parties, et enleva à la souveraineté du sultan la Roumanie, la Serbie, le Montenegro et, sous forme de vasselage, toute la Bulgarie depuis le Danube jusqu'à la mer Égée. C'était, sans contredit, une atteinte flagrante à l'intégrité de l'empire ottoman et les puissances signataires du traité de Paris avaient le devoir de s'y opposer. Mais, n'avaient-elles pas — l'Angleterre exceptée — approuvé une guerre qui ne se justifiait pas au point de vue de ce traité et que la Porte n'avait pas provoquée? De quel droit venaient-elles aujourd'hui disputer à la Russie les fruits de ses succès militaires? N'avaient-elles pas, toutes,

commis une infraction aux droits de souveraineté du sultan, en venant lui dicter tout un programme d'après lequel il devait gouverner son empire? Moralement, elles étaient assez mal venues de s'opposer à ce que la Russie tirât les conséquences d'une politique établie par le mémorandum de Berlin et les Conférences de Constantinople. Il est vrai que la correction de conduite à l'égard de la Porte n'a jamais caractérisé la politique des grandes puissances; amis ou ennemis de la Turquie s'entendaient toujours pour la spolier, et ne se divisaient que lorsqu'il s'agissait de faire la part de chacun.

« Il y a toujours un peu d'hypocrisie dans la question d'Orient », avait dit autrefois un général prussien, ami de Frédéric-Guillaume IV. En effet les réformes, les intérêts chrétiens, les races opprimées ne furent le plus souvent que les prétextes des guerres; celle de 1877 et les actes diplomatiques qui l'accompagnaient et la terminaient étaient conformes à ces errements traditionnels.

La situation du gouvernement allemand, au milieu de ces compétitions, était assez embarrassée. Le prince de Bismarck ne connaissait pas d'intérêts allemands en dehors du cadre bien arrêté de la conservation de l'empire allemand; avec cette compréhension assez étroite de ces intérêts, fidèle d'ailleurs aux traditions de la vieille politique prussienne qui évoluait toujours entre les parties adverses, il eût voulu rester entièrement étranger au conflit. Avec ses sympathies et ses appréhensions, il penchait du côté de la Russie dont il redoutait l'inimitié. D'autre part, il ne voulait pas

non plus abandonner l'Autriche qui affirmait que ses intérêts étaient lésés par le traité russo-turc de San Stefano; d'autant plus que l'opinion publique en Allemagne se prononçait ouvertement pour le gouvernement austro-hongrois et pour l'Angleterre. C'est dans ces méandres que se mouvait la politique du chancelier allemand, c'est entre ces aspirations opposées qu'il louvoyait et essayait de trouver des compromis. Ce fut là l'origine des difficultés devant lesquelles il allait se trouver dès le lendemain de la guerre.

L'attitude résolue et comminatoire de l'Angleterre arrêtait l'armée russe devant Constantinople; d'ailleurs, le cabinet de Saint-Pétersbourg, ne se sentant pas capable d'engager une grande guerre et obéré dans ses finances, fut obligé de céder. Il dut soumettre le traité de San Stefano à la sanction des puissances européennes. Après une première démarche, restée infructueuse, de la part de l'Autriche, en vue de la réunion d'une Conférence, le prince Gortchakoff adressa, de son côté, au chancelier allemand, une demande pressante, pour que l'Allemagne, comme puissance neutre, prît l'initiative de la réunion d'un Congrès des puissances signataires du traité de Paris.

C'est dans cette phase des négociations que le Reichstag allemand intervint, le 19 février 1878, à propos d'une interpellation que le chancelier, s'il ne l'avait pas provoquée, estimait cependant comme une occasion opportune d'accentuer sa neutralité bienveillante à l'égard de la Russie. Parlant des préliminaires de paix, connus à ce moment, le prince de Bismarck

exposait que, dans les conditions russes, la majeure partie n'affectait pas les intérêts allemands, et que celles qui intéressaient l'Allemagne étaient en même temps d'ordre européen, par conséquent de la compétence collective de toutes les puissances. Une Conférence européenne allait en décider. En supposant que quelques-unes des puissances opposantes ne réussissent pas à s'entendre avec la Russie, celle-ci garderait ses positions et attendrait qu'on vînt l'en expulser. Ses adversaires engageraient-ils la guerre? Victorieux, assumeraient-elles le rôle de la Russie à l'égard des populations actuellement protégées par la Russie? M. de Bismarck pose ces questions sans y répondre. En revanche, il s'élève contre ceux — il semblait viser le cabinet anglais — qui lui demandent d'entrer dans la Conférence avec un programme à présenter à l'acceptation de la Russie. Déjà on lui a reproché de ne pas avoir empêché la guerre. Or, la Russie a été fidèle à son amitié séculaire à l'égard de la Prusse dans des circonstances difficiles, et l'on demande à la Prusse de faire aujourd'hui le gendarme! « Il y a, dit-il, en Russie, des partis puissants qui n'aiment pas l'Allemagne et qui heureusement ne sont pas au pouvoir. Ceux-là diront qu'au moment d'avoir atteint le but de plusieurs siècles d'efforts et de sacrifices, la Russie est menacée, par derrière, du poignard de l'Allemagne qui n'a pas d'intérêt dans les affaires d'Orient! » C'est une entreprise ingrate, poursuit-il, que de vouloir empêcher une grande puissance de faire une guerre, lorsqu'elle a résolu de la faire. L'empereur Nicolas l'a tenté à

Olmütz : l'Allemagne lui en a voulu et l'Autriche ne l'en a pas remercié. La Prusse, en résistant à ceux qui, en 1854, voulaient qu'elle empêchât la Russie de faire la guerre, ne s'est-elle pas bien trouvée de cette conduite? « Après Sadowa, Napoléon III a essayé de s'interposer entre nous et nos ennemis : j'en ai pris bonne note et je ne l'ai jamais oublié. » Le Reichstag donna raison au chancelier et l'applaudit pour avoir déclaré qu'il ne voulait pas entrer à la Conférence avec des engagements, qu'il voulait y remplir le rôle d'un « honnête courtier », s'employant à mettre les parties d'accord.

Le traité de San Stefano, lors de sa publication, souleva l'opinion dans une grande partie de l'Europe, mais surtout en Angleterre et en Autriche. Les indemnités territoriales et pécuniaires imposées à la Turquie, la délimitation de la Bulgarie, les questions d'occupation et de protectorat russe, le fait surtout que les droits des puissances signataires du traité de Paris de 1856 n'avaient même pas été mentionnés : tout cela provoquait une vive polémique dans les journaux et dans les chancelleries de Londres et de Vienne. Le comte Andrassy annonça à son Parlement les réserves de l'Autriche-Hongrie quant aux stipulations dépassant le but de la guerre, à savoir l'amélioration du sort des populations chrétiennes. Le gouvernement anglais demanda des crédits pour la marine et l'armée.

Les pourparlers pour la réunion d'un Congrès furent alors repris. La négociation fut longue; avant de s'engager, les parties les plus intéressées désiraient

trouver une base sur laquelle les délibérations du Congrès pourraient s'engager avec chance de succès. Entre l'Autriche et la Russie, l'entente semblait établie depuis longtemps, par le consentement éventuel de cette dernière à une occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine. Le traité de San Stefano avait, sans doute, élargi le programme avec lequel la Russie avait commencé la guerre; mais, l'entente personnelle des empereurs aidant, il y avait lieu de compter sur l'aplanissement du différend. Il n'en était pas de même pour ce qui concernait l'Angleterre; en présence d'une nouvelle guerre pour laquelle elle n'était pas prête, la Russie consentait à négocier à Londres. Le prince de Bismarck l'y avait fortement engagée. L'empereur Alexandre qui tenait à la réunion d'un Congrès qu'il considérait, avec raison, comme le meilleur moyen de faire les concessions obligées, sans abdiquer la dignité de la Russie, envoya, auprès du chancelier allemand, malade dans son château de Friedrichsruhe, le comte Schouvaloff, ambassadeur à Londres. Le prince consentait à convoquer le Congrès, à la condition que l'ambassadeur russe obtînt au préalable l'assentiment du cabinet anglais. Il avait posé la même condition relativement à l'Autriche. Cette dernière accepta sans hésiter. Quant au cabinet anglais, il entama avec le comte Schouvaloff une laborieuse négociation qui se terminait à la fin de mai par un protocole en bonne forme. Le traité de San Stefano y était à peu près annulé, en tant que stipulant des avantages particuliers pour la Russie; peut-être le cabinet russe comp-

tait-il sur l'appui de l'Allemagne au Congrès, pour être dégagé de ces concessions. Quoi qu'il en fût, après la signature de ce protocole, le cabinet anglais annonça sa résolution de prendre part au Congrès qui devait se réunir le 13 juin à Berlin.

Comme on vient de le voir, avant la réunion du Congrès, la Russie avait concédé aux deux puissances les plus intéressées, l'Autriche et l'Angleterre, à peu près tout ce qu'elles avaient à désirer. C'était mal connaître le prince de Bismarck que de s'imaginer qu'il serait plus Russe que le comte Schouvaloff, en s'efforçant de faire renoncer l'Autriche et l'Angleterre aux avantages que le cabinet de Saint-Pétersbourg s'était déjà engagé à leur concéder. Le traité de Berlin du 13 juillet, sorti des délibérations du Congrès, modifiait le traité de San Stefano conformément aux engagements particuliers contractés par la Russie avec l'Autriche et l'Angleterre. La Turquie ne bénéficiait guère de l'intervention de ses amis; bien au contraire, il y avait toujours unanimité pour lui imposer quelque nouveau sacrifice, et, dans ces occasions, le prince de Bismarck ne ménageait aux plénipotentiaires turcs ni les rudes paroles ni les moyens de pression morale. Dans son attitude vis-à-vis des plénipotentiaires russes, il fut la correction et l'amitié même. Tout ce que les Russes proposaient, il l'accepta; tout ce qu'ils combattaient, il le repoussa. Mais jamais il ne prit l'initiative de quelque amendement de nature à devancer leurs désirs. Et c'est là ce que le prince Gortchakoff, ce que le public russe devaient lui reprocher bientôt après. Le chancelier russe, irrité

de cette marche des délibérations, se voyant quelque peu effacé, avait fini pas ne plus assister régulièrement aux séances, en laissant au comte Schouvaloff, ami de lord Beaconsfield et du prince de Bismarck, le soin de défendre les intérêts russes. Cependant, la Russie retira des avantages notables de sa guerre : elle acquit la Bessarabie roumaine, des places fortes en Asie, le port de Batoum, la liberté entière de ses mouvements dans la mer Noire, un protectorat moral sur la Bulgarie; enfin, son prestige militaire en Orient s'en accrut fortement. Le seul avantage, obtenu par l'Angleterre, indépendamment de ceux que lui assurait le protocole de Londres, fut bien illusoire. Au lieu d'une grande Bulgarie, telle que le traité de San Stefano l'avait établie, le traité de Berlin, grâce aux efforts tenaces du cabinet anglais, créait deux provinces bulgares : on verra, par la suite, que les Bulgares se chargèrent eux-mêmes de rétablir, en ce qui les concernait, les stipulations du traité russe, mais alors, il est vrai, avec l'assentiment sinon même avec l'appui de l'Angleterre. Lord Beaconsfield n'avait donc pas lieu de tant se réjouir de ses succès de Berlin. Les vrais triomphes, ainsi que nous l'avons dit plus haut, consistaient dans les avantages qu'elle avait su s'assurer d'avance, avant l'ouverture du Congrès. C'était d'abord le protocole de Londres, connu du prince de Bismarck; c'était ensuite le traité avec la Turquie, adjugeant à l'Angleterre l'île de Chypre, traité conclu le 5 juin et qui fut une véritable surprise pour les membres du Congrès de Berlin.

Autrichiens et Anglais quittèrent Berlin, satisfaits de

l'attitude du prince de Bismarck qui avait présidé le Congrès. Le comte Andrassy proclamait, en termes chaleureux, au Parlement austro-hongrois, les mérites du cabinet allemand qui s'était comporté en bon et fidèle allié. Les Russes nourrissaient des sentiments tout opposés; les raisons en ont été exposées plus haut. L'empereur Guillaume, alité par suite d'un odieux attentat, n'avait pu exercer aucune influence sur la marche des travaux du Congrès. Il regrettait plus tard cette circonstance, disait-on, qui l'avait empêché d'agir dans l'intérêt de la Russie. Son fils, alors prince impérial, qui le suppléait, fut soupçonné d'avoir obéi à certain sentiment familial pour faire prévaloir les désirs du cabinet anglais.

Le mécontentement des Russes ne tarda pas à éclater dans la presse qui jouissait, plus que jamais, d'une grande liberté pour la discussion des questions de politique extérieure. On a vu comment ces sentiments d'antipathie et d'antagonisme s'étaient fait jour après les divers succès militaires et politiques de la Prusse et de l'Allemagne, et tout particulièrement après la guerre de France. Les résultats du Congrès de Berlin, considérables en eux-mêmes, mais faibles en raison des larges visées du slavisme, excitèrent la colère de tous les organes de la presse de Saint-Pétersbourg et de Moscou.

L'opinion en Russie se dessinait de plus en plus hostile envers l'Allemagne : elle ne voyait de salut pour le pays que dans l'alliance française. Ces sentiments se reflétaient fidèlement dans les articles des journaux. La feuille officielle du gouvernement en faisait natu-

rellement exception : ce fut une voix isolée comme la politique du tsar était isolée dans le pays, ou, pour mieux dire, dans la partie intelligente, les masses continuant à vivre dans l'ignorance des affaires publiques. Lorsque l'entrevue des trois empereurs à Berlin, en 1872, avait constaté d'une manière irréfragable, l'existence d'une nouvelle triple alliance, les principaux journaux russes s'efforcèrent de faire ressortir — ce qui était vrai du reste — que l'alliance n'avait pas de caractère antifrançais; que le prince Gortchakoff n'était pas homme à se faire duper par ses collègues allemands de Berlin et de Vienne. Cette attitude de la presse, loin de se modifier, au cours des années, dans un sens moins hostile, ne faisait que s'accentuer avec le réveil de la question d'Orient, au moment de la réunion et au lendemain du Congrès de Berlin de 1878.

Ses attaques se dirigèrent en premier lieu contre les diplomates russes dont elle dénonçait l'infériorité relativement à leurs collègues des autres puissances. Elle reprochait au prince Gortchakoff d'avoir accepté le Congrès : quelle n'eût pas été son irritation, si elle avait su alors, que c'est sur le désir formel du tsar et de son chancelier que le Congrès avait été convoqué! Les journaux récriminaient surtout contre le comte Schouvaloff, dont les idées anglomanes auraient causé tant de préjudice aux intérêts russes. La Russie, disaient-ils, a obtenu par le Congrès moins qu'elle n'en aurait obtenu sans le Congrès. La meilleure preuve de l'hostilité du prince de Bismarck à l'égard de la Russie, c'était à leurs yeux l'insistance qu'il mettait, d'accord avec l'Autriche,

pour accélérer l'évacuation des provinces turques par les troupes russes, mesure ordonnée, il est vrai, par le traité de Berlin. Ces attaques de la presse russe n'étaient pas, toutes, des improvisations patriotiques : elles s'inspiraient, en partie, à la chancellerie, dont l'illustre chef avait qualifié le traité de Berlin comme « la plus sombre page » de sa longue carrière. Sous l'empire de ces ressentiments et de ces colères, il arrivait que les causes se confondirent peu à peu avec les effets. En même temps que le cabinet de Saint-Pétersbourg commençait à manifester son déplaisir à voir celui de Berlin soutenir l'Autriche dans les questions relatives à l'exécution du traité de Berlin, l'on constatait, à Berlin, les efforts de plus en plus marqués du prince Gortchakoff en vue d'un rapprochement intime entre la Russie et la France : fait qui contribuait, par contrecoup, à rapprocher davantage Berlin avec Vienne.

Il n'entrait pas dans l'esprit du prince de Bismarck de rompre les liens qui rattachaient l'Allemagne à la Russie. Bien au contraire, son idée était, après comme avant, de rétablir l'entente entre les trois empires. Les intérêts de l'Autriche et de la Russie en Orient étant opposés, il cherchait les moyens de les concilier et, en se rapprochant de l'Autriche, il espérait intimider la Russie assez pour l'amener à établir un arrangement avec Vienne. Une telle combinaison répondait en effet aux intérêts de l'Allemagne qui avait besoin de la paix pour consolider sa situation nouvelle, et qui avait tout à craindre d'une conflagration des deux empires voisins. Le rêve était trop beau pour pouvoir se réa-

liser. Encore, si cela avait dépendu d'Alexandre II, le conflit eût été évité. Le tsar aimait la paix, et la perspective d'une guerre contre son oncle, l'empereur d'Allemagne, le terrifiait. Mais l'opinion de son pays était hostile à l'Autriche et, à cause de celle-ci, à l'Allemagne, amie de l'Autriche; le prince Gortchakoff et les notabilités du parti panslaviste avaient fini par lui persuader que le cabinet de Berlin, que le prince de Bismarck surtout, avaient manqué aux devoirs de l'amitié à l'égard de la Russie. Au cours de l'été de 1879, la situation était donc fort tendue. Les journaux russes ne cessaient d'attaquer l'Allemagne. La question d'Orient, y lisait-on, devait enfin se résoudre; la Russie avait été dupée; l'Allemagne la sacrifiait à l'Autriche; seule l'alliance avec la France pourrait apporter à la Russie une solution satisfaisante; c'est à Berlin que la Russie conquerrait Constantinople. L'empereur lui-même finit par être entraîné dans ce mouvement. « M. de Bismarck a oublié ses engagements de 1870 », disait-il. Il écrivait lettre sur lettre à l'empereur Guillaume, pour accuser le chancelier d'envoyer à l'ambassadeur allemand à Constantinople des instructions le chargeant de soutenir l'Autriche. « On nous demandait — disait plus tard le prince de Bismarck, pour réfuter ces récriminations — d'exercer sur l'Autriche une pression dans des questions où nous ne pouvions contester le bon droit de cette puissance. Je n'y pouvais prêter la main; car, en nous aliénant l'Autriche, nous nous placions, à moins de rester complètement isolés en Europe, sous la dépendance de la Russie. Ce qui était

arrivé à propos du Congrès de Berlin m'a indiqué que même une dévotion complète de notre politique à l'égard de la Russie ne nous garantissait pas contre le danger d'entrer, sans le vouloir, en conflit avec cet empire. Cette querelle au sujet d'instructions que nous avions ou n'avions pas données à notre ambassadeur à Constantinople, allait jusqu'à des menaces, et même à de vraies menaces de guerre de la part du personnage le plus compétent (le tsar). En même temps, le gouvernement russe opérait de fortes concentrations de troupes sur ses frontières de l'ouest et du sud-ouest. A la même époque encore, le prince Gortchakoff, en villégiature à Bade, eut avec un journaliste français un entretien dans lequel le chancelier russe tenait le langage le plus comminatoire à l'égard de l'Allemagne. »

En présence de tous ces faits, on peut se demander quelle avait été l'utilité de cette entente ou alliance des trois empereurs, cette ligue de la paix, conclue au lendemain de la guerre de France en vue du maintien du *statu quo* établi par les traités? Cette triple alliance avait médiocrement rempli le but que ses fondateurs lui avaient assigné. L'Allemagne et l'Autriche n'avaient pu empêcher le troisième associé de partir en guerre sans les consulter et contre leur gré. Leur entente n'avait pas résisté à la première épreuve sérieuse. « Cette alliance, avait dit l'empereur Alexandre au mois d'août 1877, au marquis de Wellesley, a été formée en vue du maintien de la paix et sans la moindre arrière-pensée d'agression contre l'Angleterre. » Le prince de Bismarck, avant le Congrès de Berlin, avait donné

au Reichstag une définition plus précise : « Cette alliance ou entente, disait-il, ne repose pas sur des engagements écrits, et aucun des trois empereurs n'est obligé de se laisser influencer par les deux autres. Elle repose sur la sympathie personnelle des trois monarques, sur la confiance personnelle de ces trois augustes personnages et sur les relations personnelles de longue date entre les ministres dirigeants des trois empires. » De telles explications ne pouvaient tromper que le grand public. Au moment où le prince de Bismarck parlait de la sorte, il était depuis longtemps brouillé avec le chancelier russe; et quelle entente pouvait s'établir entre les trois cabinets, lorsque déjà le prince Gortchakoff avait mis son collègue allemand en demeure de choisir entre la Russie et l'Autriche? Enfin, en 1879, la confiance réciproque des souverains avait également disparu, puisque l'empereur de Russie récriminait contre son allié de Vienne et commençait à tenir en suspicion celui de Berlin. Cette triple alliance, sorte de résurrection de la Sainte-Alliance, n'avait donc pu tenir ses promesses : une guerre d'Orient la mit à néant, de même que la guerre d'Orient de 1855 avait dissous la vieille Sainte-Alliance de 1815.

Les diverses circonstances, toutes de nature menaçante, qui viennent d'être relatées, déterminèrent le prince de Bismarck à interrompre sa cure pour se rendre précipitamment à Vienne. Le moment était venu, comme il l'avait prévu à la veille du Congrès, où le prince Gortchakoff l'obligeait de choisir entre la Russie et l'Autriche; il opta pour cette dernière qui, à son

tour, était devenue pressante. L'idée première d'une union plus intime avec l'Allemagne s'était présentée au comte Andrassy dès le début de la crise orientale. Le ministre austro-hongrois, tout en mettant une confiance entière dans les dispositions amicales d'Alexandre II, ne pouvait pas ne pas s'apercevoir des divergences de vues existant entre le tsar et son entourage; les intérêts des deux empires étaient trop opposés en Orient, pour que l'amitié personnelle des deux souverains pût suffire à prévenir un choc. A ce moment, le prince de Bismarck n'accueillit pas l'idée d'une alliance séparée avec l'Autriche. Il ne s'illusionnait guère sur la force réelle de ces relations intimes entre les souverains. C'est son maître qui en exagérait la valeur et vivait dans la conviction que, dans l'avenir comme par le passé, les intérêts des trois peuples, malgré tous les obstacles venant à surgir, se trouveraient toujours sauvegardés par l'intervention personnelle des souverains. Et puis, Guillaume Ier était plus qu'octogénaire. A cet âge, l'homme ne rompt que difficilement avec les habitudes et les sentiments de toute sa vie. Élevé dans les traditions de la politique de famille, dans l'intimité des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg; s'étant émancipé d'ailleurs vis-à-vis de la Russie d'une dépendance devenue par trop pesante sous le règne de l'empereur Nicolas : comment aurait-il consenti, de gaieté de cœur, à un âge aussi avancé, à agréer une combinaison qui pouvait aboutir à la guerre contre cette Russie avec laquelle la Prusse avait vécu en paix et en alliance pendant plus d'un siècle?

Il fallait cependant se rendre à l'évidence. Ni les chanceliers ni les peuples des deux empires ne goûtaient plus la politique patriarcale des temps passés, et l'impopularité attendait les souverains qui s'y attardaient. C'est de son propre mouvement que le prince de Bismarck s'était rendu à Vienne conférer avec l'empereur François-Joseph et le comte Andrassy. Il n'abandonnait pas l'espoir de ramener la Russie dans le concert des trois empereurs. En s'alliant plus étroitement à l'Autriche-Hongrie, il espérait intimider la Russie et la rendre plus disposée à s'entendre avec le cabinet de Vienne sur les questions qui les divisaient en Orient. Ce qu'il désirait prévenir, c'était une guerre entre ces deux puissances, laquelle aurait obligé l'Allemagne d'y prendre part et cela pour des intérêts qu'il estimait toujours être non allemands. Les dispositions à Vienne étaient moins optimistes : on s'y sentait plus directement menacé par la Russie. L'occupation autrichienne de la Bosnie, en s'y installant comme si elle devait être permanente, était aux yeux des Russes un grief des plus légitimes. Leurs journaux ne cessaient de menacer l'Autriche, cette « seconde Turquie », disaient-ils, et qui, en se faisant l'alliée de la Turquie, finirait par partager son sort.

A Vienne allait ainsi se dissoudre la vieille alliance de la Russie et de la Prusse. Elle avait fait son temps et perdu sa raison d'être. Car, fondée à l'époque où l'Électeur de Brandebourg commençait à s'annoncer comme un rival de l'Autriche, les souverains russes mirent cette rivalité à profit pour jouer le rôle d'ar-

bitre entre les deux et établir ainsi la prédominance de la Russie sur l'Europe centrale. Du moment que les deux grandes puissances allemandes avaient définitivement réglé leurs positions réciproques et séparé leurs sphères d'action, il n'y avait plus de place pour l'arbitre russe : cette place, les événements l'avaient transférée à l'Allemagne qui devint ainsi, au même degré que l'Autriche, un adversaire de la Russie.

Avant que le chancelier allemand fût arrivé à Vienne, une dernière tentative avait été faite par l'empereur Alexandre en vue de retenir l'Allemagne ou plutôt de la ramener dans l'alliance avec la Russie. Il se trouvait au commencement de septembre à Varsovie pour présider aux manœuvres. Sur son désir, une mission, composée d'officiers supérieurs allemands, le maréchal de Manteuffel en tête, était venue assister à ce spectacle militaire. Le maréchal fut ainsi chargé d'une mission politique : il portait la réponse de l'empereur Guillaume à une lettre du tsar, remplie de reproches et incriminant surtout la politique du prince de Bismarck. M. de Manteuffel devint ainsi l'intermédiaire d'une correspondance entre les deux souverains, dont le but était de leur ménager une entrevue personnelle. Le prince de Bismarck, informé du dessein du tsar, s'y opposa d'abord; il craignait que, de cette rencontre des deux souverains, étant donné leur caractère flexible, il ne résultât quelque entente sentimentale et peu en harmonie avec l'état réel des choses. Ce qui le choquait surtout, c'était que son vieux maître consentait à se rendre sur territoire russe, au lieu d'attendre le tsar à

Thorn, ville prussienne. L'entrevue prenait ainsi l'aspect d'une démarche de l'empereur Guillaume, alors que l'entrevue avait été désirée par l'empereur de Russie : condescendance peu importante en elle-même, mais symptomatique au point de vue des affections du vieux souverain. L'entrevue d'Alexandrovo resta sans effet sur les résolutions auxquelles le chancelier allemand s'était arrêté en raison de l'attitude du gouvernement russe. Les deux empereurs, on peut le supposer, se quittèrent en renouvelant leurs sentiments personnels de mutuelle amitié : mais la force des événements les déborda et les rendait impuissants contre un mouvement d'opinion dans les deux pays, qui se manifestait avec énergie contre la continuation de la vieille politique. Si peu qu'il fût disposé à se séparer de la Russie, si fort l'empereur Guillaume repoussa, d'autre part, les propositions qui lui furent faites à Alexandrovo, d'associer la politique de l'Allemagne à celle de la Russie contre l'Autriche.

Quelques semaines après cette entrevue, le chancelier allemand signa à Vienne, avec le comte Andrassy, un protocole qui devint la base d'un véritable traité d'alliance entre les deux empires, en vue d'une défense mutuelle contre une agression de la part de la Russie [1]. Il fallut de laborieux efforts de la part du chancelier pour amener son souverain à signer ce traité, qui prévoyait en termes formels le cas d'une agression par la Russie, et, en second lieu seulement,

1. Voir *l'Empereur Guillaume*, p. 455 et suiv.

l'agression par quelque autre puissance. Le chancelier et tous ses collègues du ministère prussien posèrent la question de cabinet : le premier déclarait formellement donner sa démission si l'empereur refusait sa signature au protocole de Vienne. L'empereur Guillaume céda ; il se réserva cependant le droit de communiquer confidentiellement au tsar, sinon la teneur, du moins le but du traité qui fut signé le 15 octobre par lui et par l'empereur François-Joseph. Le texte de cette convention, tenu secret au moment de la signature, fut publié neuf ans plus tard dans des circonstances dont il sera parlé plus loin. Mais le fait de la conclusion d'une alliance contre la Russie était connu dès le premier moment. Le séjour du prince de Bismarck à Vienne y avait préparé l'opinion, et les ovations, dont il fut l'objet de la part des populations autrichiennes, soulignaient en quelque sorte cette politique nouvelle. De même, l'empereur Guillaume, à sa rentrée à Berlin, à la fin d'octobre, y fut reçu par des démonstrations enthousiastes qui semblaient comme une réponse aux articles hostiles et véhéments des journaux russes. En réalité, pour l'empereur Guillaume et son chancelier, le traité avec l'Autriche conservait son caractère exclusivement défensif. Le prince de Bismarck résuma, plus tard, les avantages réciproques, résultant de ce traité, en faisant observer que les deux empires avaient augmenté de beaucoup, en comparaison avec les garanties de l'ancien pacte fédéral, celles que leur accordait le traité nouveau. Avant 1866, disait-il, la Prusse n'était couverte, en cas d'agression, que par 95 000 Autri-

chiens; désormais, elle avait droit à être secourue par l'armée austro-hongroise tout entière. D'autre part, l'Autriche, d'après le pacte fédéral de 1815, était couverte, dans ses possessions allemandes seulement, par la garantie prussienne et fédérale, alors que désormais la totalité de son territoire était garantie par l'assistance éventuelle de l'armée allemande.

Les rapports officiels entre les cabinets de Berlin et de Saint-Pétersbourg, encore moins ceux des deux souverains, ne se ressentaient pas ostensiblement de la blessure que le traité austro-allemand avait nécessairement dû faire aux hommes d'État russes. Il en est ainsi entre deux anciens amis, tout décidés à se séparer, mais dont chacun voudrait avoir l'avantage de choisir le moment de la rupture. La diplomatie russe, qui se rapprochait visiblement de la France, avait été devancée par celle du prince de Bismarck, sans qu'il lui fût permis de réagir, la nature du traité du 15 octobre excluant toute idée d'agression directe contre la Russie. Officiellement, dans les trois capitales, on affectait de continuer à vivre sous le régime de l'alliance des trois empereurs. Les fils du tsar, bientôt déjà, rendirent des visites à la cour de Berlin. Le grand-duc héritier (Alexandre III) visita Vienne et ensuite Berlin, où il fut l'objet de l'accueil le plus attentif de la part du vieil empereur. Si quelque chose pouvait faire ombre dans ce tableau, ce fut l'absence du chancelier et du prince impérial. Ce dernier, vivant dans le loisir, avec sa famille, en Italie, n'interrompit point cette villégiature pour aller recevoir le futur empereur de Russie.

Toujours est-il que ces visites marquaient une sorte de trêve entre les deux gouvernements. L'empereur Guillaume s'attachait à ménager les susceptibilités du tsar. Dans le discours par lequel il ouvrit, au mois de février 1880, la session du Reichstag, il ne mentionnait pas d'un mot l'alliance conclue avec l'Autriche que, peu de mois auparavant, le marquis de Salisbury avait annoncée à ses compatriotes dans un discours public et dans des termes rien moins que bienveillants pour la Russie.

Jamais, même au temps de leurs plus cordiales relations, Alexandre II et Guillaume Ier n'avaient échangé des paroles plus chaleureuses qu'au mois de mars 1880, à l'occasion de l'anniversaire de naissance de ce dernier. Ce fut, du côté du tsar, comme le chant du cygne : « Je compte plus que jamais, écrivit-il à son oncle, sur votre ancienne et constante amitié, comme vous pouvez compter sur la mienne pour le maintien et la consolidation des bons rapports entre nos deux nations, rapports qui sont d'accord avec leurs intérêts communs ». Et l'empereur Guillaume répondit dans le même sens. Ce fut la dernière fois que de tels épanchements furent échangés entre les deux souverains. L'année suivante (1881), à peu près à la même époque, Alexandre II tomba victime d'un abominable attentat, le cinquième dont il avait été l'objet pendant son règne et qui, cette fois, malheureusement, devait réussir.

La douleur du vieil empereur allemand fut grande à la réception de cette nouvelle qu'on était obligé de lui communiquer avec tous les ménagements. Lui-

même n'avait échappé qu'avec grand'peine à trois attentats. Jamais, malgré les instances de son entourage, il n'avait voulu, dans ses sorties, laisser escorter sa voiture. « Vous voyez », disait-il au préfet de police de Berlin, à propos de l'assassinat du tsar, « que l'escorte ne nous sert de rien. »

Comme suprême témoignage d'amitié, l'empereur ordonna pour l'armée prussienne un deuil de quatre semaines, « afin d'offrir au défunt empereur, au delà de la tombe, sa reconnaissance pour la bienveillance si amicale et pour le cœur chaleureux dont il avait toujours fait preuve à l'égard de l'armée prussienne ».

CHAPITRE IV

GUILLAUME Ier. — GUILLAUME II. — ALEXANDRE III

I

FIN D'UNE ALLIANCE SÉCULAIRE

Alexandre III, au début, continue la politique de son père. — Assurances pacifiques du prince impérial d'Allemagne. — La circulaire de M. de Giers. — L'entrevue de Dantzig. — Échange de compliments entre les empereurs de Russie et d'Autriche. — Sentiments contraires dans l'armée et la presse de Russie. — Le général Skobeleff et le patriotisme russe. — Les voyages de M. de Giers. — Politesses internationales. — L'entrevue des trois empereurs à Skiernievize. — Les Polonais. — Les événements de Bulgarie rompent l'entente des trois empereurs. — Le prince Alexandre. — Les événements de Sofia et de Philippopoli. — Le prince Ferdinand de Cobourg. — Les griefs de la Russie. — Intérêts opposés de la Russie et de l'Autriche. — Situation embarrassée du gouvernement allemand entre les deux parties. — Le prince de Bismarck se flatte de les concilier. — Sa politique paraît ambiguë. — Il repousse les princes de Battenberg et de Cobourg. — L'opposition, au Reichstag, combat cette politique. — Le prince de Bismarck plaide la cause russe. — L'Allemagne n'a pas d'intérêt dans la question d'Orient. — L'opinion en Russie n'est pas satisfaite de l'attitude de l'Allemagne. — Récriminations des journaux russes et allemands. — Les engagements secrets de l'Autriche et de la Russie au sujet de la Bosnie. — M. de Bismarck attaqué des deux côtés. — Campagne des jour-

naux allemands contre les valeurs russes. — Mesure d'exclusion adoptée par la banque de l'Empire allemand. — La visite d'Alexandre III à Berlin. — Son entretien avec le prince de Bismarck. — Les documents apocryphes. — Explications satisfaisantes et défiance persistante. — La responsabilité de la presse dans ces malentendus. — Le prétendu dualisme entre l'empereur Guillaume et son chancelier. — La nouvelle loi militaire présentée au Reichstag vise la Russie. — Les propos de l'empereur Guillaume. — Déclarations et armements en Russie. — Controverses des journaux militaires des deux pays. — Publication des documents apocryphes et du traité d'alliance austro-allemand. — Les débats au Reichstag. — Le chancelier allemand justifie sa politique; il ne craint pas la Russie. — L'empereur Guillaume signe la loi militaire : dernier acte de son règne.

En Allemagne, les regrets qu'inspirait la fin tragique de l'empereur Alexandre II furent profonds. En dehors de la compassion que l'opinion ressentait pour ce monarque si humain et si noble de caractère, les Allemands savaient qu'ils perdaient en lui l'ami sincère de leur empereur et de leur pays, et probablement le dernier souverain russe basant le système de sa politique extérieure sur l'union étroite avec l'Allemagne. Le système des Alexandre Ier et des Nicolas disparaissait avec Alexandre II. Le dernier représentant de ce système, le prince Gortchakoff, plus qu'octogénaire, vivait dans la retraite, en Allemagne. L'Europe se trouvait ainsi du coup en présence d'un nouveau souverain et d'un nouveau ministre dirigeant les affaires extérieures de l'empire russe.

Si l'empereur Alexandre III était monté sur le trône avec la résolution de changer l'orientation de sa politique extérieure, il n'en parut rien au début. Les deux

cours échangèrent des paroles de douleur et d'amitié. « Vous avez des voisins fidèles, vous le savez bien », écrivit l'empereur Guillaume. Le prince impérial (Frédéric III) se rendit à Saint-Pétersbourg pour représenter son père aux funérailles. Recevant une députation de la colonie allemande de Moscou, venue à Saint-Pétersbourg pour le complimenter, le prince la chargea de dire à ses compatriotes que « les vieilles relations amicales entre les deux États sont devenues traditionnelles, qu'elles subsisteront dans l'avenir, que l'amitié de la nouvelle génération sera aussi durable que celle de l'ancienne et qu'elle importait non seulement aux deux empires voisins, mais aussi à la paix de toute l'Europe ».

La première manifestation officielle du nouveau gouvernement ne contredisait pas ces assurances ni ces promesses. M. de Giers, qui succédait au prince Gortchakoff dans la direction des affaires extérieures, inaugurait le nouveau règne ainsi que sa propre prise de possession, par une circulaire où l'esprit pacifique prédominait. La Russie, y lisait-on, ayant atteint la plénitude de son développement, n'éprouve ni envie ni mécontentement, ne songe qu'à sa consolidation et à sa défense extérieure. « La politique extérieure de l'empereur sera absolument pacifique. La Russie restera fidèle à ses amis; elle conservera invariablement ses sympathies consacrées par les traditions et répondra en même temps par la réciprocité à l'attitude amicale de tous les États; elle veillera au maintien de l'équilibre politique; elle protégera, d'accord avec les autres

gouvernements, la paix générale, basée sur le respect du droit et des traités. »

Alexandre III n'accomplit pas l'évolution, dans la politique extérieure de son empire, aussi vite que l'Allemagne le craignait et que le parti national russe ou panslaviste semblait l'attendre. Esprit calme et réfléchi, le tsar voulait évidemment étudier la situation et laisser au temps le soin de mûrir les résolutions à prendre. Et puis aussi, les attentats nihilistes qui avaient ensanglanté le règne précédent, les manœuvres non interrompues de ce parti absorbaient trop les soucis du souverain pour le faire toucher avec précipitation aux vieilles traditions de la politique extérieure. Le tsar, certes, ne pouvait pas avoir oublié ce fait si grave que ses deux voisins avaient conclu un pacte dicté par la défiance à l'égard de la Russie; mais, n'ayant lui-même projeté aucun plan de nature agressive, il paraissait, pour le moment, disposé à garder sa place dans le concert des trois empereurs : s'en éloigner, n'aurait-ce pas été fournir un prétexte plausible à cette défiance? Les premiers mois du grand deuil passés, il fit annoncer à Berlin son désir de se rencontrer avec l'empereur Guillaume qui allait se rendre aux manœuvres dans la Prusse orientale. La ville de Dantzig fut désignée comme lieu de l'entrevue. C'était le premier voyage d'Alexandre III, comme empereur, en dehors des limites de son empire. De part et d'autre, la rencontre s'accomplit avec la plus grande solennité et avec toutes les formes d'une manifestation politique. Le tsar était accompagné de ses deux frères,

de M. de Giers et d'un grand nombre de hauts dignitaires. L'empereur Guillaume était entouré du prince impérial, du grand-duc de Mecklembourg, du prince de Bismarck et des membres de l'ambassade de Russie à Berlin. Pendant les quelques heures que durait la visite impériale, de longs entretiens eurent lieu entre les souverains et surtout entre le tsar et le chancelier allemand. Entretiens satisfaisants pour toutes les parties, d'après ce que l'on en affirmait d'une manière officielle et assez démonstrative. « La rencontre, disait l'organe gouvernemental de Berlin, a eu pour résultat d'établir l'accord des deux empereurs et de leurs ministres sur la nécessité de rester fidèles aux traditions pacifiques qui avaient tant de fois fait leurs preuves salutaires. L'empereur d'Autriche, qui n'était pas présent à cette entrevue, y a cependant assisté par la pensée. L'entente des trois empires qui a conservé la paix européenne pendant dix ans se maintiendra dans l'avenir pour accomplir le même but pacifique. » M. de Giers, dans une circulaire-télégramme, adressée, de Dantzig encore, aux agents diplomatiques de la Russie, exprimait les mêmes idées. A son retour à Saint-Pétersbourg, l'empereur Alexandre envoya un télégramme à l'empereur d'Autriche, pour exprimer le plaisir de sa rencontre avec l'empereur Guillaume, « cet ami vénéré à qui des liens communs d'intime affection nous unissent ». D'autre part, l'ambassadeur d'Autriche à Berlin informait son souverain que l'empereur Alexandre et M. de Giers avaient été on ne peut plus satisfaits de leurs entretiens avec le

prince de Bismarck qui ne nourrissait que des intentions pacifiques sur tous les points; et qu'ils avaient pu constater qu'il ne subsistait aucune question inquiétante sur le terrain de la politique extérieure. Enfin, au mois de novembre, dans son discours au Reichstag, l'empereur Guillaume mentionnait l'entrevue de Dantzig, en proclamant ces intimes relations avec les deux empires voisins comme une garantie de la paix qui était le but de la politique des trois souverains.

Ce qui se passait ainsi dans le commerce intime des souverains et dans leurs relations officielles ne répondait guère aux sentiments de la société russe. Les journaux, excepté, il est vrai, la *Gazette de Moscou*, ne tenaient aucun compte de ces manifestations amicales et pacifiques. Dans l'armée même se produisit un mouvement très prononcé en faveur des idées d'expansion slave. Un des généraux les plus vaillants et les plus populaires, le général Skobeleff, tantôt à Moscou, tantôt

Paris et à Varsovie, tenait un langage ouvertement hostile à l'égard de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie; les mesures prises pour enrayer cette fugue patriotique restèrent sans effet, et le gouvernement russe ne se montra pas trop rigoureux envers ce compromettant soldat. A ces patriotes russes il était difficile de s'accommoder des demi-succès de la guerre de 1877, et encore plus difficile de traiter en ami cet empire allemand, cet allié intime de l'Autriche qui barrait à la Russie la route de Constantinople. Ce mouvement d'opinion eut sur les relations de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie l'effet tout naturel

de les amener à resserrer davantage leur union. A la fin de l'année 1882, les deux gouvernements renouvelèrent, pour six ans, le traité de 1879 qui serait venu à expiration en 1884. Cependant, à Saint-Pétersbourg l'on n'abandonnait pas encore la politique d'entente. A M. de Giers avait incombé la tâche de visiter tour à tour les cours de Rome et de Vienne, et de conférer, à Varzin, avec le prince de Bismarck. Dans ces tentatives conciliantes, le gouvernement russe fut vigoureusement soutenu par le grand journal de Moscou, où M. Katkoff rejetait la faute des malentendus qui avaient surgi au lendemain du congrès de Berlin, sur le prince Gortchakoff; il préconisait une entente de la Russie avec l'Allemagne, « les intérêts des deux pays se touchant sans jamais se heurter ». Le même écrivain accusait les autres journaux de pousser à la guerre avec l'Allemagne au profit d'intérêts polonais et français, et cela sous l'inspiration du prince Gortchakoff.

Le résultat du voyage de M. de Giers avait produit de bons résultats en faveur de la paix; son entretien avec M. de Bismarck l'avait particulièrement satisfait. L'accord des trois empereurs était établi en ce sens, que tous manifestaient leur intention de maintenir le *statu quo* existant. Cet échange de visites et d'assurances pacifiques se continua dans les années suivantes. La Russie n'était pas prête, pour pouvoir réveiller, avec succès, la crise orientale. Elle négociait à Berlin, comme à Vienne, dans l'espoir de gagner soit l'une, soit l'autre de ces deux puissances, à ses vues particulières dans la péninsule des Balkans. Les

voyages de M. de Giers, en 1883 et 1884, ses entrevues avec les ministres dirigeants, n'avaient d'autre but que, faute d'une entente séparée, de maintenir, au moins ostensiblement, jusqu'à nouvel ordre, le concert des trois empires. Le tsar avait de nouveau écrit à l'empereur Guillaume, pour l'assurer de sa ferme résolution de maintenir la paix. Et cependant, comme on l'a vu, les deux autres puissances avaient renouvelé leur traité de 1879 : plus encore, l'Italie s'y était associée, transformant ainsi la double entente en triple alliance. Comment cette nouvelle combinaison pouvait-elle fonctionner sans mettre à néant la triple alliance du Nord? Quelle valeur réelle pouvaient avoir dès lors ces nombreuses démonstrations amicales dont les anciens alliés ne furent pas ménagers? Au cours de l'année 1884, le tsar nomma pour ambassadeur à Berlin le prince Orloff, ami intime du prince de Bismarck. Dans la même année, les journaux enregistraient les fréquentes fraternisations entre officiers russes et allemands sur la frontière des deux pays. L'empereur Guillaume, dans son discours au Reichstag, célébra, une fois de plus, les bienfaits de « l'amitié héréditaire » des trois empires. Les trois souverains vinrent confirmer ces paroles par une entrevue au château de Skiernievize, près de Varsovie. Les organes gouvernementaux déclarèrent que la paix était plus fortement que jamais scellée. Au commencement de l'année suivante, le gouvernement prussien fit acte de prévenance envers le tsar, en signant un traité d'extradition qui visait particulièrement les crimes contre l'empereur de

Russie et les membres de sa famille. Le chancelier allemand, dans son discours au Reichstag, dénonça les Polonais comme des ennemis nourrissant contre l'Allemagne des projets de conquête que repoussait l'empereur de Russie. « Nous ne voulons pas être protégés par les Polonais contre la Russie, s'écrie-t-il, nous saurons bien nous protéger tout seuls! »

Dans le conflit qui, à ce moment, divisait l'Angleterre et la Russie dans l'Asie centrale, le cabinet de Berlin se déclarait ouvertement en faveur de cette dernière. Par son organe officiel, il félicitait le sultan d'avoir refusé aux Anglais l'entrée des Dardanelles et préservé ainsi la Russie contre une attaque dans la mer Noire.

Les visites des ministres des deux pays se succédèrent rapidement, à Friedrichsruhe, à Franzensbad, à Berlin. M. de Giers conférait bien avec M. de Bismarck; mais celui-ci conférait, d'autre part, avec les ministres d'Autriche et d'Italie, ces nouveaux alliés, et même avec l'empereur François-Joseph qui alla visiter l'empereur Guillaume à Gastein : dans ces conférences, ni le tsar ni son ministre n'eurent leur place.

Dans toutes ces entrevues, on discuta la question du jour, le vrai objet de discorde future entre les anciens membres de la Sainte-Alliance. La Bulgarie, c'est d'elle qu'il s'agit, fut la pierre d'achoppement de tout accord réel. Les événements dans ce pays marchaient à l'encontre des intérêts russes. Le prince Alexandre de Battenberg, parent de l'empereur Alexandre, semblait d'abord animé d'excellentes intentions relativement à la politique russe. On lui avait cependant créé une

situation difficile en octroyant à son pays une constitution sur le type occidental et dont le fonctionnement rencontrait bientôt de graves obstacles, grâce aux partis qui se livraient une lutte passionnée. Dans le courant de l'année 1881, le prince, avec l'assentiment des commissaires russes, avait suspendu la constitution et établi une sorte de dictature; puis, au bout de deux ans, il avait été forcé de rétablir la constitution, cette fois contre le gré de la Russie. La situation, par la suite, s'embrouilla de plus en plus et fut encore aggravée, en septembre 1885, par le soulèvement des Bulgares de la Roumélie orientale, proclamant leur réunion avec la principauté. Au fond, c'était bien l'accomplissement du traité de San Stefano et, à ce titre, on aurait pu penser que la Russie n'y formerait point obstacle. Il n'en fut pas ainsi. Le gouvernement russe, qui envisageait déjà avec déplaisir les agissements du gouvernement du prince Alexandre, était encore moins disposé à le soutenir dans l'annexion de la Roumélie orientale; il soupçonnait d'ailleurs l'Angleterre d'avoir provoqué le coup de main des Rouméliotes, et prévoyait que son influence allait péricliter dans cette grande Bulgarie, oublieuse des devoirs de gratitude envers son libérateur. La Porte refusait d'intervenir par les armes : pourquoi aurait-elle versé le sang de ses soldats, dépensé son argent, uniquement pour réduire à la raison une ancienne province que les puissances ne ramèneraient pas sous son sceptre? L'intervention de la Russie étant repoussée par l'Angleterre et l'Autriche, aucune autre puissance ne voulant intervenir,

les Bulgares restèrent maîtres du terrain. Le prince Alexandre eut encore la bonne fortune d'établir son prestige militaire en remportant une victoire complète sur la Serbie dont le roi avait voulu profiter de la situation pour s'emparer de certaines parties de la Bulgarie. La Porte finit par se prêter à un arrangement, aux termes duquel elle confia le gouvernement général de la Roumélie orientale au prince Alexandre. Ce traité fut agréé par les puissances, avec cette modification, demandée par la Russie, que la concession serait acquise, non à la personne du prince Alexandre, mais à tout prince régnant de la Bulgarie. Le cabinet de Saint-Pétersbourg, ainsi que semblait le prouver sa proposition, tenait à prévoir l'éventualité d'un changement de règne à Sofia. Ces prévisions ne tardèrent pas à se réaliser. Par suite d'un complot ourdi par des officiers félons d'accord avec quelques politiciens mécontents, au mois d'août 1886, le prince fut nuitamment enlevé et transporté sur territoire russe d'où il gagna l'Autriche. Une contre-révolution, soutenue par la population de Sofia, ramena le prince, mais pour peu de semaines seulement. Se sentant abandonné par la Russie, il ne croyait plus pouvoir gouverner pour le bien du pays. Une dernière démarche auprès du tsar n'eut aucun succès : l'empereur déclara qu'un plus long séjour du prince en Bulgarie serait funeste au pays. Le 7 septembre, il résigna ses pouvoirs et quitta la principauté. Un gouvernement provisoire prit sa place. En même temps le gouvernement russe envoya comme commissaire le général Kaulbars, avec mission de replacer le

pays sous le protectorat russe ; cette mission échoua. Le conflit entre le libérateur et les délivrés éclata ouvertement. Le gouvernement bulgare envoya des délégués dans les capitales européennes : partout, on lui conseilla de s'entendre avec la Russie. L'empereur Alexandre déclina tout rapprochement. Après avoir longtemps cherché un candidat pour le trône, le prince Valdemar de Danemark, beau-frère du tsar, ayant également refusé, l'assemblée bulgare, au mois d'avril 1887, élut le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg. Ce choix, auquel ni le sultan ni la majorité des autres puissances ne firent opposition, ne fut pas agréé par la Russie qui déclarait l'élection contraire au traité de Berlin. Le prince Ferdinand, qui avait accepté sa nomination, dans l'espoir d'y rallier la Russie, fut déçu dans cette attente. Indépendamment de la façon irrégulière de l'élection, le tsar avait des objections contre la personne du candidat, considéré comme un protégé de la cour d'Autriche. Dans ces conditions, le prince Ferdinand se trouvait enveloppé dans une politique antirusse qui s'accentua à mesure que la Russie, par sa diplomatie, témoigna son hostilité absolue au nouveau gouvernement bulgare.

Nous avons dû anticiper sur les événements, en racontant brièvement les différentes phases de la question bulgare depuis 1881 jusqu'à l'installation du prince Ferdinand de Cobourg, afin de faire mieux comprendre les incidents et les troubles qu'elle provoquait dans les rapports de l'Allemagne avec la Russie.

La politique du cabinet de Berlin, celle du prince

de Bismarck en particulier, devint singulièrement difficultueuse et embarrassée au milieu des démêlés bulgares qui prirent une véritable gravité par suite du coup de main de Philoppopoli, du 18 septembre 1885. Dans cette question de Bulgarie, les intérêts russes et austro-hongrois se trouvaient en complet antagonisme. La Russie, fidèle aux traditions de la politique de la grande Catherine, s'appliquait à étendre son protectorat sur les États chrétiens balkaniques et, par ceux-ci, à établir son influence politique jusqu'aux rives du Bosphore. C'est à ce but qu'elle avait sacrifié ses trésors et son sang dans une série de guerres, et c'est lorsqu'elle se croyait au terme de ses laborieux efforts, qu'on vint lui en disputer le prix. D'autre part, la monarchie austro-hongroise se sentait menacée dans sa sécurité, en admettant sur sa frontière sud l'établissement d'États qui n'auraient obtenu leur émancipation vis-à-vis de la Turquie, que pour passer sous le protectorat du puissant empire slave. L'intérêt autrichien, ainsi compris, consistait à rattacher à la sphère d'influence de la monarchie austro-hongroise les nouveaux États balkaniques ou, du moins, à en écarter la prédominance russe. Le dilemme fut celui-ci : la Russie a besoin de ces États comme étapes de la route au Bosphore ; l'Autriche veut les établir, au contraire, comme barrières aux desseins de la Russie.

La politique du prince de Bismarck se trouvait enserrée entre ces intérêts opposés. Soucieux d'empêcher la réalisation du projet d'une alliance de la Russie avec la France, il était obligé de ménager les intérêts

de la première. D'un autre côté, le traité d'alliance de 1879 imposait à l'Allemagne certaines obligations envers l'Autriche-Hongrie. Les deux puissances s'étaient engagées à se prêter mutuellement secours, dans le cas où l'une d'elles viendrait à être attaquée par la Russie. Cet engagement, qui s'appliquait en premier lieu à une attaque contre leur territoire, ne pouvait-il, par extension, être invoqué dans le cas où l'Autriche serait amenée à s'opposer à une intervention de la Russie au sud du Danube ou des Balkans? Le prince de Bismarck se flattait toujours de pouvoir échapper à ce dilemme, en amenant les deux puissances rivales à se partager l'influence ou même le protectorat dans la presqu'île balkanique. Il n'estimait pas l'Allemagne intéressée dans ces questions ni même dans celle des Dardanelles. Pour lui, la meilleure solution consistait à adjuger à la Russie la partie orientale, à l'Autriche-Hongrie la partie occidentale de la péninsule. Ce partage ne convenait pas aux hommes d'État de Vienne; il comportait précisément la prise de possession morale, par la Russie, de la Roumanie et de la Bulgarie, sentinelles avancées sur la route de Constantinople. Ils déclaraient ne vouloir exercer une prédominance nulle part et, en revanche, ne pas admettre celle de la Russie; il fallait laisser les États balkaniques se constituer et vivre en indépendance absolue, ce qui n'empêcherait pas la Russie de s'y créer des sympathies, de l'influence même, mais sans titre de droit. C'est dans ce cercle d'idées et de raisonnements que tournaient tous les pourparlers, toutes les négociations, sans jamais amener un résultat

au gré des convenances du chancelier allemand. Pour vouloir concilier des intérêts opposés et à peu près inconciliables, cette politique revêtait un caractère d'ambiguïté et d'incertitude qui aigrissait les Russes sans trop contenter les Autrichiens. Le chancelier se voyait attaqué des deux côtés et, de plus, en butte aux attaques de ses propres compatriotes. L'opinion en Allemagne envisageait la question au même point de vue que l'Autriche; elle était choquée d'entendre le chancelier manifester tant d'indifférence à l'égard des progrès de la Russie dans la presqu'île balkanique; elle estimait que l'Allemagne était menacée au même degré que l'Autriche et qu'elle devait à celle-ci son assistance contre la Russie. Ces sentiments, qui s'étaient manifestés dans la presse comme au Reichstag, avant et pendant la guerre de 1877, firent de nouveau explosion pendant les troubles de Bulgarie. Tour à tour, l'opinion publique en Allemagne prit fait et cause pour le prince Alexandre et pour le prince Ferdinand, que l'Autriche avait acceptés et que la Russie avait repoussés; elle fut outrée de voir le prince de Bismarck rejeter ces princes à mesure qu'ils avaient encouru la disgrâce de la Russie. Les journaux d'opposition publiaient les articles les plus violents contre la Russie et contre le chancelier qui la soutenait; ils reprochaient à ce dernier de laisser la Russie poursuivre ses projets contre Constantinople et insinuaient même que l'Allemagne devrait l'en empêcher par les armes. Au Reichstag, dans la session du mois de janvier 1887, le chancelier s'éleva avec véhémence contre

ces excitations à la guerre avec la Russie. Déjà, quelques jours auparavant, il avait pris une attitude très résolue vis-à-vis des catholiques et des libéraux, unis dans leur animosité contre la Russie. Ce fut dans la discussion du projet de loi augmentant l'effectif de paix de l'armée allemande. Alors qu'il indiquait le danger dont l'empire allemand serait menacé du côté de la France, il célébrait les avantages d'une bonne entente avec la Russie qui ne menaçait l'Allemagne sous aucun rapport. A son tour, l'Allemagne ne songeait pas à attaquer la Russie. « Quelles raisons aurions-nous donc de chercher querelle aux Russes? » demanda le chancelier. Il ne croyait pas à une coalition de la Russie avec la France contre l'Allemagne; l'empereur Alexandre III, s'il nourrissait des intentions hostiles, serait le premier à en avertir le gouvernement allemand. Il proteste contre la prétention des journaux qui veulent qu'on cherche querelle à la Russie pour les Bulgares. « Toute cette question orientale n'est pas pour nous une question de guerre. Nous préférons l'amitié de la Russie à celle des Bulgares et de leurs amis qu'ils possèdent chez nous. Toute la difficulté pour le cabinet allemand — le chancelier en fait l'aveu — consiste à maintenir la paix entre la Russie et l'Autriche. « Nous courrons là le danger qu'en Autriche et en Hongrie on nous dénonce comme Russes, tandis que ceux-ci nous qualifient d'Autrichiens. » « Le gouvernement allemand, poursuit-il, ne saurait asservir sa politique en tous points à celle de l'Autriche et de la Russie. Chaque pays a des intérêts spéciaux à sau-

vegarder et c'est à lui de les défendre. C'est à l'Autriche de juger quels intérêts elle a à Constantinople; l'Allemagne n'en a point et n'engagera pas de guerre, à ce sujet, avec la Russie. »

Ce langage si chaleureux n'eut pas le don de satisfaire le public russe. Tandis que l'opposition allemande demandait que M. de Bismarck agît de concert avec l'Autriche contre la Russie, les Russes déclaraient que toutes les bonnes paroles du chancelier allemand les laissaient froids, et que pour être reconnu comme ami il fallait faire acte d'ami, c'est-à-dire soutenir les prétentions de la Russie contre l'Autriche. Pendant tout l'été de 1887, les journaux de Saint-Pétersbourg et de Moscou tenaient contre l'Allemagne et son chancelier un langage qui, par sa violence, faisait pendant à celui de la presse allemande. Ils accusaient l'Allemagne d'ingratitude, disaient la Russie trahie par le prince de Bismarck qui avait contribué, au Congrès de Berlin, à enlever à la Russie les bénéfices de sa guerre victorieuse. Le point principal, sur lequel ils s'appuyaient pour justifier leurs récriminations, concernait la Bosnie et l'Herzégovine, ces provinces turques, que le chancelier aurait fait remettre dans les mains de l'Autriche, pendant qu'il obligeait la Russie de retirer ses troupes de la Bulgarie. Cette polémique, commencée par la presse russe, trouvait aussitôt son écho dans la presse officieuse de Berlin, de Budapest et de Vienne, et donna lieu à des révélations curieuses. Le prince de Bismarck fit exposer par ses organes qu'avant la guerre de 1877, le prince Gortchakoff avait

entamé avec le cabinet de Vienne des négociations particulières, à l'insu du gouvernement allemand, au sujet de la Bosnie et de l'Herzégovine. Ces négociations, commencées dans l'été de 1876, lors de l'entrevue des empereurs de Russie et d'Autriche à Reichstadt, terminées à Vienne par la convention du 15 janvier 1877, abandonnaient à l'Autriche-Hongrie l'occupatiom de ces provinces, à charge pour celle-ci de ne pas s'opposer aux opérations militaires de la Russie contre la Turquie.

Ces révélations ne faisaient que fournir un nouvel aliment aux passions nationales, excitées depuis longtemps contre la race allemande et contre l'alliance allemande. Et pourtant, à ce moment encore, le prince de Bismarck s'efforçait de calmer les Russes, d'éviter une rupture avec eux. Pendant que les Russes l'accusaient de les trahir, les journaux allemands l'attaquaient pour « *ramper*, de conserve avec la France, pour obtenir les faveurs de la Russie ». C'est qu'il faisait dénoncer et blâmer par ses organes l'infidélité des gouvernants bulgares envers leurs libérateurs, en comprenant dans ce blâme aussi bien l'ex-prince Alexandre que le prince de Cobourg; il condamnait, dans les termes les plus énergiques, « l'entreprise orléaniste-cobourgeoise »; ce prince, plus encore que son prédécesseur, déclarait l'organe du chancelier, avait violé les traités que le gouvernement allemand était résolu à faire respecter.

La polémique des journaux allemands prit bientôt une autre direction non moins menaçante pour la paix

entre les deux pays. Sous l'empire du courant slave et nationaliste, le gouvernement russe avait rendu, au mois de mai, une loi par laquelle il était interdit aux étrangers d'acquérir des immeubles en Pologne et dans les provinces occidentales de la Russie; les héritiers d'immeubles seraient tenus de les vendre dans le délai de trois ans. Cet ukase visait principalement les sujets prussiens, propriétaires, en grand nombre, de terres situées dans ces provinces. Les journaux allemands s'emparaient de ce fait pour demander au gouvernement d'user de représailles. Il fallait, disaient-ils, engager le public à ne pas placer des capitaux dans des valeurs russes, à se défaire de ces valeurs, à fermer le marché allemand aux emprunts russes. Ces exhortations ne restèrent pas sans effet. Des ventes en masse de valeurs russes eurent lieu et les cours de ces fonds rétrogradaient dans de fortes proportions. Ce qui donnait à cette manifestation hostile sa vraie signification, c'est qu'elle paraissait provoquée par le chancelier, dont les organes se signalaient par une ardeur toute particulière en ce sens. La tension entre les deux cabinets s'accentuait à ce moment. Une controverse, peu flatteuse pour le tsar, s'engageait au sujet de la visite projetée de ce souverain à la cour de Berlin. La presse officieuse exposait qu'elle n'aurait aucune influence sur les rapports politiques des deux pays. D'ailleurs, disaient ces journaux, il n'était pas certain que la visite aurait lieu, attendu que les panslavistes marqueraient à l'empereur Alexandre leur déplaisir, en le voyant rendre visite à l'empereur allemand. Il se

produisit un symptôme plus caractéristique de l'irritation du chancelier. Le 10 novembre, la feuille officielle publiait un avis de la Banque de l'empire, portant qu'elle n'accepterait plus des valeurs russes comme nantissement de ses prêts : mesure qui n'avait pu être prise sans le consentement du prince de Bismarck, gouverneur de cet établissement. Cela se passait huit jours avant la visite du tsar qui arriva à Berlin le 18 novembre. Bien que visite de courtoisie à l'égard du vieil empereur, elle s'annonçait d'avance, et contrairement à de récentes assertions, comme un événement politique. Le prince de Bismarck, absent de Berlin, reçut ordre de l'empereur de rentrer dans la capitale. A la cour de Berlin, les esprits n'étaient pas aux fêtes. Le prince impérial (Frédéric III) était mourant à San Remo en Italie ; l'empereur Guillaume, sous le coup de cette catastrophe et lui-même succombant sous le poids des années, était gravement indisposé. La réception du tsar et de sa famille fut cordiale, mais entourée de tristesse. Après le dîner, Alexandre III eut avec le chancelier, qui l'en avait sollicité, un long entretien qui amena des explications d'une haute gravité. Le prince de Bismarck avait été averti, quelques mois auparavant, que le tsar avait reçu des documents prouvant la duplicité du cabinet allemand dans la question bulgare : il y était représenté comme affirmant officiellement son accord avec la politique russe, alors que sous main il prêtait son appui au prince de Cobourg. Ces documents que le tsar lui communiqua, le chancelier les déclara apocryphes en fournissant la

preuve de leur fausseté. Il s'attacha à démontrer que le tsar était trompé par des intrigants panslavistes et aussi par une certaine coterie prussienne qui insinuait que le chancelier, en désaccord avec l'empereur Guillaume, n'en faisait qu'à sa tête. Au cours de l'entretien, en parlant de la triple alliance, M. de Bismarck exposa à l'empereur, que cette alliance avait un but absolument défensif, qu'elle excluait toute agression de la part des alliés. Le tsar protestant, de son côté, contre toute pensée hostile à l'égard de l'Allemagne, le chancelier lui avoua que, d'après le traité austro-allemand, l'Allemagne serait obligée de prêter secours à l'Autriche-Hongrie, si elle venait à être attaquée. Alexandre assura que la Russie ne songeait pas davantage à attaquer cette dernière puissance, pourvu qu'elle n'y donnât pas lieu elle-même par quelque acte de provocation. De cet entretien l'empereur Alexandre emporta peut-être la conviction que le chancelier était sincère, dans ses explications relativement aux documents apocryphes. Mais, en même temps aussi, il avait obtenu l'aveu des engagements qui liaient l'Allemagne à l'Autriche et impliquaient, dans certaines éventualités, une guerre avec la Russie. De plus, le chancelier, cette fois, ne lui promettait que la neutralité dans la question bulgare! promesse qui n'avait qu'une valeur bien relative pour la campagne que la Russie menait contre le prince de Cobourg.

Le chancelier eut une satisfaction morale et d'amour-propre. Le tsar voulait bien ne plus douter de sa correction de conduite; il le flattait aussi en émettant la

crainte qu'un successeur de M. de Bismarck ne nourrît point des sentiments aussi amicaux à l'égard de la Russie : observation à laquelle le chancelier s'empressa de répondre par l'assurance quelque peu téméraire, qu'il restera sa vie durant chancelier de l'empire allemand. Mais, en dépit de toutes ces protestations, la confiance du tsar dans l'amitié de l'Allemagne était ébranlée sans retour probable; dans son sens logique et droit, il ne pouvait pas admettre que la puissance directrice de la triple alliance pût jamais soutenir les intérêts vitaux de la Russie. Son interlocuteur lui-même ne devait pas se faire illusion sur les sentiments avec lesquels le tsar quittait Berlin.

De part et d'autre, on était tombé d'accord pour reconnaître que les journaux des deux pays, par leurs attaques inconsidérées, par la violence de leur langage, avaient beaucoup contribué à aigrir les esprits et à jeter le trouble dans le public. On se promettait de rappeler ces journaux à la modération. Ce fut peine perdue. Les journaux russes, au lendemain de l'entrevue de Berlin, reprirent leurs attaques contre le chancelier allemand. Si, comme M. de Bismarck l'affirmait plus tard, le tsar avait déclaré avoir confiance en lui, les sujets d'Alexandre III ne partageaient pas ce sentiment. La nation russe, exposaient les journaux, sait que le vieil empereur allemand voudrait remplir tous ses devoirs de parent et d'ami du tsar. En revanche, elle ne croit pas à l'amitié du chancelier et elle ne croit pas à son retour vers une politique meilleure; il n'a jamais été sincère dans la question bulgare, et toute sa

politique est marquée au coin de l'hostilité à l'égard de la Russie : à preuve le renouvellement du traité de la triple alliance, et ses mesures contre les fonds russes. Bref, disaient-ils, il pratique une politique qui n'est pas celle de son maître.

L'ouverture de la session du Reichstag, qui eut lieu quelques jours après la visite du tsar, devait prouver que M. de Bismarck jugeait nécessaire de compter plus avec les sentiments hostiles de l'opinion russe qu'avec les bonnes paroles du pacifique tsar. Dans la session précédente, le Reichstag avait voté une augmentation de l'effectif de l'armée; cette fois, il fut saisi d'un autre projet augmentant les réserves de toutes catégories. La fin du discours d'ouverture fournissait le commentaire de cette mesure. L'Allemagne, disait le message impérial, ne veut ni peut faire une guerre agressive contre ses voisins; « mais, pour repousser l'agression et pour la défense de notre indépendance, nous sommes forts et, avec l'aide de Dieu, nous voulons être tellement forts que nous pourrons envisager avec calme tout danger ». Cette fois du moins, il n'y avait pas, comme le prétendaient les feuilles russes, de dualisme dans le gouvernement allemand. Ce que le message énonçait officiellement, l'empereur l'accentuait en recevant le bureau du Reichstag : « Je regrette, disait-il, de n'avoir pu ouvrir la session en personne, j'aurais bien voulu prononcer moi-même le dernier passage du discours. J'aurais voulu vous dire moi-même — l'empereur élevait le ton — que je veux la paix, mais que je suis armé pour me défendre. »

A quelle adresse allaient ce discours et ces paroles?

On l'apprit aussitôt par l'écho qu'ils trouvaient en Russie. Les journaux allemands constataient que des dislocations importantes des forces russes s'effectuaient sur la frontière autrichienne de Galicie; les chiffres qu'ils indiquaient, portaient ces forces à plus du double des forces autrichiennes près de la même frontière. Ces nouvelles, qui eurent naturellement leur retentissement en Autriche, provoquèrent une vive controverse entre les journaux militaires russes et allemands. A Saint-Pétersbourg, on expliquait ces dislocations, effectuées en temps de paix, par l'état incomplet du système des chemins de fer, lequel obligeait la Russie de se prémunir contre le danger d'une invasion allemande et autrichienne. La triple alliance ayant développé à un degré extrême ses mesures de défense, la Russie avait le droit d'en agir de même « en vue de sa défense et de la sauvegarde de son territoire et de son honneur » : cette phrase finale de l'article de *l'Invalide russe* avait été ajoutée sur l'ordre du tsar. La feuille militaire prussienne répliqua à cet exposé, en s'attachant à démontrer que les forces prussiennes dans les places-frontières étaient de beaucoup inférieures à celles de la Russie sur une surface égale de territoire.

Ces discussions entre militaires faisaient pressentir la tournure que prendraient les débats du Reichstag. On demandait à ce Parlement, avec l'augmentation des réserves, un crédit extraordinaire de 280 millions de marks. D'importantes publications de documents pré-

ludaient à ces débats. Le dernier jour de l'année 1887, le journal officiel du gouvernement allemand, revenant sur l'affaire des documents apocryphes relativement à la question bulgare, déclarait qu'après l'enquête faite, il résultait que ces documents avaient été inventés dans l'intention de faire suspecter la sincérité de la politique allemande et de lui imprimer le caractère de la duplicité. Le gouvernement allemand, disait la feuille officielle, a considéré, dès l'origine, l'entreprise du prince de Cobourg comme contraire aux traités et s'en est toujours prononcé dans ce sens envers tous les cabinets et principalement envers le gouvernement russe. Cette note ne produisit pas en Russie l'effet auquel on s'était attendu à Berlin. Ni les dislocations et les armements russes sur la frontière, ni les attaques de la presse russe ne cessèrent. Alors, dans les premiers jours de février 1888, une publication significative parut, le même jour, dans les organes officiels de Berlin, de Vienne et de Budapest : ce fut le traité d'alliance conclu en 1879, dont il a été parlé plus haut, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Les deux gouvernements déclaraient, qu'en publiant ce document, leur intention était de mettre un terme aux faux bruits propagés par les journaux et de démontrer que leur pacte avait un but purement défensif. Les deux cabinets avaient d'ailleurs prévenu, la veille, l'empereur de Russie de cette publication qui, à vrai dire, ne lui révélait rien qu'il ne sût déjà, son père ayant été parfaitement renseigné à ce sujet par l'empereur Guillaume, de même que lui-même l'avait été,

lors de sa visite à Berlin, par le prince de Bismarck. L'impression qu'en reçut le public en Russie comme en Allemagne, ne fut rien moins que calmante. Dans l'un comme dans l'autre pays, l'on considérait la publication comme un avertissement à l'adresse de la Russie. Les Russes étaient vivement froissés de voir qu'on leur attribuait positivement des projets agressifs; les Allemands comprenaient que leur gouvernement avait voulu orienter l'opinion sur les mobiles des nouvelles organisations militaires.

Voilà sous l'empire de quels sentiments le Recihstag entra le 6 février dans la discussion du projet de loi qui, après quatre jours de débat, fut, à la presque unanimité, adopté en bloc. Dans un discours, le plus long qu'il ait prononcé au cours de sa longue carrière, le chancelier allemand déclarait en propres termes que les appréhensions que l'on avait nourries l'année dernière au sujet de la France avaient disparu pour céder la place à celles que l'on concevait aujourd'hui du côté de la Russie. Partant de là, le chancelier énumérait les griefs que l'Allemagne croyait avoir à faire valoir : les violences de la presse russe, les dislocations et les armements sur la frontière, les manifestations hostiles de tout genre. Personnellement, le tsar ne nourrit pas des projets belliqueux ; il en a donné l'assurance et on doit le croire plus que les journaux qui prêchent la haine de l'Allemagne. Mais la situation géographique de l'Allemagne entre deux grands États militaires exige de la vigilance. Une guerre d'agression de la France contre l'Allemagne n'entraînerait pas nécessairement

une guerre de la Russie contre l'Allemagne ; par contre, la Russie attaquant l'Allemagne, la France aussitôt se mettrait de la partie. Mais, poursuit le chancelier, cette dernière éventualité n'est pas à craindre. Si la Russie concentre ses forces sur la frontière, c'est pour être prête, en cas de besoin, à sauvegarder ses intérêts en Occident. Quant à l'Allemagne, elle n'attaquera jamais ses voisins, elle désire vivre en paix avec eux, surtout avec la Russie. « Mais, ajoute aussitôt M. de Bismarck, sur un ton amer, nous ne courons après personne, nous ne sollicitons l'amour ni en France, ni en Russie ; ces temps sont passés. La presse russe, l'opinion russe ont montré la porte à un vieil ami puissant et fidèle. Nous avons essayé de rétablir les anciens bons rapports; voilà tout. Mais ce refus ne fait que nous encourager davantage à respecter les droits que la Russie tient des traités. » L'Allemagne ne soutiendra pas cependant la Russie dans le cas où celle-ci emploierait la force pour sauvegarder ses droits. La Bulgarie est un trop mince objet, pour que l'on jette l'Europe dans une guerre depuis Moscou jusqu'aux Pyrénées, guerre dont rien ne permet de prévoir l'issue. Mais l'Allemagne sera toujours prête à soutenir diplomatiquement les demandes de la Russie, à la condition que celle-ci en exprime le désir. Il est certain que si l'empereur de Russie juge nécessaire de faire la guerre à cause de la question bulgare, cette guerre se fera : mais par quelle raison la ferait-il à l'Allemagne? En terminant ce discours, le chancelier prend, de nouveau, la presse russe à partie, en l'accusant de rendre diffi-

ciles les efforts du gouvernement allemand en vue du maintien de la paix. « Je l'engage, disait le chancelier, à s'abstenir de ces menaces, qui ne nous font pas peur. Chaque pays est, en fin de compte, responsable des carreaux cassés par sa presse. Le compte en est présenté un jour sous forme de mécontentement du pays lésé. Nous pouvons être gagnés facilement par la bienveillance, jamais par des menaces. Nous autres Allemands nous craignons Dieu et rien autre chose dans ce monde. »

Le dernier acte du règne de Guillaume Ier fut la sanction de cette loi militaire, présentée avec les commentaires qu'on a vus. L'unanimité du vote avait réjoui le vieux monarque à son lit de mort, et il en fit particulièrement remercier le Reichstag. Malade, agonisant, il ne cessait de se préoccuper de l'éventualité — dont la seule idée était cruelle pour lui — d'une guerre avec la Russie. Dans ses derniers entretiens avec son petit-fils (le futur empereur Guillaume II), il lui fit la recommandation, devenue traditionnelle dans les deux familles impériales, de cultiver des rapports amicaux et pacifiques entre la Russie et l'Allemagne. Les deux peuples s'en souciaient si peu !

II

DEUX PEUPLES EN PRÉSENCE

Avec la mort de Guillaume Ier disparaissent les débris de la Sainte-Alliance. — Les situations ont changé. — Tentatives pour ramener la Russie vers l'Allemagne. — Échange de visites

impériales à Saint-Pétersbourg et à Berlin. — Manque de cordialité. — Alexandre III n'aime pas les souvenirs froissant la France. — Reproches réciproques d'ingratitude entre Allemands et Russes. — Le bilan des services rendus, des manquements commis. — Le prince de Bismarck en établit le compte. — L'opinion en Russie sur les services rendus en 1866 et 1870. — L'Allemagne au Congrès de Berlin a sacrifié la Russie. — L'antagonisme de race entre Russes et Allemands. — La haine de l'étranger chez les Russes. — Pierre le Grand a attiré les étrangers. — L'influence des Allemands en Russie. — Les Russes veulent s'en émanciper. — Un rapport russe, de 1817, sur l'utilité de l'immigration étrangère. — Depuis le règne de Nicolas la haine de l'Allemand augmente. — Alexandre III est d'accord avec le sentiment russe. — Les mesures contre les étrangers et surtout contre l'élément allemand. — La russification. — L'Allemagne a été surprise de ce mouvement. — Sympathies russes pour la France. — Danger pour l'Allemagne. — Les suites de cette évolution. — Causes de guerre entre l'Allemagne et la Russie. — Perspectives d'une guerre générale. — L'Occident et l'Orient en lutte.

Lorsque, le 9 mars 1888, l'empereur Guillaume Ier mourut, il ne restait rien de la politique de la Sainte-Alliance de 1815 et peu de chose de l'alliance des trois empereurs de 1872. Les conditions de ces alliances avaient cessé d'exister. Les souverains et les personnages qui les avaient conclues, avaient disparu, et avec eux les souvenirs et les liens de camaraderie dans lesquels ils étaient nés et élevés et qui les avaient habitués à des rapports formés de sympathies et de concessions réciproques.

Les liens de parenté s'étaient également dissous au cours des années. Au sang allemand de la famille de Russie s'étaient mêlés d'autres éléments nullement sympathiques à l'égard de l'Allemagne. A Berlin, dans la famille du nouvel empereur Frédéric III, la proche

parenté avec la cour d'Angleterre commençait à mitiger l'influence exercée pendant si longtemps par les souverains russes. C'étaient là des circonstances rien moins que propres à atténuer la tension des rapports politiques de l'Allemagne avec la Russie.

Sans doute, au lendemain de ses explications au Reichstag, le prince de Bismarck redoubla d'attentions pour la Russie : il les poussa au point d'irriter l'opinion en Allemagne et surtout en Autriche. Il renvoya au prince de Bulgarie la lettre de condoléance que ce prince avait adressée à l'empereur Frédéric III à l'occasion de la mort de Guillaume Ier. Plus encore, il s'opposa avec toute son énergie au mariage projeté entre le prince Alexandre de Battenberg et la fille de l'empereur Frédéric, en traversant ainsi les projets de l'impératrice et de la reine d'Angleterre et en témoignant à ces deux augustes princesses des sentiments peu sympathiques. Il voulait marquer, par cette attitude, devant la cour de Russie, son désir de tout éviter qui pût la froisser, d'enrayer surtout des tentatives anglaises en vue d'influencer la politique extérieure de l'Allemagne.

Sur le conseil du prince de Bismarck, après la mort de Frédéric III, l'empereur Guillaume II rendit aussitôt visite à la cour de Russie, préalablement à ses visites aux cours alliées de Vienne et de Rome. Le jeune souverain renouvela cette visite deux ans après, cette fois, paraît-il, contre le gré du chancelier. A son tour, le tsar rendit visite à Berlin, dans l'automne de 1889, mais attendit deux ans avant de rendre la seconde visite, cette fois à Kiel et pour quelques heures seu-

lement. Guillaume II trouva, en Russie, un cordial accueil dans la famille impériale et aussi dans la haute société. Ce furent là des succès personnels qui n'eurent guère d'influence sur les rapports politiques des deux empires. Et même, on n'y remarquait plus cette intimité familiale telle qu'elle avait subsisté du temps d'Alexandre Ier, de Nicolas, d'Alexandre II. Tandis que Guillaume II faisait valoir ses qualités les plus aimables, Alexandre III, sans cesser d'être cordial, montra cependant une certaine réserve. A l'exemple de ses prédécesseurs, l'empereur Guillaume, dans ses toasts à la table du tsar ou chez lui à Berlin, se complaisait à rappeler les souvenirs de camaraderie des deux armées : Alexandre eut soin d'éviter toute allusion de ce genre, apparemment pour ménager les susceptibilités de la France vers laquelle tendait tous les jours davantage l'opinion en Russie. Et, pendant que les deux souverains se serraient la main, la presse des deux pays se livrait aux récriminations les plus violentes. Le grand journal de Moscou salua la visite impériale par un article portant le titre : « En attendant mieux » ; ce « mieux » était, dans son esprit, l'alliance française. Même le journal français de Saint-Pétersbourg atténuait l'expression officieuse de ses sentiments de satisfaction, par le « vœu » que l'union des deux souverains puisse refléter les sentiments des populations. Ce reflet faisait défaut.

Rien ne dénote mieux le refroidissement de vieux amis que les reproches d'ingratitude qu'ils se renvoient, l'un à l'autre. Depuis le Congrès de Berlin, ce

fut là un thème permanent dans la presse allemande et russe, et le prince de Bismarck lui-même n'avait pu s'empêcher d'y toucher dans son discours du 6 février 1888. Du côté russe, on rappelait les campagnes de 1813 et 1814 où Alexandre Ier avec l'armée russe était venu aider à la délivrance de la Prusse et de l'Allemagne, alors qu'il aurait pu rester derrière la Vistule sans courir à la poursuite de l'armée française; et le Congrès de Vienne où Alexandre avait appuyé les prétentions de la Prusse; et la guerre de la Prusse contre l'Autriche, en 1866, où Alexandre II avait laissé s'accomplir les annexions et la suppression de tant d'États allemands; enfin la guerre de 1870, où le gouvernement russe avait contenu l'Autriche prête à se joindre à la France, et couvert les derrières des armées allemandes. Du côté allemand, sans nier ces services, l'on s'attachait à les amoindrir ou à leur opposer des services non moins importants, sinon plus efficaces, rendus à la Russie; on y mêlait même les défaillances, les défections de la Russie dans des moments critiques. Alexandre Ier, disait-on, avait abandonné la Prusse après Iéna et livrée aux rancunes de Napoléon, à qui il s'était allié à Tilsit, acceptant même de lui les dépouilles de la Prusse, retenant celle-ci pendant cinq ans dans le vasselage français, l'abandonnant une seconde fois dans l'entrevue d'Erfurt, l'empêchant en 1814 de tirer de ses victoires le profit désiré, manquant à ses engagements envers la Prusse relativement à la Saxe. Puis l'empereur Nicolas! N'est-ce pas lui, disaient les journaux allemands, qui a enrayé le mouvement

libéral et national de l'Allemagne, soutenu l'Autriche contre la Prusse, fortifié la réaction à Berlin?

Le prince de Bismarck abondait dans le même sens. Dans son discours au Reichstag, il reconnaissait bien que c'est à la bienveillance d'Alexandre Ier que la Prusse devait sa restauration en 1814. « Le sentiment de reconnaissance, disait-il, a dominé tout le règne de Frédéric-Guillaume III »; mais, faisait-il observer, « ce compte a été réglé, exploité avec l'amitié, je puis même dire avec la servitude de la Prusse pendant tout le règne de l'empereur Nicolas, et finalement soldé à Olmütz ». « A Olmütz, poursuivit le chancelier — oubliant qu'il avait défendu en 1850 cette politique russe, — l'empereur Nicolas n'a pas pris parti pour la Prusse, ne nous protégeait même pas contre de fâcheuses conséquences, contre de certaines humiliations; ses préférences, en général, étaient pour l'Autriche. L'idée que, du fait de son règne, nous devrions avoir de la reconnaissance pour la Russie, c'est une légende historique. » Loin de garder rancune à l'empereur Nicolas au sujet d'Olmütz, poursuivit encore le chancelier, la Prusse, au risque de grands dangers, est restée fidèle, pendant la guerre de Crimée, à l'alliance russe. L'attitude bienveillante de la Russie en 1866 s'explique parce que les Russes étaient contents de voir l'Autriche par terre. Quant au service qu'elle a rendu à l'Allemagne en 1870, elle s'en est fait payer par la revision du traité de Paris relativement à la mer Noire. C'était un peu lestement traiter des services rendus. Sans doute, dans l'insurrection polonaise de

1863 et dans la guerre de Crimée, la Prusse avait amicalement soutenu la Russie, elle lui avait épargné de grands désastres. Mais les Russes ne pouvaient-ils pas, à leur tour, employant le raisonnement de M. de Bismarck, dire qu'en 1863, en aidant à comprimer l'insurrection des Polonais russes, la Prusse avait enrayé, du même coup, le mouvement insurrectionnel des Polonais prussiens? Et antérieurement, dans la guerre de Crimée, en se mettant du côté de la Russie, n'avait-elle pas eu en vue de damer le pion à l'Autriche désireuse de tirer parti des défaites de la Russie?

En Russie, on le comprend, l'opinion n'admettait pas que ces services de la Prusse eussent réglé la dette de 1866 et de 1870; que, pour cette dernière campagne surtout, la Prusse se fût acquittée en aidant à relever la Russie de l'humiliante clause de la mer Noire. C'est en 1877 qu'elle eût dû payer sa dette de reconnaissance : en 1866, la Russie aurait pu lui disputer les fruits de ses victoires sur l'Autriche ; en 1870, ceux de ses succès sur la France. Moins passionnée, l'opinion russe aurait plutôt pu reprocher au prince de Bismarck d'avoir laissé la Russie se lancer si inconsidérément dans la guerre contre les Turcs : mais peut-être avait-elle précisément cru à cette époque, que le gouvernement allemand se détacherait de l'Autriche pour soutenir effectivement la Russie. Ce n'était pas là, en tout cas, l'objet de ses récriminations. Tout le monde, en Russie, était d'accord avec le défunt prince Gortchakoff, pour accuser le prince de Bismarck d'avoir, au Congrès de Berlin, sacrifié la Russie à l'Autriche. Aucune explication du chance-

lier allemand n'avait eu le pouvoir de déraciner cette conviction des esprits moscovites. Bien plus, la presse l'accusait, contre le fait réel, d'avoir provoqué la réunion du Congrès, d'avoir obligé la Russie d'y venir pour s'y laisser dépouiller, au lieu d'empêcher la réunion du Congrès et de permettre à la Russie de régler seule ses affaires avec les Turcs et l'Europe. Ce raisonnement se résumait en ceci : l'amitié de la Russie pour l'Allemagne est au prix de la reprise, par la Prusse, de sa politique d'hostilité d'autrefois envers l'Autriche. Elle ne tenait, de plus, aucun compte de cette circonstance qu'au Congrès de Berlin, les exigences anglaises, plus encore que les prétentions de l'Autriche, s'étaient opposées à la Russie et qu'une guerre générale était probable dans le cas où ces diverses compétitions n'eussent pas été réglées par quelque compromis.

A ces griefs réels ou imaginaires que l'opinion en Russie articulait avec passion contre l'Allemagne, se joignait l'antagonisme de race entre Slaves et Germains. Depuis Pierre le Grand, la haine de l'étranger en général, et de l'Allemand en particulier, a caractérisé les rapports des deux peuples, en dépit, quelquefois même en raison, des rapports de parenté et d'amitié de leurs souverains respectifs. Il en est des peuples jeunes, comme des enfants qui, tout débiteurs qu'ils sont de l'éducation dont ils ont bénéficié, n'en désirent pas moins ne pas voir se prolonger trop longtemps une tutelle incommode, quelquefois tracassière et souvent même onéreuse. Pierre le Grand, voulant européaniser son peuple, avait besoin des étrangers pour l'in-

struire dans les arts utiles, dans les choses de la culture intellectuelle, dans les métiers et les industries, pour mettre l'administration de l'empire, d'asiatique qu'elle était, au niveau des institutions occidentales et européennes. Cette politique était raisonnée, humanitaire, bienfaisante, mais elle ne répondait pas au sentiment populaire et rencontrait, même sous la main de fer de ce grand souverain, les plus vives et les plus dangereuses résistances. Par milliers, Pierre Ier attirait en Russie les commerçants, les fabricants, les ouvriers de tous métiers, les professeurs, artistes et instituteurs de tous pays; il donnait des places importantes aux étrangers dans le gouvernement. Sous le règne de ses successeurs, descendants de princesses allemandes, mi-Allemands eux-mêmes, la préférence, entre les étrangers, était accordée aux Allemands. L'union des provinces baltiques à la Russie renforçait l'influence de cette nationalité : les nobles et les bourgeois de ces provinces, Allemands d'origine, n'étaient jamais considérés par les Russes comme des concitoyens; à leurs yeux, c'étaient des étrangers qui venaient prendre la place des vrais Russes. Il y en avait de ces Slaves ardents qui reprochaient à leurs souverains d'être d'origine allemande. Sous le règne de l'impératrice Anna, sous Élisabeth, sous Catherine, l'influence des Allemands fut considérable. Toujours les Russes confondaient, dans la même antipathie, les Allemands du dehors et ceux des provinces baltiques. L'armée russe était peuplée d'officiers allemands; les termes de commandements, l'instruction du soldat étaient allemands; grand

nombre de généraux et non les moins illustres appartenaient à cette nationalité. L'élément germain dominait dans les bureaux des ministères, dans la diplomatie. Dans les villes, le grand commerce se centralisait dans les mains des Allemands; dans les campagnes, le colon allemand, bon cultivateur, dur au travail et économe, fut un objet d'envie du paysan russe, attaché à la glèbe, manquant de l'instruction agricole qui permet d'exploiter le sol d'une manière rationnelle. On supportait cet état des choses, tant qu'on avait besoin de ces étrangers, de ces intrus. Mais le jour vint où le Russe se sentait capable de se tenir tout seul sur ses pieds, où il eut conscience de sa valeur et de celle de sa race. Ce jour-là, il commença à réagir contre l'infiltration de l'élément étranger. Sous le règne d'Alexandre Ier, ce n'était pas là encore l'opinion du gouvernement. Dans un rapport du 7 décembre 1817, sur une question de taxes, le ministre de l'intérieur posait cette question : « Est-il utile que les étrangers immigrent chez nous? » « Il semble, répond à cette question le Rapport ministériel, qu'on ne peut pas en douter. Nous pouvons, à notre honneur, reconnaître avec une noble franchise, que beaucoup de ce qui a élevé la Russie au rang des nations civilisées et de ce qui a amené les autres nations à ne plus nous considérer comme des barbares, est dû aux étrangers. L'histoire de Pierre le Grand en est un exemple évident. Les étrangers ont importé chez nous beaucoup de sciences et d'arts. Sans eux, c'est à peine si nous aurions des écoles et des fabriques. Ils nous ont découvert nos

propres richesses que nous connaissions à peine jusqu'alors. Nous leur devons en grande partie la civilisation morale, les avantages de la vie civile, même la religion, et la gloire des armes dont eux-mêmes ont été surpris. » Ce qui est bien curieux, c'est qu'à cette époque il ne s'agissait non d'enrayer l'immigration des étrangers, mais d'empêcher leur départ et, à cette fin, de rechercher les moyens d'atteindre ce but. A cette question, le ministre de l'Intérieur russe répond, dans son Rapport : « Il n'est pas douteux que, du moment où l'étranger trouvera dans un pays étranger plus d'avantages et plus de facilités, pour s'assurer une existence tranquille à l'abri du besoin, que dans le sien, il ne retournera pas dans sa patrie. Voilà le seul moyen qui arrêtera efficacement l'émigration des personnes et l'exportation de leurs propriétés et de leurs capitaux. A notre époque où le commerce réunit entre eux les États et où la politique les éclaire sur leurs intérêts, où les lois libérales et humaines se répandent chez tous les peuples, un retour au moyen âge est impossible. »

Ce ministre parlait bien pour l'époque qui l'avait précédé, moins bien déjà pour ses compatriotes contemporains ; pour les temps à venir, il raisonnait faux. Pierre le Grand avait besoin des étrangers : ils allaient accomplir leur tâche éducatrice; mais leur présence fut mal vue par les indigènes. Ce qui fait que, petit à petit, les gouvernants russes, tout en partageant l'avis de ce ministre de 1817, durent s'éloigner du système de Pierre le Grand pour se mettre

d'accord avec le sentiment national qui repoussait les étrangers et surtout, ce qui est bien conforme à la nature humaine, les Allemands, parce qu'ils étaient voisins immédiats de la Russie. Les personnages les mieux à même de connaître la Russie constataient qu'après toute secousse intérieure ou extérieure, il se produisait un mouvement plus accentué contre les étrangers. Le général prussien de Gerlach qui, en 1826, accompagna le prince Guillaume (l'empereur Guillaume Ier) à Saint-Pétersbourg, dit : « C'est curieux comme la haine de l'étranger est actuellement vive ici; l'empereur ne l'ignore pas et y prend garde; les Allemands ne se dissimulent pas qu'ils sont visés et jalousés. Les Russes prétendent que « les provinces étrangères » (les provinces baltiques) leur sont préférées. Pour eux, le comte Liéven est un étranger. De cette manière, la famille impériale serait également étrangère; de même Diébitch, Nesselrode, Wittgenstein, Benkendorf, Osten-Sacken. » Et certes, aux yeux des Russes, c'étaient des étrangers et, ce qui était plus, des Allemands. Dans les guerres d'Alexandre Ier, les conflits entre généraux des provinces baltiques et généraux moscovites étaient permanents; il en fut de même sous le règne de Nicolas, dans les guerres turques; et, dans la guerre de 1877, le général Totleben, naguère défenseur de Sébastopol, n'échappait pas à cette haine anti-allemande, qui dominait dans toutes les classes de la population, depuis l'aristocratie jusqu'au simple paysan. Les écrivains russes les plus distingués, les réfugiés russes eux-mêmes flat-

taient ce sentiment dont la manifestation les rendait populaires; en attaquant l'Allemand, ils frappaient le gouvernement qui le protégeait et le préférait. Au théâtre populaire, c'est l'Allemand qui représentait le personnage bouffon ou ridicule.

Alexandre III est le premier souverain russe qui, sous le rapport nationaliste, se soit mis d'accord avec le sentiment slave. Les opinions qu'il a nourries comme prince, il les a apportées dans la direction de son gouvernement. L'unification de toutes les parties de son empire, sous le rapport religieux et national, ou, pour mieux l'exprimer, leur russification : tel est le principe fondamental de son système de politique intérieure. C'est de ce principe que sont sorties les différentes mesures concernant les étrangers et les Allemands des provinces baltiques. Ce n'est peut-être pas un fait fortuit que la coïncidence de cette série de mesures restrictives avec la rupture politique entre la Russie et l'Allemagne, en 1887. L'année suivante, c'est l'abrogation de la langue allemande, comme langue administrative en Livonie; en 1889, c'est la restriction des franchises de l'université allemande de Dorpat; en 1890, c'est la suppression du théâtre allemand de la cour à Saint-Pétersbourg; en 1891, c'est l'abolition de la langue allemande dans l'administration des communes baltiques. Il a été fait plus haut mention de l'ukase impérial, défendant aux étrangers de posséder ou de gérer des propriétés immeubles dans les provinces occidentales et en Pologne. Dans ces questions, le gouvernement d'Alexandre III obéissait

à ce sentiment nationaliste qui se manifeste depuis cinquante ans dans tous les États européens, où plusieurs races vivent ensemble. C'est la race dominante qui tend à s'assimiler les autres races. La Prusse en agit ainsi avec les Polonais qu'elle s'attache à germaniser, à moins qu'elle ne suive les errements du prince de Bismarck qui fait voter par la Chambre des crédits destinés à exproprier les propriétaires polonais pour leur substituer des colons allemands.

Ce mouvement de réaction contre l'élément allemand et contre l'Allemagne elle-même bat son plein au moment où nous terminons ce travail. A son début, il a surpris l'Allemagne qui, pendant plusieurs générations et jusque dans les dernières années du règne d'Alexandre II, ne s'est jamais bien rendu compte de cet état d'opposition, que nous avons signalé, entre la politique des souverains russes et les sentiments de leurs sujets. Les sympathies et les antipathies individuelles ou nationales ne se raisonnent pas; elles naissent et disparaissent sans motifs réels; à plus forte raison, vivent ou s'effacent-elles sous l'empire d'aspirations, d'intérêts ou de griefs positifs ou imaginaires. A mesure que les Russes s'éloignaient des Allemands, ils se rapprochaient des Français : les préférences pour la France qui naguère se renfermaient dans les sphères supérieures de la société russe, sont à l'heure qu'il est dans le sentiment de presque toutes les classes de la population. La visite de l'escadre française à Cronstadt, en 1892, a fait ressortir ce fait. Alexandre III n'a fait que consacrer cet état de l'opinion et, par cette mani-

festation politique, il a rompu avec les traditions léguées par ses trois prédécesseurs, sans toutefois encore indiquer la voie nouvelle dans laquelle il entend conduire les destinées de son empire.

Quelles conséquences pratiques aura cette évolution pour les rapports entre l'Allemagne et la Russie? C'est là une question qui est du domaine de la politique et ne saurait faire l'objet d'une étude historique. Les Allemands ne sont pas aveugles devant le danger que peut leur ménager l'inimitié d'un grand peuple comme le peuple russe, alors surtout que les sentiments de celui-ci se tournent vers le voisin occidental de l'Allemagne, prise ainsi entre le marteau et l'enclume. Le prince de Bismarck, pénétré de ce danger, s'était efforcé de contenter la Russie sur tous les points où les intérêts allemands le lui permettaient. Sur un point cependant, le point capital, il ne l'a pas contentée : dans la presqu'île balkanique. Ce n'est pas ici le lieu de discuter les intérêts véritables ou fictifs de la Russie dans les questions relatives à la Turquie. Le fait est, que la prédominance sur les rives du Bosphore est considérée par les Russes comme la clé de voûte de leur politique extérieure. Un autre fait c'est la résistance de l'Autriche-Hongrie à cette politique qui menace son existence. « Le chemin de Constantinople, disent les publicistes russes, va par Vienne. » On peut compléter cet aphorisme — et les Russes n'y ont pas manqué — en ajoutant que, en raison du traité d'alliance de 1879, deux fois renouvelé depuis, le chemin de Vienne va par Berlin. Là se trouve le nœud de la question. Le

prince de Bismarck, toujours en vue d'ajourner sinon de prévenir le conflit, a constamment déclaré que l'Allemagne n'était pas intéressée dans les affaires d'Orient ; il n'est jamais allé jusqu'à affirmer que l'Autriche attaquée dans sa position orientale ne devra pas compter sur l'appui de l'Allemagne. La Russie n'a rien à demander à l'Allemagne ni celle-ci à la Russie. L'antagonisme de race ne suffit pas à lui seul pour motiver et allumer une guerre ; en revanche, l'Allemagne défendant l'Autriche dans les questions balkaniques devra s'attendre à croiser le fer avec la Russie. Alexandre III est un homme pacifique, il l'a prouvé dans les dix années de son règne. Ses prédécesseurs l'étaient comme lui : ce qui n'a pas empêché que, contre leur gré, ils ont été engagés dans trois guerres d'Orient.

La guerre entre l'Allemagne et la Russie, si elle venait à éclater, serait la première guerre, depuis un siècle, entre ces deux pays, et elle prendrait, selon toute prévision, les proportions d'une immense guerre générale, où toutes les questions de frontières se trouveraient impliquées : Constantinople que Napoléon Ier et Talleyrand ont refusée à la Russie ; Varsovie, la Vistule et les provinces baltiques que certains politiciens allemands préfèrent, comme frontières, à Strasbourg et à Metz ; enfin l'Alsace-Lorraine, pomme de discorde séculaire entre l'Allemagne et la France.

Et encore cette guerre ne serait-elle probablement que le précurseur d'une autre lutte, bien plus formidable, qui éclatera un jour et où s'entrechoqueraient l'Occident et l'Orient, c'est-à-dire deux cultures : l'une

qui a éclairé l'univers et entend maintenir et perpétuer son empire, celle du monde latin et germanique; l'autre, celle du monde slave, qui s'attribue la mission de régénérer et de dominer le premier.

Ce sont là des tâches gigantesques, à la taille desquelles semblent être inconsciemment mesurées d'avance les armées formidables que les États européens organisent depuis vingt ans et dont la future entrée en scène épouvante dès à présent les esprits les mieux trempés.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 1
INTRODUCTION 5

CHAPITRE PREMIER

FRÉDÉRIC-GUILLAUME III. — NICOLAS Ier.. 35

Frédéric-Guillaume accorde aux liens de parenté une influence en politique. — Déférence de Nicolas pour son beau-père. — Instructions pour le ministre de Russie à Berlin. — Les intérêts de la Russie par-dessus tout. — Le roi ne veut pas être impliqué dans la guerre russo-turque. — L'empereur veut à tout prix la guerre avec la Turquie. — Le roi refuse l'audience à l'envoyé russe. — La Russie engage mal la guerre. — Déceptions de la campagne de 1828. — Le principe de la légitimité et le trône du sultan. — L'empereur désire la paix. —Difficultés militaires. — Le tsar, en visite à Berlin, demande les bons offices du roi. — Envoi du général Müffling à Constantinople. — Prise d'Andrinople. — Le traité de paix. — Joie à Berlin. — La Russie maîtresse en Orient. — Les grandes puissances ne veulent pas que les Russes occupent Constantinople. — L'empereur est reconnaissant au roi. — La Russie ne veut pas admettre l'inviolabilité de la Turquie. — Projets russes de remaniements de la carte d'Europe repoussés par le roi. — La Prusse prend des mesures policières sous l'inspiration de la Russie. — L'extradition des criminels politiques. — L'empereur Nicolas voudrait intervenir en Belgique et en France. — Le roi s'y refuse; il n'aime pas les Bourbons. — La Prusse reconnaît le roi Louis-Philippe. — Le roi résiste aux sollicitations de l'empereur relativement à l'intervention. — Échec à Berlin de la mission du maréchal Diebitsch. — Le roi consent à s'entendre sur des mesures communes de défense. — Mécontentement de l'empereur de Russie. — Les projets d'intervention du

tsar écartés par l'insurrection de Pologne. — Le roi promet au tsar son secours contre les insurgés. — Mesures adoptées à cette fin. — Reconnaissance de l'empereur à l'égard du roi. — Influence de l'empereur sur les affaires intérieures de la Prusse. — L'empereur ne veut pas de régime libéral sur la frontière de son empire. — Il demande à la Prusse de rester fidèle aux principes conservateurs. — Il dénonce le libéralisme, comme un danger général. — Le gouvernement prussien obéit trop à l'opinion publique. — La Prusse serait à la merci de la France si elle se détachait de la Russie. — Instructions pour le ministre de Russie à Berlin. — Réclamations russes contre les journaux prussiens. — Influence russe sur la presse allemande. — L'empereur ne cesse de récriminer contre le libéralisme. — Les conférences de Münchengraetz et les traités qui en sortent. — La Prusse, après des hésitations, y adhère. — Le droit d'intervention établi. — Rapports plus intimes entre la Prusse et la Russie. — La comparaison des deux armées. — Attentions de l'empereur pour le roi. — La fraternisation des gardes russe et prussienne. — Contrôle des armées allemandes par l'empereur Nicolas. — Conseils de l'empereur mal accueillis par le roi. — Le camp de Kalisch n'a contenté ni les Prussiens ni les Russes. — L'entrevue des trois souverains à Tœplitz. — Souvenirs de 1813. — L'empereur de Russie arbitre de l'Europe. — La politique prussienne identifiée avec celle de la Russie. — Mesures policières, — L'empereur veut être tenu au courant de toutes les affaires de l'Allemagne. — La visite des princes d'Orléans à Berlin. — Dissentiments à ce sujet entre les membres de la famille royale. — Divergences au sujet de la politique commerciale. — Décousu du gouvernement prussien. — La mort du roi Frédéric-Guillaume III. — L'empereur Nicolas à Berlin..... 35

CHAPITRE II

FRÉDÉRIC-GUILLAUME IV. — NICOLAS Ier.. 77

I

NUAGES ENTRE SOUVERAINS..... 77

Coup d'œil rétrospectif au sujet de l'influence de l'empereur Nicolas pendant le règne de Frédéric-Guil-

laume III. — Le testament du feu roi et l'alliance russe. — Idées légitimistes de Nicolas et de Frédéric-Guillaume IV. — Difficultés dans la politique commerciale. — L'extradition des criminels politiques. — Testament secret du feu roi. — L'empereur Nicolas opposé aux projets libéraux du roi. — Le ministre de Russie hostile aux concessions libérales. — La politique orientale. — Les Polonais de Posen. — Protestations de la Russie qui invoque les traités. — La presse allemande hostile à la Russie. — Le roi fait publiquement l'éloge de l'empereur. — L'empereur de Russie et les ministres prussiens. — Le gouvernement prussien critiqué par le ministre de Russie. — Les adversaires de la Russie poursuivis. — Encore le traité d'extradition des criminels politiques. — Le roi cède sur cette question. — Prestige de l'empereur Nicolas en Europe. — Le roi consulte l'empereur sur les projets de représentation. — L'empereur y est opposé. — Le roi passe outre. — Les lettres-patentes de 1847. — Vifs reproches de l'empereur. — Lettres échangées à ce sujet entre les deux souverains. — L'empereur ne voulait pas de parlement dans les pays voisins. — Rapprochement de l'empereur avec la cour des Tuileries. — La révolution de 1848 empêche cette alliance..... 77

II

RÉVOLUTION ET CONTRE-RÉVOLUTION..... 100

L'influence de la Russie grandie par la révolution de Février.— Velléités d'intervention russe. — L'empereur Nicolas engage le roi à ne pas faire de concessions. — Le ministre de Russie blâme les concessions. — L'empereur irrité contre son beau-frère. — Manifeste de l'empereur Nicolas. — L'article du *Journal de Saint-Pétersbourg*. — Les Polonais délivrés à Berlin. — Mouvement polonais à Posen. — Le cabinet russe est inquiet. — Le roi et la députation de Posen. — Concessions aux Polonais. — Lettre de l'empereur Nicolas au roi. — L'affaire du Danemark. — Circulaire russe. — L'empereur de Russie hostile à toutes innovations. — Le roi est favorable à une réaction. — Lettres échangées à ce sujet entre les deux souverains. — La Russie ne sera qu'avec la Prusse des anciens temps. — Bruits d'intervention russe. — Suggestions du tsar relative-

ment à une contre-révolution. — Refus du prince de Prusse de s'y associer. — Influence dominante du ministre de Russie à Berlin. — Illusions du roi. — Différend entre la Prusse et l'Autriche pour les affaires allemandes. — L'empereur Nicolas est pour l'Autriche. — Le roi recule. — Le projet prussien d'une Union fédérale sans l'Autriche. — L'empereur Nicolas y est opposé. — Sorties violentes du baron de Meyendorf. — Le tsar arbitre de l'Allemagne. — Le tsar de plus en plus hostile à la politique prussienne. — Mission du prince de Prusse à Varsovie. — Griefs du tsar contre le roi. — Le prince de Schwarzenberg à Varsovie. — Le tsar arbitre entre la Prusse et l'Autriche. — Il veut avant tout l'intégrité du Danemark. — L'empereur Nicolas persiste à se prononcer pour l'Autriche. — Menaces du tsar contre la Prusse. — Il conseille au roi de faire un coup d'État. — Le roi refuse. — Ses craintes du côté de la France. — Il repouse les insinuations de Louis-Napoléon. — Ligue autrichienne contre la Prusse. — La crise s'aggrave. — Conférences de Varsovie. — L'Autriche l'emporte. — Menaces de guerre de la Russie de concert avec l'Autriche. — La Prusse mobilise. — Le roi se dit humilié, mais il cède. — Les tentations de Louis-Napoléon. — Pression russe exercée sur le roi. — Entrevue et convention d'Olmütz sous la dictée du ministre de Russie. — Soumission de la Prusse. — L'Autriche ne trouve aucun avantage à faire la guerre à la Prusse. — La cour de Berlin est en joie au sujet d'Olmütz. — Le tsar est satisfait, et revient à ses conseils de coup d'État en Prusse. — Le roi à Varsovie. — Reproches du tsar. — Le tsar est toujours pour l'Autriche qu'il a sauvée. — Le tsar à Berlin. — Le toast du roi. — Le tsar est partout le souverain. — Propos irrités du tsar contre son beau-frère. — Le roi s'engage dans la politique réactionnaire. — Le tsar est pour le Danemark. — Le protocole de Londres. — Pourquoi lord Palmerston y a adhéré. — L'entrevue de Varsovie. — Le roi abandonne le duc d'Augustenbourg. — Le traité de Londres au sujet de l'intégrité de la monarchie danoise. — La reconnaissance de l'empire français. — L'influence russe est à son apogée. — Le prestige de l'empereur Nicolas reconnu partout.. 100

III

UN AMI DES MAUVAIS JOURS 147

Le tempérament de l'empereur Nicolas l'entraîne dans une nouvelle guerre contre la Turquie. — Ses ouvertures à l'Angleterre et à la France sont repoussées. — Raisons de politique intérieure. — Le sol brûle sous nos pieds. — Refus de l'Autriche et de la Prusse de s'engager à sa suite. — L'empereur Napoléon et la Sainte-Alliance. — Les adversaires de l'empereur Nicolas. — Ses confidents le dissuadent de la guerre. — La Prusse et l'Allemagne auraient pu empêcher la guerre. — Le parti russe à Berlin. — Le parti occidental à Berlin. — Tergiversations du roi Frédéric-Guillaume. — Russe le matin, Anglais le soir. — M. de Bunsen, à Londres, ennemi de la Russie. — Les adversaires de la Russie à Berlin disgraciés sur la demande du tsar. — Le roi s'efforce d'apaiser la France et l'Angleterre. — Il prévoit la défaite des alliés. — Il demande des garanties en retour de sa neutralité. — L'entourage du roi sert les intérêts russes. — M. de Bismarck à Francfort agit en faveur de la Russie. — La Prusse signe avec l'Autriche le traité du 20 avril. — Le roi s'en excuse auprès de l'empereur Nicolas. — Satisfaction du prince de Prusse. — Le prince est favorable à la politique anglaise. — Il appréhende les projets de Napoléon. — Insinuation du prince Gortchakoff. — Les princes Charles et Frédéric-Charles sont pour la Russie. — Efforts pour engager le roi contre l'Autriche. — M. de Bismarck à Francfort et M. de Glinka. — Il empêche le roi de s'engager davantage avec l'Autriche. — Il s'applique à entraver l'exécution du traité austro-prussien. — Il continue à ébaucher avec M. de Glinka des projets d'alliance avec la Russie et la France. — L'empereur Nicolas lui exprime sa satisfaction. — Cette triple alliance est l'idéal de M. de Bismarck. — Les opérations de guerre. — Les secrets militaires de la France trahis à la Russie. — Les secrets militaires de la Russie trahis aux puissances alliées. — Le plan russe de la bataille d'Inkermann livré à l'Angleterre; l'état des choses à Sébastopol révélé à la France. — Les deux partis à Berlin s'espionnent. — La Prusse pratique une neutralité bienveillante en faveur de la Russie. — M. de Bismarck espère amener le roi à entrer dans une combinaison franco-

russe. — Observation de l'empereur Nicolas. — Projets de M. de Bismarck contre l'Autriche. — A une situation nouvelle une politique nouvelle. — L'empereur Nicolas meurt à temps pour ne pas voir l'infidelité du roi de Prusse. — La Prusse sur le point de conclure avec les puissances occidentales. — Le prince de Prusse redoute la dictature de l'empereur Nicolas sur l'Europe. — Ses opinions contraires à la politique de l'empereur. — Douleur du roi Frédéric-Guillaume et sentiment de délivrance. — Après la prise de Sébastopol il se retourne vers les puissances occidentales. — Échange de lettres amicales entre le roi et Alexandre II. — Difficultés de la position du nouveau tsar. — La prise de Sébastopol lui permet de traiter de la paix. — Le roi intermédiaire. — Il implore le tsar d'accepter les bases de paix arrêtées à Vienne. — Le tsar accepte et remercie le roi. — Services rendus par le roi à la Russie. — Il avait affronté des dangers pour la Prusse. — Les puissances ne veulent pas admettre la Prusse au Congrès de Paris. — L'empereur Napoléon l'y fait admettre. — La mort de Frédéric-Guillaume IV. — La Sainte-Alliance n'existe plus. — L'empereur Napoléon avait fait la guerre pour la détruire. — L'empereur Alexandre, à Berlin, refuse de rétablir l'alliance avec l'Autriche. 147

CHAPITRE III

GUILLAUME Ier. — ALEXANDRE II. . . 177

I

STUTTGART-VARSOVIE 177

Liens d'amitié du prince de Prusse avec la cour de Russie. — Ses rapports avec l'empereur Nicolas. — Le prince contraire à la guerre de Crimée. — L'avènement d'Alexandre II. — Le prince Gortchakoff. — Ses missions en Allemagne. — Ses relations avec M. de Bismarck. — Sa mission à Vienne. — Sa nomination comme ministre des Affaires étrangères. — Sa circulaire au sujet de la politique russe. — Alexandre II et Napoléon III à Stuttgart. — Inquiétudes de l'Autriche. — François-Joseph et Alexandre II à Weimar. — Les engagements de Stuttgart. — Maladie de Frédéric-Guillaume IVet la régence du prince de Prusse. — Courants d'opinion à Berlin et à Saint-Pétersbourg. — La politique russe et la guerre d'Italie. — Le prince Gortchakoff et la Diète germanique. — M. de Beust proteste contre l'ingérence du chancelier

russe. — Le prince-régent ne suit pas la politique russe. — Combinaisons en vue d'un remaniement de la carte d'Allemagne. — Le prince-régent et Alexandre II à Breslau. — Napoléon III et le prince-régent à Baden-Baden. — Le prince-régent et l'empereur François-Joseph à Tœplitz et à Varsovie. — L'empereur Alexandre proteste contre la dépossession des souverains italiens. — L'entrevue des trois souverains à Varsovie. — Lettre comminatoire de Napoléon au tsar. — Stérilité de l'entrevue de Varsovie. — Mort de Frédéric-Guillaume IV et avènement de Guillaume Ier. — Le roi et l'opposition libérale. — Le conflit constitutionnel. — Le roi appelle M. de Bismarck au pouvoir. — Le nouveau ministre bien vu en Russie. — Le prince Gortchakoff et M. de Bismarck ne sont pas partisans de la solidarité des intérêts conservateurs. — Leur hostilité commune à l'égard de l'Autriche. — Évolution à la cour de Berlin en faveur de la Russie. — L'insurrection de Pologne. — Les partis polonais-français et allemand-antipolonais à Saint-Pétersbourg. — L'émigration polonaise et Napoléon III. — Bonnes dispositions d'Alexandre II en faveur des Polonais. — Illusions des Polonais au sujet d'un appui extérieur. — M. de Bismarck n'aime pas les Polonais. — Il offre le concours de la Prusse contre l'insurrection. — La convention de Saint-Pétersbourg. — Le prince Gortchakoff contrarié par l'intervention de M. de Bismarck. — La Prusse compromise vis-à-vis de la France et de l'Angleterre. — Explications de M. de Bismarck avec les ambassadeurs. — Napoléon III se tourne contre la Prusse. — Il fait demander la démission de M. de Bismarck. — L'Autriche se joint aux puissances occidentales. — Projets français dirigés contre la Prusse et la Russie. — Isolement de la Prusse. — La Chambre des députés de Prusse se prononce contre la convention russe. — Napoléon propose une intervention armée qui est déclinée par l'Angleterre et l'Autriche. — L'empereur Alexandre II, irrité de l'ingérence étrangère, propose au roi Guillaume de déclarer en commun la guerre à l'Autriche et à la France. — Le roi refuse. — Le prince Gortchakoff, par ordre du tsar, décline toute immixtion étrangère. — Faute politique de Napoléon III. — La Prusse en tire parti. — L'empereur Alexandre est reconnaissant à la Prusse. — L'opinion en Russie hostile à la Prusse; l'opinion en Allemagne hostile à la Russie. 177

II

LES TROIS GUERRES. — LA MER NOIRE.... 211

Refroidissement et rapprochement entre l'Autriche et la Prusse. — Les deux puissances et la question des duchés. — La guerre du Danemark et la politique russe. — Divergences entre Alexandre II et son chancelier. — Le prince Gortchakoff contre le parti radical danois. — Le mémoire du prince Gortchakoff relatif à la Prusse. Le cabinet russe s'efforce d'éviter au Danemark une guerre avec l'Allemagne. — La Conférence de Londres. — Les armées autrichienne et prussienne sont maîtresses des duchés. — Compétitions pour le trône des duchés. — L'empereur de Russie cède ses droits au grand-duc d'Oldenbourg. — Entretien d'Alexandre II avec M. de Bismarck. — Le tsar gagné par les arguments du ministre prussien. — Il se prononce contre l'annexion des duchés à la Prusse. — Le cabinet danois ferme l'oreille aux conseils de la Russie. — A la Conférence de Londres le prince Gortchakoff fait combattre les projets allemands et prussiens. — Refus de la France et de la Russie d'intervenir par les armes en faveur du Danemark. — Le Danemark vaincu signe la paix à Vienne. — Prise de possession, en commun, des duchés par l'Autriche et la Prusse. — La Russie consent à cet arrangement. — Conflit naissant entre les deux grandes puissances allemandes. — Le prince Gortchakoff prend une attitude hostile à la Prusse. — Ses efforts pour amener la France et l'Angleterre à protester. — Mécontentement du roi Guillaume. — Le tsar est mieux disposé que son chancelier en faveur de la Prusse. — Les cabinets russe et anglais cherchent à renverser M. de Bismarck. — Attitude expectante du prince Gortchakoff pendant la guerre austro-prussienne. Préoccupations du tsar. — Propos de M. de Brunnow. — Souvenir des services rendus par la Prusse. — Le tsar conseille la modération; le prince Gortchakoff propose un Congrès. — M. de Bismarck se prononce avec énergie contre l'ingérence étrangère. — Échec du chancelier russe. — Le tsar demande que le roi de Prusse lui envoie un homme de confiance. — Mission du général de Manteuffel à Saint-Pétersbourg. — La diplomatie russe s'adoucit à l'égard de la Prusse. — Premiers moments de difficultés. — Le tsar, effrayé

du détrônement des dynasties par la Prusse. — La Prusse ménage les souverains, parents du tsar. — Offres de la Prusse relativement à l'Orient. — Accueil froid de ces offres. — M. de Bismarck menace de retirer ses concessions à l'égard des souverains, parents du tsar. — « Nous aimons mieux faire de la révolution que d'en subir. » — L'empereur Alexandre cède; il accepte les offres prussiennes relativement à l'Orient. — L'abandon des traités de 1815. — L'influence russe perdue en Allemagne. — Renouvellement de la convention de cartel par la Prusse. — La Prusse soutient la Russie dans les affaires d'Orient. — La Russie, dans la question du Luxembourg, se prononce en faveur de Napoléon. — L'empereur de Russie et le roi de Prusse conviennent de venir en même temps visiter l'empereur Napoléon. — Le tsar nomme le roi Guillaume grand-croix de l'ordre de Saint-George. — Intimité des deux souverains. — Entrevue d'Ems à la veille de la guerre franco-allemande. — Engagements réciproques. — L'empereur Alexandre est pour l'Allemagne contrairement à l'opinion en Russie. — Fausses prévisions du prince Gortchakoff. — Neutralité bienveillante à l'égard de l'Allemagne. — L'Autriche tenue en échec par la Russie. — L'empereur Alexandre et le général Fleury. — Il prévoit la chute de Napoléon. — Les télégrammes du tsar au roi Guillaume. — Insuccès de M. Thiers à Saint-Pétersbourg. — La circulaire russe relativement à la mer Noire. — Justification de cette démarche. — La Russie ne veut pas être seule esclave des traités. — Déplaisir du roi de Prusse et de M. de Bismarck. — La démarche russe n'est blâmée qu'à cause du procédé. — La Conférence de Londres. — L'ambassadeur de Russie, le premier, reconnaît le titre impérial de Guillaume Ier. — L'empereur Guillaume, à l'occasion des préliminaires de paix de Versailles, témoigne sa gratitude à l'empereur Alexandre. — La presse russe mécontente de la politique du gouvernement et favorable à la France. — L'opinion en Russie n'a jamais été favorable à l'alliance prussienne. — Après le Congrès de Paris, les Russes demandaient l'alliance avec la France. — La politique extérieure d'Alexandre II blâmée par ses sujets. — Jalousie à l'égard de l'élévation de l'Allemagne. — Les Russes se réjouissent de la défaite de l'Autriche. — Réveil de la question d'Orient. — M. Katkoff se prononce pour l'alliance avec la

Prusse. — Approbation de ces idées par M. de Bismarck. — Le Congrès slave de Moscou. — Polémique violente entre les journaux allemands et russes. — Ces derniers se déclarent contre l'alliance avec la Prusse. — Pendant la guerre avec la France, les journaux allemands ménagent la Russie. — Les journaux russes prennent parti pour la France. — Ils sont indignés des conditions de paix. — Ils visent le tsar en attaquant l'Allemagne. — Mauvais accueil fait au maréchal de Moltke par la presse russe. — Le prince de Bismarck constate cette hostilité..... 211

III

L'ENTENTE DES TROIS EMPEREURS. — ALEXANDRE ENTRE DEUX ADVERSAIRES 251

L'empereur Guillaume et le prince de Bismarck reviennent à l'alliance avec l'Autriche et la Russie. — Leurs craintes du côté de la France vaincue. — Les entrevues d'Ischl, de Gastein et de Salzbourg. — Avances faites à l'Autriche. — Entrevue des trois empereurs à Berlin. — L'empereur Alexandre s'y est invité lui-même. — L'entente, connue depuis sous le nom d'alliance des trois empereurs. — Visite de l'empereur Guillaume à Saint-Pétersbourg. — Entrée triomphale dans la capitale russe. — L'opinion en Russie de plus en plus contraire à la politique familiale du tsar. — Antipathies à l'égard de l'Allemagne et sympathies pour la France. — Ces sentiments sont partagés par le prince Gortchakoff. — Rivalité des deux chanceliers. — Incident entre la France et l'Allemagne au sujet de leurs armements. — La France use de son droit de réorganiser son armée. — Le gouvernement allemand attribue à la France des projets agressifs. — Le septennat militaire combattu par la majorité du Reichstag. — Le discours du maréchal de Moltke. — A Berlin, on redoute réellement d'être attaqué par la France. — Attaquer la France avant que sa réorganisation militaire soit terminée. — Articles alarmants des journaux allemands. — La France, à son tour, croit à des projets d'agression de l'Allemagne. — Ces projets n'existent ni à Paris ni à Berlin. — Le gouvernement allemand ne veut qu'intimider la France. — Le gouvernement français, alarmé, invoque l'intervention de l'empereur Alexandre. — Les démarches du général Le Flô. — Le tsar se porte garant

des intentions pacifiques de l'empereur Guillaume. — Le duc Decazes s'adresse aux autres grandes puissances. — Le prince Gortchakoff prend fait et cause pour la France. — Le tsar atténue le langage de son chancelier. — Il répond des intentions pacifiques de l'empereur Guillaume. — En cas de danger, c'est lui qui en informera le gouvernement français. — Bruits sur la mission de M. de Radowitz. — La reine d'Angleterre avertit l'empereur Guillaume. — L'ambassadeur d'Autriche et le prince Gortchakoff. — Le tsar refuse de s'engager à tirer l'épée pour la France. — Il ne sera pas nécessaire de tirer l'épée. — Le gouvernement allemand présente à Paris des observations contre les mesures militaires du gouvernement français. — L'empereur Alexandre et le prince Gortchakoff à Berlin. — Explications satisfaisantes. — Le tsar a trouvé le prince de Bismarck très pacifique. — Le prince Gortchakoff s'attribue le mérite de l'apaisement. — Le prince de Bismarck en veut, à cause de cet incident, au prince Gortchakoff. — Hostilité croissante des deux chanceliers..... 251

IV

LA GUERRE RUSSO-TURQUE. — LE CONGRÈS DE BERLIN. — RUPTURE D'UNE VIEILLE ALLIANCE..... 272

Le toast du tsar. — La crise d'Orient. — L'état des esprits en Russie. — Le tsar contraire à la guerre. — Ouverture des hostilités. — L'empereur Guillaume opposé à la guerre. — Le prince de Bismarck n'aime pas les Turcs. — Il ne veut pas s'attirer la haine des Slaves. — Le mémorandum de Berlin. — Les conférences de Berlin. — L'entrevue de Reichstadt. — Le tsar déclare qu'il agira seul. — L'opinion en Allemagne est pour l'Angleterre contre la Russie. — Propos de table du prince de Bismarck. — L'opinion en Angleterre ne goûte pas la politique de M. de Bismarck. — Dissidences à la cour de Berlin. — Lettres de la reine Victoria. — Les préférences de M. de Bismarck sont pour la Russie. — Le Reichstag est favorable à l'entente avec l'Autriche. — M. de Bismarck plaide pour la Russie. — L'alliance avec la Russie est inébranlable. — La marche des Russes entravée par l'Angleterre. — Neutralité bienveillante de l'Allemagne. — Le traité de

San Stefano contraire à celui de Paris. — On dispute à la Russie le fruit de ses victoires. — Injonctions adressées à la Turquie. — Le prince de Bismarck louvoié. — La Russie demande la réunion d'un Congrès. — Interpellation au Reichstag. — Le prince de Bismarck veut rester fidèle à l'alliance russe. — L'opinion publique en Allemagne est contre la Russie. — La Russie, à la veille du Congrès, établit une entente avec l'Angleterre. — L'Autriche et l'Angleterre sont nanties. — Avantages considérables de la Russie. — L'Angleterre et l'Autriche satisfaites du Congrès de Berlin. — La Russie est mécontente. — L'opinion en Russie contre sa diplomatie. — Irritation de la presse russe. — Elle attaque l'Autriche et l'Allemagne et se prononce en faveur de la France. — On persuade au tsar que l'Allemagne a failli à ses devoirs d'amitié envers la Russie. — Violentes sorties des journaux russes. — L'alliance des trois empereurs n'a pas supporté l'épreuve. — La Russie veut que le cabinet de Berlin exerce une pression sur celui de Vienne. — Attitude menaçante de la Russie. — Définitions de la triple alliance par le tsar et par M. de Bismarck. — Cette alliance est à son déclin. — Obligé de choisir, le cabinet allemand opte pour l'Autriche. — L'empereur Guillaume ne veut pas rompre avec la Russie. — Voyage du chancelier allemand à Vienne. — Sa pensée, en contractant une alliance séparée avec l'Autriche. — L'entrevue des souverains à Alexandrovo. — Le prince de Bismarck signe à Vienne le protocole du traité. — Enthousiasme à Berlin et à Vienne. — L'esprit du traité d'alliance. — Les rapports amicaux continuent entre Berlin et Saint-Pétersbourg. — Les dernières protestations d'amitié échangées entre les deux souverains. — La mort d'Alexandre II..... 272

CHAPITRE IV

GUILLAUME Ier. — GUILLAUME II. ALEXANDRE III..... 306

I

FIN D'UNE ALLIANCE SÉCULAIRE..... 306

Alexandre III, au début, continue la politique de son père. — Assurances pacifiques du prince impérial d'Allemagne. — La circulaire de M. de Giers. — L'entrevue

de Dantzig. — Échange de compliments entre les empereurs de Russie et d'Autriche. — Sentiments contraires dans l'armée et la presse de Russie. — Le général de Skobeleff et le patriotisme russe. — Les voyages de M. de Giers. — Politesses internationales. — L'entrevue des trois empereurs à Skiernievize. — Les Polonais. — Les événements de Bulgarie rompent l'entente des trois empereurs. — Le prince Alexandre. — Les événements de Sofia et de Philippopoli. — Le prince Ferdinand de Cobourg. — Les griefs de la Russie. — Intérêts opposés de la Russie et de l'Autriche. — Situation embarrassée du gouvernement allemand entre les deux parties. — Le prince de Bismarck se flatte de les concilier. — Sa politique paraît ambiguë. — Il repousse les princes de Battenberg et de Cobourg. — L'opposition, au Reichstag, combat cette politique. — Le prince de Bismarck plaide la cause russe. — L'Allemagne n'a pas d'intérêt dans la question d'Orient. — L'opinion en Russie n'est pas satisfaite de l'attitude de l'Allemagne. — Récriminations des journaux russes et allemands. — Les engagements secrets de l'Autriche et de la Russie au sujet de la Bosnie. — M. de Bismarck attaqué des deux côtés. — Campagne des journaux allemands contre les valeurs russes. — Mesure d'exclusion adoptée par la banque de l'Empire allemand. — La visite d'Alexandre III à Berlin. — Son entretien avec le prince de Bismarck. — Les documents apocryphes. — Explications satisfaisantes et défiance persistante. — La responsabilité de la presse dans ces malentendus. — Le prétendu dualisme entre l'empereur Guillaume et son chancelier. — La nouvelle loi militaire présentée au Reichstag vise la Russie. — Les propos de l'empereur Guillaume. — Déclarations et armements en Russie. — Controverses des journaux militaires des deux pays. — Publication des documents apocryphes et du traité d'alliance austro-allemand. — Les débats au Reichstag. — Le chancelier allemand justifie sa politique; il ne craint pas la Russie. — L'empereur Guillaume signe la loi militaire : dernier acte de son règne. 306

II

DEUX PEUPLES EN PRÉSENCE..... 333

Avec la mort de Guillaume Ier disparaissent les débris de la Sainte-Alliance. — Les situations ont changé. — Ten-

tatives pour ramener la Russie vers l'Allemagne. — Échange de visites impériales à Saint-Pétersbourg et à Berlin. — Manque de cordialité. — Alexandre III n'aime pas les souvenirs froissant la France. — Reproches réciproques d'ingratitude entre Allemands et Russes. — Le bilan des services rendus, des manquements commis. — Le prince de Bismarck en établit le compte. — L'opinion en Russie sur les services rendus en 1866 et 1870. L'Allemagne au Congrès de Berlin a sacrifié la Russie. — L'antagonisme de race entre Russes et Allemands. — La haine de l'étranger chez les Russes. — Pierre le Grand a attiré les étrangers. — L'influence des Allemands en Russie. — Les Russes veulent s'en émanciper. — Un rapport russe, de 1817, sur l'utilité de l'immigration étrangère. — Depuis le règne de Nicolas la haine de l'Allemand augmente. — Alexandre III est d'accord avec le sentiment russe. — Les mesures contre les étrangers et surtout contre l'élément allemand. — La russification. — L'Allemagne a été surprise de ce mouvement. — Sympathies russes pour la France. — Danger pour l'Allemagne. — Les suites de cette évolution. — Causes de guerre entre l'Allemagne et la Russie. — Perspectives d'une guerre générale. — L'Occident et l'Orient en lutte 333

ERRATA

Page 37, ligne 19, au lieu de : « son défunt père », lire : « son défunt frère ».
Page 51, ligne 22, au lieu de : « une corde », lire : « un sujet ».
Page 71, ligne 13, au lieu de : « possessions », lire : « puissances ».
Page 78, ligne 9, au lieu de : « trouvent », lire : « trouvaient ».
Page 93, ligne 17, au lieu de : « qu'il était », lire : qu'il fût ».
Page 192, ligne 14, au lieu de : « beau-frère », lire : « oncle ».

Coulommiers. — Imp. P. Brodard

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

AN INITIAL FINE OF 25 CENTS
WILL BE ASSESSED FOR FAILURE TO RETURN
THIS BOOK ON THE DATE DUE. THE PENALTY
WILL INCREASE TO 50 CENTS ON THE FOURTH
DAY AND TO $1.00 ON THE SEVENTH DAY
OVERDUE.

NOV 15 1938